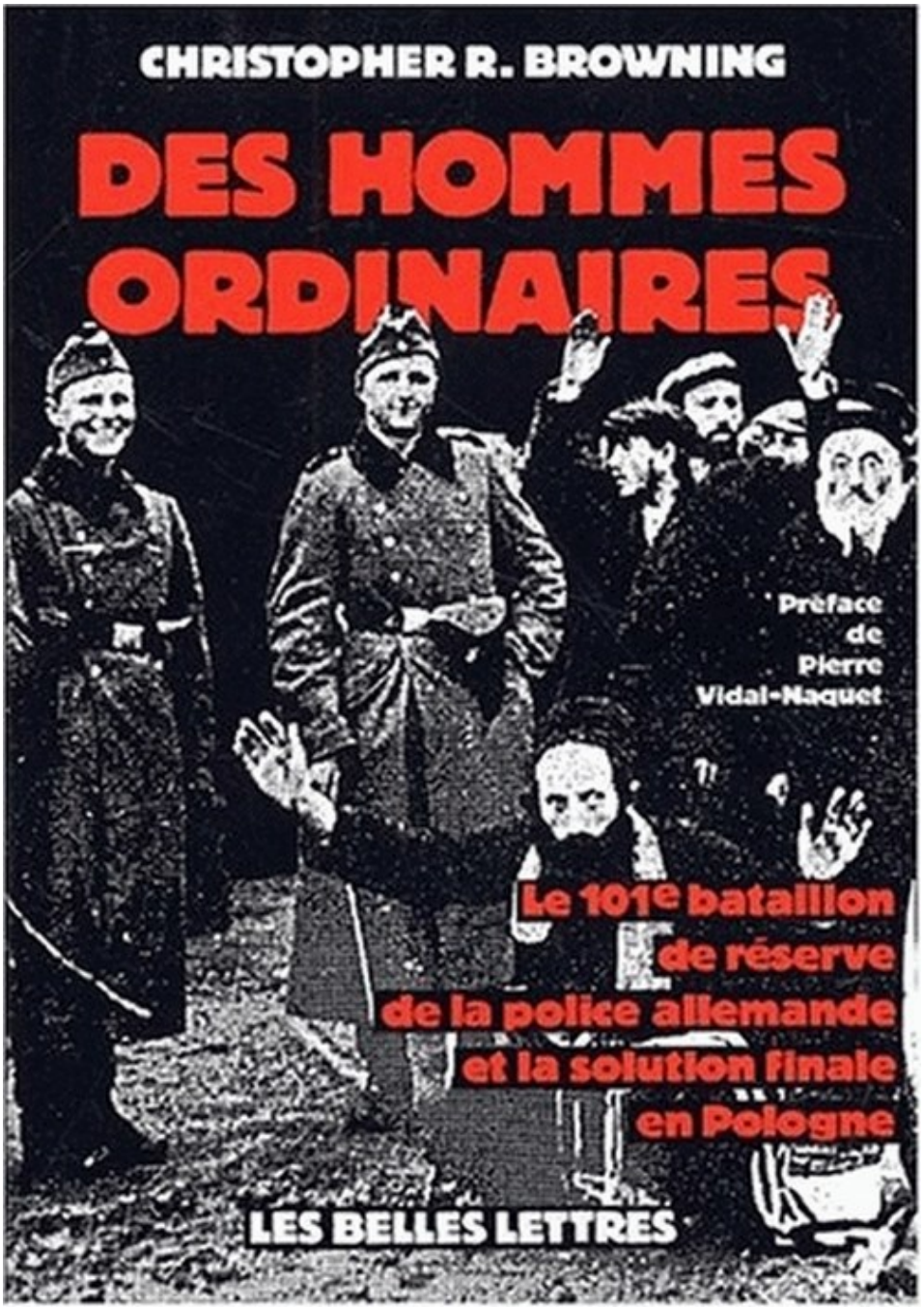
CHRISTOPHER R. BROWNING

DES HOMMES ORDINAIRES



Préface de Pierre Vidal-Naquet

Le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne

LES BELLES LETTRES

HISTOIRE

Collection dirigée
par
Michel Desgranges et Pierre Vidal-Naquet

CHRISTOPHER R. BROWNING

DES HOMMES ORDINAIRES

Le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne

Traduit de l'anglais
par
Élie Barnavi

Préface
de
Pierre Vidal-Naquet

PARIS
LES BELLES LETTRES
1994

Titre original :

Ordinary Men

Reserve Police Battalion 101
and the Final Solution in Poland

Published by arrangement with Harper Collins Publishers Inc.

© 1992 Christopher R. Browning

© 1994, pour la traduction française
et pour la préface de P. Vidal-Naquet
by Société d'édition Les Belles Lettres,
95 bd Raspail, 75006 Paris.

ISBN : 2-251-38025-6
ISSN : 1140-2539

Photo couverture : détail de la photo 1 reproduite à l'intérieur de l'ouvrage (avec l'aimable autorisation de Yad Vashem)

Présentation

À l'aube du 13 juillet 1942, les hommes du 101e bataillon de police de réserve allemande entrent dans le village polonais de Jozefow. Arrivés en Pologne quelques jours auparavant, la plupart d'entre eux sont des pères de famille trop âgés pour être envoyés au front. Dans le civil, ils étaient ouvriers, vendeurs, artisans, employés de bureau. Au soir de ce 13 juillet, ils se sont emparés des 1 800 Juifs de Jozefow, ont désigné 300 hommes comme « Juifs de labeur », et ont abattu à bout portant, au fusil, 1 500 femmes, enfants et vieillards.

La plupart de ces réservistes ordinaires étaient devenus adultes avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir et n'avaient jamais été des nazis militants ni des racistes fanatiques. Pourtant en seize mois, ces hommes vont assassiner directement, d'une balle dans la tête, 38 000 Juifs, et en déporter 45 000 autres vers les chambres à gaz de Treblinka – un total de 83 000 victimes pour un bataillon de moins de 500 hommes.

Utilisant les témoignages de 210 anciens de ce bataillon, Christopher Browning les laisse raconter avec leurs propres mots leur participation à la Solution Finale – ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont pensé, comment ils ont rationalisé leur conduite meurtrière.

Christopher Browning établit le bilan incontestable de l'activité d'extermination de ce bataillon, et accorde un soin minutieux à analyser l'environnement social et les actions personnelles des individus qui le composaient : il nous offre ainsi la preuve la plus accablante jamais établie à ce jour de l'ordinaire aptitude humaine à une extraordinaire inhumanité.

Christopher Browning est professeur d'histoire à la Pacific Lutheran University à Tacoma (Washington, États-Unis).

Il a déjà publié, aux États-Unis : Fateful Months : Essays in the Emergence of the Final Solution, The Final Solution and the German Foreign Office *et* The Path to Genocide.

Dans ce livre remarquable, Christopher Browning montre dans les moindres détails la suite d'événements et de réactions individuelles qui peuvent transformer des « hommes ordinaires » en tueurs. C'est une contribution essentielle pour comprendre l'un des aspects les plus incompréhensibles de la « Solution Finale » : l'adaptation psychologique des bourreaux.

Saül Friedländer

Un travail de pionnier montrant comment des hommes ordinaires d'âge mûr peuvent devenir des meurtriers de masse, abattant personnellement des milliers d'hommes, femmes et enfants. Convaincant, bien écrit et difficile à abandonner une fois ouvert, ce livre devrait être lu par tous ceux qui se soucient de notre avenir commun.

George L. Mosse

Le livre le plus réaliste sur la Shoah, par l'un des historiens les plus compétents sur le sujet. Jamais auparavant la transformation d'hommes ordinaires en tueurs n'avait été aussi profondément analysée.

Eberhard Jäckel

Browning pénètre au cœur de cette obscurité que nous appelons Shoah. Sa reconstitution minutieuse des circonstances qui ont conduit ce bataillon de réservistes de Hambourg à devenir des meurtriers de masse est un tour de force. Il va aussi loin que possible à l'intérieur de ces « hommes ordinaires » qui exécutèrent effectivement une part capitale de la Solution finale. Quiconque s'est jamais demandé comment de telles horreurs furent possibles ne peut ignorer ce livre. Mais attention : la réponse n'est pas rassurante.

Karl A. Schleuner

L'aspect le plus effrayant du livre capital de Christopher Browning est de nous faire connaître que ce n'ont pas été quelques brutes, mais beaucoup de braves gens ordinaires qui ont assassiné au nom d'Hitler.

Gitta Sereny

Le premier cercle est le dernier

Préface de
Pierre Vidal-Naquet

Pour Daniel Cordier

Pourquoi ce livre, « journal de marche », en quelque sorte, d'une unité de la police régulière allemande, entre l'été de 1942 et l'automne de 1943, mais journal de marche reconstruit, analysé, interprété par un historien de métier, est-il un grand livre ? Pourquoi est-il indispensable de le lire, dans la belle traduction qu'en a donnée Élie Barnavi ?

Ne nous étonnons pas qu'il ait quelque chose d'essentiel à nous apprendre sur le génocide hitlérien, et ceci plus d'un demi-siècle après les faits. Tout historien le sait : l'histoire, par définition, n'est jamais achevée – apparition de nouveaux documents ou, comme on dit, de nouveaux problèmes, le renouvellement est constant et se trouve lié à ce qu'on appellera, après Raymond Aron, la libre décision, le choix de l'historien(1) Mais, si les choix sont individuels, ils se constituent en ensembles sous le regard de l'historien qui, à son tour, en fait un objet d'étude.

Si l'histoire de la Shoah se veut, comme il est normal, à la fois compréhension et reconstitution – sinon résurrection, à la façon de Michelet – de ce passé encore proche, on peut, me semble-t-il, symboliser par trois noms et trois œuvres majeures l'effort qui a été accompli jusqu'à présent pour pénétrer dans cet univers.

Le premier nom est celui de Raul Hilberg, à qui le présent ouvrage est dédié. La première version de son œuvre majeure, *La Destruction des Juifs d'Europe*(2), a été publiée en 1961 aux États-Unis. Hilberg a essayé de comprendre, donc de mettre en ordre et en séries, de constituer une logique narrative. D'où les étapes qu'il distingue dans la politique juive du Reich hitlérien : celle de la *définition* (qui est Juif ?), qui sera complétée par le *marquage* (l'étoile), celle de l'*expropriation*, celle de la *concentration* (dans les ghettos), celle enfin de la *déportation*, qui conduit les victimes vers les centres de mise à mort, tantôt ayant cette unique fonction (Treblinka…), tantôt voisinant avec des usines et des camps de concentration plus classiques, si j'ose dire (Majdanek, Auschwitz).

Beaucoup plus que sur les témoignages individuels, qui ne sont pourtant pas absents de son livre, Hilberg s'est fondé sur des documents administratifs. Il ne faudrait guère le pousser pour lui faire dire que les chemins de fer, tous ces convois qui, par le rail, convergeraient vers ce qu'un SS appelait l'*anus mundi*, ont été le principal instrument de la déportation qui débouchait sur le meurtre de masse dans les chambres à gaz.

On le sait, l'image et le bruit des trains rythment le film de Claude Lanzmann, *Shoah* (1985), et Raul Hilberg est un des personnages du film. Mais l'objet de ce gigantesque documentaire est tout autre. Au centre se trouve l'extermination par les gaz qui débute à Chelmno, en décembre 1941, et que Lanzmann ne cherche à insérer ni dans une logique narrative ni dans une logique historique. Quand les gaz tuèrent pour la première fois des Juifs à Chelmno, l'étoile jaune n'était pas encore introduite dans la France occupée. Le meurtre par gaz est un meurtre anonyme où les victimes, anonymes elles aussi, sont séparées par des murs de béton d'assassins eux-mêmes démultipliés(3).

Lanzmann ne cherche pas à abolir la distance qui nous sépare du passé. Les survivants témoignent, certes, sur les lieux du crime, mais ces lieux sont devenus autres, de paisibles forêts par exemple ou d'innocents villages. Les témoignages de ceux qui ont vu le meurtre se commettre sont à la fois témoignages de bourreaux et témoignages de proches des victimes, puisque, par définition, les victimes ne peuvent pas parler. Ce sont ces mémoires croisées, auxquelles s'ajoutent avec Raul Hilberg l'effort d'interprétation et de systématisation et, avec Claude Lanzmann lui-même, une ironie dévastatrice, qui constituent au présent la mémoire du grand massacre.

De tels témoignages sont groupés de manière à former une œuvre d'art, car « l'ordre des mots » ou des images ne se confond jamais avec « l'ordre des choses(4) ». Mais ils ne sauraient dispenser l'historien qui veut s'approprier le vécu de lire les témoignages individuels, et notamment celui de l'homme qui sut, entre tous, et dès son premier récit(5), réunir à la fois l'unique et l'universel et ne cessa depuis, jusqu'à sa mort volontaire le 11 avril 1987, d'approfondir une réflexion lancinante entre toutes. Est-ce être un homme que d'être esclave à Auschwitz ? Mais est-ce être un homme que d'être bourreau à Auschwitz(6) ?

Hilberg, Lanzmann, Levi, trois noms qui symbolisent trois approches distinctes et fondamentales, trois noms qui ne sont pas – est-ce tout à fait un hasard ? – ceux d'historiens de métier. (Raul Hilberg lui-même a d'abord été un spécialiste de science politique. C'est son livre qui a fait de lui un historien.) Trois noms qui sont

aussi ceux d'hommes qui ont vécu de l'intérieur ou de l'extérieur les temps dont ils parlent. Certes, l'accent du *Häftling* Primo Levi est irremplaçable, mais il n'est pas indifférent de rappeler que Hilberg et Lanzmann ne sont pas étrangers à l'époque dont ils restituent les séquences.

Témoignages se prolongeant, se modifiant au fil des temps, ou documents directs et d'époque ? Cette querelle, qui revient périodiquement sur le tapis(7), est à la fois fondamentale et absurde. Posons quelques principes simples. Il est évident que le document contemporain l'emportera toujours sur le témoignage dès lors qu'il s'agit d'établir la matérialité des faits. Il peut arriver, du reste, que le document contemporain présente déjà le caractère d'un travail historique. On ne peut, à ce propos, qu'approuver ce qu'écrit Arno Mayer : « Aucun recueil de souvenirs, aucune œuvre littéraire, aucune analyse historique n'atteindra la précision et la pénétration qui distinguent des ouvrages comme les *Chroniques du ghetto de Varsovie* d'Emmanuel Ringelblum, le *Journal du ghetto de Varsovie* d'Adam Czerniakov ou la *Chronique du ghetto de Lodz, 1941-1944* qui est une œuvre collective. Ces trois chroniques de première main, écrites à l'intérieur des cités des mourants et des morts, sont d'une conception résolument moderne par la façon dont leurs auteurs établissent les faits, la chronologie, le contexte historique, et décrivent la dynamique de la collaboration et de la résistance dans des conditions d'extrême impuissance(8). »

Il est évident que, si l'on étudie les chambres à gaz d'Auschwitz d'un point de vue technologique, les documents de la Bauleitung SS d'Auschwitz constituent une source de tout premier ordre(9). Mais les données technologiques s'ajoutent à d'autres qu'elles peuvent, le cas échéant, compléter, mais qu'elles ne suppriment pas, qu'elles ne remplacent pas. Le fantasme – et le fantôme – d'une histoire purement « documentaire » – tout comme celui d'une histoire définitive – doivent être exorcisés(10). Le témoignage vécu demeure irremplaçable. Il se modifie, certes, au fil des temps, et reçoit les dépôts de l'imaginaire, du mensonge, des idéologies, des influences de toute sorte, mais il peut aussi faire apparaître des dimensions du réel qui n'étaient pas perçues comme telles au moment des faits. Telles sont les ressources de ce que saint Augustin appelait les « palais de la mémoire ». L'ultime ouvrage de Primo Levi, *Naufragés et rescapés*(11) est un exemple à vrai dire exceptionnel de cette progression d'une mémoire réflexive.

* *
*

Mais sans doute est-il temps d'en venir au présent livre, à son auteur, à ce que sa forme et son contenu offrent d'original et de neuf. Le bataillon 101, héros collectif de cet ouvrage, était, répétons-le, une formation – 500 hommes – de la police régulière (*Ordnungspolizei*), une sorte de gendarmerie mais agissant plutôt en milieu urbain. En l'occurrence les policiers en question, qui furent intégrés à l'armée qui occupait la Pologne, provenaient majoritairement de Hambourg. Le livre de Christopher Browning suit leur action meurtrière entre le mois de juillet 1942 et le mois de novembre 1943. Cette période correspond en gros, comme le note l'auteur, au plus fort de la guerre menée par le Reich hitlérien, l'État-SS, contre les communautés civiles juives, guerre qui avait pris, dès l'invasion de l'Union soviétique, le caractère d'une guerre d'anéantissement.

Si Christopher Browning a pu écrire l'histoire du bataillon 101, c'est qu'une fraction importante de cette unité a fait l'objet, en Allemagne fédérale, d'une enquête judiciaire au cours des années soixante. Assurément les peines qui furent prononcées au terme des procès successifs apparaîtront dérisoires au regard des crimes commis – les hommes du bataillon 101 portent, selon l'auteur, la responsabilité, directe ou indirecte, de la mort de 83 000 Juifs et d'un certain nombre (quelques centaines) de civils polonais –, mais les magistrats allemands, s'ils ont rendu une pauvre justice, ont, comme le dit Browning, bien travaillé pour l'histoire. Le fait qu'une partie notable de ces hommes resteront pour nous cachés par un pseudonyme est certes moralement inadmissible – cette condition a été imposée à l'auteur en échange de son droit à connaître ces archives –, mais n'a pas d'importance sur le plan d'une vérité historique globale. Au reste les historiens, comme le disait Lucien Febvre, ne sont pas des « juges suppléants de la vallée de Josaphat ».

125 hommes, 125 témoignages en quête de crime ou d'innocence, qui se contredisent, se défaussent les uns sur les autres, chargeant de préférence les morts mais aussi les vivants, 125 récits qui déjà, dans l'Allemagne prospère des années soixante, paraissent incongrus et témoignent d'un monde disparu. Telle est la documentation qui a fourni la substance de ce livre. Ce que cet ensemble perd en immédiateté, il le gagne en revanche en épaisseur temporelle, en richesse contradictoire. Personne ne pourra contester la vérité qui sourd de ces pages. Pour planter le décor, Christopher Browning a eu du reste recours – on le verra par exemple au chapitre 4 – à des documents qui, eux, datent de 1941-1942, et qui mettent en lumière soit l'activité assez bien connue des *Einsatzgruppen*, soit celle d'autres unités de

l'*Ordnungspolizei*. C'est le cas, par exemple, d'un rapport sur la déportation de 1 000 Juifs viennois vers le camp d'extermination de Sobibor, en juin 1942, rapport qui, loin de se passer de commentaires, mérite au contraire le commentaire exact et précis qu'en fait Christopher Browning.

À cette documentation se sont ajoutés quelques témoignages donnés par des survivants juifs, et quelques photos recueillies au Yad Vashem (Jérusalem) ou à l'institut historique juif de Varsovie.

Évitons les classements trop précis, mais je puis tout de même dire que Christopher Browning, qui enseigne à la Pacific Lutheran University (Tacoma, Washington), se situe au tout premier rang d'une jeune génération d'historiens nés après la Seconde Guerre mondiale. Cette jeunesse n'impose pas l'indifférence et ne crée pas en soi les conditions de l'objectivité ou de la sérénité. Du moins implique-t-elle la prise de distance et le professionnalisme. Aucune urgence n'a imposé à Christopher Browning de s'acharner sur le terrible domaine qui est désormais le sien.

Ordinary Men est le troisième livre de Christopher Browning. En 1978, *The Final Solution and the German Foreign Office* étudiait le comportement de la diplomatie allemande, entre 1940 et 1943, face à la « question juive » transformée en liquidation des Juifs ; en 1985, *Fateful Months : Essays on the Emergence of the Final Solution*(12) s'efforçait de donner une chronologie fine sujette, bien entendu, comme toute chronologie fine, à révision et discussion, aux étapes qui ont marqué la prise de décision meurtrière, étendue progressivement des plaines ukrainiennes, russes et baltes à la Pologne puis à l'ouest et au sud de l'Europe. C'était là, si j'ose dire, des sujets délicats mais « classiques ».

En 1988, Christopher Browning fut le principal témoin de l'accusation lors du second procès du nazi canadien Ernst Zündel, accusé de « diffusion de fausses nouvelles » pour avoir republié une brochure du nazi britannique Richard Verrall dit Harwood. Lors du premier procès, en 1985, ce rôle avait été tenu par Raul Hilberg. À parler franc, l'idée d'un tel procès me paraît absurde parce qu'elle revient à confier à des juges, qui ne sont nullement armés pour cela, le soin de défendre la vérité historique. La procédure britannique, qui est « accusatoire » et qui utilise la technique du « contre-interrogatoire », ne facilite pas la sérénité des exposés. Pourtant, même à travers un compte rendu foncièrement malhonnête(13), on devine la netteté et la fermeté avec lesquelles Christopher Browning a défendu ce que la communauté des historiens tient pour la vérité. Même hachés menu par les négateurs, ses propos demeurent honnêtes, simples et clairs. En lui-même, ce fait situe à son rang d'expertise la personne

et l'œuvre de Christopher Browning. Zündel fut deux fois condamné, mais la cour suprême du Canada déclara, le 27 août 1992, inconstitutionnel l'article de loi en vertu duquel il avait été jugé, annulant du coup la condamnation. Les témoins n'avaient donc travaillé que pour l'histoire.

Le troisième livre de Christopher Browning est celui que le lecteur tient entre ses mains. En quoi est-il neuf et différent ? Peut-être les remerciements que l'auteur adresse à Carlo Ginzburg nous fournissent-ils une clé. Carlo Ginzburg est en effet, avec d'autres historiens italiens, un des représentants les plus marquants d'un courant historiographique connu dans la péninsule sous le nom de *microstoria*, micro-histoire(14).

De quoi s'agit-il ? D'une histoire « au ras du sol » qui, évitant la lourdeur des enquêtes d'histoire sociale portant « sur des agrégats anonymes suivis dans la longue durée » (J. Revel), s'efforce de penser le réel historique au niveau le plus humble, celui d'un individu ou d'une petite communauté – ici, un bataillon. L'histoire peut-elle vraiment rétablir des régularités ? Sa vocation propre consiste plutôt, selon Ginzburg et ses amis, à partir à la recherche de « signes », de « traces », de « pistes » qui apparaissent dans les vies les plus modestes, dans les plus petites cellules d'acteurs du mouvement historique. Telle est bien la méthode que suit ici Christopher Browning, à ceci près que la « micro-histoire » s'inscrit dans la « grande » qu'il connaît à merveille, mais qui se voit ici modulée, voire transformée.

De cette modulation, donnons quelques exemples, en allant du plus simple au plus complexe. Le langage codé est, on le sait, un des signes distinctifs au moyen desquels la solution finale se dissimule à elle-même sa propre réalité. Eichmann, lors de son procès, disait que le « langage administratif » (*Amtssprache*) était le seul qu'il connût, ce que Hannah Arendt confirme en écrivant : « Le langage administratif était le seul qu'il connût parce qu'il était incapable de prononcer une seule phrase qui ne fût pas un cliché(15). » Mais comment se clichent les mots et les expressions ? Comment *Sonderbehandlung*, « traitement spécial », devient-il un mot pour désigner – ou plutôt pour ne pas nommer – les gazages de Juifs ? Au chapitre 4 de son livre, Christopher Browning publie un extraordinaire rapport daté du 14 septembre 1942 sur la « réinstallation » (*Umsiedlung*) d'un groupe de Juifs déportés vers le camp d'extermination de Belzec, groupe dont le quart mourut en route. Il est clair que cette réinstallation est purement fictive.

Mais lisons un peu plus loin, au début du chapitre 5 ; on verra que le bataillon 101 a été employé dès 1940 pour « réinstaller » des milliers de familles polonaises évacuées de zones que les nazis

voulaient rendre ethniquement pures. *Umsiedlung* a là son sens étymologique, quelle que soit la brutalité de l'opération. Toutefois, allons plus avant : quelle est la logique avec laquelle on pense depuis plusieurs décennies les étapes du génocide ? À la mort directe, la mort en face à face, administrée notamment par les *Einsatzgruppen* en Union soviétique en 1941, succédait la mort médiatisée, la chambre à gaz venant s'interposer entre les bourreaux et les victimes. Dans son livre pionnier de 1951, *Bréviaire de la haine*(16), Léon Poliakov étudie successivement les « exterminations chaotiques », puis les « déportations » que suivent les « exterminations méthodiques ».

C'est ainsi que le train est devenu, dans le film de Lanzmann par exemple, le symbole qui rythme la succession des meurtres. Certains ont tenté de nier l'extermination par les gaz, personne n'a nié les déportations. Un chercheur dévoyé, Serge Thion, qui a mis son talent au service de faussaires et qui s'est offert le luxe de nier la réalité de deux génocides, celui opéré sous les ordres de Hitler et celui organisé par Pol Pot et les siens, m'écrivait le 29 mai 1980 : « À mes yeux, le crime est là. C'est le principe même de la déportation : aussitôt que l'on arrache les gens à leur foyer, qu'on les concentre, qu'on les brutalise, ils commencent à mourir, et d'autant plus que leur alimentation n'était pas parfaite au départ(17). » Mais que se passait-il à l'arrivée ? Des massacres dus aux *Einsatzgruppen*, encore aujourd'hui il se refuse à parler. « Là aussi la documentation semble lacunaire, et trop facilement reconstruite ou complétée par certains auteurs(18). »

Il ne s'agit pas ici, bien évidemment, de revenir sur l'importance des déportations. Les chapitres 10 et 12 du livre de Christopher Browning sont consacrés au rôle du bataillon 101 dans la déportation des Juifs de Pologne en direction du camp d'extermination de Treblinka en août 1942, puis en octobre. Mais le schéma ancien doit être – et c'est là un des apports majeurs de Christopher Browning – entièrement revu. Les exterminations directes sont contemporaines des exterminations par les gaz, et elles se sont prolongées pour le bataillon 101 jusqu'aux derniers mois de 1943 : après la « chasse aux Juifs » du chapitre 14, Christopher Browning raconte ce qu'on a appelé, à l'époque, la « fête de la moisson ». Dans un cas comme dans l'autre, le meurtre se fait en face à face et, dans toute la mesure du possible, il n'épargne personne. C'est au chapitre 10, qui suit le récit des exploits de la deuxième compagnie du bataillon 101 dans la petite ville polonaise de Lomazy, dont toute la population juive fut exterminée, que Christopher Browning explique de façon limpide pourquoi cette population ne fut pas « déportée ». Pour mettre les

Juifs dans les trains, encore faut-il qu'il y ait des rails et des gares à proximité. Ce n'était pas le cas à Lomazy. Tel fut en l'occurrence le critère qui imposa une « solution » plutôt qu'une autre. Le reste est affaire de « détail ». Les hommes sont-ils tués nus ou les autorise-t-on, comme c'est en général le cas pour les femmes, à garder quelque vêtement ? À l'échelle du bataillon 101 en tout cas, les massacres directs et les massacres différés ne se sont pas succédé. Ils ont alterné.

* *
*

Lorsque Richard Baer, le SS qui prit, après Rudolf Hoess, la direction du camp d'Auschwitz, fut arrêté en 1960, son ancien esclave Primo Levi fit cette observation de bon sens : « Baer appartient au type d'homme qui est le plus dangereux au siècle qui est le nôtre. Pour qui sait regarder, il est clair que sans lui, sans les Hoess, Eichmann, Kesselring, sans les mille autres fidèles, exécutants aveugles des ordres reçus, les grands fauves, Hitler, Himmler, Goebbels auraient été impuissants et désarmés. Leurs noms ne figureraient pas dans l'histoire : ils seraient passés comme de sinistres météores dans le ciel sombre de l'Europe. C'est le contraire qui s'est produit. La semence jetée par les apôtres noirs – l'histoire l'a démontré – a pris racine en Allemagne avec une déconcertante rapidité, et ce dans toutes les classes sociales, et a provoqué une prolifération de haine qui, encore aujourd'hui, empoisonne l'Europe et le monde(19). » Hannah Arendt a parlé très justement, à propos d'Adolf Eichmann, de « la terrible, l'indicible, l'impensable banalité du mal(20) ». Elle avait raison à un degré proprement inimaginable.

Nous sommes habitués à ces personnages que Primo Levi appelle les « apôtres noirs » ; nous sommes habitués à l'« Ordre noir » des SS, aux membres du parti solidement ancrés dans une idéologie destructrice ; nous ne sommes même pas surpris par le comportement de cet aristocrate qui dirigea l'ensemble des *Einsatzgruppen*. L'alliance des voyous nazis avec la haute finance, la grande industrie et l'aristocratie prussienne – ajoutons-y aussi nombre de philosophes et d'hellénistes –, thème cher à Brecht et à Arno Mayer, a cessé de nous étonner. Mais il ne s'agit pas de ça dans le livre de Christopher Browning. Les hommes du bataillon 101 n'étaient ni des SS ni des bourgeois déclassés ; leur formation par l'idéologie avait été faible et du reste tardive. Ils n'étaient pas non plus des paysans ayant du mal à s'exprimer, tels ceux que montre Balzac, ou comme ces Polonais qu'interroge Lanzmann avec quelque cruauté dans *Shoah*. Ils venaient de

couches modestes, prolétariennes, s'il faut absolument leur donner une étiquette, de la ville de Hambourg, qui avaient probablement voté, avant 1933, pour les partis de gauche ou d'extrême-gauche. En un mot ils étaient, comme les a appelés l'auteur de ce livre, *Des hommes ordinaires*. Un hasard a fait que ce dossier a été ouvert et reconnu. Il va sans dire qu'il n'est pas le seul, et Christopher Browning le montre dans ses premiers chapitres.

Le comble est que le choix leur a été offert. En juillet 1942, à Jozefow, le commandant Trapp a donné le choix à une fraction de ses hommes, en principe les plus âgés : ils pouvaient, s'ils avaient des scrupules, ne pas participer au massacre. On est presque dans les conditions de ce que Daniel S. Milo appelle une « histoire expérimentale(21) ». Que se serait-il passé si… ? Il y eut quelques refus, refus globaux ou « refus de détail(22) ». L'un de ceux qui dirent non était communiste, un autre, social-démocrate. Le refus le plus explicite et le plus motivé vint d'un homme d'affaires de Hambourg qui justifia son refus – on le verra au chapitre 8 – en invoquant ses principes moraux et son expérience d'homme d'affaires. Encore devint-il plus tard un fusilleur.

Selon une estimation optimiste, environ 15 % des hommes du bataillon 101 ne participèrent pas, ou participèrent peu, aux crimes racontés dans ce livre. Est-ce si peu ? On lira en détail les réactions de chacun, la maladie de l'un, l'endurcissement de la plupart des autres…

Le chef de l'unité, Trapp, un officier (celui-là même qui avait d'abord refusé), un sous-officier et un policier furent remis aux Polonais qui pendirent le premier et le quatrième pour crimes commis contre des Polonais et seulement des Polonais. En République fédérale, au terme d'interminables procédures, en 1967 d'abord puis en 1972, deux officiers furent condamnés à des peines de prison fort légères. Encore furent-ils condamnés. Faut-il vraiment s'en étonner ? Des hommes ordinaires ayant été réintégrés dans la société qui se construisit après la guerre ont été jugés par des hommes ordinaires.

Faut-il s'en indigner de façon sélective ? Parmi les Waffen-SS qui commirent à Oradour-sur-Glane, en juin 1944, le crime que l'on sait : meurtre de plusieurs centaines de personnes entassées et brûlées vives dans l'église, il y avait un groupe d'Alsaciens. Ils avaient assurément été incorporés de force, mais n'avaient pas refusé les ordres de mort. Après une incroyable cascade de renvois, suppléments d'information, cassations diverses, le « procès d'Oradour » s'ouvrit à Bordeaux le 12 janvier 1953. La plupart des accusés avaient repris, en Alsace, une vie normale. L'Alsace s'enflamma en leur faveur. Une loi d'amnistie fut votée de toute

urgence, le 20 février 1953, par l'Assemblée nationale. Treize condamnés alsaciens, considérés comme amnistiés, furent libérés dès le lendemain(23). J'ai pris ici cet exemple parce qu'il se situe – à un degré inférieur – dans le monde criminel qu'évoque ce livre. C'est donc volontairement que je ne parle pas ici de nos guerres coloniales, des crimes qui y furent commis et de leurs lendemains judiciaires, si j'ose employer cet adjectif(24).

Reste que le problème soulevé par Primo Levi en 1966, et que soulève à nouveau ce livre, est un vrai problème, et qui ne date pas d'aujourd'hui puisqu'il a été posé par Étienne de La Boétie (mort en 1563) dans son célèbre *Discours de la servitude volontaire*(25). Aucun tyran ne peut se passer de collaborateurs et de collaborateurs nombreux. Rappelons un exemple fameux. Lorsque Staline décida de faire exécuter quelques milliers d'officiers polonais, dont les Allemands devaient plus tard découvrir les corps dans la forêt de Katyn, il prit grand soin, si le document qui a été publié est authentique(26), de faire contresigner, le 5 mars 1940, l'arrêt de mort par ses plus proches collaborateurs, les membres du Bureau politique. Hitler lui-même ne fit rien de tel – je veux dire qu'il ne signa rien, que tout se passa au niveau de l'oral. Mais ni Hitler, ni Staline, ni leurs plus proches collaborateurs ne tuaient en personne. L'immense intérêt du livre de Christopher Browning est de montrer jusqu'à quel niveau, dans le cas de Hitler, s'étendait non pas seulement l'obéissance, mais ce qu'il faut bien appeler l'adhésion.

Revenons une dernière fois à Primo Levi et à son livre ultime, *Naufragés et rescapés*. Dans la conclusion de son ouvrage, Christopher Browning cite ce livre et s'appuie tout particulièrement sur ce que Levi appelait la « zone grise », ces limbes de l'enfer d'Auschwitz. Il y a une zone grise pour les détenus privilégiés protégés par les SS, mais, ajoute Levi et après lui Browning, la zone grise comprend aussi une partie des bourreaux. C'est bien dans le gris qu'ont été recrutés, à Hambourg, les hommes qui ont formé le bataillon 101. Pour la plupart, ils n'avaient pas une vocation individuelle à devenir des criminels. Mais l'« initiation » pour eux, à Jozefow, en juillet 1942, ne se fit pas par degrés. Cette cité n'a pas de « portes » et on n'y voit pas de « scènes d'entre deux mondes(27) ». Tout de suite il fallut participer au massacre. Le drame que raconte ce livre est que pour les victimes le « premier cercle » fut aussi le dernier. Et pour les bourreaux ?

Cartes

SUÈDE
Riga
LETTONIE
Mer Baltique
Memel
LITUANIE
COMMISSARIAT GÉNÉRAL DES TERRITOIRES DE L'EST
Königsberg
Dantzig
Suwalki
PRUSSE ORIENTALE
ALLEMAGNE
Bydgoszcz
Vistule
Bialystok
Poznań
Treblinka
Bug
Chelmno
Varsovie
DISTRICT DE VARSOVIE
Lukow
Lódz
POLOGNE
Kalisz
Sobibór
Radom
Lublin
COMMISSARIAT GÉNÉRAL D'UKRAINE
Leipzig
Oder
GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
Majdanek
SILÉSIE
Opole
DISTRICT DE RADOM
DISTRICT DE LUBLIN
Belzec
Katowice
URSS
Auschwitz
Cracovie
DISTRICT DE CRACOVIE
Lwów
GALICIE
TCHÉCOSLOVAQUIE
ROUMANIE
Vienne
AUTRICHE
Budapest
HONGRIE
Danube
POLOGNE EN 1942-1943
Frontières de la Pologne avant le 1er septembre 1939
Territoires Annexés (par l'Allemagne)
Sous administration civile allemande
Camps d'extermination
0
500km

LE DISTRICT DE LUBLIN
0
50km
POLOGNE
Treblinka
Bug
Siedlce
Biala
Podlaska
Międzyrzec
Piszczac
Lukow
Lomazy
Tuczna
Komarówka
Wisznice
Radzyń
Serokomla
Czemierniki
Parczew
Kock
Forêt de
Parczew
Sobibór
Końskowola
Pulawy
Lublin
Wieprz
Zakrzów
Majdanek
Chelm
Niezdów
Poniatowa
Piaski
Trawniki
Vistule
Krasnik
Wysokie
Izbica
Turobin
Zamość
Frampol
Bilgoraj
Ulanów
Aleksandrów
Józefów
Tarnogród

Pour Raul Hilberg

Liste des principales abréviations

Kommandeur der Ordnungspolizei (Commandant du régiment permanent) **KdO**

Befehlshaber der Ordnungspolizei (Commandant suprême de l'*Ordnungspolizei* dans le gouvernement général) **BdO**

Höherer SS und Polizeiführer (Haut commissaire de la SS et de la police) **HSSPF**

SS und Polizeiführer (Chef de la SS et de la police) **SSPF**

Sonderdienst (Service spécial) **SD**

Hilfswillige (Collaborateurs volontaires) **Hiwis**

Schutzstaffel (Détachement de protection) **SS**

Sturmabteilung (Section d'assaut) **SA**

Préface

À la mi-mars 1942, quelque 75 à 80 % des victimes de la Shoah étaient en vie ; moins d'un an plus tard, à la mi-février 1943, la proportion s'inversait. Au point fort du génocide, il y eut une campagne brève et intense d'extermination. Son centre de gravité fut la Pologne où, en mars 1942, malgré deux ans et demi d'épreuves terribles, de privations et de persécutions, les principales communautés juives étaient encore toutes intactes ; onze mois plus tard, seuls des lambeaux du judaïsme polonais survivaient dans quelques ghettos et camps de travail. Bref, l'assaut allemand contre les Juifs de Pologne ne relevait pas d'un plan de longue haleine, procédant par étapes graduelles étalées sur des années. C'était un véritable *Blitzkrieg*, une offensive massive exigeant la mobilisation de forces de combat considérables. En outre, cette offensive survint au moment précis où le sort des armes allemandes en Russie hésitait – pendant cette période s'ouvre une nouvelle poussée vers la Crimée et le Caucase et se clôt la défaite désastreuse de Stalingrad.

Or, si l'offensive allemande de 1942 fut un échec, le *Blitzkrieg* contre les Juifs, surtout en Pologne, ne le fut pas. Nous savons depuis longtemps comment ont été assassinés les Juifs des principaux ghettos, notamment ceux de Varsovie et Lodz. Mais la plupart des Juifs polonais vivaient dans des bourgades dont la population était souvent à plus de 30 % juive, parfois même à 80 ou 90 %. Comment les Allemands ont-ils organisé et exécuté l'entreprise d'anéantissement de cette population dispersée sur l'ensemble du territoire ? Et où ont-ils trouvé, pendant cette année cruciale de la guerre, la main-d'œuvre nécessaire à un exploit logistique aussi extraordinaire qu'un massacre de cette envergure ? Le personnel des camps de la mort était peu nombreux ? Il ne pouvait en aller de même des effectifs qu'il a fallu mettre en œuvre afin de vider les petits ghettos – afin de rassembler, puis soit déporter soit fusiller le gros du judaïsme polonais(1).

Mes recherches sur ces questions me conduisirent dans la ville de Ludwigsburg, près de Stuttgart, où se trouve l'Agence centrale des administrations d'État de la justice (*Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen*), autrement dit le bureau de la République fédérale qui coordonne les enquêtes sur les crimes nazis. L'Agence abrite une riche collection d'actes d'accusation et de jugements concernant pratiquement tous les procès intentés en Allemagne pour crimes nazis perpétrés à l'encontre des Juifs de

Pologne. C'est en travaillant sur cette masse de documents que je suis tombé sur le dossier du 101e bataillon de réserve de la police, une unité de la police régulière du Troisième Reich (*Ordnungspolizei*, ou, en bref, *Orpo*).

Cela faisait près de vingt ans que j'étudiais la Shoah à travers documents d'archives et minutes d'audience ; pourtant, ce dossier eut sur moi un effet singulièrement puissant et troublant. Jamais auparavant je n'avais vu le problème du choix aussi dramatiquement posé par le cours même des événements, et aussi ouvertement discuté par au moins quelques-uns des tueurs. Jamais auparavant je n'avais assisté à un face-à-face aussi brutal entre les œuvres monstrueuses de la Shoah et la figure humaine de ses auteurs.

À la lecture de l'acte d'accusation, qui contenait d'abondantes citations textuelles des interrogatoires subis avant leur procès par des membres du bataillon, il était évident que les juges disposaient d'une moisson exceptionnellement riche de témoignages. Mieux, nombre de ces témoignages avaient quelque chose de candide et de franc, que l'on ne trouve pas dans les justifications et excuses mensongères de règle dans ce genre d'affaires. Menées par l'Office du procureur de l'État (*Staatsanwaltschaft*) de Hambourg, l'instruction et les poursuites engagées contre les hommes du 101e bataillon de la police ont pris toute une décennie, de 1962 à 1972. Cet organisme, assurément l'un des plus assidus en Allemagne fédérale dans la répression des crimes nazis, avait encore la garde des procès-verbaux de cette affaire. Permission me fut donnée d'en prendre connaissance.

À la différence de tant d'autres unités d'extermination nazies, dont la liste des membres ne peut être reconstituée que très partiellement, les enquêteurs disposaient du rôle complet du 101e bataillon de réserve de la police. Comme la plupart des hommes étaient originaires de Hambourg et que beaucoup y vivaient toujours au moment de l'enquête judiciaire, j'ai pu étudier les interrogatoires de 210 hommes d'une unité qui en comprenait un peu moins de 500 à plein effectif lorsqu'elle fut envoyée en Pologne, en juin 1942. Cette série d'interrogatoires fournissait un échantillon représentatif pour le traitement statistique de catégories comme l'âge, la qualité de membre du Parti ou des SS et le milieu social d'origine. En outre, quelque 125 témoignages étaient suffisamment fournis pour permettre une reconstitution narrative détaillée aussi bien qu'une analyse de la dynamique interne de cette unité d'extermination.

En fin de compte, la Shoah fut possible parce que, au niveau le plus élémentaire, des êtres humains individuels mirent à mort

d'autres êtres humains, en grand nombre et sur une longue période. Les exécutants de la base se muèrent en « tueurs professionnels ». En essayant d'écrire l'histoire d'une unité faite de tels hommes, l'historien se heurte à de nombreuses difficultés, dont le problème des sources n'est pas la moindre. Contrairement à bon nombre d'unités de tueurs qui opéraient en Union soviétique, il existe peu de documents contemporains concernant le 101e bataillon, et aucun qui mentionne explicitement ses activités d'extermination(2). Les récits d'une poignée de survivants juifs peuvent aider à établir la date et l'ampleur de telle ou telle action, dans telle ou telle ville où le bataillon s'est manifesté. Mais, à la différence des témoignages de survivants sur des exécutants de premier plan dans les ghettos et les camps, où le contact prolongé entre victimes et persécuteurs était fréquent, ce genre de témoignage ne peut pas nous apprendre grand-chose sur une unité itinérante comme le 101e bataillon de réserve de la police. Des hommes inconnus arrivaient, tuaient, s'en allaient. De fait, il est rare que les survivants se souviennent ne serait-ce que des uniformes verts caractéristiques de l'*Ordnungspolizei*.

Mon ouvrage repose donc sur cette source quasi unique : les interrogatoires judiciaires, conduits dans les années 1960, de quelque cent vingt-cinq hommes du bataillon. Or ce récit d'événements vécus par une seule unité, mais passé plus de vingt ans après par le filtre de cent vingt-cinq mémoires différentes, est une lecture plutôt déconcertante pour un historien en quête de certitudes. Chacun de ces hommes a joué un rôle différent, a vu et fait des choses différentes. Chacun a par la suite refoulé, ou simplement oublié, tel ou tel aspect des expériences vécues par son bataillon, ou en a remodelé le souvenir à sa manière. Mettant à nu des mémoires différentes, les interrogatoires présentent inévitablement tout un faisceau de perspectives différentes. Paradoxalement, j'aurais eu l'illusion de savoir plus sûrement ce qui est arrivé à ce bataillon avec un seul récit détaillé, plutôt qu'avec cent vingt-cinq.

Il n'y a pas que les divergences d'approche et de perspective. Les circonstances dans lesquelles ces témoignages ont été recueillis ont joué également leur rôle. Certains hommes ont tout simplement menti. Après tout, dire la vérité, du moins telle qu'elle se présentait à leur mémoire, pouvait avoir pour eux de pénibles conséquences. Ainsi, au refoulement et à la déformation due au temps qui passe, s'ajoute le mensonge conscient. De plus, les enquêteurs ont posé des questions pertinentes à leur mission, qui consistait à recueillir les preuves de crimes spécifiques, commis par des individus particuliers. Ils n'ont pas systématiquement

cherché à éclairer les aspects subjectifs de l'expérience vécue par ces policiers – aspects peut-être pas très importants pour le juriste, mais qui le sont indubitablement pour l'historien.

Source unique et plurielle à la fois, offrant une multiplicité de points de vue, de récits et de perspectives, ce corpus de témoignages devait être soigneusement pesé. Il a fallu décider quel témoin était digne de foi, lequel ne l'était pas. Tel témoignage a été éliminé, en partie ou en totalité, au bénéfice de tel autre qui le prenait à contre-pied. Un bon nombre de ces décisions se sont imposées avec la force de l'évidence, d'autres ont été plutôt difficiles à prendre. Et, tout attentif que j'aie essayé d'être, sans doute ai-je plus d'une fois fixé mon choix de manière purement instinctive, sans même en être conscient. À partir des mêmes sources, d'autres historiens raconteraient cette histoire de manière tant soit peu différente.

Durant ces dernières décennies, les historiens professionnels se sont préoccupés de plus en plus d'écrire une histoire « vue d'en bas ». Il s'agit de reconstituer le vécu du commun des mortels, ignoré jusque-là par une historiographie, dominante, de la haute politique et de la culture des élites. En Allemagne, cette tendance s'est épanouie dans la pratique de l'*Alltagsgeschichte*, l'« histoire de la vie quotidienne » – à savoir la « description serrée » des expériences communes des gens ordinaires. Appliquée à l'époque du Troisième Reich toutefois, cette approche a prêté le flanc à la critique : n'était-ce pas là une manière d'évasion – une façon de détourner l'attention des horreurs inouïes perpétrées par un régime voué au génocide – vers les choses plus terre à terre d'une vie de tous les jours qui s'est poursuivie relativement paisible ? Ainsi, tenter la microhistoire d'un unique bataillon pourrait sembler à certains une entreprise discutable.

En tant que méthode, cependant, « l'histoire de la vie quotidienne » est neutre. Elle devient évasion, une tentative de « normaliser » le Troisième Reich, uniquement si elle est incapable de montrer à quel point la politique criminelle du régime a pénétré, inéluctablement, la vie quotidienne sous les nazis. Parce que les forces d'occupation – des dizaines de milliers d'Allemands venus de tous les horizons sociaux – étaient stationnées dans les territoires conquis d'Europe orientale, la politique d'extermination en masse arrêtée par le régime ne se réduisait pas à quelques événements exceptionnels qui n'auraient eu pratiquement aucune influence sur la vie quotidienne. Comme le montre l'histoire du 101^{e} bataillon de réserve de la police, génocide et train-train quotidien se confondaient. La normalité elle-même était devenue anormale.

Autre objection possible : l'inévitable « empathie » avec les tueurs, inhérente à la tentative de les comprendre. Et il est vrai que la mise en chantier d'une telle histoire passe par le rejet préalable de toute diabolisation. Les policiers du bataillon qui ont massacré et déporté étaient des êtres humains, tout comme ceux, infiniment moins nombreux, qui s'y sont refusés ou se sont esquivés. Si je veux comprendre et expliquer ces deux attitudes – également humaines – du mieux que je peux, il me faut reconnaître que, placé dans la même situation, j'aurais pu être soit un tueur, soit un planqué. Cette reconnaissance implique, en effet, une tentative d'« empathie ». Mais ce que je n'accepte pas, ce sont les vieux clichés selon lesquels l'explication vaut excuse, la compréhension vaut pardon. Non, expliquer n'est pas excuser, comprendre n'est pas pardonner. Renoncer à comprendre les tueurs en termes humains rendrait impossible non seulement cette étude, mais toute histoire de la Shoah qui soit autre chose qu'une caricature. Peu avant sa mise à mort par les nazis, l'historien Marc Bloch, français et juif, écrivait : « Un mot, pour tout dire, domine et illumine nos études : "comprendre(3)". » C'est dans cet esprit que j'ai essayé d'écrire ce livre.

L'accès aux interrogatoires fut soumis à une condition. La protection de la vie privée a fait l'objet en Allemagne, surtout ces dix dernières années, d'une législation de plus en plus contraignante. L'État de Hambourg et ses archives judiciaires ne font pas exception à la règle. Aussi bien, avant que d'obtenir la permission de consulter les documents concernant les hommes du 101e bataillon de réserve de la police, j'ai dû promettre que je n'utiliserai pas leurs noms véritables. Cependant, le chef du bataillon, le commandant Wilhelm Trapp, et les trois chefs de compagnie, le capitaine Wolfgang Hoffmann, le capitaine Julius Wohlauf et le lieutenant Hartwig Gnade, figurent dans d'autres archives, ailleurs qu'en Allemagne. J'ai donc cité leurs vrais noms, puisque dans leur cas j'échappais par ce biais à cette loi du silence. Pour tous les autres membres du bataillon qui figurent dans le corps de l'ouvrage, je me suis servi de pseudonymes (désignés lors de leur première apparition par un astérisque). Les notes désignent les témoins par le prénom et l'initiale du patronyme. L'obligation d'user de pseudonymes constitue à mes yeux une limitation malheureuse à l'exactitude historique ; toutefois, je ne pense pas qu'elle porte atteinte à l'intégrité de cette étude ou à son utilité.

Nombre d'individus et d'institutions m'ont été d'un grand secours. L'*Oberstaatsanwalt* (procureur principal) Alfred Streim m'a rendu possible l'accès à l'incomparable collection d'archives judiciaires allemandes de Ludwigsburg. Madame

l'*Oberstaatsanwältin* Helge Grabitz m'a encouragé à travailler aux archives judiciaires de Hambourg, a appuyé ma demande pour les consulter et m'a aidé tout au long de mon séjour avec une générosité jamais démentie. La *Pacific Lutheran University* m'a fourni les moyens financiers pour deux séjours en Allemagne, au début et à la fin de mes recherches sur ce projet. De même, la fondation Alexander von Humboldt a financé un voyage d'études en Allemagne. Pour l'essentiel, les recherches et la rédaction de l'ouvrage furent achevées durant un congé sabbatique de la *Pacific Lutheran University*, et grâce au soutien de la fondation *Fulbright Research Grant to Israel*. Je remercie tout spécialement Daniel Krauskopf, secrétaire exécutif de l'*United States-Israel Educational Foundation*, pour m'avoir facilité la tâche, aussi bien en Israël qu'en Allemagne.

Peter Hayes, de la *Northwestern University*, et Saül Friedländer, de l'*University of California in Los Angeles* (*UCLA*), m'ont offert l'occasion de présenter les premières conclusions de mes recherches lors de conférences qu'ils ont bien voulu organiser dans leurs établissements. Beaucoup d'amis et de collègues m'ont écouté patiemment et m'ont prodigué conseils et encouragements. Qu'il me soit permis de nommer ici Philip Nordquist, Dennis Martin, Audrey Euyler, Robert Hoyer, Ian Kershaw, Robert Gellately, Yehuda Bauer, Dinah Porat, Michael Marrus, Bettina Birn, George Mosse, Elisabeth Domansky, Gitta Sereny, Carlo Ginzburg et le regretté Uwe Adam.

À l'égard de Raul Hilberg, je me reconnais une dette particulière. En 1982, il a attiré mon attention sur l'apport indispensable de l'*Ordnungspolizei* à la solution finale, continuant ainsi, comme si souvent dans le passé, à dresser le programme des recherches à venir sur la Shoah(4). Il s'est ensuite personnellement engagé dans la publication de cette étude. Pour un tel soutien, maintenant et tout au long de ma carrière, la dédicace de ce livre est une expression bien pauvre de mon estime et de ma reconnaissance.

Enfin, ma famille a supporté avec patience la période de gestation d'un livre de plus ; pour son soutien et sa compréhension, qu'elle reçoive ici l'expression de ma profonde gratitude.

Tacoma,
novembre 1991

1
Un beau matin, à Jozefow

La ville polonaise de Bilgoraj, à l'aube du 13 juillet 1942. Les hommes du 101e bataillon de réserve de la police quittent le grand bâtiment de briques de l'école qui leur sert de caserne. Ce sont des Hambourgeois d'origine ouvrière ou petite-bourgeoise, des hommes d'âge mûr qui ont laissé derrière eux femme et enfants. Trop vieux pour servir dans l'armée allemande, ils ont été mobilisés dans la police. La plupart sont des bleus sans aucune expérience des territoires occupés, tous se trouvent en Pologne depuis moins de trois semaines.

Il fait encore sombre lorsque les hommes grimpent dans les camions. Chaque policier a reçu des munitions supplémentaires, en plus des caisses qui ont été chargées dans les camions(1). Ils partent pour leur première action d'importance, mais on ne leur a pas encore dit ce qui les attendait.

Le convoi s'ébranle dans l'obscurité, se dirigeant lentement vers l'est sur une mauvaise route cahoteuse. Il met bien une heure et demie, peut-être deux, pour franchir les quelque trente kilomètres qui séparent Bilgoraj de sa destination, le village de Jozefow. C'est un hameau polonais typique, avec ses petites maisons blanches à toit de chaume. Parmi ses habitants y vivent 1 800 Juifs.

Le village est silencieux(2). Les conscrits du 101e bataillon de réserve sautent à terre et s'assemblent en demi-cercle autour de leur chef, le commandant Wilhelm Trapp, un policier de carrière de cinquante-trois ans affublé par ses hommes du sobriquet affectueux de « Papa Trapp ». Il est temps pour lui d'informer l'unité de la mission qui lui a été confiée.

Pâle, nerveux, la voix étranglée et les yeux pleins de larmes, Trapp a manifestement du mal à se dominer. Le bataillon, explique-t-il d'un ton plaintif, doit remplir une tâche effroyablement déplaisante. Cette mission n'est pas de son goût, elle lui apparaît même comme éminemment regrettable, mais les ordres proviennent des plus hautes autorités. Si cela pouvait tant soit peu leur faciliter les choses, les hommes devraient se souvenir qu'en Allemagne des bombes sont en train de tomber sur des femmes et des enfants.

Puis il en vient au fait. Un policier se souviendra que Trapp a accusé les Juifs d'avoir été les instigateurs du boycottage qui fait tant de mal à l'Allemagne. Selon deux autres témoins, il a expliqué

que les Juifs de Jozefow soutenaient les partisans. Maintenant, dit-il, le bataillon a ordre de rassembler ces Juifs. Les hommes en âge de travailler seront sélectionnés et emmenés dans un camp de travail. Les autres, femmes, enfants et vieillards, devront être fusillés sur place par les hommes du bataillon. Puis, ayant exposé à ses hommes la nature de leur mission, Trapp leur fait une proposition extraordinaire : s'il en est parmi les plus âgés d'entre eux qui ne se sentent pas la force de prendre part à cette mission, ils en seront dispensés(3).

2
La police de maintien de l'ordre (*Ordnungspolizei*)

Comment des policiers réservistes d'âge moyen ont-ils été amenés à tuer par balle quelque mille cinq cents Juifs dans le village polonais de Jozefow, un jour de juillet 1942 ? Pour le comprendre, il nous faut tracer dans ses grandes lignes le cadre à l'intérieur duquel ils ont agi, à savoir l'institution de l'*Ordnungspolizei*, ou *Orpo*, et son rôle dans l'entreprise nazie d'extermination du judaïsme européen.

L'*Ordnungspolizei* naît, dans l'entre-deux-guerres, d'une troisième tentative de mettre sur pied de larges formations de police militairement entraînées et équipées(1). À l'issue de la première guerre mondiale, dans la foulée de la défaite, la révolution éclate en Allemagne. L'armée n'existant virtuellement plus et la révolution menaçant de balayer ce qui restait encore debout de l'ordre ancien, un groupe d'officiers et de fonctionnaires organisent des unités paramilitaires contre-révolutionnaires, les *Freikorps*. En 1919, lorsque le pays parvient à une certaine normalisation, de nombreux membres des *Freikorps* rejoignent la police régulière, pour former de larges unités encasernées, prêtes à faire face à une éventuelle résurgence menace révolutionnaire. Dès 1920 cependant, les Alliés exigent la dissolution de ces unités, considérant qu'il s'agit là d'une violation en puissance de la clause du traité de Versailles limitant les effectifs de l'armée allemande à 100 000 hommes.

Après l'accession des nazis au pouvoir, en 1933, une « armée de police territoriale » (*Armee der Landespolizei*) de 56 000 hommes est créée. Logées dans des casernes et recevant un entraînement militaire complet, ces unités font partie du programme de réarmement clandestin de l'Allemagne. Deux ans plus tard, lorsque Hitler viole ouvertement les dispositions du traité de Versailles et rétablit la conscription, l'« armée de police » rejoint une armée régulière en expansion rapide, en lui fournissant l'encadrement dont elle a besoin, officiers et sous-officiers. En effet, l'« armée de police territoriale » joue un rôle important dans la formation des futurs officiers de l'armée. En 1942, pas moins de quatre-vingt-dix-sept généraux de l'armée allemande ont servi auparavant dans l'« armée de police territoriale » des années 1933-1935(2).

Le maintien de larges formations militaires au sein de la police devait attendre la nomination, en 1936, de Heinrich Himmler, à ce

moment déjà chef de la SS, à la tête de la police allemande. Himmler, qui a désormais la haute main sur toutes les polices du Troisième Reich, les divise en deux branches, chacune placée sous la direction d'un bureau central à Berlin. Sous l'Office central de la police de sécurité (*Sicherheitspolizei*) de Reinhard Heydrich, il y a la fameuse police secrète d'État (*Geheime Staatspolizei*, ou *Gestapo*), vouée à la lutte contre les ennemis politiques du régime, et la police criminelle (*Kriminalpolizei*, ou *Kripo*), en charge pour l'essentiel de la répression du banditisme. L'autre branche de la police est l'Office central de la police de maintien de l'ordre, l'*Ordnungspolizei*, sous les ordres de Kurt Daluege. Daluege a sous sa responsabilité la police municipale (*Schutzpolizei*, ou *Schupo*), la police rurale – plus ou moins équivalente à la gendarmerie – et la police des petites communautés urbaines (*Gemeindepolizei*).

En 1938, Daluege a sous ses ordres plus de 62 000 policiers. Près de 9 000 d'entre eux sont organisés en compagnies de police nommées *Polizei-Hundertschaften*, chacune comprenant cent huit hommes. Dans dix villes d'Allemagne, trois compagnies de police sont rassemblées dans de grosses « unités d'entraînement de la police » (*Polizei-Ausbildungsabteilungen*). En 1938 et 1939, l'imminence de la guerre gonfle rapidement les effectifs de l'*Ordnungspolizei*. En effet, un jeune Allemand a tout intérêt à s'enrôler dans la police, puisqu'il échappe ainsi à la conscription. De plus, comme les bataillons de la police sont organisés sur une base territoriale, ils semblent assurer un service non seulement moins risqué que l'armée régulière, mais aussi plus proche de la maison.

Au moment où la guerre éclate, en septembre 1939, l'*Ordnungspolizei* est forte de 131 000 hommes. La grande menace qui pèse sur ses grosses unités militarisées est, bien sûr, l'incorporation pure et simple dans l'armée – menace écartée grâce à un compromis qui coûtera cher à l'*Ordnungspolizei*. Beaucoup de ses meilleures unités sont fondues dans une division de la police mise à la disposition de l'armée. (Elle se battra dans les Ardennes en 1940, puis devant Leningrad en 1941, avant que Himmler ne la fasse revenir l'année suivante, sous le nom de 4e division SS de grenadiers de la police.) Deux régiments de police recrutés dans la ville récemment occupée de Dantzig sont également transférés à l'armée en octobre 1939. Enfin, l'*Ordnungspolizei* fournit plus de 8 000 hommes à la police militaire de la *Wehrmacht*, la *Feldgendarmerie*. Moyennant quoi les autres hommes de l'*Ordnungspolizei* en âge d'être assujettis à la conscription y échapperont.

Pour renflouer ses rangs, l'*Ordnungspolizei* est autorisée à

recruter 26 000 jeunes Allemands – 9 000 volontaires nés entre 1918 et 1920 et 17 000 nés entre 1909 et 1912 –, ainsi que 6 000 Allemands dits « ethniques » (*Volksdeutsche*), qui vivaient hors de l'Allemagne avant 1939. De plus, on lui permet de mobiliser 91 500 réservistes nés entre 1901 et 1909 – une tranche d'âge qui à ce moment n'est pas encore appelée sous les drapeaux. La mobilisation dans l'*Ordnungspolizei* est progressivement étendue à des hommes de plus en plus âgés, et, vers le milieu de l'année 1940, elle peut aligner 244 500 policiers(3).

L'*Ordnungspolizei* n'a pratiquement pas été prise en compte dans les plans de mobilisation d'avant-guerre, pas plus qu'on ne s'est préoccupé de son éventuelle utilisation pendant les combats. Cependant, les succès militaires de l'Allemagne et l'expansion territoriale foudroyante ont créé des besoins nouveaux en forces d'occupation. Au début de la guerre, on forme vingt et un bataillons de police comptant chacun environ cinq cents hommes, dont treize sont rattachés aux armées qui déferlent sur la Pologne. Leur mission : rassembler les soldats polonais coupés de leurs unités à l'arrière de la ligne de front, ramasser armes et équipements abandonnés par les troupes polonaises en retraite, assurer la sécurité des zones de l'arrière.

Le nombre des bataillons de police augmente rapidement, pour atteindre le chiffre de 101 à l'été 1940, lorsque les 26 000 jeunes recrues et de nombreux réservistes plus âgés eurent formé de nouvelles unités. Treize bataillons sont stationnés en Pologne centrale, dans la zone occupée dite du Gouvernement général, sept dans les territoires polonais de l'ouest annexés au Reich – les « territoires incorporés » –, dix dans les pays tchèques de Bohême et Moravie, transformés en « protectorat ». En outre, six bataillons sont stationnés en Norvège et quatre aux Pays-Bas(4). Dans l'entreprise d'asservissement de l'Europe occupée, l'*Ordnungspolizei* devient rapidement une source essentielle de main-d'œuvre.

Les bataillons nouvellement créés l'ont été de deux manières. Pour assurer l'encadrement nécessaire en sous-officiers, des policiers de carrière et des volontaires d'avant-guerre des premiers bataillons qui ont servi en Pologne en 1939 sont promus, puis répartis dans les nouvelles unités de réservistes. Ces bataillons sont appelés « bataillons de réserve de la police ». Par ailleurs, des unités spéciales (numérotées de 251 à 256 et de 301 à 325) sont formées avec des hommes pris parmi les 26 000 jeunes volontaires alloués à l'*Ordnungspolizei* à l'automne 1939. Ce sont ces unités qui deviendront les nouvelles formations d'élite de l'*Ordnungspolizei*(5).

L'*Ordnungspolizei* relève de deux cadres distincts. Dans chacun des quatre districts entre lesquels on a divisé le Gouvernement

général – Cracovie, Lublin, Radom et Varsovie (un cinquième, la Galicie, est ajouté en 1941) – officie un commandant de régiment permanent (*Kommandeur der Ordnungspolizei*, ou *KdO*) flanqué d'un état-major. Chaque régiment de district est composé de trois bataillons, qui accomplissent leur temps de service par roulement, des bataillons venus d'Allemagne assurant constamment la relève. En même temps, un réseau de petites unités couvre l'ensemble du territoire. Dans chacune des principales villes polonaises, un poste de la *Schutzpolizei* est chargé de surveiller la police municipale polonaise. En outre, il y a trente ou quarante petits postes de gendarmerie dans les villes de taille moyenne de chaque district. La *Schutzpolizei* et les unités de gendarmerie, tout comme les trois chefs de bataillon, obéissent aux ordres du commandant de district de l'*Ordnungspolizei*, le *KdO*. Vers la fin de l'année 1942, les effectifs de l'*Ordnungspolizei* dans les territoires du Gouvernement général totalisent 15 186 hommes. Sous ses ordres, la police polonaise compte, elle, 14 297 hommes(6).

Une chaîne de commandement monte des bataillons de l'*Ordnungspolizei*, ainsi que du réseau des petites unités, à travers le *KdO* de district, au commandant en chef de l'*Ordnungspolizei* dans le Gouvernement général (*Befehlshaber der Ordnungspolizei*, ou *BdO*), dans la ville capitale de Cracovie, pour aboutir à Berlin, au Bureau principal de Kurt Daluege. Telle est la chaîne de commandement normale pour toute affaire concernant exclusivement les unités locales de l'*Ordnungspolizei*. Mais il existe une autre chaîne de commandement, qui concerne la politique et les opérations impliquant une action commune de l'*Ordnungspolizei* avec la police de sécurité et d'autres unités de la SS. Dans le Gouvernement général, Heinrich Himmler dispose d'un représentant personnel – le « haut commissaire de la SS et de la police » (*HSSPF*) Friedrich-Wilhelm Krüger –, investi de la responsabilité spéciale de coordonner toute action où se trouvent engagées plus d'une agence de son empire tentaculaire de SS et police. Dans chaque district du Gouvernement général, un « chef de la SS et de la police » (*SSPF*) a les mêmes responsabilités et dispose des mêmes pouvoirs au niveau du district que Krüger pour l'ensemble du Gouvernement général. Pour le district de Lublin, où le 101e bataillon de réserve de la police est stationné dans les années 1942 et 1943, le *SSPF* est le brutal et répugnant Odilo Globocnik, un compère de Himmler qui a été chassé de son poste de chef du parti en Autriche pour corruption. Ainsi, les unités de l'*Ordnungspolizei* du district de Lublin peuvent recevoir leurs ordres soit de Daluege et son Bureau principal à Berlin, à travers le *BdO* de Cracovie et le *KdO* du district, soit de Himmler par le *HSSPF*

Krüger et Globocnik, le *SSPF* du district. L'assassinat du judaïsme polonais étant un programme qui intéresse chaque département de la SS et de la police, c'est cette dernière chaîne de commandement qui comptera pour la participation de l'*Ordnungspolizei* à la Solution finale.

3
L'*Ordnungspolizei* et la Solution finale : Russie, 1941

Ce n'est pas en Pologne, mais en Russie, à l'été et à l'automne 1941, que l'*Ordnungspolizei* participe pour la première fois à la « Solution finale », c'est-à-dire à l'extermination du judaïsme européen. En préparation de l'invasion de la Russie et de la « guerre de destruction » que Hitler a l'intention de mener là-bas, quatre unités mobiles spéciales de la SS, les *Einsatzgruppen*, sont formées et entraînées à la fin du printemps 1941. Le gros de ces unités provient de la police de sécurité de Heydrich (*Gestapo* et *Kripo*), ainsi que de son appareil de renseignement (Service de sécurité, ou SD), renforcé par de petites unités de Waffen-SS (la branche militaire de l'organisation de Himmler). En outre, les trois compagnies du 9e bataillon de l'*Ordnungspolizei* sont réparties entre les trois *Einsatzgruppen*(1). Ainsi, sur un total de trois mille hommes attribués aux quatre *Einsatzgruppen*, les membres de l'*Ordnungspolizei* sont environ cinq cents.

Les *Einsatzgruppen* ne sont que la fine pointe des forces allemandes qui participent à l'entreprise d'extermination politique et raciale en Russie. Au début de juillet est envoyé en Russie un cinquième *Einsatzgruppe*, constitué *ad hoc* avec des membres de la police de sécurité du Gouvernement général. La plupart de ces hommes deviennent la force permanente de la police de sécurité dans ce qui fut en 1939-1941 la zone d'occupation soviétique en Pologne orientale, tandis que les quatre *Einsatzgruppen* d'origine s'enfoncent en Russie derrière les armées allemandes.

Afin de tenir les vastes territoires russes, Himmler a nommé trois « hauts commissaires de la SS et de la police », pour les régions du nord, du centre et du sud respectivement, qu'il a chargés de coordonner toutes les opérations des SS en Russie occupée. Dans l'euphorie de ces jours de la mi-juillet 1941, lorsque, dans la foulée des premiers et stupéfiants succès des armes allemandes, la victoire semble à portée de la main, Hitler ordonne l'intensification des mesures de pacification en territoire conquis. Le 16 juillet, il annonce que l'Allemagne n'abandonnera jamais ses conquêtes à l'est, où il entend créer un « jardin d'Éden ». Tout sera fait pour y aboutir. Il est heureux, explique-t-il, que Staline ait lancé la guerre de partisans, car « cela nous offre l'occasion d'exterminer tous ceux qui nous sont hostiles.

Naturellement, ce vaste pays doit être pacifié au plus tôt ; ce que nous ferons au plus vite en tirant sur quiconque osera ne serait-ce que nous regarder de travers(2). »

Himmler s'empresse d'exaucer les souhaits de son maître. En une semaine, il renforce le *HSSPF* de la région centre, Erich von dem Bach-Zelewski, et le *HSSPF* de la région sud, Friedrich Jeckeln, avec une brigade SS supplémentaire chacun, ajoutant ainsi plus de 11 000 hommes à la campagne d'extermination des SS(3). En outre, au moins onze bataillons de police – neuf d'entre eux formés de jeunes volontaires – sont répartis entre les trois *HSSPF* de Russie ; 5 500 policiers viennent ainsi s'ajouter aux cinq cents déjà attribués aux *Einsatzgruppen*(4). Entre la fin juillet et la mi-août, Himmler inspecte le front de l'est, pressant personnellement ses hommes à mener à bien l'entreprise d'extermination des Juifs de Russie.

Cependant, les hommes de l'*Ordnungspolizei* ont inauguré leur carrière de tueurs dès avant la mise en place de ce dispositif massif dans les derniers jours de juillet. Le site de ce premier exploit est la ville, presque à moitié juive, de Bialystok. À la veille du déclenchement de l'opération Barberousse – l'invasion de la Russie –, le commandant Weis du 309e bataillon de police réunit ses chefs de compagnie. Comme ses collègues de toutes les unités de l'armée et de la police qui s'apprêtent à franchir la frontière russe, il dévoile plusieurs ordres qui devaient être transmis oralement aux hommes. Le premier est la fameuse « circulaire des commissaires » (*Kommissarbefehl*), en vertu duquel les « commissaires politiques » – un terme qui englobe tous les fonctionnaires communistes de l'armée, ainsi que ceux de l'administration civile suspectés de nourrir des sentiments antiallemands – ne bénéficieront pas du statut de prisonniers de guerre et seront fusillés sans autre forme de procès(5). Le second est le décret Barberousse, qui soustrait les actions des soldats allemands à l'égard de la population civile à la juridiction des tribunaux militaires, et autorise explicitement les actions de représailles collectives à l'encontre de villages entiers(6). C'est, en fait, un véritable « permis de tirer » sur les civils russes. Mais le commandant Weis n'a pas fini. Il explique ensuite que cette guerre est une guerre contre les Juifs et les bolcheviks, et que le bataillon – il souhaite qu'il n'y ait pas de malentendu sur ce point – devra agir sans pitié contre les Juifs. À son avis, les ordres du Führer signifient que les Juifs, sans distinction d'âge ou de sexe, doivent être détruits(7).

Le 27 juin, le commandant Weis ordonne à son bataillon de passer au peigne fin le quartier juif et de s'emparer des hommes,

mais sans préciser ce qu'il convient d'en faire. Apparemment, il laisse cela à l'initiative des chefs de compagnie, dûment munis d'instructions avant l'invasion. L'action commence comme un pogrom : coups, humiliations, barbes brûlées, tirs à volonté sur les Juifs emmenés à la place du marché ou à la synagogue. Lorsque plusieurs dirigeants de la communauté juive se présentent au Q.G. de la 221e division de sécurité du général Pflugbeil et implorent à genoux la protection de l'armée, un policier du 309e bataillon déboutonne sa braguette et urine sur eux pendant que le général tourne le dos à la scène.

Puis ce qui a commencé comme un pogrom tourne rapidement au massacre systématique. Les Juifs rassemblés sur la place du marché sont emmenés dans un parc, alignés contre un mur et fusillés. La tuerie dure jusqu'à la tombée de la nuit. À la synagogue, où ont été entassés au moins sept cents Juifs, on a arrosé d'essence les couloirs, puis lancé une grenade à l'intérieur. Le bâtiment s'embrase. Les gens qui tentent d'échapper aux flammes sont aussitôt abattus par la police. L'incendie se propage aux maisons voisines, où les Juifs qui s'y cachent sont, eux aussi, brûlés vifs. Le lendemain, trente charretées de cadavres sont jetées dans une fosse commune. Lorsque le général Pflugbeil envoie un messager au commandant Weis pour s'enquérir des raisons de l'incendie, le commandant, ivre mort, affirme ne rien savoir de ce qui s'est passé la veille. Par la suite, Weis et ses officiers adresseront à Pflugbeil un rapport mensonger(8).

Si ce premier massacre, commis le 27 juin à Bialystok par les hommes de l'*Ordnungspolizei*, le fut à l'initiative d'un commandant particulier qui a correctement compris et anticipé les souhaits de son Führer, il n'en est pas de même du second. Celui-ci, exécuté quelque deux semaines plus tard, vers la mi-juillet, résulte d'une incitation claire et systématique de la part des plus hauts dirigeants de la SS, Erich von dem Bach-Zelewski, Kurt Daluege et Heinrich Himmler. Une fois le 309e bataillon de la police parti vers l'est, lui succèdent à Bialystok le 316e et le 322e. Le rapport quotidien officiel, ou journal de campagne (*Kriegstagebuch*), ainsi que les divers procès-verbaux et ordres de 322e bataillon de police, comptent au nombre des rares documents des archives soviétiques concernant l'*Ordnungspolizei* qui soient parvenus à l'Occident. C'est grâce à eux que nous sommes en mesure de retracer les événements survenus à Bialystok.

La préparation du 322e bataillon de police avant l'invasion n'a apparemment pas été aussi perverse que celle du 309e, mais l'idéologie y a tout de même trouvé son compte. Le 10 juin, à Varsovie, dans son discours d'adieu au bataillon, le général de

brigade Retzlaff l'exhorta à « apparaître devant les peuples slaves comme un maître et de leur montrer qu'il était allemand[9] ». Le 2 juillet, avant de partir pour la Russie, les hommes furent informés que « tout commissaire politique devait être fusillé », et qu'il leur faudrait être « durs, décidés et impitoyables[10] ».

Arrivé à Bialystok le 5 juillet, le bataillon reçoit deux jours plus tard l'ordre de se livrer à une « fouille minutieuse de la ville… à la recherche de commissaires bolcheviks et de communistes ». Le journal de campagne pour les jours suivants traduit en clair : « une fouille du quartier juif », prétendument pour saisir des biens pillés par les Juifs avant l'arrivée des Allemands. La police allemande, en effet, emporte vingt camions remplis de butin ramassé pendant la fouille. Avant le 8 juillet, le bataillon a fusillé vingt-deux personnes. « Cela concernait… presque exclusivement les Juifs[11]. »

Ce même après-midi, le bataillon reçoit la visite à l'improviste de Heinrich Himmler, *Reichsführer SS* et chef de la police allemande, et de Kurt Daluege, commandant de l'*Ordnungspolizei*. Le chef du bataillon, le commandant Nagel, est invité au dîner offert en l'honneur de Himmler par le *HSSPF* de la région centre, Bach-Zelewski. Le lendemain matin, Daluege passe en revue, en présence de Himmler, les bataillons de police de Bialystok. Dans son discours, il souligne que l'*Ordnungspolizei* « peut être fière de participer à la défaite de l'ennemi de l'humanité, le bolchevisme. Aucune autre campagne n'a jamais eu la signification que revêt celle-ci. Maintenant, le bolchevisme sera enfin détruit pour le bien de l'Allemagne, de l'Europe, oui, du monde entier[12]. »

Deux jours plus tard, le 11 juillet, le colonel Montua du régiment de police de la région centre (lequel comprend les 316e et 322e bataillons) diffuse l'ordre suivant :

> Confidentiel !
>
> 1. Par ordre du haut commissaire de la SS et de la police tous les Juifs mâles âgés de 17 à 45 ans convaincus de pillage seront fusillés en vertu de la loi martiale. Les exécutions s'effectueront en dehors des villes, des villages et des voies publiques.
>
> Les fosses seront arasées de manière à éviter qu'elles deviennent des sites de pèlerinage. J'interdis la prise de photographies et la présence de spectateurs sur les lieux des exécutions. Les exécutions et l'emplacement des tombes ne seront pas rendus publics.
>
> 2. Le commandant du bataillon et les chefs de compagnie sont requis tout particulièrement de pourvoir aux besoins

spirituels des hommes qui prendront part à cette action. Les impressions de la journée seront effacées au moyen de réunions mondaines le soir.

En outre, les hommes seront continuellement entretenus de l'utilité politique de ces mesures(13).

Le journal de campagne devient étrangement muet sur les événements survenus à Bialystok à la suite de l'ordre de Montua, mais l'instruction judiciaire conduite vingt ans plus tard en Allemagne comble cette lacune(14). Bien entendu, il n'y eut ni enquête ni procès d'aucune sorte des prétendus pillards qu'il s'agissait d'exécuter en vertu des lois de la guerre. Le 12 juillet, les Juifs mâles qui paraissent âgés de dix-sept à quarante-cinq ans sont simplement rassemblés et emmenés au stade de Bialystok. Lorsque le stade est presque plein, Bach-Zelewski vient inspecter les lieux, et l'on procède à la confiscation des objets de valeur que les Juifs portent sur eux. Tout au long de la journée, très chaude, ils n'ont rien à boire, et on ne leur permet pas d'aller aux toilettes.

Le même jour ou le lendemain matin, des camions provenant du parc de véhicules des deux bataillons commencent à transporter les Juifs du stade vers des tranchées antichars situées dans une forêt proche de la ville. Répartis en pelotons d'exécution, la plupart des hommes du 316e bataillon et une compagnie du 322e montent la garde autour du site. Arrive Bach-Zelewski, qui fait un discours apologétique. La fusillade se poursuit jusqu'à la tombée de la nuit, après quoi les policiers essaient de continuer à la lumière des phares de leurs camions. Mais le rendement est nettement insuffisant ; on arrête donc, pour finir le travail le lendemain. La justice allemande calculera qu'au moins trois mille Juifs furent mis à mort sur ce site (il faut se rappeler toutefois que, pour des raisons juridiques – il s'agit en effet de soustraire cette question aux débats de prétoire –, ce genre de bilan représente toujours un minimum incontestable plutôt qu'une estimation probable).

Le journal de campagne du 322e bataillon de police révèle son engagement constant dans la campagne d'extermination du judaïsme russe, laquelle s'intensifie à la fin de l'été et à l'automne 1941. Le 23 juillet, il est soustrait à l'autorité formelle du commandant des forces armées de l'arrière : « À cause de l'urgence de ses tâches, le bataillon est soumis directement aux ordres du *HSSPF Gruppenführer* von dem Bach(15). » En août, les trois compagnies du 322e bataillon de police se déplacent de Bialystok vers Minsk ; chemin faisant, la 3e compagnie du lieutenant Riebel se distingue tout particulièrement par son zèle exterminateur. À la suite de rafles exécutées par cette unité le

2 août dans les régions boisées autour de Bialowieza, le journal de campagne note : « Avant son départ, la 3e compagnie doit liquider les Juifs(16). » Quelques jours plus tard, Riebel rapporte : « Dans les premières heures de la matinée du 10 août, la liquidation des Juifs enfermés dans le camp de prisonniers de Bialowieza fut menée à terme par la 3e compagnie. Soixante-sept Juifs de sexe masculin âgés de 16 à 45 ans ont été fusillés. L'action s'est déroulée sans incident. Il n'y eut pas un seul acte de résistance(17). » Ce ne fut pas une action isolée. Cinq jours plus tard, nouveau rapport de Riebel : « L'action juive de Narevka-Mala a été exécutée par la 3e compagnie le 15 août 1941. Au cours de cette action, 259 femmes et 162 enfants ont été déplacés à Kobrin. Tous les individus mâles âgés de 16 à 65 ans ont été fusillés. Le 15 août 1941 ont été fusillés un Polonais pour pillage et 232 Juifs. L'exécution des Juifs s'est déroulée rondement et sans incident(18). »

Vers la fin août, le bataillon est à Minsk, où Bach-Zelewski et Daluege se rencontrent, le 29 du mois(19). Comme à Bialystok, cette rencontre prépare la participation de l'*Ordnungspolizei* à une autre exécution en masse de Juifs. Le 30, le chef du bataillon, le commandant Nagel, est convoqué pour discuter d'une « action juive de base », programmée pour le 31 août et le 1er septembre. Le bataillon fournira deux compagnies(20).

Le 31 août, les 1re et 3e compagnies du 322e bataillon de police (désormais les 7e et 9e compagnies du régiment de police de la région centre) pénètrent dans le ghetto de Minsk, où ils raflent environ 700 Juifs, dont 74 femmes. Le lendemain, la 9e compagnie de Riebel participe à l'exécution de plus de 900 Juifs, y compris tous ceux qui ont été arrêtés la veille. Pour ce premier massacre d'un grand nombre de femmes, l'auteur du journal de campagne ressent le besoin de fournir une explication. Elles ont été fusillées, explique-t-il, « parce qu'elles ont été aperçues pendant la rafle sans l'étoile juive… Il s'est avéré aussi à Minsk que les Juives surtout enlevaient la marque de leur vêtement(21). » Toujours soucieux de créditer sa compagnie du compte exact des cadavres, Riebel rapporte consciencieusement : « Au cours de l'action juive du 1er septembre, les Juifs arrêtés le 31 août ont été fusillés. Ont été fusillés par la 9e compagnie : 290 hommes et 40 femmes. Les exécutions se sont déroulées sans incident. Personne n'a résisté(22). »

Au début d'octobre, au sortir d'une nouvelle action à Moguilev, le besoin d'expliquer le meurtre de femmes juives ne se fait plus sentir. À la date du 2 octobre, le journal de campagne rapporte : « 9e compagnie. À partir de 15 h 30, la compagnie au complet.

Action juive au ghetto de Moguilev, avec l'état-major du haut commissaire de la SS et de la police de Russie centrale et la police auxiliaire ukrainienne : 2 208 Juifs des deux sexes arrêtés, 65 tués sur place pendant qu'ils tentaient de s'enfuir. » Le lendemain : « 7e et 9e compagnies, avec l'état-major du haut commissaire de la SS et de la police de Russie centrale – exécution d'un total de 2 208 Juifs et Juives en dehors de Moguilev, non loin du camp forestier (7e compagnie 378, 9e compagnie 545)(23). »

L'engagement des bataillons de police en Russie centrale n'a rien d'exceptionnel. La documentation éparse de l'époque fait état d'opérations similaires dans le sud et dans le nord. Ainsi en Russie méridionale, où le *HSSPF* Friedrich Jeckeln commande un dispositif de cinq bataillons de police : le 304e et le 320e, en plus du régiment de police de la région sud, qui comprend les 45e, 303e et 314e – à l'exception d'un seul donc, tous formés de jeunes volontaires récents. Dans ses rapports quotidiens secrets, Jeckeln se montre attentif à attribuer à chacun le mérite qui lui est dû. La liste suivante est tirée d'une collection incomplète de ces rapports(24) :

19 août : À Slavuta, le 45e bataillon a fusillé 522 Juifs.

le 45e bataillon a fusillé 66 et 271 Juifs, au cours de deux actions.

23 août : le 314e bataillon a fusillé 367 Juifs en une « action de nettoyage ».

24 août : le 314e bataillon a fusillé 294 Juifs, le 45e bataillon a fusillé 61 Juifs et l'« escadron de police » (police montée) 113 Juifs.

25 août : le régiment de police de la région sud a fusillé 1 324 Juifs.

27 août : selon un rapport, le régiment de police de la région sud a fusillé 549 Juifs et le 314e bataillon a fusillé 69 Juifs. Un second rapport crédite le régiment de police de la région sud de 914 Juifs fusillés.

28 août : le régiment de police de la région sud a fusillé 369 Juifs.

29 août : le 320e bataillon a fourni le « service d'ordre » (de protection), pendant que la compagnie d'état-major du *HSSPF* a fusillé 15 000 Juifs à Kamenets Podolsky, les 26 et 27 août, et encore 7 000 le 28 août.

31 août : le 320e bataillon a fusillé 2 203 Juifs à Minkovtsy.

1er septembre : le régiment de police de la région sud a fusillé 88 Juifs ; le 320e bataillon en a fusillé 380.

2 septembre : le régiment de police de la région sud a fusillé 45 Juifs.

4 septembre : le régiment de police de la région sud a fusillé 4 144 Juifs.

6 septembre : le régiment de police de la région sud a fusillé 144 Juifs.

11 septembre : le régiment de police de la région sud a fusillé 1 548 Juifs.

12 septembre : le régiment de police de la région sud a fusillé 1 255 Juifs.

le 304e bataillon de police a fusillé 305 Juifs.

À partir de cette maigre documentation, l'instruction judiciaire conduite après la guerre en Allemagne fédérale mettra au jour des

informations supplémentaires sur le sentier sanglant que le 45e et le 314e bataillon de police tracent à travers l'Union soviétique à l'automne 1941. Le 45e bataillon du commandant Besser atteint la ville ukrainienne de Chepetovka le 24 juillet. Convoqué par le colonel Franz, chef du régiment de police de la région sud, Besser s'entend dire que Himmler a ordonné la destruction des Juifs de Russie, et que son unité doit y prendre part. En quelques jours, le bataillon aura massacré les quelques centaines de survivants de Chepetovka, femmes et enfants compris. Des massacres, qui font chacun plus de cent victimes, suivent dans diverses villes ukrainiennes en août. En septembre, le bataillon fournit protection, escorte et tireurs pour l'exécution de milliers de Juifs à Berditchev et Vinnitsa. L'activité du bataillon culmine à Kiev, les 29 et 30 septembre, lorsque les policiers offrent à nouveau protection, escorte et tireurs pour l'assassinat de plus de 33 000 Juifs dans le ravin de Babi Yar. Il poursuit ensuite une série de plus petites exécutions (Khorol, Krementshug, Poltava), jusqu'à la fin de l'année(25). Le 314e bataillon débute aussi par des tueries relativement modestes, à trois chiffres, à partir du 22 juillet. Il rejoint ensuite le 45e dans le massacre de plusieurs milliers de Juifs à Vinnitsa en septembre 1941, avant de sévir à Dniepropetrovsk où, du 10 au 14 octobre, sont abattus 7 000 à 8 000 Juifs. La dernière tuerie mise à nu par l'enquête judiciaire est datée de la fin janvier 1942, à Kharkov(26).

Pour la Russie méridionale, la documentation disponible offre une vue d'ensemble de la participation, massive et constante, des unités de l'*Ordnungspolizei* à l'anéantissement de la population juive ; mais elle manque de détails. Pour la Russie du Nord, c'est juste le contraire : nous n'avons pas de vue d'ensemble, mais nous disposons d'une description extraordinairement vivante d'une opération conduite par le 11e bataillon de police. Cette unité est stationnée dans la région de Kowno depuis le début de juillet 1941 ; sa 3e compagnie est chargée de la garde du ghetto de Kowno(27). À la mi-octobre, le commandant du bataillon est dépêché à Minsk à la tête de deux compagnies de son bataillon et de deux compagnies de la police auxiliaire lituanienne. L'officier des opérations de la 707e division de sécurité attribue aux policiers leur première mission (plus tard, ils affirmeront que c'était la première de deux seules actions de ce genre) : l'exécution de tous les Juifs du village de Smolevitch, à l'est de Minsk, prétendument afin de mettre en garde la population civile et la dissuader de prêter main-forte aux partisans. Le chef du bataillon prétendra avoir protesté ; mais l'officier des opérations et le commandant de la division lui auraient simplement dit que la police allemande

pourrait se contenter de fournir la protection, et laisser le travail aux Lituaniens. Le massacre des Juifs de Smolevitch sera exécuté comme prescrit.

Vers la fin du mois d'octobre, les deux compagnies de l'*Ordnungspolizei* et leurs supplétifs lituaniens reçoivent de l'armée l'ordre de liquider tous les Juifs de Slutsk, une petite ville de quelque 12 000 habitants, dont un tiers juifs, située au sud de Minsk. La tuerie est derechef justifiée comme une mesure de dissuasion destinée à renforcer la sécurité des troupes allemandes. Ce qui s'est passé à Slutsk le 27 octobre fit l'objet d'un rapport du chef de l'administration civile allemande locale à son patron, Wilhelm Kube, à Minsk.

Slutsk, le 30 octobre 1941

Commissaire régional, Slutsk
À : Commissaire général à Minsk
Concernant : action juive

Me référant à mon rapport téléphonique du 27 octobre 1941, je vous soumets par écrit ce qui suit : au matin du 27 octobre, vers 8 heures, un lieutenant du 11e bataillon de police de Kowno (Lituanie) est venu me voir. Il s'est présenté comme le capitaine adjudant major du chef du bataillon de la police de sécurité [sic]. Le lieutenant a déclaré que son bataillon de police s'est vu confier la mission de liquider tous les Juifs de la ville de Slutsk dans les deux prochains jours. Le chef du bataillon approchait avec une force de quatre compagnies, dont deux d'auxiliaires lituaniens, et l'action devait commencer immédiatement. Sur ce, je répondis au lieutenant qu'en tout état de cause je devais d'abord discuter l'affaire avec le commandant [du bataillon]. Environ une demi-heure plus tard, le bataillon de police est arrivé à Slutsk. Comme requis, la discussion avec le chef du bataillon eut lieu aussitôt. Tout d'abord, j'expliquai au commandant qu'il serait pratiquement impossible d'exécuter l'action sans quelque préparation, puisque tous [les Juifs] avaient été envoyés sur leurs lieux de travail et qu'il y aurait un désordre effroyable. À tout le moins, il devait avertir un jour à l'avance. Je lui demandai donc de retarder l'action de vingt-quatre heures. Mais il refusa ; il avait, dit-il, à exécuter des actions dans toutes les villes des environs et il ne disposait pour Slutsk que de deux jours. Au terme de ces deux journées, Slutsk devait être absolument vide de Juifs. J'élevai aussitôt la protestation la plus énergique, soulignant que la liquidation des Juifs ne

pouvait se faire arbitrairement. La plupart des Juifs encore présents dans la ville étaient des artisans avec leurs familles. On ne pouvait simplement pas faire l'impasse sur les artisans juifs, car sans eux l'économie s'écroulerait. J'insistai en outre sur le fait qu'il n'y avait pour ainsi dire pas d'artisans biélorusses, et que par conséquent toutes les entreprises de première importance seraient paralysées d'un coup si tous les Juifs étaient liquidés. À la fin de notre entretien, je mentionnai le fait que les artisans et les spécialistes indispensables portaient une marque d'identification sur leur main, et que ces Juifs ne devaient sous aucun prétexte être enlevés de leurs ateliers. Il fut convenu en outre que tous les Juifs encore présents dans la ville, notamment les familles des artisans, dont je ne souhaitais pas non plus la liquidation, devraient d'abord être emmenés au ghetto aux fins de triage. Deux de mes fonctionnaires seraient autorisés à procéder au triage. Le commandant n'ayant rien eu à objecter, je pensai en toute bonne foi que l'action serait conduite en conséquence.

Plusieurs heures après le début de l'action, les plus grandes difficultés surgissaient déjà. Je me rendis compte que le commandant ne tenait pas du tout parole. Au mépris de notre accord, tous les Juifs sans exception étaient pris dans les fabriques et les ateliers et emmenés. Une partie d'entre eux passaient bien par le ghetto, où j'en saisis et sélectionnai beaucoup moi-même, mais la plupart étaient chargés directement sur des camions et liquidés sans plus de façons hors de la ville. Peu après midi, des plaintes affluaient déjà de toutes parts : tous les artisans juifs ayant été enlevés, les ateliers ne pouvaient plus fonctionner. Le commandant étant parti pour Baranovitchi, au terme d'une longue quête je pus contacter son adjoint, un capitaine. Faisant valoir que l'action ne se déroulait pas selon mes instructions et que les coups déjà portés à l'économie avaient fait assez de ravages, j'en exigeai l'arrêt immédiat. Très étonné, le capitaine m'expliqua qu'il avait reçu de son commandant l'ordre de libérer la ville des Juifs sans en excepter un seul, comme cela avait été fait dans d'autres villes. Le nettoyage obéissant à des raisons politiques, jamais jusqu'ici les facteurs économiques n'entraient-ils en ligne de compte. Toutefois, sur mon intervention énergique, il finit par arrêter l'opération dans la soirée.

Pour le reste, je me vois obligé à mon grand regret d'insister sur le fait que, à tout le moins, cette action confinait au

sadisme. Durant l'action, la ville elle-même offrait un tableau horrible. Avec une incroyable brutalité, surtout de la part des Lituaniens, mais aussi des policiers allemands, les Juifs, et également des Biélorusses, furent poussés hors de leurs logements et emmenés ensemble. Il y eut des fusillades partout dans la ville, et dans plusieurs rues on vit s'entasser les corps des Juifs abattus. Les Biélorusses ont éprouvé les plus grandes difficultés à échapper à la rafle. Outre la manière effroyablement barbare dont les Juifs, y compris de nombreux artisans, furent maltraités sous les yeux des Biélorusses, ces derniers furent également battus avec des matraques et des gourdins. On ne peut plus parler d'une action juive, cela s'apparente bien davantage à une révolution. Moi-même et tous mes fonctionnaires passâmes la journée au milieu de tout cela sans souffler, afin de sauver ce qui pouvait être sauvé. À plusieurs reprises, je dus, revolver au poing, faire sortir des ateliers les hommes de la police allemande et les Lituaniens. Mes gendarmes reçurent la même mission, mais, à cause de la fusillade sauvage, ils furent souvent obligés de fuir les rues pour ne pas être eux-mêmes abattus. Tout ce spectacle était épouvantable. Dans l'après-midi, un grand nombre de voitures à cheval sans cocher se tenaient dans les rues, et je demandai à l'administration municipale de s'en occuper. Il se trouva par la suite que c'étaient des fourgons juifs attribués à l'armée pour le transport des munitions. Les Juifs avaient été simplement enlevés et emmenés, sans que personne prit soin des véhicules.

Je n'ai pas assisté aux exécutions hors de la ville. Je ne puis donc rien dire de leur brutalité. Il suffit de savoir que, longtemps après avoir été jetés dans la fosse, des fusillés rampèrent à l'air libre. Concernant les dégâts économiques, je note que la tannerie a été le plus durement touchée. Vingt-six hommes de métier travaillaient là. Quinze des meilleurs spécialistes parmi eux furent tués d'un coup, quatre autres purent s'échapper en sautant des fourgons en marche, sept autres se sont enfuis pendant la rafle. Des cinq hommes qui travaillaient à la charronnerie, quatre furent abattus, et l'atelier doit fonctionner maintenant avec un seul charron. D'autres artisans font également défaut, comme des ébénistes, des forgerons, etc. Jusqu'ici, il ne m'a pas encore été possible de me faire une idée d'ensemble précise. Comme je l'ai mentionné au début, les familles des artisans devaient également être épargnées. Il apparaît aujourd'hui, toutefois,

que des gens manquent dans presque chaque famille. De toutes parts nous parviennent des rapports d'où il ressort que dans telle famille c'est l'artisan lui-même qui est porté disparu, dans telle autre sa femme, dans telle autre encore ses enfants. Ainsi, presque toutes les familles ont été déchirées. Dans ces circonstances, il est peu probable que les artisans survivants se montrent enthousiastes dans leur travail et produisent en conséquence, d'autant qu'ils portent encore sur leurs visages les traces sanglantes des brutalités qu'ils ont subies. Les Biélorusses, dont nous avions gagné l'entière confiance, étaient médusés. Bien qu'effrayés et n'osant pas exprimer librement leurs opinions, on entend ici et là que cette journée n'ajoute rien à la gloire de l'Allemagne, et qu'elle ne sera jamais oubliée. Je pense que cette action nous a fait perdre beaucoup de ce que nous avions accompli durant ces derniers mois, et qu'il se passera longtemps avant que nous puissions gagner à nouveau la confiance de la population.

En conclusion, je me vois dans l'obligation d'indiquer que, au cours de cette action, le bataillon de police s'est livré à un pillage révoltant, et pas seulement dans les maisons juives, mais tout autant chez les Biélorusses. Ils ont pris tout objet de quelque utilité, chaussures, cuirs, textiles, or et autres objets de valeur. Selon les rapports des militaires, des montres et des bagues ont été arrachées aux Juifs publiquement, dans la rue, et de la manière la plus brutale. Un trésorier-payeur principal a rapporté qu'une fille juive se vit intimer l'ordre par la police d'aller immédiatement chercher 5 000 roubles, moyennant quoi son père serait relâché. La fille, dit-on, a couru partout en essayant de réunir cette somme. Dans le ghetto aussi, des baraques qui avaient été clouées par l'administration civile, et pourvues d'un inventaire juif, ont été forcées et pillées par la police. Même dans les baraques où l'unité s'est installée, les cadres des fenêtres et les portes ont été arrachés pour nourrir un feu de camp. Mardi matin, j'ai évoqué ces actes de pillage devant l'aide de camp du commandant, qui m'a promis que la police ne pénétrerait plus dans la ville ; mais quelques heures plus tard j'ai dû à nouveau arrêter deux Lituaniens armés de pied en cap, pris en train de marauder. Dans la nuit de mardi à mercredi, le bataillon quitta la ville en direction de Baranovitchi. Lorsque la nouvelle se répandit dans la ville, la population fut manifestement soulagée.

Voilà pour le rapport. Je serai à Minsk prochainement pour

> discuter de cette affaire de vive voix. Pour l'instant, je ne suis pas en mesure de poursuivre l'action juive. D'abord, la ville doit retrouver sa tranquillité. J'espère pouvoir ramener la paix aussi rapidement que possible, et, malgré les difficultés, faire revivre l'économie. Je ne demande qu'une chose : « Épargnez-moi à l'avenir ce bataillon de police. »
>
> Carl(28).

Bien que la participation des bataillons de police au massacre du judaïsme russe ne soit pas abondamment représentée dans la documentation, elle l'est tout de même suffisamment pour infirmer sans doute possible le principal alibi invoqué après-guerre par la direction de l'*Ordnungspolizei* – à savoir que Daluege serait parvenu à un accord avec Himmler, en vertu duquel l'*Ordnungspolizei* assisterait la police de sécurité, lui fournirait protection et autres services, mais ses hommes ne prendraient pas directement part aux exécutions. Cet alibi, qui n'est pas sans rappeler l'argument mis en avant par la Waffen-SS après la guerre – soldats comme tous les autres soldats, ils n'auraient pas participé aux programmes de nature idéologique confiés aux autres SS –, sera utilisé avec succès par les hommes du 11e bataillon de police devant au moins un tribunal allemand. En effet, les accusés parviendront à convaincre la cour qu'après seulement deux exécutions – commises sur ordre de l'armée dans la région de Minsk – ils ont pu invoquer l'accord Daluege-Himmler et se faire ainsi rappeler à Kowno(29).

Comme le montre bien la documentation disponible, l'engagement de l'*Ordnungspolizei* dans la campagne d'extermination des Juifs de Russie, à l'été et à l'automne 1941, fut direct et massif, se déployant sous l'autorité des *HSSPF* du nord, du centre et du sud, aussi bien qu'à Bialystok. Mieux, à Bialystok, le massacre de la mi-juillet eut lieu dès après la rencontre dans cette ville de Daluege et Himmler avec Bach-Zelewski ; à Minsk, le massacre du 1er septembre suivit immédiatement la visite de Daluege et de Bach-Zelewski. Visiblement, Daluege n'interdisait point la participation de l'*Ordnungspolizei* aux massacres, il l'encourageait plutôt.

Après l'automne 1941, l'engagement de l'*Ordnungspolizei* dans la campagne d'exécutions en masse en Russie est mal représenté dans la documentation, et, selon toute probabilité, décroît fortement. Une exception notable cependant : sa participation massive au massacre perpétré contre les Juifs de la région de Pinsk, à l'automne 1942(30). Pendant la crise militaire de l'hiver 1941-1942, de nombreux bataillons de police durent

monter au front. D'autres furent engagés dans la guerre contre les partisans, dont la résistance allait croissant. En outre, les effectifs d'auxiliaires de l'*Ordnungspolizei* recrutés sur place décuplèrent presque en 1942 – de 33 000 à 300 000[(31)]. Afin d'alléger le fardeau psychologique qui pesait sur la police allemande, c'est à ces unités d'auxiliaires que, de plus en plus, on confia les exécutions proprement dites. Ce fardeau psychologique était assez lourd pour faire ployer Bach-Zelewski lui-même. Au printemps 1942, le médecin SS de Himmler rapportait au *Reichsführer* que Bach-Zelewski était malade au point de ne pouvoir travailler. L'homme de l'art notait que le dignitaire SS souffrait « surtout de visions en relation avec les exécutions de Juifs qu'il avait conduites lui-même, ainsi que d'autres expériences pénibles vécues à l'est[(32)] ».

4
L'*Ordnungspolizei* et la Solution finale : la déportation

Au moment précis où le rôle de l'*Ordnungspolizei* dans l'extermination du judaïsme russe se fait plus modeste, à l'automne 1941, Daluege se voit investir d'une nouvelle mission de première importance dans le cadre de la Solution finale : la garde des trains de déportés en route « vers l'est ». À la fin septembre 1941, Hitler donne le feu vert aux déportations des Juifs du Reich. L'organisation de l'entreprise est confiée à Reinhard Heydrich, qui dispose à cet effet d'un expert des affaires juives à Berlin en la personne d'Adolf Eichmann, et, à travers l'Allemagne, des bureaux régionaux de la police de sécurité(1). Les seules exceptions au niveau local sont Vienne et Prague, où les déportations sont prises en charge par les Agences centrales pour l'émigration juive – organismes créés par Eichmann dès avant la guerre et pourvus d'homme à lui, triés sur le volet. D'emblée, Heydrich se met d'accord avec Daluege sur la division du travail : la police de celui-ci gardera les transports organisés par la police de celui-là. Avant chaque vague de déportations, la police de sécurité exposera à l'*Ordnungspolizei* locale ses besoins en gardes armés, que celle-ci devra satisfaire. En règle générale, l'*Ordnungspolizei* fournira un officier et quinze hommes pour chaque transport(2).

Quelle est l'ampleur de ces opérations ? De l'automne 1941 au printemps 1945, plus de 260 trains de déportés emmènent des Juifs allemands, autrichiens et tchèques aux ghettos et camps de la mort « à l'est » (c'est-à-dire en Pologne et en Russie), soit directement, soit par le ghetto de transit de Theresienstadt, au nord de Prague(3). Au moins 147 trains de Hongrie, 87 de Hollande, 76 de France, 63 de Slovaquie, 27 de Belgique, 23 de Grèce, 11 d'Italie, 7 de Bulgarie et 6 de Croatie – soit près de 450 trains supplémentaires de l'Europe occidentale et méridionale – sont également pris en charge par des gardes allemands à un moment quelconque de leur voyage(4). On ne dispose d'aucune estimation concernant le nombre de trains de déportés juifs partis des villes polonaises pour les camps de la mort situés à proximité, mais ils se comptent incontestablement en centaines. Pratiquement tous ces trains sont gardés par l'*Ordnungspolizei*.

Qu'est-ce que cela signifie pour les hommes de

l'*Ordnungspolizei* ? Un rapport du lieutenant Paul Salitter, relatant de manière vivante la garde d'un train de déportés parti de Düsseldorf pour Riga le 11 décembre 1941, a déjà été publié, en anglais et en allemand(5). Deux autres rapports concernant des trains de déportés – de Vienne à Sobibor et de Kolomyja, en Galicie, à Belzec – offrent un remarquable échantillon des tâches accomplies par tant d'unités de l'*Ordnungspolizei* plus de mille fois pendant la guerre. Voici, d'abord, le transport de Vienne.

152e poste de police

Vienne, le 20 juin 1942

Rapport sur les faits.
Sujet : Commando de transport du transport juif
Vienne-gare d'Aspang à Sobibor, le 14 juin 1942.

Le commando de transport, commandé par le lieutenant de réserve Fischmann, comprenait deux sergents et treize policiers réservistes de la 1re compagnie de police de réserve-est. Le service du commando de transport a commencé à 11 heures, le 14 juin 1942 à la gare d'Aspang, conformément à la requête téléphonique préalable du SS-Hauptsturmführer Brunner.

1. Le chargement des Juifs :

Sous la direction et supervision du SS-Hauptsturmführer Brunner et du SS-Hauptsturmführer Girzik de l'Agence centrale pour l'émigration juive, le chargement des Juifs dans le train spécial, qui attendait à la gare d'Aspang, a commencé à midi et s'est déroulé sans accroc. Le service de garde du commando de transport a débuté à ce moment. Au total, 1 000 Juifs ont été déportés. Le transfert des Juifs figurant sur les listes a eu lieu à 16 heures. À cause du nombre insuffisant de wagons, le commando de transport a dû se contenter d'une voiture de troisième, plutôt que de seconde classe.

2. Voyage de Vienne à Sobibor :

Le train Da 38 a quitté Vienne à 19 h 08, le 14 juin 1942, en direction de Sobibor – et non, comme il était prévu, d'Izbica –, par Lundenburg [Breclar], Brünn [Brno], Neisse [Nysa], Oppeln [Opole], Czestochowa, Kielce, Radom, Debin, Lublin et Chelm. Arrivée à Sobibor le 17 juin 1942, à 8 h 05. À l'arrivée à Lublin, le 16 juin à 21 h, le SS-Obersturmführer Pohl, qui attendait le train à la gare, en fit descendre 51 Juifs aptes au travail, âgés de 15 à 50 ans, et

les envoya dans un camp de travail. En même temps, il donna l'ordre d'emmener les autres 949 au camp de travail de Sobibor. Les deux listes de noms, trois fourgons à bagages (y compris les provisions de bouche), de même que 100 000 zlotys, ont été remis au SS-Obersturmführer Pohl, à Lublin. À 23 h le train a quitté Lublin pour Sobibor. Au camp juif de Trawniki, quelque 30 kilomètres après Lublin, les trois wagons contenant bagages et vivres ont été remis au SS-Scharführer Mayerhofer.

3. Livraison des Juifs à Sobibor :

Le 17 juin, à 8 h 15, le train pénétra dans le camp de travail situé près de la gare de Sobibor, où le commandant du camp, le lieutenant Stangl, prit livraison des 949 Juifs. Le déchargement du train commença immédiatement, pour s'achever vers 9 h 15.

4. Voyage de Sobibor à Vienne :

Le voyage de retour dans le train spécial débuta tout de suite après que le déchargement des Juifs fut achevé. Partis de Sobibor vers 10 h, nous sommes arrivés à Lublin le 18 juin, à 2 h 30. On n'eut rien à payer pour ce train. De Lublin, le voyage s'est poursuivi, le 18 juin à 8 h 13, par l'express régulier de Cracovie, où nous sommes parvenus le même jour, à 17 h 30. À Cracovie, nous avons logé avec la 3e compagnie du 74e bataillon de réserve de la police. Le 19 juin, cette compagnie a remis une ration quotidienne à chacun des 16 hommes. De Cracovie, le voyage de retour s'est poursuivi le 19 juin, à 20 h 08, sur un autre express régulier. Arrivée à Vienne, en gare de l'Est, le 20 juin, à 6 h 30.

5. L'étape du commando de transport à Cracovie :

L'étape du commando de transport à Cracovie a duré 26 heures trente.

6. Franchissement de la frontière :

Lors du voyage d'aller, le train spécial a franchi la frontière entre le Reich et le Gouvernement général le 15 juin, à 13 h 45 ; au retour, le rapide régulier l'a franchie à 00 h 15, le 20 juin.

7. Provisions :

Les hommes du commando de transport disposaient de rations froides pour quatre jours. Celles-ci consistaient en saucisson, pain, marmelade et beurre, mais étaient

néanmoins insuffisantes. À Cracovie, la ration quotidienne de la 3e compagnie du 74e bataillon de réserve était bonne et suffisante.

8. Suggestions :

À l'avenir, il sera nécessaire de fournir aux hommes du commando de transport des rations de route, car les rations froides ne se conservent pas pendant les mois d'été. Le saucisson – c'était un saucisson mou – était déjà ouvert et coupé lors de sa remise, le 15 juin, et il a fallu le consommer au plus tard le troisième jour de peur qu'il ne se gâte. Le quatrième jour, les hommes ont dû se contenter de marmelade, le beurre ayant été déjà rance à cause de la chaleur terrible du wagon. Par ailleurs, ces rations étaient plutôt maigres.

9. Incidents :

Pas d'incidents à signaler, aussi bien à l'aller qu'au retour, ou aux étapes dans les gares.

(signé) Fischmann

Lieutenant du poste de la *Schutzpolizei*(6).

La déportation des Juifs viennois – population sans défiance, comportant une majorité de vieillards et de femmes – se déroule avec une telle facilité que le lieutenant Fischmann peut se concentrer sur les incommodités d'un voyage en voiture de troisième classe, l'insuffisance des rations et la canicule qui a gâché son beurre. Pas un mot, bien entendu, sur ce qu'ont dû souffrir les Juifs, enfermés dans des wagons à bestiaux et privés d'eau et de nourriture soixante et une heures durant. Cependant, en livrant ces 949 Juifs au prétendu camp de travail de Sobibor, Fischmann était parfaitement conscient du fait que, les Juifs sélectionnés pour le travail, le bagage et les provisions de nourriture ne les y accompagnaient pas. Situées au cœur de la forêt, les chambres à gaz de Sobibor n'étaient pas visibles depuis la rampe de débarquement. Mais, contrairement aux dénégations de l'*Ordnungspolizei*, Fischmann et son commando sont manifestement entrés dans le camp et ont assisté au déchargement.

Les hommes de l'*Ordnungspolizei* chargés de la garde du train de déportés de Kolomyja, en Galicie, ont trouvé leur expérience bien plus éprouvante que celle de leurs collègues du transport sans histoires de Vienne. En effet, en Galicie, les Juifs avaient connu les massacres de l'été et de l'automne 1941, puis une première vague de déportations au printemps 1942 ; ainsi, pour bon nombre des victimes, la reprise des déportations en août 1942 revêtait

évidemment sa pleine signification. À la mi-septembre 1942, un capitaine de l'*Ordnungspolizei* du 133e bataillon de réserve, appartenant au 24e régiment de police, relatait ainsi une semaine d'opérations de déportation.

7./Pol. 24

Lemberg [Lwow], le 14 septembre 1942

À : Commandant de l'*Ordnungspolizei* dans le district de Galicie, Lemberg

Sujet : Réinstallation des Juifs

Après avoir exécuté des actions pour la réinstallation des Juifs les 3 et 5 septembre à Skole, Stryj et Khodorov, le capitaine Kröpelin, de la *Schutzpolizei*, étant responsable des unités de l'*Ordnungspolizei* engagées – actions qui ont déjà été rapportées en détail –, la 7e compagnie du 24e régiment de police est arrivée à Kolomyja, conformément aux ordres reçus, dans la soirée du 6 septembre. J'ai aussitôt contacté le Kriminal Kommissar et SS-Obersturmführer Leitmaritz, chef du bureau de la police de sécurité de Kolomyja, ainsi que le lieutenant Hertel du poste de Kolomyja de la *Schutzpolizei*.

Contrairement à ce qui s'est passé à Stryj, l'action du 7 septembre à Kolomyja a été bien préparée et rendue aisée pour toutes les unités engagées. Les Juifs avaient été requis, par les agences susmentionnées et le Bureau du travail, de s'assembler au point de rassemblement du Bureau du travail aux fins d'enregistrement, le 7 septembre à 5 h 30. Quelque 5 300 Juifs s'y trouvaient en effet à l'heure dite. Avec tous les effectifs de ma compagnie, j'ai bouclé et ratissé le quartier juif ; on a mis ainsi la main sur quelque 600 Juifs supplémentaires.

Le chargement du train a été achevé vers 19 h. Après que la police de sécurité eut relâché quelque 1 000 Juifs, 4 769 ont été réinstallés. On a chargé 100 Juifs par wagon. La grande chaleur qui régnait ce jour-là a rendu toute l'action très difficile et entravé considérablement le transport. Après le cloutage réglementaire et le plombage de tous les wagons, le train s'est mis en marche en direction de Belzec vers 21 h, avec une équipe de garde composée d'un officier et de neuf hommes. À la faveur de l'obscurité devenue entre-temps totale, beaucoup de Juifs se sont échappés en se faufilant par les trous d'aération, après avoir enlevé les barbelés. La garde a pu en abattre beaucoup immédiatement, mais la plupart des Juifs évadés ont été éliminés la nuit même ou le

lendemain par la garde du chemin de fer ou par d'autres unités de police. Ce transport a été livré à Belzec sans incidents notables, et cela bien que l'unité de garde, étant donné la longueur du convoi et l'obscurité de la nuit, se soit avérée trop faible, comme le commandant de la garde de transport de la 6e compagnie du 24e régiment de police, revenu directement à Stanislawow, a pu me le rapporter personnellement le 11 septembre.

Le 8 septembre, quelque 300 Juifs – vieux et faibles, malades, fragiles et plus du tout transportables – ont été exécutés. Conformément à l'ordre du 4 septembre concernant l'usage des munitions, dont j'ai eu connaissance le 6 septembre, 90 % des fusillés l'ont été au moyen de carabines et de fusils. Le pistolet a été utilisé seulement dans des cas exceptionnels.

Les 8 et 10 septembre, des actions ont été conduites à Kuty, Kosov, Horodenka, Zaplatov et Sniatyn. Quelque 1 500 Juifs ont été emmenés à pied, 50 kilomètres depuis Kuty ou 35 kilomètres depuis Kosov, à Kolomyja, où ils ont passé la nuit dans la cour de la prison de la police de sécurité avec les autres Juifs de la région rassemblés là. En plus des Juifs raflés à Horodenka et à Sniatyn, déjà chargés par la police de sécurité dans dix wagons dans chaque localité, 30 autres wagons ont été chargés à Kolomyja. Le nombre total des Juifs envoyés à Belzec dans le train de réinstallation du 10 septembre s'élève à 8 205.

Dans les actions menées les 8 et 10 septembre dans la région autour de Kolomyja, environ 400 Juifs ont dû être éliminés par balle, pour les raisons bien connues. Dans la grande rafle de Juifs à réinstaller du 10 septembre à Kolomyja, la police de sécurité a chargé tous les Juifs dans les 30 wagons disponibles, malgré les objections que j'ai soulevées. En raison de la canicule et du surmenage des Juifs consécutif aux longues marches ou à l'attente, pratiquement sans vivres, pendant des jours et des jours, la surcharge excessive de la plupart des wagons, où l'on a entassé de 180 à 200 Juifs, était catastrophique, de manière à gravement affecter le transport.

J'ignore à quel point étaient bondés les wagons chargés par la police de sécurité à Horodenka et Sniatyn. Quoi qu'il en fût, les deux transports, chacun de dix wagons, sont arrivés à Kolomyja munis d'une garde parfaitement insuffisante, si bien que les barbelés des trous d'aération étaient presque

totalement enlevés. J'ai fait sortir aussi rapidement que possible de la gare de Kolomyja ce train, que j'ai couplé avec les 30 wagons stationnés sur une voie de garage loin de la gare. La police juive (*Ordnungsdienst*) et des membres de l'équipe de construction de la gare de Kolomyja ont été employés jusqu'à la tombée de la nuit à obturer tous les wagons insuffisamment plombés, comme le veut la réglementation en vigueur. Un commando formé d'un officier et de quinze hommes, sous les ordres du capitaine Zitzmann, a été affecté à la garde des 50 wagons du convoi de réinstallation jusqu'à son départ, ainsi qu'à la prévention de toute tentative d'évasion. Vers 19 h 30 il faisait déjà nuit noire, et étant donné, comme on l'a déjà vu, l'extrême tension des Juifs, l'effet négatif de la chaleur et l'excessive surcharge de la plupart des wagons, les Juifs ont tenté à plusieurs reprises de s'échapper du train en stationnement. À 19 h 50, le commando de garde du train de réinstallation, neuf hommes aux ordres du caporal Jäcklein, est arrivé à la voie de garage. Il n'a pas été possible d'empêcher les tentatives d'évasion du train en stationnement à la faveur de la nuit, pas plus qu'on n'a pu abattre les Juifs en fuite. Dans tous les wagons, les Juifs se sont complètement déshabillés à cause de la chaleur.

Le train a quitté Kolomyja selon l'horaire prévu, à 20 h 50, et la garde s'est mise en place. Comme j'en avais donné l'instruction, le commando s'est scindé en deux groupes, cinq hommes dans la voiture de tête et cinq dans la voiture en queue de train. En raison de la longueur du convoi et de son chargement total de 8 205 Juifs, cette distribution s'est avérée inadéquate. La prochaine fois, le caporal J. répartira les gardes tout au long du train. Tout le temps du voyage, les policiers ont dû rester dans leurs fourgons, afin de pouvoir prévenir les tentatives d'évasion des Juifs. Peu après le départ, les Juifs ont essayé de s'échapper par les côtés et même par le plafond de certains wagons. Ce plan a partiellement réussi, si bien que, cinq stations déjà avant Stanislawow, le caporal J. a dû téléphoner au chef de gare de Stanislawow pour lui demander de préparer des clous et des planches afin de sceller les wagons endommagés, comme requis par les ordres, et d'instruire la garde de la gare de surveiller le train.

Ce travail a pris une heure et demie, après quoi le train s'est remis en route. À l'escale suivante, plusieurs stations plus loin, il s'est avéré qu'une fois de plus les Juifs avaient

pratiqué de larges trous dans plusieurs wagons, et que les barbelés qui obturaient les trous d'aération avaient été pour la plupart arrachés. Dans un des wagons, les Juifs avaient même travaillé avec un marteau et une scie. Interrogés, ils ont expliqué que la police de sécurité leur avait laissé ces outils, qui leur seraient utiles sur leur prochain lieu de travail. Le caporal J. se fit remettre les outils par les Juifs. Pendant tout le voyage, à chaque escale, il a fallu de l'aide pour clouer le train, car autrement le restant du voyage eût été simplement impossible. À 11 h 15, le train est arrivé en gare de Lemberg. Comme il n'y eut pas relève, le commando d'escorte J. a dû continuer de garder ce train jusqu'à Belzec. Après une brève halte en gare de Lemberg, le train s'est rendu dans la gare de banlieue de Klaporov, où neuf wagons marqués de la lettre « L » et destinés au camp de travail ont été remis au SS-Obersturmführer Schulze et déchargés. Le SS-Obersturmführer Schulze a fait ensuite charger quelque 1 000 Juifs supplémentaires. Vers 13 h 30, le transport est reparti pour Belzec.

À Lemberg on a changé de locomotive, pour une machine si vieille et poussive qu'à partir de là le voyage n'a plus été possible qu'avec des pauses continuelles. La lenteur du convoi a été sans cesse mise à profit par les Juifs les plus vigoureux pour se faufiler à travers les trous qu'ils avaient pratiqués et chercher leur salut dans la fuite ; en effet, ils ne risquaient pas grand-chose à sauter du train qui roulait au ralenti. Malgré les demandes répétées, le mécanicien ne pouvait aller plus vite, si bien que les arrêts fréquents en rase campagne devenaient de plus en plus désagréables.

Peu après Lemberg, le commando avait déjà épuisé les munitions dont il disposait et utilisé également 200 cartouches supplémentaires que des soldats de l'armée lui avaient données, si bien que pour le restant du voyage il a dû recourir aux pierres lorsque le train était en marche et aux baïonnettes lorsqu'il était à l'arrêt.

Due à la grande chaleur, au surchargement des wagons et à la puanteur des cadavres – au moment du déchargement, quelque 2 000 Juifs ont été trouvés morts dans le train –, la panique croissante parmi les Juifs a rendu le transport presque impraticable. À 18 h 45, le transport est arrivé à Belzec, et vers 19 h 30 il fut remis par le caporal J. au SS-Obersturmführer et chef de ce camp. À cause des circonstances particulières décrites ci-dessus, le nombre des

Juifs évadés de ce transport ne peut pas être précisé. On peut considérer toutefois qu'au moins les deux tiers des Juifs évadés ont été abattus ou mis hors d'état de nuire d'une façon ou d'une autre.

Au cours des actions proprement dites, pour la période du 7 au 10 septembre 1942, pas d'incidents particuliers à signaler. La coopération entre la police de sécurité et les unités de l'*Ordnungspolizei* engagées a été bonne et dépourvue de frictions.

(signé) Westermann

Lieutenant de réserve de la *Schutzpolizei* et commandant de compagnie(7).

Ce document dévoile beaucoup de choses : les tentatives désespérées des Juifs déportés pour s'échapper du train de la mort ; les maigres effectifs utilisés par les Allemands (une dizaine d'hommes pour garder plus de 8 000 Juifs) ; les conditions incroyablement atroces – marches forcées sur des dizaines de kilomètres, canicule effroyable, journées d'affilée sans boire ni manger, corps entassés à raison de 200 par wagon, etc. – qui ont provoqué la mort par asphyxie, prostration et épuisement (pour ne rien dire de ceux qui ont été tués par balle, si nombreux que les gardes ont épuisé toutes leurs munitions, de même qu'un ravitaillement supplémentaire) ; la mention en passant du fait que, avant même que la déportation commence, des centaines de Juifs jugés trop vieux, faibles ou malades pour monter dans le train étaient abattus de manière routinière, dans chaque action. De surcroît, ce document montre bien que cette opération n'a été qu'une parmi beaucoup d'autres auxquelles ont participé en Galicie, à la fin de l'été 1942, les hommes du 133e bataillon de réserve de la police, aux côtés de leurs collègues de la police de sécurité.

Des documents de ce genre, toutefois, ne nous disent pas grand-chose de ce que nous aimerions savoir sur les participants « de la base » à la Solution finale. Ces hommes n'étaient pas des tueurs en chambre, en situation de se réfugier dans la distance, la routine et l'euphémisme bureaucratique qui voilaient la réalité du massacre en masse. Ces hommes ont vu leurs victimes. Leurs camarades avaient déjà abattu tous les Juifs jugés trop faibles pour partir en déportation, eux-mêmes ont travaillé des heures durant à empêcher leurs victimes de s'évader du train et donc d'échapper aux chambres à gaz qui les attendaient à Belzec. Pas un des participants aux événements décrits dans ce rapport ne pouvait nourrir le moindre doute sur ce dans quoi il était engagé, à savoir

un programme de massacre en masse visant à l'extermination des Juifs de Galicie.

Mais comment ces hommes sont-ils devenus des meurtriers en masse ? Que s'est-il passé dans leur unité lorsqu'ils ont tué pour la première fois ? Avaient-ils d'autres choix ? Si oui, lesquels, et comment ont-ils réagi ? Qu'est-il arrivé à ces hommes au fur et à mesure que la tuerie s'est étirée d'une semaine à l'autre, d'un mois à l'autre ? Des documents comme celui concernant le transport de Kolomyja offrent un instantané vivant d'un incident unique, mais ne révèlent pas les dynamiques personnelles qui seules rendent compte de la métamorphose d'un groupe d'Allemands normaux d'âge mûr en tueurs à la chaîne. Pour comprendre cela, il nous faut reprendre l'histoire du 101e bataillon de réserve de la police.

5
Le 101e bataillon de réserve de la police

Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne, en septembre 1939, le 101e bataillon de police, cantonné à Hambourg, se trouve être l'un des premiers bataillons attachés à un groupe d'armées opérant dans ce pays. Franchissant la frontière à Oppeln, en Silésie, il passe par Czestochowa et s'arrête à Kielce, où il ramasse soldats et matériel militaire polonais à l'arrière des lignes allemandes, et assure la garde d'un camp de prisonniers. Le 17 décembre 1939, le bataillon retourne à Hambourg. Une centaine de ses membres, policiers de carrière, le quittent pour former des unités supplémentaires ; ils sont remplacés par des réservistes d'âge mûr, mobilisés à l'automne 1939(1).

En mai 1940, après une période d'entraînement, le bataillon est envoyé dans la Warthegau, une des quatre régions de la Pologne occidentale annexées au Reich en tant que territoires « incorporés ». Stationné d'abord à Poznan (Posen) jusqu'à la fin juin, puis à Lodz (rebaptisée Litzmannstadt par les vainqueurs), il exécute des « actions de réinstallation » pendant cinq mois. Hitler et Himmler souhaitaient « germaniser » ces régions nouvellement annexées, c'est-à-dire les peupler d'Allemands « racialement purs » ; il s'agissait donc d'en expulser Polonais et autres éléments « indésirables », notamment les Juifs et les Tziganes, et de les déporter vers l'intérieur de la Pologne. En vertu d'un accord conclu avec l'Union soviétique, les Allemands « ethniques » vivant sur le territoire soviétique devaient être rapatriés et réinstallés dans les fermes et les appartements vidés de leurs propriétaires polonais. La « purification raciale » des territoires incorporés voulue par Hitler et Himmler est restée lettre morte ; mais, dans leur détermination à accoucher d'une Europe orientale retaillée selon des critères raciaux, des centaines de milliers d'êtres humains ont été déplacés comme des pièces sur un vaste échiquier.

Un bref rapport du bataillon glorifie la participation zélée de celui-ci aux opérations de « réinstallation » :

> Au cours d'actions conduites jour et nuit sans interruption, 100 % des effectifs du bataillon ont été engagés dans tous les districts de la Warthegau. Environ 350 familles paysannes polonaises en moyenne ont été évacuées tous les jours… Au plus fort des opérations, [les hommes du bataillon] n'ont pu rentrer au quartier pendant huit jours et nuits d'affilée. Ils

> n'ont eu la possibilité de dormir que pendant les déplacements de nuit en camion… Au cours de l'action la plus importante, le bataillon a évacué quelque 900 familles… en une journée, avec ses seules forces et 10 interprètes.

Au total, le bataillon a évacué 36 972 individus sur les 58 628 prévus. Environ 22 000 ont réussi à s'enfuir à temps(2).

Voici le témoignage d'un réserviste mobilisé, Bruno Probst*(3), sur le rôle du bataillon dans ces opérations :

> Au cours de la réinstallation de la population indigène, d'abord dans les petits villages, j'ai connu les premiers excès et massacres. C'était toujours ainsi ; lorsque nous arrivions dans le village, la commission de réinstallation était déjà là… Cette commission dite de réinstallation était formée de SS et de SD noirs [en uniforme noir], ainsi que de civils. Ils nous remettaient des cartes avec des numéros. Les maisons du village étaient désignées par les mêmes numéros. Les cartes qui nous étaient remises mentionnaient les maisons que nous avions à évacuer. En un premier temps, nous nous sommes efforcés de faire sortir tout le monde des maisons, sans en excepter les vieux, les malades et les petits enfants. La commission a bientôt trouvé à y redire. Ils ont objecté que nous ployions sous le fardeau des vieux et des malades. À vrai dire, au début ils ne nous ont pas donné l'ordre de les abattre sur place, ils se sont contentés plutôt de nous faire comprendre qu'il n'y avait rien à faire avec de telles gens. Je me souviens qu'à deux reprises de telles gens ont été fusillées au point de rassemblement. Dans le premier cas c'était un vieillard, dans le second une vieille femme… ces deux-là n'ont pas été abattus par nos hommes, mais par des sous-officiers(4).

D'autres membres du bataillon se rappelleront les opérations de réinstallation, mais aucun autre ne se souviendra de pareilles violences, ou ne voudra admettre qu'il y en eut(5). Un policier se souviendra que, durant son séjour à Poznan, le bataillon a fourni à la police de sécurité des pelotons pour l'exécution de 100 à 200 Polonais(6).

Au terme d'une campagne de réinstallation de cinq mois, le bataillon est affecté à une série d'« opérations de pacification », et passe au peigne fin bois et villages. Sont raflés ainsi 750 Polonais, rescapés des évacuations précédentes. La tâche des policiers n'est pas facile, puisque même les Allemands « ethniques » nouvellement arrivés, désireux de s'assurer une main-d'œuvre bon

marché, ne signalent pas toujours la présence illicite des Polonais qu'ils ont déplacés(7).

Le 28 novembre 1940 le bataillon est chargé de la garde du ghetto de Lodz, fermé sept mois auparavant, à la fin d'avril 1940, lorsque les 160 000 Juifs de cette ville ont été coupés de leurs concitoyens par une haie de barbelés. La garde du ghetto constitue désormais l'essentiel des occupations du 101e bataillon, dont les membres ont reçu l'ordre permanent de tirer « sans plus de façons » sur tout Juif qui ignorerait les avertissements affichés et s'approcherait trop de la clôture. L'ordre sera obéi(8).

Pas un seul des hommes du 101e bataillon, toutefois, ne se souviendra d'excès tels que ceux commis par la 1re compagnie du 61e bataillon de police, lorsque cette unité assurait la garde du ghetto de Varsovie. Là-bas, le commandant de la compagnie encourageait ouvertement ses hommes à ouvrir le feu sur la muraille du ghetto. Les tireurs émérites étaient affectés en permanence à la garde du ghetto, à l'exclusion de toute autre tâche. La salle de récréation de la compagnie était ornée de slogans racistes, et une étoile de David pendait au-dessus du bar. Pour chaque Juif abattu une marque était gravée sur la porte du bar, et, les jours où le score était particulièrement brillant, on organisait des « célébrations de victoire(9) ».

Stationnés à l'extérieur du ghetto de Lodz, les hommes du 101e bataillon ont davantage de contacts avec la population non juive qu'avec les Juifs parqués derrière les barbelés. Bruno Probst se souviendra que, sur la voie qui séparait les deux moitiés du ghetto, les gardes s'amusaient parfois à avancer leurs montres afin d'arrêter et battre des Polonais censés avoir violé le couvre-feu. Il se rappellera aussi comment, une veille du Nouvel An, des gardes ivres ont décidé de tuer un Polonais, abattu par erreur un Allemand « ethnique », puis dissimulé leur forfait en changeant la carte d'identité de leur victime(10).

En mai 1941 le bataillon retourne à Hambourg, où il est « pratiquement dissous ». Tous les appelés d'avant-guerre n'ayant pas rang de sous-officier s'en vont rejoindre d'autres unités, et sont remplacés par des réservistes nouvellement mobilisés. Selon les mots d'un policier, le bataillon devient ainsi un « pur bataillon de réserve(11) ».

L'année suivante, de mai 1941 à juin 1942, le bataillon, entièrement refondu, subit un entraînement intensif. Seuls quelques incidents de cette période sont restés gravés dans la mémoire de ses membres – ainsi le bombardement de Lübeck, en mars 1942, parce que des unités du bataillon y sont dépêchées aussitôt après(12). Ou encore la déportation des Juifs de

Hambourg.

De la mi-octobre 1941 à la fin février 1942, 59 convois emportent plus de 53 000 Juifs et 5 000 Tziganes du Reich « vers l'est », en l'occurrence vers Lodz, Riga, Kowno (Kaunas) et Minsk. Les cinq transports de Kowno et le premier transport de Riga sont massacrés dès leur arrivée(13). Les autres ne sont pas « liquidés » immédiatement ; les déportés sont au début enfermés dans les ghettos de Lodz (où sont envoyés les 5 000 Tziganes d'Autriche), Minsk et Riga.

Quatre parmi ces transports qui échappent à la mort immédiate proviennent de Hambourg : le premier, avec 1 034 Juifs, est parti le 25 octobre 1941 pour Lodz ; le deuxième, avec 990 Juifs, et le troisième, avec 408 Juifs de Hambourg et 500 de Brème, pour Minsk, les 8 et 18 novembre respectivement ; le quatrième, avec 808 Juifs, a quitté Hambourg pour Riga, le 4 décembre(14).

Des hommes du 101e bataillon de réserve de la police se trouvent engagés dans diverses phases des déportations de Hambourg. Le point de rassemblement est la maison de la loge maçonnique sur la Moorweide, confisquée par la police de sécurité. Flanqué par la bibliothèque universitaire et un immeuble de rapport et situé tout près de la gare très fréquentée de Dammtor, ce point de rassemblement pouvait difficilement passer inaperçu aux yeux des Hambourgeois. Quelques policiers du 101e bataillon montent la garde autour du siège de la loge maçonnique, où les Juifs sont rassemblés, enregistrés, puis chargés dans des camions et emmenés à la gare de Sternschanze(15). D'autres membres du bataillon assurent la garde de la gare, où les Juifs sont chargés dans les trains(16). Enfin, le 101e bataillon fournit l'escorte d'au moins trois des quatre transports : le premier, le 25 octobre, vers Lodz, le deuxième, le 8 novembre, vers Minsk, et le dernier, le 4 décembre, vers Riga(17). Selon Hans Keller*, le service d'escorte des transports juifs était fort apprécié, car il offrait l'occasion de voyager, et seule une poignée de « privilégiés » y avaient droit(18).

Bruno Probst, qui accompagnait le transport du 8 novembre vers Minsk, se souviendra :

> À Hambourg, on avait dit aux Juifs qu'on leur attribuerait tout un nouveau territoire de colonisation à l'est. Les Juifs furent chargés dans des voitures normales de passagers… accompagnées de deux wagons d'outils, pelles, haches, etc., ainsi que d'un important matériel de cuisine. Pour le commando d'escorte on avait accroché une voiture de seconde classe. Il n'y avait pas de gardes dans les voitures des Juifs eux-mêmes. Le train devait être gardé, sur les deux

> côtés, uniquement à l'arrêt. Au terme d'un voyage d'environ quatre jours, nous sommes arrivés à Minsk tard dans l'après-midi. Nous avions appris cette destination pour la première fois seulement pendant le voyage, après que nous avions dépassé Varsovie. À Minsk, un commando SS attendait notre transport. Toujours sans garde, on a fait monter les Juifs dans des camions qui attendaient là. Seuls leurs bagages, qu'on leur avait permis d'emporter à Hambourg, devaient rester dans le train. On leur a dit qu'ils suivraient. Puis notre commando a été enfin conduit à une caserne russe, où logeait un bataillon du cadre actif [non de réserve] de la police allemande. Près de là il y avait un camp juif… En parlant avec des membres du bataillon de police susmentionné, nous avons appris que cette unité avait déjà fusillé des Juifs de Minsk quelques semaines auparavant. Nous en avons conclu que nos Juifs de Hambourg aussi allaient y être fusillés.

Ne souhaitant pas être mêlé à tout cela, le commandant de l'escorte, le lieutenant Hartwig Gnade, ne resta pas à la caserne. Lui et ses hommes retournèrent à la gare et quittèrent Minsk par le train de nuit(19).

Nous ne disposons pas d'une description du service d'escorte de Hambourg à Riga ; mais nous avons le rapport Salitter sur l'escorte fournie par l'*Ordnungspolizei* pour le transport juif du 11 décembre de Düsseldorf vers la capitale lettone. Et ce texte montre bien que les policiers n'ont pas pu ignorer à Riga tout ce que leurs collègues de Hambourg ont appris à Minsk. Salitter :

> Il y avait à Riga quelque 360 000 habitants, dont environ 35 000 Juifs. Les Juifs dominaient partout le monde des affaires. Leurs affaires n'en furent pas moins immédiatement fermées et confisquées après l'entrée des troupes allemandes. Les Juifs eux-mêmes furent logés dans un ghetto sur la Düna [Dvina], et celui-ci condamné au moyen d'une haie de barbelés. Pour le moment, seuls 2 500 Juifs mâles employés à divers travaux sont censés se trouver dans le ghetto. Les autres Juifs ont été soit envoyés ailleurs pour y accomplir des tâches similaires, soit abattus par les Lettons… Ceux-ci haïssent particulièrement les Juifs. Depuis la libération et jusqu'à présent, ils ont massivement participé à l'extermination de ces parasites. Cependant ils ont du mal à comprendre, comme je l'ai vérifié moi-même auprès du personnel des chemins de fer lettons, pourquoi les Allemands amènent leurs Juifs en Lettonie au lieu de les exterminer dans leur propre pays(20).

En juin 1942, le 101e bataillon de réserve de la police reprend du service en Pologne. De ceux qui ont participé à la première opération en Pologne, seuls sont restés quelques gradés, et moins de 20 % des hommes qui ont « fait » la seconde, dans la Warthegau. Une poignée de ceux-ci ont été témoins, à Poznan et Lodz, de ce qu'ils nommeront plus tard des « excès ». Un peu plus nombreux sont ceux qui ont accompagné l'un des transports juifs de Hambourg vers Lodz, Minsk ou Riga. Comme nous l'avons vu, à Minsk et à Riga il était difficile de ne pas apprendre quelque chose sur l'extermination des Juifs de Russie. Mais pour l'essentiel le 101e bataillon de réserve de la police est maintenant composé d'hommes sans expérience aucune des méthodes utilisées par les troupes allemandes d'occupation en Europe orientale, ni d'ailleurs – à l'exception des plus âgés, anciens combattants de la première guerre mondiale – de quelque service militaire que ce soit.

Le bataillon comprend 11 officiers, 5 fonctionnaires (responsables des questions financières concernant la solde, l'approvisionnement, le logement, etc.) et 486 sous-officiers et hommes du rang(21). Afin de le compléter, on y a ajouté au dernier moment quelques contingents recrutés ailleurs qu'à Hambourg : dans les villes voisines de Wilhelmshaven et Rendsburg (dans le Schleswig-Holstein), ainsi qu'au lointain Luxembourg. Cependant, dans leur vaste majorité les hommes sont nés et ont grandi à Hambourg et dans ses environs. L'élément hambourgeois est si dominant, et si fortement provincial le tempérament du bataillon, que non seulement les Luxembourgeois, mais aussi les appelés de Wilhelmshaven et de Rendsburg s'y sentent étrangers(22).

Le bataillon est divisé en trois compagnies, chacune d'environ 140 hommes au grand complet. Deux compagnies sont commandées par des capitaines de police, la troisième par le lieutenant de réserve le plus ancien dans le bataillon. Chaque compagnie est divisée en trois sections, dont deux commandées par des lieutenants de réserve et la troisième par le sergent le plus ancien de la section. Chaque section est divisée en quatre escouades, commandées chacune par un sergent ou un caporal. Les hommes sont munis de carabines, les sous-officiers de mitraillettes. Chaque compagnie dispose d'une mitrailleuse lourde, avec son détachement de servants. Le personnel de l'état-major du bataillon comprend, outre les cinq administratifs, un médecin et son assistant, ainsi que des chauffeurs, des employés de bureau et des spécialistes des transmissions.

Le chef du bataillon est le commandant Wilhelm Trapp, cinquante-trois ans, ancien combattant de la première guerre mondiale et titulaire de la croix de fer de première classe. Devenu

policier de carrière après la guerre, c'est un homme sorti du rang. D'abord capitaine de la 2e compagnie, il vient d'être promu commandant, et c'est son premier commandement d'un bataillon. Bien que Trapp ait rejoint le Parti nazi dès décembre 1932, ce qui le classe parmi les *Alte Kämpfer*, les « vieux combattants » du Parti, il n'a jamais été pris dans les SS, ni même reçu un grade SS équivalent, et cela en dépit du fait que Himmler et Heydrich s'efforçaient de fusionner les organes de l'État et du Parti relevant de leur empire policier et SS. De toute évidence, Trapp ne passait pas pour avoir le profil SS. Il entre bientôt en conflit avec ses capitaines, tous deux jeunes membres des SS, qui même dans leur témoignage, plus de vingt ans plus tard, ne feront aucun effort pour dissimuler le dédain qu'ils nourrissaient à l'égard de leur commandant : homme faible, dépourvu d'esprit militaire, et se mêlant indûment des attributions de ses officiers(23).

Les deux capitaines de police, qui ont aussi le grade SS équivalent de *Hauptsturmführer*, sont des hommes jeunes qui approchent de la trentaine. Wolfgang Hoffmann, né en 1914, a rejoint l'Union des élèves national-socialistes (*NS-Schülerbund*) en 1930, à l'âge de seize ans, les Jeunesses hitlériennes deux ans plus tard et les SS l'année suivante, le tout avant d'obtenir, en 1934, son diplôme de bachelier. Entré dans la police à Breslau, en 1936, il a pris sa carte de membre du Parti nazi en 1937. La même année, il achevait sa formation d'officier et était nommé lieutenant de la *Schutzpolizei*. Au printemps 1942, il était affecté au 101e bataillon de réserve de la police, et promu capitaine en juin, à l'âge de vingt-huit ans(24). Wolfgang Hoffmann commande la 3e compagnie.

Né en 1913, bachelier en 1932, Julius Wohlauf est devenu membre du Parti nazi et des SA en avril 1933, puis, en 1936, des SS. La même année, il entamait une formation d'officier de police, et, deux ans plus tard, il était nommé lieutenant de la *Schutzpolizei*. Lui aussi était affecté au 101e bataillon de réserve de la police au début de 1942 et promu capitaine en juin de la même année, juste avant le départ pour la Pologne(25). Il commande la 1re compagnie et sert aussi de commandant en second du bataillon. Professionnalisme, éducation soignée, enthousiasme précoce pour le national-socialisme : contrairement à un Trapp vieillissant, Hoffmann et Wohlauf représentent précisément la combinaison de qualités idéale dont le couple Himmler-Heydrich rêve pour leurs SS et leur police.

Le capitaine adjudant major de Trapp est le lieutenant Hagen*, dont nous ne savons pas grand-chose sinon qu'il sera tué au printemps 1943. En outre, le bataillon compte sept lieutenants de

réserve, c'est-à-dire des hommes qui ne sont pas des policiers de carrière comme Hoffmann et Wohlauf, mais ont été sélectionnés pour recevoir une formation d'officier après leur mobilisation dans l'*Ordnungspolizei* grâce à leur origine bourgeoise, à leur éducation et à leur réussite dans la vie civile. Les voici, du plus âgé au plus jeune :

> Hartwig Gnade, né en 1894, entrepreneur de transports et membre du Parti nazi depuis 1937, commandant de la 2e compagnie ;
>
> Paul Brand*, né en 1902 ;
>
> Heinz Buchmann*, né en 1904, propriétaire d'une affaire familiale de bois de construction, membre du Parti depuis 1937 ;
>
> Oscar Peters*, né en 1905 ;
>
> Walter Hoppner*, né en 1908, importateur de thé, brièvement membre du Parti en 1930, puis de nouveau à partir du printemps 1933 ;
>
> Hans Scheer*, né en 1908, membre du Parti depuis mai 1933 ;
>
> Kurt Drucker*, né en 1909, vendeur et membre du Parti depuis 1939(26).

Ces hommes sont donc âgés de trente-trois à quarante-huit ans. Cinq sont membres du Parti, mais aucun n'appartient aux SS.

Des trente-deux sous-officiers sur lesquels nous possédons des informations, vingt-deux sont membres du Parti et sept des SS. Âgés de vingt-sept à quarante ans, leur moyenne d'âge est de trente-trois ans et demi. Ce ne sont pas des réservistes, mais des recrues de la police d'avant-guerre.

Parmi les hommes du rang, la plupart des Hambourgeois, environ 63 pour cent sont d'origine ouvrière, mais peu d'entre eux étaient dans le civil des ouvriers professionnels. La plupart exerçaient des métiers typiques de la classe ouvrière hambourgeoise : les dockers et les camionneurs sont les plus nombreux, mais il y a aussi beaucoup de magasiniers et d'ouvriers en bâtiment, des machinistes, des matelots et des garçons de restaurant. Environ 35 pour cent sont des petits-bourgeois, pratiquement tous travailleurs du tertiaire. Les trois quarts vendaient quelque chose, les autres étaient employés de bureau, dans le secteur d'État ou privé. Très peu d'entre eux étaient avant-guerre des travailleurs indépendants, artisans et petits hommes d'affaires. Seuls une poignée (2 pour cent) exerçaient une profession relevant de la classe moyenne, et à un niveau très

modeste, comme pharmacien ou instituteur. L'âge moyen des hommes est de trente-neuf ans ; plus de la moitié d'entre eux ont entre trente-sept et quarante-deux ans, groupe d'âge considéré comme trop vieux pour l'armée, mais qui a été massivement soumis à la conscription pour la police de réserve après septembre 1939(27).

Parmi les policiers du rang, quelque 25 pour cent (43 d'un échantillon de 174) sont en 1942 membres du Parti. Six sont des *Alte Kämpfer*, qui ont rejoint le Parti avant l'accession de Hitler au pouvoir, six autres ont pris leur carte en 1933. Puis, bien que le Parti se fût fermé à de nouvelles candidatures de 1933 à 1937, six autres, qui travaillaient sur des bateaux, ont été admis à la section du Parti réservée aux membres d'outre-mer. Seize ont pris leur carte en 1937, lorsque le Parti ouvrit derechef ses rangs. Les neuf derniers ont adhéré en 1939 ou plus tard. Les membres du Parti d'origine petite-bourgeoise sont proportionnellement à peine plus nombreux (30 pour cent) que ceux de milieu ouvrier (25 pour cent)(28).

Les hommes du 101e bataillon de réserve de la police proviennent des basses couches de la société allemande. Ils n'ont connu ni mobilité sociale ni mobilité géographique. Très peu ont joui de l'indépendance économique. Pratiquement aucun n'a poursuivi ses études en quittant la *Volksschule*, à quatorze ou quinze ans, si ce n'est par un quelconque apprentissage ou enseignement professionnel. En 1942, beaucoup sont membres du Parti, en fait une proportion étonnamment élevée. Cependant, les enquêteurs ne chercheront pas à savoir combien parmi eux ont été, avant 1933, communistes, socialistes et/ou syndicalistes. Probablement un bon nombre, étant donné leurs origines sociales. De par leur âge, bien entendu, les années formatrices de leur jeunesse ont précédé l'avènement du nazisme. Ces hommes ont connu des normes politiques et morales autres que celles des nazis. La plupart viennent de Hambourg, connue pour être l'une des villes les moins nazifiées d'Allemagne, et sont issus d'une classe sociale dont la culture politique a été antinazie. Ces hommes ne semblent pas avoir constitué a priori un groupe très prometteur pour le recrutement de meurtriers de masse, au service de la vision nazie d'une utopie raciale *judenrein*.

6
L'arrivée en Pologne

Dans le courant de l'été 1941, une fois déclenché l'assaut contre le judaïsme russe, Himmler fait part au chef de la SS et de la police à Lublin, Odilo Globocnik, de l'intention du Führer d'en finir aussi avec les Juifs d'Europe. De cette « Solution finale de la question juive en Europe », Globocnik se voit confier la pièce maîtresse : la destruction des Juifs du Gouvernement général, c'est-à-dire du gros du judaïsme polonais. Cependant, dans l'esprit de ses promoteurs, la mise à mort des Juifs européens passe par la mise au point d'une méthode différente des pelotons d'exécution à l'œuvre en Russie – une méthode plus efficace, moins publique et psychologiquement moins pénible pour les tueurs.

La solution, aussi bien sur le plan de l'organisation que de la technologie : le camp d'extermination. Les victimes seront déportées vers des camps spéciaux, où, par un procédé emprunté aux chaînes de production industrielles, et donc avec une main-d'œuvre réduite au minimum – pour l'essentiel carcérale –, elles seront gazées dans une relative discrétion. À l'automne 1941, les préparatifs débutent sur trois sites : Auschwitz-Birkenau, près de Katowice en Silésie, et Chelmno, près de Lodz dans la Warthegau – tous deux dans les territoires incorporés –, ainsi que Belzec, dans le district de Lublin, le fief d'Odilo Globocnik en personne. Le gazage à grande échelle commence à Chelmno début décembre 1941, à Birkenau à la mi-février 1942(1), et dans le camp de Globocnik, à Belzec, pas avant la mi-mars 1942.

Immense tâche que celle de Globocnik, qui ne dispose pourtant pas de la main-d'œuvre nécessaire pour la mener à bien. Certes, il peut faire appel, pour la construction et la mise en fonction du centre d'extermination de Belzec, aux experts du « programme d'euthanasie » en Allemagne ; mais il s'agit d'une poignée d'hommes, une centaine tout au plus. Des effectifs pareils ne sauraient suffire à faire fonctionner un seul camp d'extermination ; or Globocnik devra en édifier deux autres, à Sobibor et à Treblinka. Mais les camps d'extermination ne sont pas son principal souci. Bien plus urgent est le problème de la main-d'œuvre dont il a besoin afin de vider les ghettos, rafler les victimes et les entasser dans les trains de la mort. Dans le seul district de Lublin il y a près de 300 000 Juifs, et dans l'ensemble du Gouvernement général, quelque 2 millions !

En cette année cruciale 1942, alors que le sort des armes allemandes balance, où trouver des hommes pour une entreprise logistique de cette envergure ? En fait, mis à part l'instruction elle-même, Himmler n'a pratiquement rien donné à Globocnik, qui doit tout improviser. Pour remplir la mission que lui a confiée Himmler, il lui faut mettre sur pied des armées « privées », en recourant à ses propres ressources et en comptant sur sa propre ingéniosité.

Globocnik forme un état-major spécial sous la férule de son adjoint et compatriote autrichien Hermann Höfle. Sa mission : coordonner la campagne d'extermination du judaïsme polonais, dite opération Reinhard après le meurtre de Reinhard Heydrich en Tchécoslovaquie, en juin 1942. Les hommes clés en sont Christian Wirth et son adjoint Josef Oberhauser, qui ont la haute main sur les centres d'extermination ; Helmuth Pohl, autrichien lui aussi, responsable des transports à l'arrivée ; Georg Michalsen, Kurt Claasen et encore un Autrichien, Ernst Lerch, chargés de la surveillance et, souvent, de la conduite des opérations sur le terrain ; et Georg Wippern, responsable du ramassage, du triage et de l'utilisation des biens juifs récupérés dans les camps d'extermination et les ghettos vidés de leurs occupants.

En sa qualité de chef de la SS et de la police dans le district de Lublin, Globocnik coordonne, au niveau régional, toutes les opérations qui impliquent une action commune d'unités mixtes de SS. Ainsi, l'ensemble du réseau policier et SS du district de Lublin est à sa disposition – notamment les deux branches de la police de sécurité (*Gestapo* et *Kripo*), ainsi que les diverses unités de l'*Ordnungspolizei*. Outre son quartier général à Lublin, la police de sécurité possède quatre agences à travers le district, pourvue chacune d'une section de la *Gestapo* pour les « affaires juives ».

La présence de l'*Ordnungspolizei* revêt trois formes. D'abord, chacune des principales villes du district de Lublin a son agence de la *Schutzpolizei*, responsable entre autres de la surveillance de la police municipale polonaise. Ensuite, dispersés dans les villes de la région, il y a de petits détachements de la gendarmerie. Enfin, trois bataillons de l'*Ordnungspolizei* sont cantonnés dans le district de Lublin. Les agences de la police de sécurité, la *Schutzpolizei* et les unités de la gendarmerie fournissent de petits contingents de policiers bien au fait des conditions locales. Mais, avec leurs 1 500 hommes, ce sont les trois bataillons de l'*Ordnungspolizei* qui constituent pour Globocnik le réservoir de main-d'œuvre policière le plus appréciable.

Réservoir indispensable, encore que largement insuffisant. Aussi Globocnik puise-t-il à deux autres sources. L'une est la *Sonderdienst*

(service spécial), composée de petites unités d'Allemands « ethniques » mobilisés et entraînés dans la foulée de la conquête, puis, à l'été 1940, placés sous la responsabilité du chef de l'administration civile de chaque arrondissement du district(2). L'autre, de loin la plus importante, est la troupe de supplétifs dits *Trawnikis*. Incapable de satisfaire sur place des besoins en effectifs, Globocnik a décidé Himmler à recruter des auxiliaires non polonais dans les régions frontalières de l'Union soviétique. Pour cette mission, le personnage clé au sein de l'état-major de l'opération Reinhard est le dénommé Karl Streibel. Celui-ci et ses hommes visitent les camps de prisonniers de guerre et y ramassent des « volontaires » (*Hilfswillige*, ou *Hiwis*) ukrainiens, lettons et lituaniens. Choisis en fonction de leurs sentiments anticommunistes (et donc presque toujours antisémites), ces « volontaires » se voient offrir une chance inespérée d'échapper à la famine, et la promesse qu'ils ne seront pas envoyés au combat contre les troupes soviétiques. Leur base d'entraînement est le camp SS de Trawniki, où ils sont organisés en formations homogènes selon leur nationalité, sous le commandement d'officiers SS allemands et de sous-officiers allemands « ethniques ». Avec l'*Ordnungspolizei*, ils constituent l'autre grand vivier où Globocnik peut recruter ses armées privées pour sa campagne de nettoyage des ghettos.

Le premier assaut meurtrier contre les Juifs de Lublin débute à la mi-mars 1942 et se poursuit jusqu'à la mi-avril. Environ 90 pour cent des 40 000 habitants du ghetto de Lublin sont tués, soit en déportation, dans le camp d'extermination de Belzec, soit sur place, par balle. En outre, pendant la même période, de 11 000 à 12 000 Juifs sont envoyés à Belzec des villes avoisinantes d'Izbica, Piaski, Lubartow, Zamosc et Krasnik, ainsi que 36 000 du district voisin de Galicie, à l'est de Lublin.

Entre la mi-avril et la fin mai, les opérations d'extermination à Belzec sont suspendues, le temps de démolir la petite bâtisse en bois avec ses trois chambres à gaz, et de construire à sa place un bâtiment plus grand, en pierre, abritant six chambres à gaz. Lorsque la tuerie reprend, fin mai, le camp reçoit dans un premier temps des Juifs déportés non du district de Lublin, mais du district voisin de Cracovie, à l'ouest.

À cette date cependant, le deuxième camp d'extermination de Globocnik dans le district de Lublin, Sobibor, fonctionne déjà depuis le début mai. Pendant les six semaines suivantes, il reçoit des transports provenant de plusieurs arrondissements du district : Zamosc, Pulawy, Krasnystaw et Chelm. Le 18 juin, trois mois à peine après les premières déportations du ghetto de Lublin,

environ 100 000 Juifs du district ont été mis à mort, la plupart dans les chambres à gaz de Belzec et Sobibor, en même temps que 65 000 Juifs de Cracovie et de Galicie(3).

Les déportations vers les camps de la mort ne constituent qu'un volet du vaste programme de déplacement du judaïsme d'Europe centrale. Dans le même temps où les Juifs polonais prennent le chemin des camps d'extermination, des trains en provenance d'Allemagne et d'Autriche, du Protectorat et de l'État fantoche de Slovaquie, déchargent leurs cargaisons de Juifs dans le district de Lublin. Quelques-uns de ces transports, tel celui qui est parti de Vienne le 14 juin sous la garde du lieutenant Fischmann, aboutissent aussi directement à Sobibor. Mais d'autres sont déchargés dans les divers ghettos, les Juifs étrangers prenant temporairement la place de ceux qui viennent d'être tués.

Ce vaste brassage de Juifs, de même que le massacre en masse à Belzec, cesse momentanément le 19 juin, la pénurie de matériel roulant provoquant un arrêt de vingt jours des transports juifs sur le territoire du Gouvernement général(4). Les transports reprennent à partir du 9 juillet, à raison de deux trains de la mort par semaine du district de Cracovie à Belzec. Le 22 juillet commencent en un flot continu les transports de Varsovie vers le centre d'extermination flambant neuf de Treblinka. Cependant, la principale ligne de chemin de fer vers Sobibor étant en réparation, ce camp reste pratiquement inaccessible jusqu'à l'automne. Dans le district de Lublin donc, les déportations vers les camps d'extermination ne reprennent pas début juillet.

C'est pendant ce bref moment de repos forcé dans la course à la Solution finale sur le territoire du Gouvernement général que le 101e bataillon de réserve de la police arrive dans le district de Lublin. Le 20 juin 1942, le bataillon a reçu des ordres écrits concernant une « action spéciale » en Pologne(5). L'objet de cette « action spéciale » n'était pas précisé, mais on a fait croire aux hommes qu'il s'agissait d'une mission de garde. Rien n'indique que les officiers eux-mêmes aient eu vent de la véritable nature de leur mission. Embarqué en gare de Sternschanze(6), cette même gare d'où, à l'automne précédent, plusieurs de ses membres avaient déporté les Juifs de Hambourg vers l'est, le bataillon arrive le 25 juin dans la ville polonaise de Zamosc, dans le sud du district de Lublin. Cinq jours plus tard, son Q.G. est déplacé à Bilgoraj, et plusieurs de ses unités sont cantonnées à la hâte dans les villes proches de Frampol, Tarnogrod, Ulanow, Turobin et Wysokie, ainsi qu'à Zakrzow, ville située plus loin(7).

En dépit de cette interruption momentanée dans les opérations d'extermination, le chef de la SS et de la police Odilo Globocnik et

ses hommes de l'état-major de l'opération Reinhard n'avaient nullement l'intention de permettre à ce bataillon de police qui venait de débarquer de rester complètement inactif à l'égard des Juifs de Lublin. Si l'on ne pouvait reprendre sur-le-champ la tuerie, rien n'empêchait de poursuivre le regroupement des victimes dans les ghettos et les camps de transit. Chez la plupart des policiers du 101e bataillon de réserve, le souvenir cuisant de l'action perpétrée plus tard à Jozefow aura occulté les événements de moindre ampleur survenus pendant les quatre semaines de leur séjour au sud de Lublin. Quelques-uns, cependant, se souviendront avoir pris part à ce processus de « consolidation » – le ramassage des Juifs dans les petites localités et leur déplacement vers des ghettos et des camps plus importants. Tantôt, seuls les Juifs dits de labeur étaient pris, chargés dans des camions et envoyés dans des camps autour de Lublin, tantôt l'ensemble de la population juive était rabattue et déportée, en camions ou à pied. Parfois, on installait à leur place des Juifs ramassés dans les petits villages avoisinants. Aucune de ces actions n'entraînait d'exécutions en masse ; cependant, au moins dans quelques cas, les Juifs trop vieux, faibles ou malades pour être transportés ont bel et bien été abattus sur place. Aucun des policiers du bataillon ne gardera le souvenir précis des villes dont ils ont déporté les Juifs, ni des endroits où ils les ont emmenés. Aucun parmi eux ne se rappellera les noms d'Izbica et Piaski, pourtant les deux principaux ghettos de « transit » au sud de Lublin(8).

Apparemment, Globocnik finit par perdre patience. Il décida donc d'abandonner les opérations de « consolidation » et de reprendre la tuerie. Les camps d'extermination étant pour le moment inaccessibles, la seule alternative restait le peloton d'exécution. Le 101e bataillon de réserve de la police servirait de banc d'essai.

7
Initiation au massacre en masse : la tuerie de Jozefow

C'est probablement le 11 juillet que Globocnik, ou un membre de son état-major, informe le commandant Trapp de la mission confiée au 101e bataillon de réserve de la police : la rafle des 1 800 Juifs de Jozefow, un village situé à une trentaine de kilomètres au sud-est de Bilgoraj. Cette fois, il n'est plus question de « réinstallation » : seuls les Juifs mâles en âge de travailler prendront le chemin de l'un des camps de Globocnik, à Lublin ; les autres, femmes, vieillards et enfants, seront abattus sur place sans autre forme de procès.

Trapp rappelle ses unités stationnées dans les villes des environs, et, le 12 juillet, le bataillon se réunit à Bilgoraj. Seuls manquent à l'appel les hommes de la 3e section de la 3e compagnie, stationnés à Zakrzow sous les ordres du capitaine Hoffmann, ainsi qu'une poignée de policiers de la 1re compagnie, qui se trouvent déjà à Jozefow. Trapp met au courant les commandants des 1re et 2e compagnies, le capitaine Wohlauf et le lieutenant Gnade, de la tâche qu'ils auront à remplir le lendemain(1). Le major du bataillon, le lieutenant Hagen, en fait certainement de même auprès des autres officiers ; c'est de lui, en effet, que le lieutenant Heinz Buchmann apprend dans la soirée les détails précis de l'opération.

Buchmann, à l'époque âgé de trente-huit ans, dirigeait dans le civil une affaire familiale de bois de construction à Hambourg. Membre du Parti nazi depuis mai 1937, mobilisé dans l'*Ordnungspolizei* en 1939, il a servi comme chauffeur en Pologne. À l'été 1940, il a demandé sa démobilisation, mais s'est retrouvé dans une école d'officiers. Lieutenant de réserve en novembre 1941, il recevait l'année suivante le commandement de la 1re section de la 1re compagnie.

Mis au courant du massacre imminent, Buchmann refuse d'y prendre part : en sa double qualité d'homme d'affaires hambourgeois et de lieutenant de réserve, explique-t-il à Hagen, « il ne participera en aucun cas à une action de ce genre, au cours de laquelle des femmes et des enfants sans défense seront mis à mort ». Il demande donc une autre affectation, ce que Hagen lui accorde : le lieutenant Buchmann commandera l'escorte des « Juifs de labeur » mâles qui seront sélectionnés et emmenés à Lublin(2).

Son chef de compagnie, le capitaine Wohlauf, est informé de l'affectation de Buchmann, mais non de ses raisons(3).

Les hommes du rang ne savent pas grand-chose. Officiellement on ne leur a rien dit, sinon qu'il leur faudrait se lever tôt pour une opération importante, dans laquelle serait engagé l'ensemble du bataillon. Quelques-uns, cependant, ont pu saisir des bribes de ce qui se prépare. Le capitaine Wohlauf a confié à plusieurs de ses hommes qu'« une mission extrêmement intéressante » les attendait pour le lendemain(4). Lorsqu'un policier se plaint d'être laissé à l'arrière pour garder la caserne, un gradé de sa compagnie lui lance : « Réjouis-toi plutôt de ne pas être obligé de venir, tu vas voir ce qui va se passer(5). » Le sergent Heinrich Steinmetz* prévient ses hommes de la 3e section, 2e compagnie, qu'« il ne veut pas voir de lâches » parmi eux(6). On distribue des munitions supplémentaires(7). Un policier se souviendra que son unité a été munie de fouets, ce qui a fait naître des rumeurs sur une éventuelle *Judenaktion*(8). Mais il sera le seul.

Parti de Bilgoraj vers deux heures du matin, le convoi de camions arrive à Jozefow à la pointe du jour. Disposés en demi-cercle, les hommes écoutent la harangue de leur commandant. Trapp leur expose la mission sanglante du bataillon, après quoi il leur fait cette offre extraordinaire : s'il en est, parmi les plus âgés, qui ne se sentent pas capables d'y participer, qu'ils quittent les rangs. Quelques moments passent, puis un policier de la 3e compagnie, Otto-Julius Schimke*, fait un pas en avant. Le capitaine Hoffmann se met en colère. Hoffmann, qui, arrivé directement de Zakrzow avec la 3e section de la 3e compagnie, n'a pas participé aux réunions d'officiers de la veille à Bilgoraj, est furieux qu'un de ses hommes ait été le premier à rompre les rangs. Il abreuve Schimke d'injures, mais Trapp lui coupe la parole. Le commandant ayant visiblement pris le récalcitrant sous sa protection, quelque dix ou douze hommes emboîtent le pas à leur camarade. Ordre leur est donné de remettre leurs armes et d'attendre les instructions du commandant(9).

Celui-ci réunit ensuite ses chefs de compagnie, qui se voient attribuer leurs postes respectifs. Ses ordres sont relayés par le sergent-major Kammer* à la 1re compagnie, par Gnade et Hoffmann aux 2e et 3e compagnies. Deux sections de la 3e compagnie boucleront le village(10) ; ces policiers reçoivent l'ordre explicite de faire feu sur quiconque tentera de s'échapper. Tous les autres rabattront les Juifs sur la place du marché. Ceux que l'on jugera trop mal en point pour marcher jusque-là seront fusillés sur place. Le même sort sera réservé aux nourrissons, ainsi qu'à tous ceux qui montreront des velléités de résistance ou

essayeront de se cacher. Ensuite, quelques policiers de la 1re compagnie formeront l'escorte des « Juifs de labeur » sélectionnés sur la place du marché, cependant que le restant de la compagnie se dirigera vers la forêt pour s'y constituer en pelotons d'exécution. La 2e compagnie, ainsi que la 3e section de la 3e, assureront le transport vers la forêt, par rotation, des Juifs chargés sur la place du marché dans les camions du bataillon(11).

Ces dispositions prises, Trapp passera le plus clair de la journée en ville, entre la salle de classe qui lui sert de Q.G., la maison du maire polonais et celle du curé de la paroisse, la place du marché et le chemin qui mène à la forêt(12). Mais au cœur de la forêt, là où claquent les coups de feu des exécutions, il brillera par son absence. Comme le constatera amèrement un policier, « le commandant Trapp n'était jamais là. Il était resté à Jozefow, soi-disant parce qu'il ne pouvait pas supporter le spectacle. Nous, les hommes, on était furieux, et on disait qu'on ne pouvait pas le supporter non plus(13). »

De fait, la détresse de Trapp n'était un secret pour personne. Un policier se souviendra avoir entendu Trapp s'écrier sur la place du marché, la main sur le cœur : « Oh, Dieu, pourquoi ai-je eu à donner ces ordres(14) ? » Un autre l'a aperçu dans le bâtiment de l'école : « Aujourd'hui encore, j'ai devant les yeux l'image du commandant Trapp, là, dans cette pièce, faisant les cent pas les mains derrière le dos. Il avait l'air déprimé et s'est mis à me parler. Il m'a dit quelque chose comme : "Vieux, … ce genre de boulot ne me convient pas. Mais les ordres sont les ordres(15)." » Un troisième homme se rappellera vivement « comment Trapp, enfin seul dans notre chambre, s'est assis sur un escabeau et a pleuré amèrement. Les larmes lui coulaient vraiment des yeux(16). » Un autre encore a vu Trapp à son Q.G. : « Le commandant Trapp courait çà et là comme un fou, puis, brusquement, il s'est arrêté net devant moi, m'a regardé et m'a demandé si j'étais d'accord avec tout ça. Je l'ai fixé droit dans les yeux et lui ai dit : "Non, Herr Commandant !" Alors il s'est remis à courir en pleurant comme un enfant(17). » L'assistant du médecin, qui a rencontré Trapp en pleurs sur le chemin menant de la place du marché à la forêt, lui a demandé s'il pouvait lui être d'un quelconque secours : « Il m'a simplement répondu que tout cela était horrible(18). » Plus tard, Trapp devait confier à son chauffeur : « Si cette affaire juive [de Jozefow] est jamais vengée sur terre, que Dieu ait pitié de nous autres Allemands(19). »

Pendant que Trapp pleure et se lamente sur ses propres ordres, les hommes de son bataillon s'activent à les exécuter. Les sous-officiers forment des escouades de deux, trois ou quatre policiers,

qu'ils envoient à la chasse dans le quartier juif. Des gardes sont postés sur la place du marché et le long des rues qui y conduisent. Les Juifs sont saisis chez eux et emmenés, les infirmes fusillés sur place ; l'air s'emplit du vacarme des cris et des coups de feu. Comme le remarquera un policier, c'est une petite ville que Jozefow, où l'on peut tout entendre partout(20). De nombreux policiers admettront avoir vu les cadavres des fusillés pendant le ratissage du quartier juif, mais deux seulement avoueront avoir eux-mêmes tiré(21). De même, plusieurs policiers diront avoir entendu que l'on avait abattu sur place tous les patients de l'« hôpital » (ou de l'« hospice des vieillards ») juif, mais aucun ne voudra admettre avoir assisté à la fusillade ou y avoir participé(22).

C'est sur la manière dont les policiers ont réagi d'emblée au meurtre des petits enfants que les témoignages divergeront le plus. Certains affirmeront que, tout comme les vieux et les malades, des nourrissons ont bel et bien été tués et leurs corps abandonnés dans les maisons, sur le pas des portes, sur le pavé des rues(23). D'autres, cependant, feront valoir avec force qu'au cours de cette première action les hommes hésitaient encore à tirer sur des enfants en bas âge. Un policier se montrera catégorique : « Parmi les Juifs abattus dans notre secteur, il n'y a pas eu de bébés ou de petits enfants. Je voudrais dire ici que, tacitement, nous nous sommes tous abstenus de tirer sur des bébés et des petits enfants. » À Jozefow comme plus tard ailleurs, dira-t-il, « même en face de la mort, les mères juives ne se séparaient jamais de leurs enfants. Nous avons donc permis aux mères d'emmener leurs petits enfants sur la place du marché de Jozefow(24). » Un autre policier : « Tacitement, presque tous les hommes engagés dans l'opération s'abstenaient de tuer les nourrissons et les petits enfants. Durant toute la matinée j'ai pu observer que, lorsqu'on les emmenait, beaucoup de femmes portaient des bébés dans leurs bras et donnaient la main à des petits enfants(25). » Selon ces deux témoins, aucun des officiers présents n'est intervenu pour empêcher que des enfants en bas âge fussent amenés sur la place du marché. Un autre policier, toutefois, se souviendra qu'après l'évacuation le capitaine Hoffmann a morigéné son unité (3^{e} section, 3^{e} compagnie) : « Nous n'avons pas été assez énergiques(26). » La rafle tire à sa fin. Les hommes de la 1re compagnie abandonnent la fouille pour un apprentissage rapide de la tâche macabre qui les attend. Le médecin du bataillon et le sergent-major de la compagnie servent d'instructeurs. Un policier amateur de musique, qui agrémentait souvent avec son violon les soirées de détente du bataillon en compagnie du docteur – lui-même « merveilleux accordéoniste » –, se souviendra :

> Je pense qu'à ce moment tous les officiers du bataillon étaient là, notamment notre médecin de bataillon, le docteur Schoenfelder*. Il devait nous expliquer comment il fallait s'y prendre pour provoquer la mort instantanée de la victime. Pour sa démonstration, je m'en souviens parfaitement, il a tracé le contour du corps humain, des épaules à la tête, puis nous a indiqué le point précis sur lequel il fallait placer la baïonnette pour bien ajuster le tir(27).

L'instruction achevée, la 1re compagnie prend le chemin de la forêt. Aussitôt après, Hagen, le major de Trapp, procède à la sélection des « Juifs de labeur ». Le directeur d'une scierie des environs est déjà venu solliciter le commandant avec une liste de vingt-cinq Juifs qui travaillaient pour lui, et celui-ci les a relâchés(28). Maintenant, à l'aide d'un interprète, Hagen fait l'appel des artisans et autres ouvriers aptes au travail. Quelque trois cents hommes sont ainsi séparés de leurs familles, ce qui ne va pas sans une certaine agitation(29). Ils n'ont pas le temps de se mettre en marche pour sortir de Jozefow que les premiers coups de feu se font entendre depuis la forêt : « Après les premières salves, une grande agitation s'est emparée de ces artisans, et quelques-uns parmi eux se sont jetés à terre en pleurant… Ils ont dû comprendre qu'on était en train de fusiller leurs familles(30). »

Le lieutenant Buchmann et les Luxembourgeois de la 1re compagnie emmènent les travailleurs quelques kilomètres plus loin, le long de la voie ferrée, à une gare de marchandises en rase campagne. Plusieurs wagons les attendent là, dont un à voyageurs. Les « Juifs de labeur » et leurs gardes embarquent pour Lublin, où Buchmann livre ses prisonniers aux autorités d'un camp – selon Buchmann, non le tristement célèbre Majdanek, mais un autre camp. Les Juifs, dira-t-il, n'y étaient pas attendus, mais l'administration de ce camp était contente d'en prendre livraison. Lui-même et ses hommes retournent à Bilgoraj le jour même(31).

Cependant, le sergent-major Kammer conduit le premier contingent de tireurs de la 1re compagnie dans la forêt, à quelques kilomètres de Jozefow. Les camions s'arrêtent sur un chemin boueux à la lisière de la forêt, à l'intersection d'un sentier qui s'enfonce dans les bois. Les hommes sautent à terre. Ils attendent.

Arrive une première cargaison de trente-cinq ou quarante Juifs. Un nombre égal de policiers viennent leur faire face, formant autant de couples de bourreaux et de victimes. Conduits par Kammer, Juifs et policiers empruntent le sentier, puis coupent à travers les arbres vers un point indiqué par le capitaine Wohlauf, qui a passé la journée à choisir les lieux d'exécution. Kammer ordonne aux Juifs de se coucher en rang, face à terre. Les policiers

se placent derrière les corps alignés, appuient leur baïonnette sur la colonne vertébrale au-dessus des omoplates, comme on le leur a enseigné, et, sur ordre de Kammer, font feu à l'unisson.

Pendant ce temps, d'autres policiers de la 1re compagnie sont arrivés à l'orée du bois pour former un second peloton d'exécution. Lorsque les hommes du premier peloton en émergent au point de déchargement, ceux du second empruntent le même sentier avec leur lot de victimes, vers le cœur de la forêt. Entre-temps, Wohlauf a choisi un site quelques mètres plus loin, de façon que les malheureux ne puissent pas voir les cadavres de la fournée précédente. Et l'opération se renouvelle à l'identique.

Le chassé-croisé des deux pelotons d'exécution se poursuit jusqu'à la tombée de la nuit. On tire sans cesse, sauf pour une brève pause en milieu de journée. Dans l'après-midi, quelqu'un « organise » une tournée d'alcool au bénéfice des tueurs. Au terme d'une journée entière de massacres quasi ininterrompus, les hommes ont complètement perdu le compte de leurs victimes. Combien chacun en a-t-il tué ? « Un bon nombre » en tout cas, selon les mots de l'un d'entre eux(32).

Lorsque, tôt le matin, Trapp leur a fait son étrange proposition, il venait seulement de leur révéler la véritable nature de la mission qu'ils avaient à remplir. Ils n'ont donc disposé que de très peu de temps pour réfléchir et réagir. Aussi bien, on l'a vu, seuls une douzaine d'hommes ont saisi instinctivement l'occasion qui leur était offerte de sortir des rangs et de rendre leurs fusils, s'épargnant ainsi la tuerie annoncée. Pour beaucoup d'entre eux, la signification de ce qu'ils étaient sur le point d'accomplir, le fait, surtout, qu'ils pourraient eux-mêmes faire partie du peloton d'exécution, n'avaient probablement pas pénétré leur esprit. Mais lorsque les hommes de la 1re compagnie sont rassemblés sur la place du marché, lorsqu'on leur montre comment il convient de tirer dans la nuque des victimes, lorsqu'on les envoie dans la forêt, enfin, pour tuer des Juifs, quelques-uns tentent de ressaisir la chance qu'ils ont laissé échapper auparavant. Un policier approche Kammer, qu'il connaît bien, lui avoue qu'il trouve ce travail « répugnant » et lui demande une autre affectation. Il obtient aussitôt de faire faction à la lisière de la forêt, où il passera la journée(33). D'autres intimes du sergent-major monteront la garde le long du chemin qu'empruntent les camions(34). D'autres encore, après avoir tué pendant un certain temps, viennent dire à Kammer qu'ils n'en peuvent plus ; aussitôt détachés du peloton d'exécution, ils sont affectés à l'accompagnement des camions(35). Deux hommes commettent l'erreur d'aller trouver Wohlauf plutôt que Kammer. Ils expliquent au capitaine (et *SS-Hauptsturmführer*) qu'ils

sont pères de famille, eux aussi, et qu'ils sont incapables de continuer. Wohlauf refuse sèchement de se laisser attendrir : qu'ils se couchent donc auprès des victimes. Pendant la pause de midi, toutefois, Kammer relève non seulement ces deux-là, mais encore un certain nombre d'autres policiers parmi les plus âgés. Accompagnée par un sous-officier, toute cette troupe est renvoyée sur la place du marché, où le gradé fait son rapport au commandant du bataillon. Trapp décharge les hommes de tout service et les autorise à rentrer à la caserne de Bilgoraj(36).

Certains, qui ne demandent rien à leurs chefs, imaginent d'autres échappatoires. Ainsi, « soit par trouble, soit *de propos délibéré* [c'est moi qui souligne, Chr. B.](37) », quelques-uns ratent systématiquement leur cible, et il faut envoyer des sous-officiers armés de mitraillettes donner le « coup de grâce ». D'autres n'auront pas attendu jusque-là. Pendant l'évacuation déjà, des hommes de la 1re compagnie se cachent dans le jardin du curé, puis, craignant que l'on finisse par s'apercevoir de leur absence, retournent sur la place du marché et s'assurent un alibi plausible en grimpant dans un camion qui part ramasser des Juifs dans un village des environs(38). D'autres, désireux de se soustraire à la rafle des Juifs, rôdent autour de la place du marché(39). D'autres encore, qui cherchent justement à éviter cette place, où ils risquent d'accompagner un peloton d'exécution, passent le plus de temps possible à fouiller les maisons(40). Un chauffeur affecté au transport des Juifs vers la forêt fera un seul voyage avant de demander un autre travail : « Ses nerfs n'étaient probablement pas assez solides pour conduire davantage de Juifs sur le site d'exécution », commentera son remplaçant(41).

Les hommes de la 1re compagnie partis pour la forêt, ceux de la 2e restent sur place afin d'achever la rafle et charger les Juifs dans les camions. Lorsque la première salve se fait entendre, un cri terrible balaie la place : les Juifs rassemblés-là ont compris(42). Par la suite, toutefois, ils se tiennent tranquilles – ils font même preuve, selon les mots des témoins allemands, d'un calme « incroyable », « étonnant(43) ».

Si les victimes sont calmes, les officiers allemands, eux, deviennent de plus en plus nerveux. Ils se rendent compte, en effet, que le rythme des exécutions est bien trop lent pour qu'on puisse en finir en une seule journée : « On entendait sans cesse des remarques telles que "On ne s'en sort pas !", et "Ça n'avance pas(44) !" » Trapp finit par prendre une décision, et donne de nouveaux ordres. Rappelée de ses avant-postes autour du village, la 3e compagnie boucle la place du marché ; la 2e compagnie du lieutenant Gnade ira dans la forêt rejoindre les tireurs. Le sergent

Steinmetz, de la 3e section, offre derechef à ses hommes l'occasion de se désister. Aucun ne la saisit(45).

Le lieutenant Gnade scinde sa compagnie en deux équipes, leur assignant à chacune une aire d'opération. Il rend visite ensuite à la 1re compagnie de Wohlauf pour assister à une exécution(46). Pendant ce temps, le lieutenant Scheer et le sergent Hergert* conduisent dans la forêt la 1re section de la 2e compagnie et quelques hommes de la 3e section. Un site est choisi. Scheer divise ses hommes en quatre groupes, leur attribue à chacun une aire de tir et les envoie chercher les Juifs qu'il leur appartient de tuer. Arrive le lieutenant Gnade. Une âpre discussion s'engage : Scheer n'aurait pas envoyé ses hommes assez profondément dans les bois(47). Chaque équipe a déjà à son actif deux ou trois allers et retours entre le point de rassemblement et l'aire de tir, et autant d'exécutions, lorsqu'il devient évident pour Scheer que tout cela est trop lent. Il demande conseil à Hergert. « J'ai alors suggéré, se souviendra celui-ci, que deux hommes de chaque groupe seulement convoient les Juifs du point de rassemblement au site de tir, ce qui permettrait aux autres tireurs du commando d'exécution de se trouver déjà à pied d'œuvre sur le prochain site de tir. De plus, comme ce site se déplaçait le long du sentier avec chaque exécution, il se rapprochait peu à peu du point de rassemblement. C'est ce que nous avons fait(48). » La proposition de Hergert devait grandement accélérer le processus de mise à mort.

Contrairement aux hommes de la 1re compagnie, ceux de la 2e n'ont reçu aucune instruction concernant la manière dont il convenait de procéder à l'exécution des victimes. Aussi n'utilisent-ils pas leurs baïonnettes pour viser ; comme le remarquera Hergert, il s'ensuit « un nombre considérable de ratages », ce qui conduit à « blesser inutilement les victimes ». L'un des policiers de son unité insistera sur la difficulté qu'éprouvaient ses camarades à viser correctement : « Nous avons commencé par tirer à vue. Lorsque l'un d'entre nous visait trop haut, le crâne tout entier explosait, et des morceaux de cervelle et d'os volaient partout. Alors, on nous a dit de placer la pointe de la baïonnette sur la nuque(49). » Selon Hergert, toutefois, cette technique ne résout rien : « À tirer ainsi à bout portant, la balle frappait la tête de la victime sur une trajectoire telle que souvent le crâne tout entier, ou du moins l'arrière de la boîte crânienne, était emporté ; du sang, des éclats d'os et des morceaux de cervelle se répandaient partout et éclaboussaient les tireurs(50). »

Hergert affirmera qu'aucun des policiers de la 1re section n'a pu se soustraire par avance à l'opération. Mais, une fois celle-ci

commencée, plusieurs hommes sont venus dire à Scheer ou à lui-même qu'ils étaient incapables de tuer des femmes et des enfants ; ceux-là se sont vu confier d'autres tâches(51). Ce qui sera confirmé par un de ses hommes : « Pendant l'exécution, une rumeur s'est répandue, selon laquelle ceux qui n'en avaient plus la force pouvaient s'en dispenser. Moi-même j'ai participé à quelque dix tournées, j'ai tué des hommes et des femmes. J'étais tout bonnement incapable de continuer à fusiller des gens, ce qui est devenu évident à mon sergent, Hergert, car j'ai fini par ne plus tirer qu'à côté. Il m'a relevé à cause de cela. D'autres camarades ont été également relevés tôt ou tard, parce qu'ils ne pouvaient simplement plus continuer(52). »

Dans un autre secteur de la forêt opèrent la 2e section du lieutenant Drucker et le gros de la 3e section du sergent Steinmetz. Comme ceux de Scheer, ces policiers sont répartis en petites escouades de cinq à huit hommes chacune, plutôt qu'en grosses unités de trente-cinq ou quarante, comme c'est le cas dans la 1re compagnie de Wohlauf. Là encore, on néglige au début l'usage de la baïonnette-viseur : on a seulement dit aux hommes de placer le canon de leur carabine sur les vertèbres cervicales, à la naissance du cou(53). Le résultat est terrifiant : « Les tireurs étaient horriblement souillés de sang, de cervelle et d'éclats d'os. Ça pendait sur leur uniforme(54). »

En répartissant ses hommes en petites escouades de fusilleurs, Drucker en a gardé environ un tiers en réserve. En fin de compte, chacun devra mettre la main à la pâte ; il s'agit simplement de permettre aux hommes de se reposer à intervalles réguliers et de ménager des « pauses cigarettes(55). » Mais le va-et-vient incessant, le terrain accidenté et la rotation fréquente ont vite fait de casser les groupes(56). À la faveur de la confusion, un tel travaille au ralenti, tel autre s'arrête pour de bon. Certains, davantage ardents à la tâche, tuent beaucoup plus que d'autres, qui traînent les pieds autant qu'ils peuvent(57). Après deux tournées, un policier « s'éclipse » tout simplement, en se cachant parmi les camions en lisière de la forêt(58). Un autre s'arrange pour s'y soustraire tout à fait :

> Ceux qui ne voulaient pas tuer des êtres humains de leurs propres mains, ou en étaient incapables, pouvaient très bien y échapper. On n'exerçait aucun contrôle tant soit peu strict. Moi-même je suis resté auprès des camions à l'arrivée, et je me suis affairé au point de débarquement. En tout cas, j'ai fait semblant. Je ne pouvais pas éviter que tel ou tel de mes camarades remarque que je ne me rendais pas sur le site pour faire feu sur les victimes. Ils m'abreuvaient de mots tels

> que « salaud » et « chiffe molle », pour bien me montrer le dégoût que je leur inspirais. Mais je n'ai pas eu à souffrir des conséquences de mes actes. Je dois dire ici que je n'ai pas été le seul à m'abstenir de participer aux exécutions(59).

Parmi les policiers de Jozefow interrogés après la guerre, le plus grand nombre, à beaucoup près, ont servi dans la 3e section de la 2e compagnie. C'est pourquoi le témoignage de ces hommes est capital, aussi bien pour l'impact des exécutions sur les exécutants que pour le taux d'« esquive » dans le courant de l'action.

Hans Dettelmann*, un barbier âgé de quarante ans, est affecté par Drucker à un peloton d'exécution : « Il m'était pourtant impossible de tirer sur la première victime de la première exécution. Je me suis esquivé, et j'ai demandé… au lieutenant Drucker de m'en exempter. » Dettelmann explique à son lieutenant qu'il est une « très petite nature », et Drucker le laisse partir(60).

Pour sa première fournée, Walter Niehaus*, un ancien représentant en cigarettes Reemtsma, se trouve face à face avec une femme âgée : « J'ai abattu cette vieille femme, puis je suis allé trouver Toni [Anton] Bentheim* [son sergent] et je lui ai dit que je ne me sentais pas la force d'effectuer d'autres exécutions. Je n'ai plus eu à participer aux fusillades… mes nerfs étaient complètement fichus à cause de cet unique coup de fusil(61). »

La première victime d'August Zorn* est un très vieil homme. Il se souviendra que celui-ci

> ne pouvait ou ne voulait marcher avec ses compatriotes, car il tombait à tout bout de champ et restait simplement couché par terre. Je devais sans cesse le soulever et le pousser en avant. Mes camarades avaient déjà tué leurs Juifs lorsque je suis arrivé sur le site d'exécution. À la vue de ses compatriotes étendus morts, mon Juif s'est jeté sur le sol et est resté couché là. Alors, j'ai armé ma carabine et je l'ai tué d'une balle dans la tête. Comme j'étais déjà bouleversé par le traitement cruel infligé aux Juifs pendant l'évacuation de la ville, et très troublé, j'ai tiré trop haut. Tout l'arrière du crâne de mon Juif a été arraché et la cervelle mise à nu. Des morceaux de crâne ont volé au visage du sergent Steinmetz. Cela m'a suffi. Une fois retourné au camion, je suis allé trouver le sergent-major, et je lui ai demandé qu'il me dispense des exécutions. J'étais tellement malade que je n'en pouvais simplement plus. J'ai été relevé par le sergent-major(62).

Georg Kageler*, un tailleur âgé de trente-sept ans, achève une première tournée avant que ne surgissent les vraies difficultés :

« Après avoir effectué le premier tir, j'ai remarqué au point de déchargement, parmi les victimes du prochain lot, une mère et sa fille. J'ai commencé à bavarder avec elles, et j'ai appris que c'étaient des Allemandes de Kassel. J'ai décidé de ne plus participer aux exécutions. Toute cette affaire me répugnait maintenant à tel point que je suis revenu vers mon chef de section et que je lui ai dit que j'étais malade et que je demandais une dispense. » Kageler est envoyé monter la garde sur la place du marché(63). Cette conversation avec des condamnés n'est pas un cas unique, pas plus que la découverte qu'il y a des Juifs allemands à Jozefow. Schimke, l'homme qui est sorti des rangs le premier, a rencontré sur la place du marché un Juif de Hambourg. Un de ses camarades a fait la même expérience(64). Un autre encore se souviendra que sa première victime a été un Juif originaire de Brème, ancien combattant décoré de la première guerre mondiale, qui a demandé grâce en vain(65).

Franz Kastenbaum* prétendra, lors de son interrogatoire, n'avoir aucun souvenir du massacre de Juifs en Pologne, avant de se présenter spontanément dans le bureau du procureur d'État de Hambourg chargé de l'enquête sur le 101e bataillon de réserve de la police. Il racontera au magistrat comment, membre d'un peloton d'exécution de sept ou huit hommes, il a emmené ses victimes dans la forêt et les a achevées d'une balle dans la nuque tirée à bout portant. Il a tué à trois reprises, puis :

> La mise à mort de ces hommes me répugnait tellement que j'ai raté le quatrième. Je n'arrivais simplement plus à viser correctement. Brusquement, j'ai eu la nausée et je me suis sauvé du site d'exécution. Je me suis mal exprimé. Ce n'est pas que je ne pouvais plus viser correctement, la quatrième fois j'ai plutôt fait exprès pour rater. Puis j'ai couru dans la forêt, j'ai vomi et je me suis assis contre un arbre. Pour être sûr qu'il n'y avait personne aux alentours, j'ai crié fort dans les bois, car je voulais être seul. Aujourd'hui je peux dire que mes nerfs étaient totalement délabrés. Je pense que je suis resté seul dans la forêt deux ou trois heures durant.

Kastenbaum est retourné ensuite à la lisière de la forêt et est monté sur un camion vide qui l'a ramené sur la place du marché. Il n'a pas eu d'ennuis ; les pelotons d'exécution ayant été mélangés et les affectations ne se faisant plus qu'au petit bonheur la chance, son absence est passée inaperçue. Il est venu faire cette déclaration, expliquera-t-il au procureur, car, depuis qu'il tentait de dissimuler sa participation aux fusillades, il avait complètement perdu le sommeil(66).

La plupart de ceux qui trouvent ce travail intolérable

l'abandonnent tout au début de l'opération(67). Mais ce n'est pas toujours le cas. Les membres d'un peloton d'exécution ont déjà fusillé dix ou vingt Juifs chacun avant de demander la relève. Comme l'expliquera l'un d'entre eux : « J'ai demandé à être relevé surtout à cause de la manière impossible dont tirait l'homme qui se trouvait à côté de moi. Manifestement, il visait toujours trop haut, infligeant d'horribles blessures à ses victimes. Souvent, tout l'arrière de la tête était arraché, et la cervelle se répandait partout. Je ne pouvais tout bonnement plus regarder ça(68). » Au point de déchargement, le sergent Bentheim voit des hommes sortir des bois couverts de sang et de cervelle, le moral en charpie et les nerfs à bout. À ceux qui ne veulent plus y retourner, il conseille de « s'éclipser » du côté de la place du marché(69). Et le nombre de policiers rassemblés sur la place croît en conséquence(70).

Restés dans la forêt, les hommes placés sous les ordres de Drucker et de Steinmetz tirent sans discontinuer. À l'instar de leurs camarades de la 1re compagnie, ils reçoivent des rations d'alcool(71). La longue journée d'été tire à sa fin. La nuit approche, mais le travail des tueurs n'est pas encore achevé ; la fusillade devient encore plus fiévreuse et désordonnée(72). La forêt regorge de cadavres, et il devient difficile de trouver de la place pour y coucher les Juifs(73). Lorsque la nuit tombe enfin, vers neuf heures – environ dix-sept heures après l'arrivée du 101e bataillon de réserve de la police aux portes de Jozefow –, et que le dernier Juif est abattu, les hommes retournent sur la place du marché et se préparent à partir pour Bilgoraj(74). Rien n'a été prévu pour l'enterrement des corps, et les Juifs assassinés sont abandonnés là, couchés dans la forêt. Officiellement, on n'a ramassé ni vêtements ni objets de valeur, mais au moins quelques policiers se sont emparé des montres, des bijoux et de l'argent trouvés sur leurs victimes(75). Le monceau de bagages que les Juifs ont dû laisser derrière eux sur la place du marché est brûlé(76). Les policiers s'apprêtent à grimper dans leurs camions pour quitter enfin Jozefow, lorsque surgit une fillette âgée d'une dizaine d'années. Elle saigne de la tête. On l'amène à Trapp. Le commandant la prend dans ses bras et lui dit : « Tu vas rester en vie(77). »

Parvenus à la caserne de Bilgoraj, les hommes sont déprimés, troublés, furieux et amers(78). Ils mangent peu, mais boivent énormément. On n'a pas lésiné sur les rations d'alcool, et beaucoup de policiers sont ivres morts. Le commandant Trapp parle avec ses hommes, tente de les consoler et de raffermir leurs cœurs, évoque à nouveau la responsabilité des autorités(79). Mais ni la boisson ni les efforts de Trapp ne sauraient laver la honte et l'horreur qui hantent la caserne. Trapp demande à ses hommes de

ne pas en parler(80), mais pour cela nul besoin d'encouragements. Ceux qui ne sont pas allés dans la forêt n'ont aucune envie d'en apprendre davantage(81), ceux qui y sont allés ne souhaitent pas en parler, ni sur le moment ni plus tard. Par consensus tacite au sein du 101e bataillon de réserve de la police, on n'évoquera plus jamais le massacre de Jozefow. « Le sujet était tabou(82). » Mais le refoulement ne peut rien contre les cauchemars. Dans la nuit qui suit Jozefow, un policier se réveille en tirant sur le plafond de la caserne(83).

Quelques jours plus tard, semble-t-il, le bataillon évite de peu un nouveau massacre. Sous le commandement de Trapp et de Wohlauf, des unités de la 1re et de la 2e compagnie entrent dans Alekzandrow, minuscule village dont les maisons s'égrènent le long de la route, douze kilomètres à l'ouest de Jozefow. On rafle un petit nombre de Juifs. Policiers et Juifs craignent de concert qu'une autre tuerie se prépare. Après un bref moment de flottement, toutefois, l'action fait long feu et Trapp autorise les Juifs à rentrer chez eux. Un policier se rappellera vivement « comment des Juifs sont tombés à genoux devant Trapp et ont essayé de baiser ses mains et ses pieds. Mais Trapp n'a pas voulu les laisser faire, et s'est détourné. » Et les hommes retournent à Bilgoraj sans pouvoir s'expliquer la tournure étrange des événements(84). Enfin, le 20 juillet, soit un mois jour pour jour après leur départ de Hambourg et une semaine après le massacre de Jozefow, le 101e bataillon de réserve de la police quitte Bilgoraj. De nouvelles positions l'attendent dans le secteur septentrional du district de Lublin.

8
Réflexions sur un massacre

À Jozefow donc, une douzaine d'hommes à peine, sur près de cinq cents, ont réagi spontanément à la proposition du commandant Trapp de se dispenser de la tuerie annoncée. Pourquoi ces hommes du refus de la première heure furent-ils si peu nombreux ? Il y eut, pour une part, l'effet de surprise. Pris totalement « au dépourvu », les policiers n'ont disposé d'aucun délai de réflexion(1). Quelques-uns ont su saisir la balle au bond ; pour les autres, cette première occasion était perdue(2).

Tout aussi important fut l'esprit de corps – l'identification élémentaire de l'homme en uniforme avec ses frères d'armes et l'extrême difficulté qu'il éprouve à faire cavalier seul. Certes le bataillon venait seulement d'être complété ; beaucoup de ses membres ne se connaissaient pas encore très bien, la camaraderie de régiment n'avait pas encore cimenté l'unité. Il n'empêche : quitter les rangs ce matin-là, à Jozefow, signifiait abandonner ses camarades et revenait à admettre qu'on était « faible », voire « lâche ». Qui aurait « osé », devait déclarer un policier, « perdre la face » devant tout le monde(3) ? « Si on me demande pourquoi j'ai tiré avec tout le monde, dira un autre, je répondrai en premier lieu que personne ne veut passer pour un lâche. » Et cet homme, qui a demandé la relève après avoir tué à plusieurs reprises, d'ajouter qu'une chose était de refuser d'emblée, et une autre d'essayer de tirer mais ne plus en être capable(4). Un troisième policier, davantage conscient de ce qu'implique le courage véritable, dira simplement : « J'ai été lâche(5). »

La plupart des policiers interrogés nieront avoir eu le choix. Confrontés au témoignage de plusieurs de leurs camarades, ils ne contesteront pas l'offre de Trapp, mais prétendront n'avoir pas entendu cette partie de la harangue du commandant, ou ne plus s'en souvenir. Quelques-uns tenteront bien d'affronter la question du choix, mais ne sauront trouver les mots pour le faire. C'étaient un autre temps et un autre lieu, comme s'ils avaient agi sur une autre planète, et les valeurs et le vocabulaire politiques des années 1960 n'étaient d'aucun secours pour rendre compte de la situation dans laquelle ils se trouvaient en 1942. Tout à fait atypique dans sa façon de décrire son état d'esprit en cette matinée du 13 juillet, ce policier qui admettra avoir tué pas moins de vingt Juifs avant d'abandonner la partie : « Je pensais être en

mesure de dominer la situation et que, sans moi, les Juifs n'allaient de toute manière pas échapper à leur sort… Honnêtement je dois dire qu'à ce moment nous n'avons pas du tout réfléchi à tout ça. Ce n'est que des années plus tard qu'on a pris vraiment conscience de ce qui s'était passé à l'époque… C'est seulement plus tard qu'il m'est venu pour la première fois à l'esprit que ça n'avait pas été juste(6). » Outre cette rationalisation facile – ne pas prendre part à la fusillade n'allait de toute manière rien changer au sort des Juifs –, les policiers vont élaborer d'autres types d'autojustification. Le plus frappant peut-être est celui de ce serrurier âgé de trente-cinq ans, originaire de Bremerhaven :

> Je me suis efforcé, et j'ai pu le faire, de tirer seulement sur les enfants. Il se trouve que les mères tenaient leurs enfants par la main. Alors, mon voisin abattait la mère et moi l'enfant qui lui appartenait, car je me disais qu'après tout l'enfant ne pouvait pas survivre sans sa mère. C'était, pour ainsi dire, une manière d'apaiser ma conscience que de délivrer ces enfants incapables de vivre sans leur mère(7).

La pleine signification de cette déclaration, le choix des mots de cet ancien policier, ne peuvent être correctement appréciés que si l'on sait que l'allemand *erlösen*, « délivrer », signifie également « racheter », « sauver », au sens religieux. Celui qui « délivre » est l'*Erlöser* – le Sauveur, le Rédempteur !

Au chapitre des motivations et des sentiments, l'antisémitisme reste le grand absent des interrogatoires. Généralement, les enquêteurs ne s'intéressent pas à la question. Bien entendu, les hommes non plus : inculpés potentiels, ceux-ci n'ont aucun intérêt à éclairer spontanément ceux-là. Ainsi, sauf exception, le problème de l'antisémitisme est tout entier passé sous silence. Une chose est évidente : le souci qu'avaient les hommes de leur image aux yeux de leurs camarades ne risquait pas d'être gêné par le sentiment d'appartenir à la même humanité que leurs victimes. Car ce sentiment n'existait pas. Les Juifs se tenaient en dehors de la sphère d'obligation et de responsabilité humaines.

Cette polarisation entre « eux » et « nous », entre « les nôtres » et « l'ennemi », fait assurément partie des lois de la guerre. Et il semble bien que, même si les hommes du bataillon n'ont pas consciemment fait leur la doctrine antisémite du régime, ils ont tout au moins intériorisé l'assimilation du Juif à l'ennemi. Le commandant Trapp a sciemment utilisé cette notion globale du Juif en tant qu'élément constitutif du camp adverse dans son discours, à l'aube du 13 juillet : en tuant des femmes et des enfants juifs, qu'on se souvienne qu'en bombardant l'Allemagne l'ennemi était en train de tuer des femmes et des enfants allemands.

Si seuls une douzaine de policiers se sont soustraits d'emblée au massacre imminent, bien plus nombreux furent ceux qui ont cherché à y échapper en recourant à des stratagèmes moins voyants, ou ont demandé à se libérer des pelotons d'exécution une fois la tuerie commencée. Combien de policiers appartiennent à ces catégories ? Difficile à évaluer avec quelque précision ; une fourchette de dix à vingt pour cent de ceux qui ont été effectivement désignés pour faire partie des pelotons d'exécution paraît raisonnable. Le sergent Hergert, par exemple, admettra avoir exempté pas moins de cinq hommes de son peloton, qui en comptait quarante ou cinquante. Au sein du groupe Drucker-Steinmetz, qui a fourni le plus grand nombre de policiers soumis à l'interrogatoire, nous avons pu identifier six policiers qui ont abandonné au cours des quatre premières tournées, ainsi qu'un peloton entier de cinq à huit hommes, libéré beaucoup plus tard. Le nombre de ceux qui ont déserté à un moment ou à un autre les pelotons d'exécution n'est donc pas négligeable ; mais il ne doit pas faire oublier qu'au moins quatre-vingts pour cent des hommes désignés pour tuer l'ont fait sans discontinuer, et que 1 500 Juifs de Jozefow ont été ainsi achevés jusqu'au dernier.

Même vingt ou vingt-cinq ans plus tard, les réfractaires invoqueront surtout une révulsion d'ordre purement physique, non des principes moraux ou politiques. Certes, étant donné le niveau d'instruction de ces réservistes, il serait abusif d'en attendre l'expression sophistiquée de principes abstraits. D'ailleurs, cette carence ne signifie nullement que le dégoût que leur inspirait le massacre ne prenait pas sa source dans ces instincts d'humanité auxquels le nazisme était radicalement hostile et qu'il a cherché à éradiquer. Mais les hommes eux-mêmes ne semblent pas avoir pris conscience de la contradiction qu'il pouvait y avoir entre leurs sentiments et la nature du régime qu'ils servaient. Bien sûr, se montrer incapable de continuer de tuer créait une difficulté ; la mollesse des individus affectait la « productivité » et le moral du bataillon. Mais elle ne mettait pas en cause la discipline fondamentale de la police, ni l'autorité du régime en général. De fait, Heinrich Himmler lui-même, dans son fameux discours de Posen (Poznan) à l'adresse des chefs SS, le 4 octobre 1943, s'est montré compréhensif pour ce genre de faiblesse : tout en exaltant l'obéissance comme l'une des principales vertus de l'homme SS, le *Reichsführer* a explicitement évoqué cette unique exception : « Celui dont les nerfs sont à bout, celui qui est faible. Alors on peut lui dire : bien, va prendre ta retraite(8). »

Les cas de refus conscient, fondé en morale et politique et explicitement identifié par les policiers comme tel, sont

relativement rares. Un homme affirmera que, en tant que membre actif du Parti communiste, il avait toujours réprouvé les mesures anti-juives des nazis, tout comme le national-socialisme dans son ensemble(9). Un autre expliquera son hostilité au meurtre des Juifs par une appartenance de longue date à la social-démocratie(10). Un troisième dira qu'il était catalogué chez les nazis comme « politiquement douteux » et « mauvais esprit », mais ne fournira pas d'autres indications sur son identité politique(11). Plusieurs autres expliqueront leur refus de tuer par leur rejet de l'antisémitisme professé par le régime. « J'avais déjà cette attitude à Hambourg », devait déclarer ce dessinateur de jardins paysagers, « car à cause des mesures anti-juives prises à Hambourg j'avais perdu l'essentiel de ma clientèle(12). » Un autre policier se contentera de s'affirmer « grand ami des Juifs », sans autre commentaire(13).

Deux hommes offriront une explication circonstanciée de leur refus de participer au massacre. Tous deux insisteront sur le fait qu'ils s'étaient sentis plus libres d'agir comme ils l'ont fait parce que la carrière dans la police ne les intéressait pas particulièrement. Ce policier envisageait sans trop d'états d'âme les inconvénients éventuels de sa conduite car, dira-t-il, « je n'étais pas un policier de carrière et ne souhaitais pas le devenir ; j'étais un artisan qualifié, propriétaire d'une entreprise qui attendait mon retour… Que ma carrière dans la police n'aille pas bien loin, ça n'avait pas beaucoup d'importance(14). »

Le lieutenant Buchmann, on s'en souvient, a invoqué des raisons d'ordre moral : l'officier de réserve et l'homme d'affaires hambourgeois qu'il était ne pouvait pas tirer sur des femmes et des enfants sans défense. Mais lui aussi devait souligner l'importance du facteur économique, en expliquant en quoi sa situation était différente de celle de ses camarades officiers : « J'étais un peu plus âgé, et, de plus, officier de réserve. Il ne m'importait donc pas vraiment d'avancer, d'obtenir des promotions, puisque j'allais retrouver une entreprise prospère chez moi. Les chefs de compagnie…, eux, étaient des hommes jeunes et des policiers de carrière, qui voulaient devenir quelque chose. » Buchmann devait toutefois avancer aussi d'autres arguments, que les nazis auraient certainement condamnés comme participant d'une vision du monde « cosmopolite » et philosémite : « Grâce à mon expérience des affaires, et, surtout, des pays étrangers, j'avais acquis une meilleure compréhension des choses. En outre, par mes activités liées à l'entreprise, je connaissais déjà de nombreux Juifs(15). »

Le ressentiment et l'amertume qui ont accablé le bataillon après Jozefow n'ont épargné pratiquement personne, pas même ceux qui

n'avaient cessé de tirer de toute la journée. L'exclamation de ce policier devant le sergent-major Kammer, de la 1re compagnie – « Je vais devenir fou s'il me faut remettre ça » –, exprime les sentiments de beaucoup(16). Mais seuls quelques-uns sont allés au-delà de la complainte pour tenter de tirer leur épingle du jeu. Plusieurs policiers parmi les plus âgés, pères de famille nombreuse, ont profité d'un règlement qui requérait une décharge signée par laquelle ils se déclaraient prêts à servir dans une zone de combats : l'un, qui n'avait pas encore signé, a refusé de le faire ; un autre a annulé sa signature. Tous deux ont fini par être renvoyés en Allemagne(17). C'est encore le lieutenant Buchmann qui a réagi avec le plus de détermination : il a demandé à Trapp de le faire rappeler en Allemagne, et a déclaré que, à moins d'un ordre direct et personnel du commandant, il ne participerait plus aux actions juives. Buchmann a fini par écrire à Hambourg pour demander son rappel, en motivant explicitement sa demande par le fait qu'il ne se sentait pas « apte » à certaines missions, « étrangères à la police », que son unité remplissait en Pologne(18). Buchmann dut patienter jusqu'en novembre, mais ses efforts furent finalement couronnés de succès.

Le problème auquel devaient faire face Trapp et ses supérieurs à Lublin n'était donc pas l'opposition moralement et politiquement fondée de quelques-uns, mais la démoralisation du grand nombre – aussi bien de ceux qui ont tué jusqu'au bout que de ceux qui s'en sont avérés incapables. C'était plutôt une réaction à l'horreur de la mise à mort elle-même. S'il fallait que le 101e bataillon de réserve de la police continuât d'apporter son concours à la mise en œuvre de la Solution finale dans le district de Lublin, le fardeau psychologique qui pesait sur ces hommes devait être pris en considération et autant que possible allégé.

Aussi bien, deux innovations majeures allaient être introduites dans le travail du bataillon. L'une intéresse la nature de ses opérations futures : sauf exceptions notables, plutôt que de massacrer les victimes sur place, le bataillon serait dorénavant engagé surtout dans l'évacuation des ghettos et les déportations. Les policiers se verraient ainsi épargner l'horreur immédiate de la mise à mort – pour les déportés du secteur septentrional de Lublin, celle-ci serait désormais du ressort du camp d'extermination de Treblinka. Second changement : la déportation étant elle-même un processus effroyable, avec tout le terrifiant déchaînement de violence qu'implique le chargement des gens dans les trains de la mort et le meurtre systématique des impotents, ce type d'actions seraient généralement effectuées conjointement par des unités du 101e bataillon et les *Trawnikis*. C'est à ces supplétifs originaires des

territoires soviétiques, recrutés dans les camps de prisonniers de guerre et entraînés par les SS, que serait le plus souvent dévolu le plus dur du travail d'évacuation et de déportation.

De fait, l'inquiétude qu'inspirait, après Jozefow, l'état de délabrement psychologique de l'unité fournit l'explication la plus plausible à l'épisode mystérieux d'Alekzandrow, quelques jours plus tard. Trapp avait probablement reçu l'assurance que cette fois le travail serait fait par les *Trawnikis*, et, comme ceux-ci ne se sont pas présentés, il a préféré relâcher les Juifs que ses propres hommes avaient rabattus.

Bref, le soulagement psychologique nécessaire à l'intégration du 101e bataillon de réserve de la police dans le programme d'extermination devait être assuré par une division du travail : au camp de la mort, l'essentiel du massacre ; aux *Trawnikis* le pire du « sale boulot » effectué sur place. Cette évolution devait s'avérer suffisante pour permettre aux hommes du bataillon de s'accoutumer à la Solution finale. Quand reviendra le temps de tuer, les policiers « ne deviendront pas fous ». Bien au contraire, ils se montreront des bourreaux de plus en plus efficaces et endurcis.

9
Lomazy : la descente de la 2e compagnie

Dès le massacre du 13 juillet à Jozefow, les bataillons de police avaient reçu des ordres concernant leur déploiement dans le district de Lublin(1). Le district fut divisé en trois « secteurs de sécurité », nord, centre et sud. Le 101e bataillon de réserve se vit attribuer le secteur nord, lequel comprenait, d'ouest en est, les arrondissements (*Kreise*) de Pulawy, Radzyn et Biala Podlaska. La 2e compagnie du lieutenant Gnade fut affectée à Biala Podlaska, et Gnade installa son état-major dans le chef-lieu de Biala. La 1re section se répartit entre Piszczac et Tuczna au sud-est, la 2e fut stationnée à Wisznice au sud, la 3e à Parczew au sud-ouest, en fait sur le territoire de l'arrondissement voisin de Radzyn.

La Solution finale dans l'arrondissement de Biala Podlaska avait débuté, le 10 juin 1942, par la déportation de 3 000 Juifs de Biala vers Sobibor et la concentration de centaines d'autres, provenant de plus petites communautés, dans le village de Lomazy, à mi-chemin entre Biala et Wisznice(2). Puis la campagne d'extermination s'interrompit jusqu'à l'arrivée de la 2e compagnie du lieutenant Gnade. Les Juifs de Lomazy allaient être l'objet de la première action d'extermination entreprise en collaboration avec une unité de volontaires de Trawniki. La 2e compagnie devait fournir le gros des effectifs pour la rafle des victimes, et l'unité de Trawniki les tueurs, rendant ainsi psychologiquement moins lourde qu'à Jozefow la tâche des policiers allemands.

Au début d'août, une escouade de la 3e section, soit quelque quinze à dix-huit hommes, prend ses quartiers à Lomazy sous les ordres du sergent Heinrich Bekemeier*. Le *Gruppe Bekemeier*, comme on l'appelait, passe plusieurs semaines tranquilles dans cette localité mi-polonaise mi-juive. La population juive y vit à part, mais le quartier juif n'est pas muré ni gardé(3). Les policiers allemands logent dans le bâtiment de l'école du quartier juif.

Le 16 août, à la veille du jour fixé pour l'action, Heinrich Bekemeier reçoit un appel téléphonique du lieutenant Gnade, l'informant qu'il y aura une opération de « réinstallation » juive le lendemain matin et lui demandant de se tenir prêt avec ses hommes à 4 heures. Pour Bekemeier, la signification de cet ordre est parfaitement « claire(4) ». Le même jour, Gnade convoque les lieutenants Drucker et Scheer à Biala. En présence, affirmera-t-il, d'un officier de la SD, il les met au courant de l'opération du

lendemain, à exécuter en coopération avec la SS. La population juive dans son entier sera passée par les armes(5). Dans la localité voisine de Wisznice, la 2e section reçoit des camions ; elle mettra une demi-heure pour se rendre à Lomazy à l'aube(6). Mais il n'y en a pas pour tout le monde, et les policiers de la 1re section voyageront toute la nuit dans des charrettes tirées par des chevaux, réquisitionnées dans les fermes des environs(7).

À Lomazy, Gnade réunit ses sous-officiers. Ses instructions concernent l'évacuation du quartier juif et le rassemblement des Juifs dans la cour de l'école. Les gradés apprennent par la même occasion que, pour l'essentiel, les policiers échapperont à la fusillade elle-même ; les *Hiwis* de Trawniki s'en chargeront. Néanmoins, la rafle sera effectuée « comme avant », ce qui signifie que tous ceux qu'on ne pourra emmener sans trop de mal au point de rassemblement – enfants en bas âge, vieillards, malades et autres impotents – seront abattus sur place.

Selon l'un des chefs d'escouade, toutefois, la plupart des enfants sont une fois de plus amenés sur le site du rassemblement. Comme à Jozefow, les hommes rencontrent pendant l'évacuation des Juifs allemands, voire des Hambourgeois. Les Juifs emplissent rapidement la cour de l'école et débordent dans le terrain de sport attenant. Quelques coups de feu claquent. La rafle est terminée en moins de deux heures(8).

On ordonne ensuite aux 1 700 Juifs de Lomazy de s'asseoir et d'attendre. Un groupe de soixante ou soixante-dix hommes jeunes est sélectionné, muni de pelles et de bêches, chargé dans des camions et conduit dans la forêt. Plusieurs jeunes Juifs sautent des camions en marche et réussissent à s'enfuir. Un autre se jette sur un caporal allemand, qui se trouve être le champion de boxe du bataillon ; l'assaillant désespéré est promptement assommé. Dans les bois, on ordonne aux Juifs de creuser une fosse commune(9).

Cependant, à Lomazy, les Juifs condamnés et leurs gardiens attendent toujours. Les heures passent. Soudain, un contingent de cinquante *Hiwis* de Trawniki entre en ville, conduit par un officier SS allemand. « Je peux encore me rappeler exactement, témoignera un policier, que tout de suite après leur arrivée ces *Trawnikis* ont fait une pause. J'ai vu qu'en plus de leur nourriture ils ont sorti de leur barda des bouteilles de vodka et ont bu au goulot. » L'officier SS et Gnade se mettent aussi à boire abondamment. D'autres gradés sentent l'alcool, mais, à la différence des deux commandants, n'ont pas l'air manifestement ivres(10). Des tartines de pain beurré ont été préparées à l'intention des policiers(11).

Le travail dans la fosse commune approche de la fin, *Hiwis* et

policiers terminent leur repas ; la « marche de la mort » d'un kilomètre dans les bois peut commencer(12). Quelques policiers, juchés sur les charrettes de ferme, s'en vont dans la forêt mettre en place un cordon de protection(13). D'autres commencent à y mener les Juifs, par groupes de 200 ou de 300 à la fois. Ceux qui s'écroulent en chemin sont fusillés sans autre forme de procès(14). Mais tout cela est trop lent. Décision est prise d'emmener tous les Juifs restants d'un seul coup. Des cordes fournies par les villageois sont attachées bout à bout et posées par terre tout autour des Juifs entassés. Ceux-ci doivent ensuite se mettre debout avec la corde qui les entoure, et se mettre ainsi en marche vers la forêt.

Le sergent Toni Bentheim décrira la suite des événements :

> La marche se déroulait avec une extrême lenteur. Ceux qui marchaient en tête allaient probablement trop vite et tiraient sur la corde. Aussi bien, à l'arrière, les Juifs se sont entassés en un énorme paquet de corps, et ils avaient du mal à mettre un pied devant l'autre. Inévitablement, des gens tombaient, et le groupe n'avait pas encore quitté le terrain de sport, ou venait juste de le quitter, que les premiers à tomber s'agrippaient déjà à la corde et se faisaient traîner par terre. À l'intérieur de cet amas de corps, des gens étaient même piétinés. Les Juifs qui tombaient ainsi et restaient couchés sur le sol étaient impitoyablement poussés en avant ou fusillés. Mais même ces premiers coups de feu ne devaient rien changer, et le paquet de corps collés ensemble en queue de colonne ne pouvait pas se dépêtrer et avancer. Comme, à ce moment, nous étions sans affectation précise, moi seul, ou en compagnie de plusieurs de mes camarades, j'ai suivi les Juifs, car j'avais déjà compris qu'on n'avancerait jamais de cette manière. Lorsqu'il est apparu que les premiers tirs n'avaient rien arrangé, j'ai hurlé quelque chose comme : « Qu'est-ce que c'est que cette absurdité ? Au diable la corde ! » À mon cri, tout s'est arrêté, y compris les *Hiwis*, qui, je m'en souviens, se sont retournés vers moi plutôt perplexes. Je leur ai crié à nouveau que cette histoire de corde n'avait pas de sens, après tout ils étaient tous armés. Au diable la corde… Après mon deuxième appel, les Juifs ont laissé tomber la corde, et l'ensemble du groupe a pu avancer comme une colonne normale. Moi-même je suis retourné à la cour de l'école. Troublé et furieux, je suis rentré aussitôt dans le bâtiment et j'ai bu un schnaps(15).

Parvenus dans la forêt, les Juifs sont séparés par sexe et expédiés vers l'une des trois aires de rassemblement, où ils doivent se déshabiller. Les femmes sont autorisées à garder leur chemise.

Sur tel site, les hommes sont complètement nus, sur tel autre on leur permet de rester en caleçon. Dans chaque aire, on affecte des policiers au ramassage des vêtements et des objets de valeur, non sans les avertir qu'ils seront soumis à une inspection. Les Juifs s'approchent avec leurs paquets de vêtements, qui sont mis en tas et fouillés. Puis, après avoir déposé leurs objets de valeur dans une grosse boîte ou sur un drap déployé sur le sol, il leur faut se coucher face à terre et attendre une fois de plus, souvent des heures durant, la peau nue exposée au soleil brûlant d'août(16).

Selon la plupart des témoins, le lieutenant Gnade était un antisémite et un « nazi de conviction ». Un homme imprévisible aussi, tantôt gentil et d'un abord facile, tantôt brutal et cruel. Ses pires traits de caractère ressortaient sous l'influence de l'alcool ; or cet après-midi, à Lomazy, tous les récits en conviennent, Gnade était ivre mort. En fait, il avait sombré en Pologne dans l'alcoolisme, jusqu'à devenir un véritable « soûlard(17) ». Il n'était d'ailleurs pas le seul de son espèce au bataillon. Comme en témoignera un policier qui, lui, ne buvait pas, « la plupart des autres camarades buvaient beaucoup uniquement à cause du meurtre de tant de Juifs, car une vie pareille était parfaitement intolérable si l'on restait sobre(18) ».

Mais, si l'ivrognerie de Gnade était monnaie courante, la pointe de sadisme qu'il commence à manifester à Lomazy ne l'était pas. L'automne précédent, à Minsk, il avait mis ses hommes dans un train de nuit afin d'éviter d'être mêlé à l'exécution des Juifs qu'il avait amenés là de Hambourg. À Jozefow, il ne s'était pas distingué de ses camarades officiers par un comportement particulièrement sadique. Tout cela devait changer maintenant, dans cette forêt de Lomazy, où, en attendant que les Juifs finissent de creuser leur propre tombe, Gnade s'amuse :

> Dès avant le commencement de la fusillade, le lieutenant Gnade a personnellement choisi quelque vingt à vingt-cinq Juifs âgés, tous des hommes avec des barbes fournies. Gnade a fait ramper ces vieillards sur le sol, devant la tombe. Avant que de leur ordonner de ramper, ils ont dû se déshabiller. Pendant que les Juifs rampaient, complètement nus, le lieutenant Gnade criait à tue-tête : « Où sont passés mes sous-officiers ? Vous n'avez pas encore de gourdins ? » Les sous-officiers sont allés à la lisière de la forêt, se sont procuré des gourdins, et s'en sont servis pour battre vigoureusement les Juifs(19).

Les préparatifs pour la fusillade enfin achevés, Gnade commence à chasser les Juifs des zones de déshabillage vers la fosse commune(20).

Par petits groupes, les Juifs courent entre deux minces haies de policiers. Quelque trente à cinquante mètres séparent l'aire de déshabillage de leur tombe(21). Celle-ci est entourée sur trois côtés par de hauts monticules fangeux, le quatrième côté s'ouvrant en pente sur la fosse. C'est de ce côté que les Juifs sont poussés. Excités par l'alcool, les *Hiwis* commencent par fusiller les Juifs dès l'entrée de la fosse : « En conséquence de quoi les premiers tués ont bloqué la pente. Quelques Juifs sont alors descendus dans la fosse et ont tiré les cadavres pour dégager l'entrée. Un grand nombre de Juifs ont été aussitôt poussés dans la tombe, et les *Hiwis* ont pris position sur les murets tout autour. C'est de là qu'ils ont tiré sur les victimes(22). » On tire sans arrêt, et la fosse commence à se remplir. « Les Juifs qui suivaient ont dû grimper sur les corps de ceux abattus précédemment, plus tard les escalader même, car la fosse était remplie de cadavres presque à ras bord(23). »

Les *Hiwis*, souvent une bouteille à la main, ainsi que Gnade et l'officier SS, sont de plus en plus soûls(24). « Pendant que le lieutenant Gnade tirait avec son pistolet depuis le mur de boue, se mettant ainsi constamment en danger de tomber dans la fosse, l'officier SD [sic] est descendu dans la tombe tout comme les *Hiwis*, et s'est mis à tirer de là-bas, car il était tellement ivre qu'il ne pouvait plus se tenir sur le mur. » De l'eau mêlée de sang commence à monter dans la tombe, et les *Hiwis* en ont bientôt jusque par-dessus les genoux. Le nombre des tireurs diminue inexorablement, les *Hiwis*, abrutis par la boisson, tombant l'un après l'autre. Gnade et l'officier SS se mettent alors à échanger de véhéments reproches, d'une voix assez forte pour être entendus trente mètres à la ronde. « Ta police de merde ne tire pas du tout », hurle l'officier SS. Et Gnade de rétorquer : « Bien, alors mes hommes devront tirer aussi(25). »

Les lieutenants Drucker et Scheer convoquent leurs sous-officiers et leur ordonnent de former des pelotons d'exécution pour procéder aux tirs de la même manière que les *Hiwis*. Selon le sergent Hergert, les gradés ont rejeté les méthodes des *Hiwis*, « car l'eau était déjà montée à plus d'un demi-mètre. En outre, des cadavres étaient couchés – plus exactement, flottaient – partout dans la fosse. Particulièrement épouvantable, je m'en souviens, était le fait que beaucoup de Juifs fusillés n'étaient pas morts sur le coup, et ils étaient pourtant recouverts par les victimes suivantes sans qu'on se soit soucié de leur donner le coup de grâce(26). »

Les sous-officiers décident de poursuivre l'exécution avec deux pelotons de tir, un de chaque côté de la fosse. Les Juifs se

couchent en rang le long de chaque côté de la tombe, et les policiers les fusillent depuis le mur d'en face. Des hommes des trois sections forment des pelotons de huit à dix tireurs, relevés par leurs camarades après cinq ou six tirs. Environ deux heures plus tard, les *Hiwis* émergent de leur état de prostration et remplacent les policiers allemands. La fusillade cesse vers 19 heures. Les « Juifs de labeur », jusqu'ici tenus à distance, recouvrent la fosse. Ils sont ensuite abattus à leur tour(27). La fosse remplie à ras bord de cadavres, la mince couche de terre dont on l'a recouverte continue de bouger(28).

La 1re et la 2e section retournent le soir même à leurs postes, mais le *Gruppe Bekemeier*, lui, reste à Lomazy. Quelques jours plus tard, il se livre à une nouvelle rafle dans le quartier juif. En fouillant les caves et en cherchant des caches sous les planchers, les policiers saisissent encore une vingtaine ou une trentaine de Juifs. Bekemeier téléphone à Gnade, qui ordonne de les fusiller. Accompagnés par trois ou quatre policiers polonais, Bekemeier et ses hommes emmènent les Juifs en lisière de la forêt, leur ordonnent de s'étendre face à terre et les achèvent d'une balle dans la nuque, en utilisant la vieille méthode de la baïonnette-viseur. Chaque homme tire au moins une fois, quelques-uns deux fois. Le maire polonais reçoit l'ordre d'enterrer les cadavres(29).

La tuerie de Lomazy – le deuxième massacre à grande échelle perpétré par les hommes du 101e bataillon de réserve de la police – diffère de celle de Jozefow sur plusieurs points significatifs. Du côté des victimes, il y eut ici, semble-t-il, beaucoup plus de tentatives d'évasion, sans doute parce que les Juifs jeunes et aptes au travail n'ont pas été épargnés, sans doute aussi parce que les victimes étaient davantage conscientes du sort qui les attendait(30). En dépit de ces efforts, le travail des tueurs fut incomparablement plus efficace que le bricolage d'amateurs de Jozefow. Avec moins d'hommes (environ un tiers), on a tué plus de Juifs (1 700) en moitié moins de temps. En outre, on a ramassé vêtements et objets de valeur, et prévu une fosse commune pour les suppliciés.

Du point de vue psychologique, on a grandement facilité la tâche aux tueurs. Abreuvés dès avant l'action (et non plus après, pour la leur faire oublier), les *Hiwis* ont exécuté le gros de la fusillade. Selon le sergent Bentheim, ses hommes étaient « transportés de joie » de ne pas avoir à tirer cette fois(31). Ceux qui se voyaient ainsi épargner la participation directe à la tuerie semblent avoir eu très peu, voire pas du tout, le sentiment d'y avoir tout de même été pour quelque chose. Après Jozefow, la rafle et la garde de Juifs mis à mort par d'autres qu'eux-mêmes

passaient pour des opérations relativement innocentes.

Mais même les policiers qui ont dû remplacer les *Hiwis* et tirer plusieurs heures durant en fin d'après-midi ne devaient pas en conserver le souvenir horrifié qui hanterait leurs récits de Jozefow. Cette fois, les hommes n'ont pas eu à faire couple avec leurs victimes, face à face. Le lien personnel entre le supplicié et le tueur était coupé. Contrairement à ce qui s'était passé à Jozefow, un seul policier se rappellera l'identité de l'une de ses victimes(32). Et, outre la dépersonnalisation de la mise à mort, la relève fréquente a épargné aux hommes ce sentiment, si frappant à Jozefow, d'une tuerie sans répit, qui n'en finirait jamais. Leur participation n'était pas seulement moins personnelle, mais aussi plus limitée dans le temps. Enfin, l'habitude a joué son rôle. Avoir déjà tué une première fois atténuait le traumatisme de la seconde. Comme à tant d'autres choses, on pouvait s'habituer à tuer.

Autre différence majeure entre Lomazy et Jozefow – et peut-être bien, pour les policiers, une manière de plus de « soulagement » psychologique : cette fois, ils n'ont pas eu à porter le « fardeau du choix » que Trapp leur avait imposé avant le premier massacre. Personne, ici, pour offrir une chance d'échapper à la tuerie à ceux qui ne se sentaient pas d'humeur à y participer, personne pour en exempter systématiquement ceux qui étaient manifestement trop secoués pour persévérer. Chaque homme affecté à un peloton d'exécution prit son tour comme requis(33). Ainsi, ceux qui ont tué n'ont pas eu à vivre avec le sentiment que ce qu'ils ont fait pouvait être évité.

Cela ne veut pas dire que les hommes n'ont pas eu le choix ; simplement, ce choix ne leur a pas été offert aussi ouvertement, aussi explicitement qu'à Jozefow. À Lomazy, ils devaient se donner du mal pour échapper au travail de mise à mort. Même le sergent Hergert, qui affirmera avec le plus de force qu'il n'y eut pas d'appel aux volontaires et que pratiquement tous les hommes de la compagnie ont dû prendre leur tour de tir, même lui finira par admettre que quelques-uns ont pu « s'éclipser » dans les bois(34). Bien sûr, les récalcitrants n'ont pas été bien nombreux : contrairement à Jozefow, seuls deux témoins affirmeront avoir délibérément évité de tirer. Membre d'un groupe qui a escorté à deux reprises des Juifs de Lomazy vers la forêt, Georg Kageler prétendra s'être « plus ou moins "esquivé", afin d'échapper à une autre affectation(35) ». Paul Metzger*, lui, était de faction à l'orée des bois, dans un cordon de protection censé cueillir les Juifs qui tentaient de s'enfuir des zones de déshabillage. À Jozefow, Metzger s'était « éclipsé » parmi les camions après deux tours de tir. Maintenant, à Lomazy, lorsqu'un fuyard a brusquement surgi

en courant devant lui, il l'a laissé passer. « Le lieutenant Gnade, se souviendra-t-il, qui était… déjà ivre à ce moment, a voulu savoir qui était le factionnaire qui a laissé filer le Juif. Je ne me suis pas présenté, pas plus qu'aucun autre de mes camarades. À cause de son ivresse, le lieutenant Gnade était incapable d'entreprendre une enquête, et je n'ai pas eu à rendre de comptes(36). »

Kageler et Metzger n'ont pas eu à souffrir des conséquences de leurs actes, mais ils ont pris un certain risque. Apparemment, la plupart de leurs camarades n'ont fait aucun effort pour échapper à la tuerie. À Lomazy, obéir aux ordres renforçait la tendance naturelle de tout un chacun à aligner son comportement sur celui de ses camarades. C'était bien plus facile à supporter qu'à Jozefow, où la place faite à la décision personnelle avait un « prix » : s'abstenir de tirer signifiait se couper des autres et passer à leurs yeux pour « faible ».

Trapp n'avait pas seulement offert un choix, il avait imposé un style : « Nous avons la mission de fusiller les Juifs, avait-il déclaré, mais non de les battre ou de les torturer(37). » Son propre désarroi, tout le monde avait pu le constater à Jozefow. Après Jozefow, la plupart des « actions juives » devaient être menées par des unités plus petites, du niveau de la compagnie ou de la section, non par le bataillon au grand complet. Ainsi, ce n'est plus Trapp qui définissait désormais les normes de comportement des policiers, mais les commandants de compagnie, comme Gnade à Lomazy. L'épouvantable sadisme gratuit de Gnade au bord de la fosse commune n'était qu'un exemple parmi d'autres de la manière dont il entendait exercer son commandement, mais des exemples de ce genre allaient bientôt se multiplier. Lorsque, après le massacre, Gnade et le commandant SS des *Trawnikis*, tous deux encore soûls, rencontrent Toni Bentheim dans la cour de l'école, le lieutenant lance à ce dernier : « Alors, combien tu en as tué, toi ? » Aucun, répond le sergent. « Qu'attendre d'autre, réagit Gnade avec mépris, tu es catholique après tout(38). » Avec un commandement de cette qualité et l'aide des *Trawnikis*, les hommes de la 2e compagnie auront assimilé à Lomazy un chapitre précieux de plus dans le grand livre du tueur endurci.

10
Treblinka : les déportations d'août

Située loin de toute gare, Lomazy a pu servir en juin 1942 de site de concentration, mais non de déportation. D'où le massacre du 17 août. Cependant, la plupart des Juifs du secteur nord du district de Lublin résidaient à Radzyn, Lukow, Parczew et Miedzyrzec, toutes localités situées à proximité de nœuds ferroviaires. Dorénavant, la contribution majeure du 101e bataillon de réserve de la police à la Solution finale ne serait plus le massacre sur place, mais l'évacuation des ghettos et la déportation vers le camp d'extermination de Treblinka, quelque 110 kilomètres au nord de Radzyn, siège de son Q.G.

Parti de Varsovie le 22 juillet 1942, tard dans la soirée, le premier train de déportation pour Treblinka arrive au camp le lendemain matin. Désormais, les transports juifs de Varsovie et du district avoisinant seront quotidiens. Entre le 5 et le 24 août, quelque 30 000 Juifs de Radom et Kielce prennent également le chemin de Treblinka. Bien que le rendement de cette usine de la mort soit proche du point de rupture, Globocnik, impatient, décide de commencer aussi les déportations du nord du district de Lublin. Les Juifs de Parczew et de Miedzyrzec, dans l'arrondissement de Radzyn, au cœur donc de la zone de sécurité du 101e bataillon de réserve de la police, en seront les premières victimes.

Commandée par Steinmetz, la 3e section de la 2e compagnie est stationnée à Parczew. Seul le *Gruppe Bekemeier*, toujours détaché à Lomazy, manque à l'appel. Plus de 5 000 Juifs vivent dans le quartier juif, que rien ne sépare du reste de la ville. Mais l'absence d'un ghetto entouré de barbelés ou de murailles ne signifie nullement que l'occupant n'inflige pas à la communauté juive le train habituel de mesures discriminatoires et d'humiliations. Comme en témoignera Steinmetz, lorsque ses policiers sont entrés en ville la rue principale était déjà pavée de pierres tombales juives(1). Début août, quelque 300 à 500 Juifs de Parczew ont été chargés dans des charrettes tirées par des chevaux et emmenés sous garde policière à cinq ou six kilomètres dans les bois, où une unité de SS les a pris en charge. Les policiers ont quitté les lieux avant d'avoir entendu des coups de feu, et ils n'ont jamais su ce qui est advenu de ces Juifs(2).

Des rumeurs sur une déportation beaucoup plus importante circulaient à Parczew, et beaucoup de Juifs se sont enfuis dans la

forêt(3). Mais la plupart se trouvent encore en ville lorsque les policiers de la 1re et de la 2e compagnie du 101e bataillon, accompagnés d'une unité de *Hiwis*, y font leur entrée le 19 août, soit deux jours après le massacre de Lomazy. Trapp fait un autre de ses discours, informant ses hommes qu'il leur faudra emmener les Juifs à la gare, deux ou trois kilomètres en dehors de la ville. « Indirectement », mais sans ambiguïté aucune, il leur fait savoir aussi que, comme d'habitude, les vieillards et les faiblards incapables de marcher devront être abattus sur place(4).

La 2e compagnie établit le cordon de protection, la 1re exécute la rafle dans le quartier juif(5). Dans l'après-midi, une longue colonne de Juifs s'étire de la place du marché à la gare. Environ 3 000 Juifs de Parczew sont déportés ce jour-là. Quelques jours plus tard, on recommence l'opération, cette fois sans l'aide des *Hiwis*, et les 2 000 Juifs qui restaient à Parczew sont, eux aussi, envoyés à Treblinka(6).

Les déportations de Parczew ont laissé peu de traces dans la mémoire des policiers. Tout a fonctionné sans heurts, il y eut peu de coups de feu, et la participation des *Hiwis* ne semble pas avoir été marquée par leur ivrognerie et leur brutalité habituelles. Sans doute parce qu'il y eut si peu de « sale boulot » à accomplir lors de la première fournée, on a même jugé inutile de faire appel à eux lors de la seconde. Si les policiers ne savaient pas très bien où l'on envoyait les Juifs et ce qu'on en faisait, il était parfaitement « clair et bien connu » en revanche, comme l'avouera Heinrich Steinmetz, « que pour les Juifs ces déportations signifiaient la mort. Nous nous doutions bien qu'ils seraient tués dans une sorte de camp(7). » Ayant échappé à la participation directe à la tuerie, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police ne semblent pas avoir été particulièrement troublés par ce qu'ils devinaient du sort réservé aux Juifs. Pourtant, il y eut davantage de victimes dans les déportations de Parczew que dans les deux massacres de Jozefow et de Lomazy ensemble. Loin des yeux, c'était vraiment loin du cœur. Pour quelques hommes de la section de Steinmetz, en effet, le souvenir le plus vif qu'ils garderaient de Parczew serait un pénible tour de garde dans un pré marécageux au nord de la ville, où ils ont dû rester toute la journée les pieds mouillés(8).

La déportation de 11 000 Juifs de Miedzyrzec à Treblinka, les 25 et 26 août, devait laisser des traces bien plus profondes dans l'esprit des policiers du bataillon(9). À cette date, Miedzyrzec était le ghetto le plus important de l'arrondissement de Radzyn, avec une population juive de plus de 12 000 âmes (10 000 Juifs vivaient à Lukow, 6 000 dans la ville de Radzyn). En juillet 1942, l'administration des ghettos dans le district de Lublin avait été

enlevée aux autorités civiles et confiée à la SS ; ces trois ghettos étaient donc placés depuis sous la surveillance d'agents envoyés par le bureau de Radzyn de la police de sécurité(10).

À l'instar d'Izbica et de Piaski au sud du district, Miedzyrzec était un « ghetto de transit », où l'on rassemblait les Juifs de la région avant de les expédier à Treblinka. Afin d'absorber davantage de Juifs, le ghetto devait être régulièrement vidé de ses habitants. La première, et la plus importante, de ces évacuations périodiques eut lieu les 25 et 26 août. Cinq unités ont pris part à cette opération : trois appartenant au 101e bataillon de réserve de la police (la 1re compagnie, la 3e section de la 2e compagnie et la 1re section de la 3e compagnie), un détachement de *Hiwis* et la police de sécurité de Radzyn(11).

Lorsque, à la fin de juillet, le Q.G. du bataillon fut transféré de Bilgoraj à Radzyn, les hommes de la 1re compagnie se retrouvèrent dans cette ville, ainsi qu'à Kock, Lukow et Komarowka. La 1re section de la 3e compagnie et la 3e section de la 2e furent également stationnées dans l'arrondissement de Radzyn, l'une dans la ville de Czemierniki, l'autre à Parczew. Ces cinq sections se trouvent maintenant engagées dans l'action de Miedzyrzec. Quelques policiers arrivent dans la ville dans la nuit du 24 août, une unité accompagnant un convoi de wagons avec une cargaison supplémentaire de Juifs(12). La plupart, cependant, s'assemblent à Radzyn à l'aube du 25 août, sous le commandement du sergent-major Kammer. L'absence initiale du capitaine Wohlauf s'explique lorsque le convoi de camions fait halte devant sa résidence, sur le chemin qui mène hors de la ville. Wohlauf et sa jeune épouse – enceinte de quatre mois, la jeune femme est drapée dans un manteau d'uniforme jeté sur ses épaules et coiffée d'une casquette militaire – sortent de la maison et grimpent dans un des camions : « Le capitaine Wohlauf s'est assis dans la cabine auprès du chauffeur, se souviendra un policier, et j'ai dû céder ma place à sa femme(13). »

Avant de joindre le 101e bataillon de réserve de la police, le capitaine Wohlauf a eu quelques ennuis de carrière. Envoyé en Norvège avec le 105e bataillon de police en avril 1940, son commandant finit par demander son rappel : Wohlauf, notait le commandant, était un sujet énergique et brillant, mais indiscipliné et beaucoup trop imbu de lui-même(14). Renvoyé à Hambourg, il était noté par son nouveau chef comme manquant d'intérêt pour le service à l'arrière et requérant une stricte surveillance(15). Au printemps 1941, Wohlauf était affecté au 101e bataillon de police, qui venait de rentrer de Lodz. La chance lui souriait enfin. En l'espace de quelques mois, son nouveau chef de bataillon, Trapp,

le recommandait pour une promotion et le commandement d'une compagnie. Wohlauf, écrivait Trapp, était un vrai soldat, énergique, plein de vie et pourvu de remarquables qualités de chef. En outre, il s'efforçait d'agir selon les principes du national-socialisme et instruisait ses hommes dans cet esprit, prêt qu'il était, « à tout moment et sans réserve, à aller jusqu'au bout pour l'État national-socialiste(16) ». Wohlauf fut promu capitaine, reçut le commandement de la 1re compagnie et devint le second de Trapp.

Aux yeux de ses hommes, il passait pour prétentieux. Un policier se souviendra qu'il se déplaçait dans sa voiture debout, comme un général, un autre qu'on l'appelait par dérision « le petit Rommel(17) ». Le principal employé aux écritures de la 1re compagnie mentionnera son énergie, sa détermination à prendre en charge tous les aspects de son commandement, et sa capacité à traduire les mots en actes(18).

Son récalcitrant chef de section, le lieutenant Buchmann, le tiendra pour une personne bien plus « intègre et authentique » que le lieutenant Gnade (un pauvre modèle certes) et pas spécialement antisémite. C'était un officier qui prenait ses responsabilités au sérieux, mais surtout un jeune marié très épris de sa femme(19).

En fait, le départ précipité du 101e bataillon de réserve de la police pour la Pologne prit au dépourvu Wohlauf, qui pensait se marier le 22 juin. À peine arrivé à Bilgoraj, fin juin, il suppliait Trapp de le laisser repartir pour un bref séjour à Hambourg afin d'épouser son amie, déjà enceinte. Trapp commença par refuser, puis il lui accorda une permission spéciale. Wohlauf se maria le 29 juin, puis retourna en Pologne juste à temps pour Jozefow. Sa compagnie installée à Radzyn, il invita sa femme à l'y rejoindre pour leur lune de miel(20).

Peut-être, comme le suggérera Buchmann, fit-il venir sa jeune épouse assister à la déportation de Miedzyrzec parce qu'il ne pouvait pas supporter d'être séparé d'elle dans la passion toute neuve de leur union. Mais peut-être ce capitaine prétentieux et imbu de lui-même cherchait-il à l'impressionner, en faisant étalage de son pouvoir de vie et de mort sur le judaïsme polonais. Manifestement, ses hommes optaient pour la seconde hypothèse, et leur réaction unanime fut de s'indigner qu'une femme pût assister aux choses atroces qu'ils étaient en train de faire(21). Les hommes de la 1re compagnie, sinon leur capitaine, pouvaient encore éprouver de la honte.

Lorsque le convoi où ont pris place Wohlauf, sa femme et le gros de la 1re compagnie arrive à Miedzyrzec, situé à moins de trente kilomètres au nord de Radzyn, l'action a déjà commencé. Les *Hiwis*

et la police de sécurité ont entrepris la rafle, et les hommes peuvent entendre les coups de feu et les cris des victimes. Wohlauf est allé prendre ses ordres, et les hommes attendent. Vingt ou trente minutes plus tard, il est de retour et attribue leurs postes aux différentes unités de la compagnie. Quelques policiers sont envoyés monter la garde à l'extérieur, mais la plupart sont affectés aux opérations d'évacuation menées par les *Hiwis*. On donne l'ordre habituel d'abattre quiconque tentera de s'échapper, ainsi que les malades, les vieillards et autres impotents incapables de marcher jusqu'à la gare située à la sortie de la ville(22).

Tandis que les policiers attendent le retour de leur capitaine, ils aperçoivent un officier de la police de sécurité ; malgré l'heure matinale, l'homme est déjà complètement ivre(23). Il s'avère bientôt que les *Hiwis* aussi sont soûls(24). Ils tirent beaucoup et n'importe comment, si bien que les policiers sont souvent obligés de se mettre à couvert pour ne pas être touchés(25). Ces derniers aperçoivent « partout, dans les rues et dans les maisons, les cadavres de Juifs fusillés(26) ».

Conduits par les *Hiwis* et les policiers, des milliers de Juifs affluent sur la place du marché. Ils doivent s'asseoir ou s'accroupir sans se mettre debout ni bouger. Les heures passent dans la chaleur torride de cette journée d'août. Beaucoup de Juifs se trouvent mal et s'écroulent. D'ailleurs, coups de bâton et coups de fusil se poursuivent sur la place du marché(27). Frau Wohlauf a enlevé sa capote militaire ; on pouvait la voir distinctement sur la place, en robe, observant de près les événements(28).

Vers 14 heures, la garde extérieure est rappelée sur la place du marché ; une ou deux heures plus tard débute la marche vers la gare. Il faut bien tous les *Hiwis* et tous les policiers pour y conduire les milliers de Juifs. Les coups de feu sont toujours monnaie courante. Les « traînards » qui n'en peuvent plus sont abattus et abandonnés sur les bas-côtés du chemin. Des cadavres longent la voie jusqu'à la gare(29).

C'est là que se joue la scène finale de l'horreur. Il faut en effet charger le train. Pendant que *Hiwis* et policiers de la sécurité entassent 120 à 140 Juifs dans chaque wagon, les réservistes montent la garde et observent. L'un d'eux s'en souviendra en ces termes :

> Quand ça n'allait pas bien, ils se servaient de cravaches et de fusils. Le chargement était tout simplement effrayant. Ces pauvres gens faisaient un vacarme de tous les diables, car on chargeait dix ou vingt wagons en même temps. Le train de marchandises était terriblement long. On ne pouvait pas le voir en entier. Il pouvait y avoir cinquante ou soixante

wagons, peut-être plus. Une fois un wagon chargé, on fermait les portes et on les condamnait avec des clous(30).

Aussitôt tous les wagons cloués, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police quittent rapidement les lieux, sans attendre le départ du train.

L'évacuation du ghetto de Miedzyrzec aura été la plus importante opération de déportation du bataillon tout au long de sa participation à la Solution finale. À Miedzyrzec, seuls 1 000 Juifs ont reçu des permis de travail temporaires pour rester dans le ghetto en attendant leur remplacement par des Polonais(31). Quelque 11 000 Juifs furent donc soumis à la déportation. Les policiers n'ignoraient pas que des Juifs ont été tués « par centaines » durant l'opération, mais, bien entendu, ils ne savaient pas exactement combien(32). Les Juifs survivants, toutefois, qui ont dû ramasser et enterrer les corps, savaient : ils en ont compté 960(33).

Pour comprendre à quel point fut féroce la déportation de Miedzyrzec, même selon les critères nazis de 1942, il faut placer ce chiffre dans une perspective plus large. Entre le 22 juillet et le 21 septembre 1942, environ 300 000 Juifs ont été déportés de Varsovie. Le nombre total des Juifs tués par balle pendant ces deux mois fut de 6 687(34). À Varsovie donc, la proportion entre les fusillés sur place et les déportés fut approximativement de deux pour cent. Les Juifs de Miedzyrzec n'ont pas marché « comme des moutons à l'abattoir ». Ils y ont été menés avec une férocité et une brutalité presque inimaginables, qui ont laissé une marque singulière même sur la mémoire de ces hommes de plus en plus endurcis, de moins en moins capables d'émotion, qu'étaient devenus les membres du 101e bataillon de réserve de la police.

Pourquoi ce contraste entre les déportations relativement sans histoires, et donc sans mémoire, de Parczew, et l'horreur de Miedzyrzec à peine une semaine plus tard ? Du côté allemand, le principal facteur fut le rapport numérique entre bourreaux et victimes. Pour les quelque 5 000 Juifs de Parczew, les Allemands disposaient de deux compagnies de l'*Ordnungspolizei* et d'une unité de *Hiwis*, soit de 300 à 350 hommes. Pour Miedzyrzec, avec le double de Juifs à déporter, les Allemands ont utilisé cinq sections de l'*Ordnungspolizei*, la police de sécurité locale et une unité de *Hiwis*, soit 350 à 400 hommes. La brutalité nécessaire pour mener à bien l'évacuation d'un ghetto était inversement proportionnelle aux effectifs allemands engagés ; moins ils étaient nombreux, et plus ils étaient féroces.

Globocnik a voulu commencer à déporter vers Treblinka les Juifs du secteur nord du district de Lublin parallèlement à ceux

des districts de Varsovie et Radom, mais son impatience ne tenait pas compte de la capacité d'extermination du camp. À la fin d'août, le nombre de Juifs en attente de leur mort et des cadavres dont on n'a pas pu se défaire suffisamment vite dépassait largement ladite capacité. Surchargée, la machine à tuer était tombée en panne. Dans les districts de Varsovie, Radom et Lublin, les déportations furent suspendues, y compris un train prévu pour deux transports de Lukow à Treblinka, à partir du 28 août(35). Globocnik et son contrôleur des camps d'extermination, Christian Wirth, se précipitèrent pour réorganiser le camp. De Sobibor, relativement inactif tant que les réparations entreprises le long de la voie ferrée rendaient le camp accessible uniquement des sites proches, on fit venir un nouveau commandant : Franz Stangl. Au terme d'une semaine de réorganisation, les déportations à partir de Varsovie reprirent le 3 septembre, suivies à la mi-septembre par des transports du district de Radom. En attendant, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police ont pu jouir d'un bref répit. En effet, ce n'est qu'à la fin de septembre que la tuerie devait reprendre dans le nord du district de Lublin.

11
Les fusillades de la fin septembre

Peu avant la reprise des déportations dans la zone de sécurité nord du district de Lublin, le 101e bataillon de réserve de la police participa à plusieurs meurtres en masse. La première fusillade eut lieu dans le village de Serokomla, à neuf kilomètres au nord-ouest de Kock.

Serokomla avait déjà subi un massacre en mai 1940, perpétré par des Allemands « ethniques » organisés en *Selbstschutz*, unités paramilitaires d'« autodéfense ». Ces unités avaient été créées en Pologne occupée, à l'automne 1939 et au printemps 1940, sous la férule d'un acolyte de Heinrich Himmler, Ludolph von Alvensleben. Après avoir exécuté une série de massacres, celui de Serokomla compris, le *Selbstschutz* avait été réorganisé en unités de « service spécial » (*Sonderdienst*) et placé sous la responsabilité des chefs locaux de l'administration civile d'arrondissement(1).

Serokomla reçoit derechef la visite des Allemands en septembre 1942. La section du lieutenant Brand, de la 1re compagnie, est stationnée dans la localité voisine de Kock. Brand ordonne au sergent Hans Keller et à dix hommes de sa section de rassembler les Juifs des environs de Serokomla et de les amener au village(2). Puis, à l'aube du 22 septembre, la section de Brand sort de Kock et attend à un carrefour situé au nord-ouest de la ville. D'autres unités viennent l'y rejoindre : des éléments de la 1re compagnie aux ordres du capitaine Wohlauf, et la 1re section (3e compagnie) du lieutenant Peters. Wohlauf et ses hommes arrivent de Radzyn, à vingt kilomètres au nord-est ; la section de Peters est stationnée à Czemierniki, à quinze kilomètres à l'est. Sous le commandement du capitaine Wohlauf, les réservistes se dirigent vers Serokomla.

Peu avant d'atteindre le village, Wohlauf arrête le convoi et donne ses instructions. Des mitrailleuses sont installées sur deux collines à l'extérieur de l'agglomération, positions stratégiques d'où l'on domine l'ensemble de la région. Quelques hommes de la section de Brand s'en vont boucler le quartier juif, le reste de la 1re compagnie est affecté à la rafle(3).

Wohlauf n'a encore rien dit de la fusillade, si ce n'est que les policiers devront agir comme à l'habitude – référence implicite dont la signification n'échappe à personne : abattre sur place ceux qui tenteront de se cacher ou de s'enfuir, ainsi que ceux qui se

montreront incapables de marcher. Cependant, la section du lieutenant Peters, jusqu'ici tenue en réserve, est envoyée dans une zone de carrières à gravier, jonchée de monceaux de déchets, située à moins d'un kilomètre de la sortie du village. Bien que Wohlauf n'ait parlé à ses hommes que de « réinstallation », le sergent Keller, qui observe le déploiement de l'unité de ses nids à mitrailleuse au sommet des collines, ne doute pas que les Juifs de Serokomla vont être fusillés.

La rafle des quelque deux cents ou trois cents Juifs de Serokomla s'achève vers 11 heures. La journée est chaude et ensoleillée. « Brusquement » Wohlauf annonce que tous les Juifs doivent être fusillés(4). D'autres hommes de la 1re compagnie, sous le commandement du sergent Jurich*, sont envoyés aux carrières rejoindre les tireurs de la section du lieutenant Peters. Vers midi, le reste de la compagnie commence à conduire les Juifs hors du bourg, par groupes de vingt ou trente.

La section du lieutenant Peters a échappé aux pelotons d'exécution de Jozefow, où elle fournissait le cordon de protection, ainsi qu'à ceux de Lomazy, où le tir avait échu à la 2e compagnie. À Serokomla, son tour est arrivé.

Sans l'aide expérimentée des *Hiwis*, comme à Lomazy, Wohlauf organise la mise à mort selon le modèle de Jozefow. Emmenés à pied l'un après l'autre aux carrières, les groupes de vingt ou trente Juifs sont remis à un nombre équivalent de commandos de Peters et Jurich. Ainsi, une fois de plus, chaque policier doit faire face au Juif particulier qu'il va tuer. On ne force pas les Juifs à se déshabiller, pas plus qu'on ne se soucie d'amasser les objets de valeur. Il n'y a pas non plus de sélection pour le travail. Tous les Juifs, sans égard d'âge ou de sexe, doivent être abattus.

Les policiers des commandos de tir emmènent leurs Juifs vers le sommet d'un des tertres de déchets dans la zone des carrières. Les victimes sont alignées face au vide, à deux mètres de hauteur, puis, sur ordre, les policiers leur tirent une balle dans la nuque à bout portant. Les corps basculent dans le vide. Après chaque tournée, le groupe suivant de condamnés est emmené au même endroit ; avant d'y passer à leur tour, il leur faut ainsi contempler l'entassement croissant des corps de leurs parents et amis. Ce n'est qu'après plusieurs tournées que les tueurs changent de site.

Pendant que la fusillade se poursuit, le sergent Keller descend de ses nids à mitrailleuse pour bavarder avec le sergent Jurich. Tout en observant la scène, Jurich se plaint de Wohlauf : aussitôt qu'il a ordonné cette « merde », le capitaine s'est « tiré » à Serokomla, où il passe son temps assis au poste de la police polonaise(5). Cette fois il n'est plus question de parader devant sa

jeune femme, qui n'est plus du voyage, et Wohlauf, manifestement, ne souhaite pas se trouver sur le site de la tuerie. Par la suite, il prétendra n'avoir gardé aucun souvenir de l'action de Serokomla. Peut-être son esprit était-il déjà à son prochain départ pour l'Allemagne, afin de ramener sa femme à la maison.

La fusillade dure jusqu'à 15 heures. Rien n'est prévu pour l'enterrement des cadavres, qui sont abandonnés dans les carrières. Les policiers s'arrêtent à Kock, où un repas les attend. Dans la soirée, ils retournent à leurs quartiers respectifs ; des rations spéciales d'alcool leur sont alors offertes(6).

Trois jours après le massacre de Serokomla, le sergent Jobst*, de la 1re compagnie, quitte Kock vêtu en civil et accompagné seulement d'un interprète polonais. Le but du voyage est un rendez-vous qui a été organisé pour prendre au piège un membre de la Résistance polonaise, terré quelque part entre les villages de Serokomla et de Talcyn. Le piège fonctionne correctement et Jobst capture l'homme. Mais en passant par Talcyn sur le chemin du retour, il tombe dans une embuscade. L'interprète polonais réussit à s'échapper, et, tard dans la soirée, parvient à Kock avec la nouvelle de la mort du sergent(7).

Vers minuit, le sergent Jurich appelle le Q.G. du bataillon à Radzyn pour rapporter le meurtre de Jobst(8). Quand, après cet appel téléphonique, Keller en parle avec Jurich, il en retire l'impression qu'au Q.G. on n'a pas vraiment l'intention de châtier le village. Cependant le commandant Trapp rappelle bientôt de Radzyn pour annoncer que Lublin a ordonné en représailles l'exécution de deux cents personnes(9).

Les mêmes unités qui ont investi Serokomla quatre jours plus tôt se retrouvent maintenant, au même carrefour près de Kock, à l'aube du 26 septembre. Le capitaine Wohlauf est déjà en route pour l'Allemagne, et c'est le commandant Trapp en personne, accompagné de son adjudant, le lieutenant Hagen, de l'état-major du bataillon, qui commande l'opération.

À son arrivée à Talcyn, l'ensemble de la 1re compagnie défile devant le corps du sergent Jobst, abandonné dans ce but dans la rue à l'entrée de la ville(10). La ville est bouclée, les habitants polonais saisis chez eux et rabattus vers l'école. Beaucoup d'hommes ont pris la fuite(11) ; les autres sont rassemblés dans la salle de gymnastique de l'école, où Trapp procède à une sélection.

Manifestement soucieux de s'aliéner le moins possible la population locale, Trapp et le lieutenant Hagen consultent le maire polonais. La sélection frappe seulement deux catégories de Polonais : ceux qui sont étrangers à la ville ou qui y résident temporairement d'une part, ceux qui sont dépourvus de « moyens

suffisants d'existence », de l'autre(12). Trapp envoie au moins un policier calmer les femmes, enfermées dans les salles de classe, qui pleurent et hurlent leur désespoir(13). Soixante-dix-huit Polonais sont ainsi sélectionnés, emmenés hors de la ville et fusillés. Au témoignage d'un des policiers allemands, seuls « les pauvres d'entre les pauvres » ont été abattus(14).

Le lieutenant Buchmann ramène quelques hommes directement à Radzyn, mais d'autres s'arrêtent à Kock pour déjeuner. Ces derniers se trouvent au milieu de leur repas lorsqu'ils apprennent que la tuerie de la journée n'est pas encore terminée. Trapp, qui est très loin du quota de 200 victimes qu'on lui a fixé, imagine un moyen ingénieux de le respecter sans tendre encore ses relations avec la population locale : plutôt que de tuer davantage de Polonais de Talcyn, ses policiers tueront davantage de Juifs du ghetto de Kock(15).

Un policier allemand, un chauffeur en route pour Radzyn, prétendra s'être arrêté au ghetto afin de prévenir ses habitants de l'action imminente(16). Mais des avertissements de ce genre ne sont, bien entendu, d'aucun secours pour une population prise au piège. Des escouades de policiers allemands pénètrent dans le ghetto et commencent à saisir tous ceux qui leur tombent sous la main, sans se soucier d'âge ou de sexe. Des Juifs âgés, incapables de marcher jusqu'au lieu du supplice, sont abattus sur place. Un policier témoignera : « J'étais censé prendre part à la rafle, mais, là aussi, j'ai pu traîner dans les rues. Je désapprouvais les actions juives sous toutes leurs formes, et je n'ai donc pas livré un seul Juif pour qu'il soit fusillé(17). »

Pourtant, comme toujours, une poignée de récalcitrants n'a pas empêché les autres de remplir leur mission. Les Juifs pris dans la nasse sont emmenés hors du ghetto vers une grande maison donnant par-derrière sur une cour entourée d'un mur. Par groupes de trente, ils sont poussés dans la cour, forcés à se coucher par terre contre le mur, et, sur ordre du lieutenant Brand, fusillés par des sous-officiers armés de pistolets-mitrailleurs. Les corps sont abandonnés sur place. Le lendemain, des « Juifs de labeur » du ghetto vont enterrer leurs morts dans une fosse commune(18). Le commandant Trapp rapporte immédiatement à Lublin que 3 « bandits », 78 « complices » polonais et 180 Juifs ont été exécutés en représailles de l'embuscade qui a coûté la vie à Jobst à Talcyn(19). Apparemment, l'homme qui a pleuré à Jozefow et éprouve encore des scrupules à massacrer des Polonais pris au hasard a surmonté toute inhibition lorsqu'il s'est agi de tuer plus de Juifs qu'il n'en fallait pour respecter son quota.

Si le commandant Trapp a fini par se faire à son rôle dans la

mise à mort du judaïsme polonais, tel n'était pas le cas du lieutenant Buchmann. Après Jozefow, il avait informé Trapp que, sans un ordre direct et personnel de lui, il ne participerait pas à des actions juives. Dans la foulée, il avait demandé aussi sa mutation. Buchmann disposait d'un atout de taille : avant de rejoindre l'école d'officiers, il avait servi comme chauffeur de Trapp lors du premier séjour du bataillon en Pologne, en 1939. Il connaissait donc personnellement le commandant. Il sentait que celui-ci le « comprenait », et que la position qu'il avait prise ne l'« indignait » pas(20).

Trapp n'a pas obtenu tout de suite la mutation de Buchmann en Allemagne, mais il protégeait le lieutenant et le dispensait volontiers des actions juives. À Radzyn, Buchmann se trouvait dans le même bâtiment que l'état-major du bataillon ; il n'était donc pas bien difficile de mettre au point un stratagème pour contourner le « refus d'obéissance ». À chaque fois qu'une action juive était projetée, les ordres étaient transmis directement du Q.G. à l'adjoint de Buchmann, le sergent Grund*. Lorsqu'une action était en vue et que Grund demandait à Buchmann s'il souhaitait accompagner la section, le lieutenant savait qu'il s'agissait d'une action juive et se récusait. C'est ainsi qu'il n'est allé avec la 1re compagnie ni à Miedzyrzec ni à Serokomla. Talcyn, toutefois, n'a pas commencé comme une action juive, et Buchmann se trouvait dans le bâtiment de l'école lorsque Trapp a procédé à la sélection des Polonais. Mais, là encore, ce n'est pas un hasard si Trapp l'a renvoyé directement à Radzyn, avant que ne débute la tuerie des Juifs du ghetto de Kock.

À Radzyn, Buchmann ne faisait aucun effort pour cacher ses sentiments. Bien au contraire, il se montrait « indigné de la façon dont on traitait les Juifs et le disait tout haut chaque fois qu'il en avait l'occasion(21) ». Il était évident pour son entourage que c'était un homme « réservé » et « raffiné », un « civil typique », qui ne se souciait nullement d'être soldat(22).

Pour Buchmann, Talcyn fut la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Quand il revint au Q.G. dans l'après-midi, l'homme de service essaya de se présenter au rapport, mais Buchmann « est allé directement dans sa chambre et s'est enfermé à clé. Des jours durant Buchmann ne m'a pas adressé la parole, bien que nous nous connaissions bien. Il était furieux, se plaignait amèrement, en disant des choses comme : "Je ne ferai plus cette saloperie. J'en ai plein le dos(23)." » Buchmann ne faisait pas que se plaindre. À la fin de septembre, il écrivit directement à Hambourg, demandant sa mutation d'urgence. Il ne pouvait pas, disait-il, accomplir ces tâches « étrangères à la police » que son unité se voyait confier en

Pologne(24).

Si Trapp tolérait le comportement de Buchmann et protégeait le lieutenant, les réactions de ses hommes étaient plus mitigées. « Parmi mes subordonnés, beaucoup comprenaient ma position, mais d'autres faisaient des remarques désobligeantes et me regardaient de haut(25). » Une poignée d'hommes du rang, toutefois, suivirent son exemple et déclarèrent au sergent-major Kammer qu'« ils ne voulaient ni ne pouvaient participer à d'autres actions de ce genre ». Kammer ne les dénonça pas. Il les accabla d'injures, les traitant de « salopards » et de « bons à rien », mais en fin de compte les dispensa des actions juives à venir(26). Ce faisant, le sergent-major suivait l'exemple que Trapp avait donné d'emblée. Tant qu'on ne manquait pas d'hommes prêts à tuer, il était beaucoup plus facile de donner satisfaction à Buchmann et à ses émules que de s'en inquiéter.

12
Les déportations reprennent

Avant la fin septembre 1942, au cours de huit actions distinctes réparties sur trois mois, le 101e bataillon de réserve de la police a participé au meurtre d'environ 4 600 Juifs et de 78 Polonais, et a aidé à la déportation d'environ 15 000 Juifs vers le camp d'extermination de Treblinka. Trois opérations – la première déportation de Parczew, la fusillade de Lomazy et la déportation de Miedzyrzec – ont été menées en collaboration avec des unités de *Hiwis* de Trawniki ; pour les cinq autres – Jozefow, la seconde déportation de Parczew, Serokomla, Talcyn et Kock –, les policiers ont travaillé seuls.

Ces actions, les policiers se les remémoreront distinctement ; ils seront en mesure de les décrire chacune de manière plutôt détaillée, et de les dater correctement. Entre le début d'octobre et la première semaine de novembre, toutefois, l'activité du bataillon s'est considérablement intensifiée. Les actions se suivaient en une ronde incessante. Des opérations d'évacuation vidaient régulièrement les ghettos, les Juifs de l'arrondissement de Radzyn étaient déportés par dizaines de milliers. Aussi est-il très difficile de reconstituer la suite des événements de ces six terribles semaines. Le rythme effréné des actions aura raison de la mémoire des policiers : ils seront encore en mesure de se rappeler quelques incidents particuliers, mais non de les insérer dans une séquence chronologique d'opérations distinctes. Ma propre reconstitution, à laquelle doivent être confrontés les souvenirs confus des policiers, est fondée surtout sur la recherche entreprise dans l'immédiat après-guerre par l'historienne juive polonaise Tatiana Brustin-Berenstein et l'institut historique juif de Varsovie(1).

Au début de septembre, la disposition de l'*Ordnungspolizei* dans le district de Lublin fut modifiée. On créa une quatrième « zone de sécurité » comprenant, le long de la limite orientale du district, les trois arrondissements de Biala Podlaska, Hrubieszow et Chelm. Les 1re et 2e sections de la 2e compagnie de Gnade purent ainsi être mutées de l'arrondissement de Biala Podlaska dans les villes de Miedzyrzec et Komarowka, au nord de l'arrondissement de Radzyn(2).

Dans la dernière semaine de septembre, la plupart des Juifs restés à Biala Podlaska suivirent la 2e compagnie : ils furent rassemblés et transférés dans le ghetto de Miedzyrzec, à présent

presque vide(3). Durant les mois de septembre et octobre, ce ghetto « de transit » fut également « réapprovisionné » par des transports en provenance de localités situées dans l'arrondissement de Radzyn, directement à partir de Komarowka, ainsi que de Wohin et de Czemierniki via Parczew(4). De tous ces transferts, les policiers se souviendront uniquement de celui de Komarowka, où la 2e section de la 2e compagnie était régulièrement stationnée(5). Parmi les Juifs de Komarowka, il y avait une femme de Hambourg, autrefois propriétaire d'un cinéma, le Millertor-Kino, fréquenté par un des policiers(6). Deuxième « ghetto de transit », Lukow recevait des Juifs d'autres petites villes de l'arrondissement de Radzyn(7). Ce processus de concentration était, bien entendu, de très mauvais augure : il annonçait de nouveaux transports de la mort vers Treblinka et la campagne systématique destinée à rendre le nord du district de Lublin *judenfrei*, « libre de Juifs ».

L'organisme chargé de la coordination de l'« offensive » d'octobre contre les ghettos de l'arrondissement de Radzyn était l'antenne locale de la police de sécurité, sous le commandement du *Untersturmführer* Fritz Fischer. L'administration des ghettos de Radzyn, Lukow et Miedzyrzec avait été confiée aux officiers de la police de sécurité en juin 1942(8), mais la main-d'œuvre locale était largement insuffisante. Le bureau de Radzyn et son avant-poste de Lukow alignaient peut-être quarante policiers allemands au total, parmi lesquels des « auxiliaires » allemands « ethniques ». Fischer pouvait aussi compter sur une unité permanente de vingt *Hiwis*. En outre, Miedzyrzec, Lukow et Radzyn disposaient de quarante à cinquante gendarmes en tout(9). Pour déporter les Juifs de ces ghettos, même avec les *Hiwis* de Fischer, cette force limitée de police de sécurité et de gendarmerie était manifestement tout à fait dépendante d'un apport extérieur. Une fois de plus, le 101e bataillon de réserve de la police allait fournir le gros des effectifs. Sans lui, l'évacuation des ghettos n'eût jamais pu s'effectuer.

Les déportations vers Treblinka reprirent le 1er octobre, lorsque 2 000 Juifs furent transportés du ghetto de Radzyn. Le 5 octobre, 5 000 Juifs de Lukow furent envoyés à Treblinka, le 8 octobre, 2 000 autres. Parallèlement, des milliers de Juifs furent déportés de Miedzyrzec le 6 et le 9 octobre. Les trains de Lukow et Miedzyrzec étaient probablement raccordés après chargement, bien qu'il n'y ait pas de témoignage formel à ce sujet. Entre le 14 et le 16 octobre, l'évacuation du ghetto de Radzyn s'acheva avec le transfert de ses 2 000 à 3 000 Juifs vers Miedzyrzec. Leur séjour fut bref : des Juifs furent de nouveau déportés de Miedzyrzec le 27 octobre et le 7 novembre. Le 6 novembre, les 700 Juifs qui

restaient à Kock furent emmenés à Lukow. Le lendemain, tandis que le ghetto de Miedzyrzec se vidait de ses habitants, 3 000 Juifs étaient déportés de Lukow vers Treblinka(10). De temps à autre, des fusillades ponctuaient les déportations. Il s'agissait de liquider les Juifs qui avaient réussi à se cacher lors de l'évacuation de leur ghetto, ou qui y avaient été laissés de propos délibéré, soit par manque de place dans les trains bondés, soit parce qu'on souhaitait les employer à de menus travaux de nettoyage. Au terme de ces six semaines d'opérations, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police avaient à leur actif la déportation vers Treblinka, en huit actions différentes, de plus de 27 000 Juifs, ainsi que le meurtre de quelque 1 000 autres au cours de plusieurs rafles et d'au moins quatre fusillades dites de « nettoyage ».

Le souvenir qu'ont conservé les policiers de chacune de ces actions varie considérablement d'un témoignage à l'autre. L'opération initiale, la déportation de 2 000 Juifs de Radzyn, le 1er octobre, fut exécutée conjointement par les hommes de la 1re compagnie et les vingt *Hiwis* du *Untersturmführer* Fischer. Il y eut apparemment peu de tués sur place, bien que les *Hiwis* aient abondamment tiré en l'air pour pousser les Juifs devant eux vers la gare(11). Le lendemain 2 octobre, la 3e section (2e compagnie) du sergent Steinmetz compléta la liquidation du ghetto de Parczew en fusillant, sur ordre de Gnade, plus de 100 Juifs, sans doute arrivés trop tard pour le transport de Miedzyrzec(12).

Par la suite, des déportations furent exécutées simultanément à partir des deux ghettos de transit de Lukow et Miedzyrzec, par les 1re et 2e compagnies respectivement. Début septembre, le lieutenant Gnade a installé le Q.G. de sa compagnie à Miedzyrzec – ou plutôt *Menschenschreck* (« horreur humaine »), comme les hommes de la 2e compagnie ont justement surnommé la petite ville afin de contourner l'impossible prononciation polonaise. Le chauffeur de Gnade, Alfred Heilmann*, se souviendra avoir conduit un soir le lieutenant sur la place principale de Miedzyrzec. Gnade se rendait à une réunion dans le bâtiment qui abritait le Q.G. et la prison de la police de sécurité. Pendant la réunion, qui allait durer cinq heures, un cri terrible monta de la cave. Deux ou trois officiers SS sortirent du bâtiment et vidèrent les chargeurs de leurs mitraillettes par les fenêtres de la cave. « Nous serons tranquilles à présent », observa l'un d'eux en regagnant le Q.G. Heilmann s'approcha prudemment de la fenêtre. La puanteur était affreuse, et il retourna à sa voiture. En haut, la réunion devenait de plus en plus bruyante. À minuit, un Gnade complètement ivre en sortit et annonça à Heilmann que le ghetto serait évacué le

lendemain matin(13).

Les hommes de la 2e compagnie stationnés à Miedzyrzec sont réveillés vers 5 heures du matin. Se joignent à eux la 2e section de Drucker, installée à Komarowka, ainsi qu'un contingent important de *Hiwis*. Apparemment, les hommes de Drucker bouclent le ghetto, cependant que les *Hiwis* et le reste de l'*Ordnungspolizei* rabattent les Juifs sur la place principale. Gnade et d'autres font usage de leurs fouets pour les forcer à se tenir tranquilles. Quelques-uns meurent sous les coups, avant même le commencement de la marche vers la gare(14). Heilmann est là lorsque les Juifs incarcérés au Q.G. de la police de sécurité sont extraits de la prison et emmenés. Ils sont couverts d'excréments et manifestement privés de nourriture depuis plusieurs jours. Une fois réuni le nombre de Juifs requis, ils sont emmenés à pied à la gare. Ceux qui ne peuvent pas marcher sont abattus sur place. Chaque fois que l'allure de la colonne se ralentit, les gardes tirent impitoyablement dans le tas(15).

Un petit contingent de policiers se trouve déjà à la gare pour écarter les spectateurs polonais. Gnade surveille le chargement des Juifs dans le train. On tire et frappe sans retenue afin de pousser le plus de Juifs possible dans les wagons à bestiaux. Vingt-deux ans plus tard, le sergent-major de Gnade fera cet aveu, inhabituel étant donné la répugnance manifeste des témoins à charger leurs anciens camarades : « Je dois dire, à mon grand regret, que le lieutenant Gnade m'a donné l'impression que tout cela lui procurait un immense plaisir(16). »

Mais même la violence la plus débridée ne saurait suppléer au nombre insuffisant de wagons. Lorsque les portes sont enfin fermées en force, quelque 150 Juifs, pour la plupart des femmes et des enfants, mais aussi quelques hommes, restent sur le quai. Gnade convoque alors Drucker et lui dit d'emmener ces Juifs au cimetière. À l'entrée du cimetière, les policiers chassent les « curieux avides de spectacle(17) ».

Ils attendent le sergent-major Ostmann*, qui arrive en camion avec une provision de vodka à l'intention des tireurs. Ostmann s'en prend durement à l'un de ses hommes, qui s'est toujours débrouillé pour ne pas tirer : « Bois un coup maintenant, Pfeiffer*. Tu y es, cette fois-ci, car les Juives doivent être fusillées. Tu t'es tenu en dehors de tout ça jusqu'à présent, mais maintenant, au boulot ! » Un peloton d'exécution d'environ vingt hommes est dépêché dans le cimetière. Les Juifs y sont menés par groupes de vingt, d'abord les hommes, puis les femmes et les enfants. On les force à se coucher face à terre près du mur du cimetière, puis on les tue d'une balle dans la nuque. Chaque policier tire sept ou huit fois(18).

À l'entrée du cimetière, un Juif bondit sur Drucker avec une seringue, mais il est rapidement maîtrisé. Les autres Juifs restent assis et, même après que la tuerie a commencé, attendent paisiblement leur fin. « Ils étaient émaciés et semblaient morts de faim », se souviendra un garde(19).

Il est difficile d'établir le bilan des victimes de cette déportation de Miedzyrzec du 8 octobre, comme de celle qui est survenue trois jours plus tard. Les témoignages varient considérablement(20). Quoi qu'il en soit, le ghetto est derechef « réapprovisionné » à la mi-octobre avec un arrivage en provenance de Radzyn, localité située à vingt-neuf kilomètres au sud de Miedzyrzec. Les 2 000 à 3 000 Juifs rassemblés là-bas à l'aube du 14 octobre sont chargés dans un convoi de plus de cent chariots tirés par des chevaux. Gardé par des policiers polonais, des Allemands « ethniques » du *Sonderdienst* et quelques policiers de la 1re compagnie, ce convoi s'achemine lentement vers le nord, pour arriver à Miedzyrzec après la tombée de la nuit. Les chariots vides retournent à Radzyn(21).

Au cours des deux actions suivantes, le 27 octobre et le 27 novembre, le ghetto de Miedzyrzec est vidé de ses habitants, à l'exception d'environ 1 000 « Juifs de labeur ». Ces opérations sont probablement de moindre envergure que celles du début octobre, puisque les policiers agissent seuls, sans l'aide des *Hiwis* ou de la police de sécurité de Radzyn. Gnade, maintenant seul maître à bord, introduit apparemment une étape supplémentaire dans le processus de la déportation : la « fouille au corps ». Après le rassemblement sur la place du marché, les déportés sont poussés dans deux casernes, déshabillés et fouillés à la recherche d'objets de valeur. Malgré le froid d'automne, ils ne sont ensuite autorisés à remettre que leurs sous-vêtements. Et ainsi, à peine couverts, on les emmène à pied à la gare, où on les entasse dans des wagons à bestiaux en partance pour Treblinka(22). Au terme de l'action du 7 novembre, des unités du 101e bataillon de réserve de la police ont à leur actif, depuis la fin août, la déportation d'au moins 25 000 Juifs de la ville de l'« horreur humaine » vers Treblinka.

Tandis que Gnade déportait des Juifs de Miedzyrzec, la 1re compagnie conduisait des actions similaires à Lukow. Sans le capitaine Wohlauf, toutefois. Ses relations avec Trapp s'étaient rapidement détériorées. Le commandant avait été consterné par le comportement de Wohlauf à Miedzyrzec, où celui-ci avait convié sa jeune femme à assister à l'évacuation du ghetto, et il en parlait ouvertement(23). Après le massacre de Serokomla, Wohlauf avait accompagné sa femme à Hambourg, et il y était resté quelques jours avant de retourner en Pologne. De retour à Radzyn à la mi-

octobre, il contracta la jaunisse. Au début de novembre, son unique frère, un pilote de la Luftwaffe, a été tué ; quelques jours plus tard, son père est mort à Dresde. Wohlauf y alla pour les funérailles, se fit porter malade, puis retourna derechef à Hambourg soigner son ictère en consultation externe. Encore convalescent, il apprit que sa demande de rappel du front en tant que seul fils survivant a été agréée. Il ne devait retourner à Radzyn que pour un bref séjour, en janvier 1943, le temps de prendre ses affaires personnelles(24).

Si Wohlauf a enfin échappé au 101e bataillon de réserve de la police, ses hommes sont loin du compte. Conjointement avec les hommes de Steinmetz qui avaient opéré à Lomazy et à Parczew (3e section, 2e compagnie) et une unité de *Hiwis*, ils déportent 7 000 Juifs de Lukow : 5 000 le 5 octobre, 2 000 autres le 8 octobre. Les souvenirs de ces opérations varieront considérablement d'un témoin à l'autre. Quelques-uns maintiendront qu'il n'y eut que des tirs sporadiques et pratiquement pas de tués(25). D'autres se rappelleront de nombreux coups de feu(26). De fait, un policier échappe de justesse à une balle perdue(27). Pendant la première déportation, le chef du conseil juif et d'autres Juifs en vue sont abattus sur le *Schweinemarkt* (le « marché aux porcs ») – autrement dit au point de rassemblement. Beaucoup de ceux qui ont réussi à se cacher pendant la première déportation sont découverts et déportés trois jours plus tard(28). À en croire un policier, la déportation de Lukow fut « décidément mieux réglée et plus humaine » que celle de Miedzyrzec, au mois d'août – une conclusion qui, étant donné la brutalité sans pareille de cette dernière, ne nous apprend pas grand-chose(29).

Après les premières déportations, la section de Steinmetz retourne à Parczew, et le Q.G. du bataillon est transféré de Radzyn à Lukow. Le 6 novembre, le lieutenant Brand et le sergent Jurich surveillent le transfert à Lukow des 700 Juifs qui restent à Kock. Lorsque Jurich découvre que de nombreux Juifs manquent à l'appel, il tue sur-le-champ le chef du conseil juif. À l'instar du transport de Radzyn à Miedzyrzec, on utilise des chariots tirés par des chevaux, qui n'atteignent Lukow que tard dans la nuit(30).

La déportation finale des 3 000 à 4 000 Juifs de Lukow commence le lendemain matin, 7 novembre, et se poursuit plusieurs jours durant(31). Désormais sans illusion sur le sort qui les attend, les Juifs chantent en marchant « Nous allons à Treblinka ». La police juive du ghetto s'étant montrée incapable de dénoncer les Juifs cachés, l'*Ordnungspolizei* fusille en représailles quarante ou cinquante Juifs(32).

Pendant cette dernière déportation, semble-t-il, beaucoup de Juifs se sont terrés. Les trains partis, la police de sécurité imagine une ruse pour faire sortir les survivants de leurs trous : les habitants du ghetto sont informés que de nouvelles cartes d'identité leur seront délivrées ; ceux qui se présenteront seront épargnés, quiconque sera trouvé sans ce document sera immédiatement fusillé. Dans l'espoir ne serait-ce que d'un bref répit entre deux déportations, des désespérés émergent de leurs caches. Le 11 novembre, au moins 200 Juifs sont ainsi ramassés, emmenés hors de Lukow et fusillés. Un autre groupe est passé par les armes trois jours plus tard(33).

Des membres du 101e bataillon de réserve de la police participent à au moins une de ces deux dernières fusillades. Comme Trapp et le gros de la 1re compagnie sont apparemment ailleurs, Buchmann se retrouve cette fois sans protecteur. Lui-même et pratiquement tout ce que l'état-major du bataillon compte d'hommes disponibles – personnel de bureau, agents des transmissions, chauffeurs, des gens qui jusqu'ici ont évité la participation directe aux exécutions en masse – se voient brusquement forcés par la police de sécurité locale à prendre du service actif. Contrairement aux souvenirs flous de ceux qui, en cet automne 1942, sont déjà des vétérans blasés de nombreuses actions juives, l'assassinat des Juifs de Lukow restera vivace dans la mémoire de ces bleus(34). Un policier se souviendra que des bruits concernant une imminente action juive avaient couru dès la veille :

> Ce soir-là nous recevions la visite d'une unité de music-hall de la police de Berlin, dite « du bien-être du soldat au front ». Cette unité comprenait des musiciens et des artistes. Les membres de cette unité avaient également entendu parler de la fusillade qui attendait les Juifs. Ils ont demandé, en fait ils ont supplié qu'on les autorise à participer à l'exécution des Juifs. Le bataillon le leur permit(35).

Le lendemain matin, Buchmann revient d'une réunion et emmène ses hommes au bâtiment de la police de sécurité, à proximité de l'entrée du ghetto. Les policiers montent la garde des deux côtés de la rue. La porte en fer du ghetto s'ouvre, et plusieurs centaines de Juifs sont poussés à l'extérieur. Les policiers les emmènent hors de la ville(36).

D'autres gardes sont requis pour une colonne supplémentaire de Juifs. Des membres de l'état-major du bataillon sont convoqués au Q.G. de la police de sécurité. Quelques jours plus tôt, c'est en spectateurs qu'ils ont observé, par les fenêtres de l'école où ils logent, les Juifs de Lukow marcher vers la gare. Maintenant, c'est

leur tour de s'activer. La police de sécurité leur remet un contingent de 50 à 100 Juifs, qu'ils emmènent par le même chemin hors de la ville(37).

Entre-temps la première colonne a quitté la route et pris un sentier qui mène à un terrain sablonneux. Un officier SS arrête la colonne et dit à l'adjoint de Buchmann, Hans Prutzmann*, de commencer à fusiller les Juifs. Celui-ci forme un peloton d'exécution de quinze à vingt-cinq hommes, surtout des volontaires de l'unité de music-hall que le bataillon a équipés de fusils. Les Juifs doivent se déshabiller. Les hommes sont entièrement nus, les femmes ont gardé leurs dessous. Ils jettent en tas leurs chaussures et leurs vêtements, puis sont emmenés par fournées au site d'exécution, cinquante mètres plus loin. Couchés face à terre, ils sont tués d'une balle dans la nuque. Les policiers utilisent, comme d'habitude, leurs baïonnettes comme viseurs. Buchmann se tient tout près de là, avec un groupe d'officiers SS(38).

Lorsque les hommes de l'état-major du bataillon débouchent sur le pré sablonneux, la fusillade bat son plein. Buchmann approche et leur dit qu'ils doivent fournir un peloton d'exécution pour fusiller les Juifs qu'ils ont amenés avec eux. Un homme du bureau responsable des uniformes demande une dispense : « Il y avait des enfants parmi les Juifs que nous avions amenés, et moi-même j'étais père d'une famille de trois enfants. J'ai dit au lieutenant que j'étais incapable de tirer et je lui ai demandé s'il ne pouvait pas m'affecter à quelque chose d'autre. » Plusieurs autres font aussitôt de même(39).

Buchmann se trouve ainsi dans la même position que Trapp à Jozefow, et réagit fondamentalement de la même manière. Requis directement par des officiers supérieurs SS de la police de sécurité de faire fusiller des Juifs par les hommes de l'*Ordnungspolizei* sous ses ordres, Buchmann s'exécute. Confronté à des subordonnés qui demandent explicitement une autre affectation, comme lui-même à Jozefow, Buchmann y consent et dispense quatre hommes. Pendant la fusillade, il se retire. En compagnie d'un membre du contingent d'état-major, un homme qu'il connaît bien et qu'il a dispensé, sur sa demande, du peloton d'exécution, il se tient à bonne distance du lieu de la tuerie.

Quelque temps plus tard, des hommes des transmissions et des chauffeurs de l'état-major du bataillon reçoivent l'ordre de participer à une autre fusillade de Juifs ramassés par la police de sécurité de Lukow. Buchmann n'y est plus(40). Ses tentatives répétées de se faire rappeler à Hambourg ont enfin été couronnées de succès. D'abord officier de la défense antiaérienne, il sert

ensuite, de janvier à août 1943, comme aide de camp du président de la police de Hambourg. Autorisé enfin à reprendre son entreprise de bois de construction, dans les dernières années de la guerre ses affaires le mènent en France, en Autriche et en Tchécoslovaquie. Juste avant sa démobilisation de l'*Ordnungspolizei*, il a été promu *Oberleutnant* de réserve(41). Manifestement, Trapp n'a pas seulement protégé Buchmann des actions juives en Pologne (à l'exception de la fusillade de Lukow) ; il l'a aussi très bien noté, afin que son dossier personnel ne pût en aucun cas nuire à sa carrière.

13
Les étranges ennuis de santé du capitaine Hoffmann

Jusqu'à l'automne 1942, la 3e compagnie du 101e bataillon de réserve de la police, sous les ordres du capitaine et *SS-Hauptsturmführer* Wolfgang Hoffmann, a mené une existence tranquille, largement épargnée par le travail d'abattage qui était devenu la principale activité des autres unités du bataillon. À Jozefow, deux sections de la 3e compagnie avaient formé le cordon de protection extérieur, mais aucun de ses membres n'avait été affecté aux pelotons d'exécution qui opéraient dans les bois. Mutées dans la zone de sécurité nord du district de Lublin, les 2e et 3e sections de la compagnie furent stationnées dans l'arrondissement de Pulawy – la 3e section dans la ville même de Pulawy, sous le commandement direct de Hoffmann, la 2e section du lieutenant Hoppner tout près de là, d'abord à Kurow, puis à Wandolin. Or dans cet arrondissement la plupart des Juifs avaient déjà été déportés à Sobibor en mai 1942 (les premiers mis à mort dans ce camp), et les survivants concentrés dans un « ghetto de ramassage » dans la petite ville de Konskowola, à six kilomètres à l'est de Pulawy. Ainsi, seule la 1re compagnie du lieutenant Peters, stationnée dans l'arrondissement voisin de Radzyn, a été engagée dans les déportations d'août et les fusillades de la fin septembre. La résistance polonaise n'a pas davantage troublé le séjour de la 3e compagnie à Pulawy. Hoffmann devait rapporter ultérieurement qu'ils avaient trouvé le pays « relativement calme », et qu'avant octobre pas une seule rencontre avec des « bandits armés » n'était à signaler(1).

Au début d'octobre, toutefois, la chance de la 3e compagnie tourne. Comme les ghettos de l'arrondissement voisin de Radzyn, le « ghetto de ramassage » de Konskowola, avec ses 1 500 à 2 000 Juifs(2), va être évacué. Lublin nord doit être *judenfrei*. Une force considérable est réunie à cet effet : les trois sections de la 3e compagnie, y compris celle de Peters, stationnée à Czemierniki ; la gendarmerie locale, soit une douzaine d'hommes aux ordres du lieutenant Jammer* (dont la tâche principale consiste à surveiller le travail de la police polonaise) ; une compagnie motorisée mobile de la gendarmerie, commandée par le lieutenant Messmann* ; une centaine de *Hiwis* et trois SS de Lublin(3). La 3e compagnie se rassemble à Pulawy. Hoffmann lit ses instructions

sur une feuille de papier : le ghetto sera fouillé et les Juifs rassemblés sur la place du marché ; tous ceux qui ne peuvent pas bouger, vieillards, infirmes, malades, nourrissons, seront abattus sur place – une procédure courante depuis longtemps déjà, ajoute-t-il(4).

Les policiers vont à Konskowola. Hoffmann, l'officier de police le plus élevé en grade présent, se concerte avec Jammer et Messmann et répartit les hommes. Contrairement à la pratique courante, les *Hiwis* sont affectés au cordon de protection avec quelques policiers. Les commandos affectés à la rafle qui pénètrent les premiers dans le ghetto sont composés d'hommes de la 3e compagnie et de la gendarmerie motorisée de Messmann. Chaque commando se voit attribuer un pâté de maisons(5).

Le ghetto est ravagé par une épidémie de dysenterie, et beaucoup de Juifs sont incapables de se déplacer jusqu'à la place du marché, ou même de se lever de leurs lits. Des coups de feu claquent partout. « Moi-même, se souviendra un policier, j'ai fusillé six vieux chez eux ; ils étaient cloués au lit et m'ont explicitement demandé de le faire(6). » Une fois achevé ce premier balayage, et la plupart des survivants rassemblés sur la place du marché, les unités affectées au cordon de protection sont envoyées effectuer une nouvelle fouille du ghetto. Ils savent déjà qu'on y a tiré sans discontinuer, pour avoir entendu les coups de feu ; maintenant, en fouillant à leur tour le ghetto, ils peuvent voir les cadavres éparpillés partout(7).

Beaucoup se rappelleront tout particulièrement l'hôpital du ghetto – en fait une grande pièce remplie de couchettes superposées sur trois ou quatre niveaux et exhalant une puanteur affreuse. Cinq ou six policiers sont chargés de liquider les quarante ou cinquante patients, la plupart terrassés par la dysenterie, qui occupent cette pièce. « En tout cas, ils étaient presque tous extrêmement maigres et sous-alimentés. On peut dire qu'ils n'avaient plus que la peau et les os(8). » Sans doute espérant échapper le plus vite possible à la puanteur, les policiers ouvrent le feu sauvagement aussitôt qu'ils pénètrent dans la pièce. Sous la grêle de balles, des corps basculent des couchettes supérieures. « Cette façon de procéder, témoignera un policier, m'a tellement dégoûté, et j'avais une telle honte, que j'ai aussitôt tourné les talons et quitté la pièce(9). » « À la vue des malades, se souviendra un autre, il ne m'était pas possible de tuer un seul de ces Juifs, et j'ai tiré à dessein tous mes coups dans le vide. » Ce qui n'échappe pas à son sergent, venu faire le coup de feu avec ses hommes : « Après l'action, il m'a pris à part, m'a traité de "traître" et de "lâche", et m'a menacé de rapporter l'incident au capitaine

Hoffmann. Mais il ne l'a pas fait(10). »

Sur la place du marché on sépare les Juifs, hommes d'un côté, femmes et enfants de l'autre. Des hommes âgés de dix-huit à quarante-cinq ans sont ensuite sélectionnés, surtout des travailleurs professionnels, peut-être bien quelques femmes aussi. Ces Juifs sont emmenés à la gare située à l'extérieur de Pulawy, à destination des camps de travail de Lublin. Leur condition physique est telle que beaucoup s'avèrent incapables de parcourir les cinq kilomètres jusqu'à la gare. Selon les estimations des témoins, sur les 500 à 1 000 « Juifs de labeur » sélectionnés, 100 s'écroulent d'épuisement en chemin et sont fusillés sur-le-champ(11).

Tandis que les Juifs jugés aptes au travail sont emmenés hors de la ville, les autres – 800 à 1 000 femmes et enfants, ainsi que bon nombre d'hommes âgés – sont conduits sur le lieu d'exécution dans les bois, aux abords de la ville. La 1re section de Peters et la gendarmerie de Messmann fournissent les pelotons d'exécution. Les Juifs mâles y sont menés les premiers, forcés à s'étendre face à terre, et fusillés. Les femmes et les enfants suivent(12). Un policier bavarde avec le chef du conseil juif, un Juif allemand originaire de Munich, jusqu'au moment où celui-ci est emmené à son tour(13). Lorsque les policiers qui ont escorté les « Juifs de labeur » à la gare reviennent à Konskowola, ils trouvent la place du marché vide, mais ils peuvent entendre les coups de feu de la forêt. Il leur faut fouiller une fois de plus le ghetto, après quoi on les autorise à rompre les rangs et à prendre du repos. L'après-midi est déjà fort avancé. Quelques-uns trouvent une maison de ferme agréable et se mettent à jouer aux cartes(14).

Vingt-cinq ans plus tard, Wolfgang Hoffmann prétendra n'avoir conservé absolument aucun souvenir de l'action de Konskowola, au cours de laquelle des policiers sous ses ordres ont tué en une seule journée 1 100 à 1 600 Juifs. Son amnésie ne relèvera peut-être pas uniquement de l'expédient judiciaire ; elle aura probablement aussi quelque chose à voir avec les problèmes de santé qu'il a connus à Pulawy. À l'époque, Hoffmann rejetait la responsabilité de sa maladie sur un vaccin contre la dysenterie qu'il avait pris en août ; dans les années 1960, il trouvera plus commode de la rattacher à la tension psychologique consécutive au massacre de Jozefow(15). Quelle qu'en fût la cause, Hoffmann commença à souffrir de diarrhée et de sévères crampes d'estomac en septembre et octobre 1942. Selon son propre témoignage, son état – diagnostiqué comme une colite végétative – était fortement aggravé par des mouvements cahoteux, comme ceux que provoquent la bicyclette ou la voiture, ce qui explique qu'à cette

époque il a personnellement commandé peu des actions confiées à sa compagnie. Néanmoins, par « enthousiasme martial » et dans l'espoir d'une amélioration proche, il a refusé de se faire porter malade jusqu'à la fin d'octobre. C'est seulement le 2 novembre que, sur ordre du médecin, il a dû entrer à l'hôpital militaire.

Ses hommes proposeront, à l'unisson, une explication bien différente. Ils ont remarqué que les « prétendus » accès de crampes d'estomac qui obligeaient le capitaine à s'aliter, bien à l'abri des risques du métier, coïncidaient trop systématiquement avec les actions de la compagnie où il y avait quelque désagrément à subir, ou un quelconque danger à courir. D'ailleurs, lorsqu'ils entendaient parler d'une action le soir, ils avaient pris l'habitude de se dire que leur capitaine serait cloué au lit le lendemain matin.

Le comportement de Hoffmann exaspérait ses hommes d'autant plus qu'il s'accompagnait de circonstances aggravantes. Il s'était toujours montré strict et inabordable – un « officier de base » typique, qui aimait son col et ses gants blancs, arborait sur son uniforme ses insignes de SS et exigeait qu'on le traitât avec des égards. Son apparente timidité face à l'action semblait ainsi le comble de l'hypocrisie, et ils l'avaient surnommé par dérision *Pimpf*, l'équivalent, dans les Jeunesses hitlériennes, d'un « louveteau ».

En outre, Hoffmann tentait de compenser son immobilité par une surveillance tatillonne de ses subordonnés. Il tenait absolument à donner de son lit des ordres à propos de tout, agissant non seulement en commandant de compagnie, mais aussi en commandant de section. Les sous-officiers se présentaient dans la chambre à coucher de Hoffmann pour recevoir des instructions détaillées avant chaque patrouille ou opération, et revenaient au rapport après. La 3e section, stationnée à Pulawy, n'avait pas de lieutenant et était commandée par le sergent le plus ancien, Justmann*. Lui surtout ne pouvait déplacer un homme sans l'approbation de Hoffmann. Justmann et les autres sergents se sentaient ravalés au grade de caporal(16).

Hoffmann fut hospitalisé à Pulawy du 2 au 25 novembre, puis retourna en Allemagne pour un congé de convalescence jusqu'après le Nouvel An. Il reprit ensuite la tête de sa compagnie pour un mois, avant de retourner derechef se faire soigner en Allemagne. C'est pendant ce deuxième congé au pays qu'il apprit que Trapp l'avait relevé de son commandement.

Les relations de Hoffmann avec Trapp avaient déjà tourné à l'aigre en janvier, lorsque le commandant du bataillon avait ordonné à tous ses officiers, sous-officiers et hommes du rang de signer une déclaration spéciale par laquelle ils s'engageaient à ne

pas voler, se livrer au pillage ou prendre des biens sans les payer. Hoffmann avait alors écrit à Trapp une réponse cinglante, dans laquelle il refusait tout net d'exécuter cet ordre qu'il estimait profondément attentatoire à son « sens de l'honneur(17) ». Depuis, Trapp a aussi entendu des récits peu flatteurs sur l'inactivité de Hoffmann à Pulawy faits par le remplaçant temporaire de celui-ci, le lieutenant Messmann, commandant de la compagnie de gendarmerie motorisée qui avait participé au massacre de Konskowola. Enfin, il a consulté le sergent-major Karlsen, de la 3e compagnie, qui a confirmé que la maladie de Hoffmann obéissait à un modèle précis. Le 23 février 1943, Trapp demanda officiellement que Hoffmann fût démis de son commandement pour s'être toujours fait porter malade avant une action importante, ce « défaut de sens du service » étant préjudiciable au moral de ses hommes(18).

Le fier et susceptible Hoffmann réagit avec vigueur à sa révocation, affirmant une fois de plus avoir été « profondément blessé en son honneur d'officier et de soldat ». Il accusa Trapp d'avoir agi par dépit personnel(19). Trapp répondit en détail, et obtint le soutien de ses supérieurs. Le commandant de l'*Ordnungspolizei* du district de Lublin conclut que le comportement de Hoffmann n'avait été « satisfaisant en aucune manière » ; que, s'il était réellement tombé malade, il avait fait preuve d'irresponsabilité en ne le faisant pas savoir comme requis par les règlements ; enfin qu'il devrait avoir une chance de faire ses preuves dans une autre unité(20).

Hoffmann fut en effet muté dans un autre bataillon de police. À l'automne 1943, sa nouvelle unité se retrouva sur le front russe, et il y gagna la croix de fer de 2e classe. Il reçut ensuite le commandement d'un bataillon d'auxiliaires biélorusses près de Minsk, puis d'un bataillon de « volontaires » caucasiens. Il finit la guerre comme premier officier d'état-major du général commandant la police à Poznan(21). Bref, il serait difficile de déduire de ce que l'on sait de sa carrière ultérieure que son comportement à l'automne 1942 était dû à la lâcheté, comme le pensaient ses hommes et son chef de bataillon. Hoffmann était bel et bien malade. Que sa maladie fût une conséquence des activités meurtrières du 101e bataillon de réserve de la police, voilà qui est impossible à déterminer avec certitude ; mais il avait tous les symptômes du « côlon irritable », ou « colite adaptative », psychosomatique. Très certainement, les fonctions de Hoffmann aggravaient son état. Il est évident aussi que, plutôt que d'utiliser sa maladie pour échapper à une affectation qui impliquait la mise à mort des Juifs de Pologne, Hoffmann s'efforça de la cacher aux

yeux de ses supérieurs et d'éviter ainsi l'hospitalisation. Si le meurtre de masse lui faisait mal au ventre, c'était là quelque chose dont il avait profondément honte et qu'il chercha à surmonter du mieux qu'il pût.

14
La « chasse aux Juifs »

Massacres de Jozefow, Lomazy, Serokomla, Konskowola et ailleurs, liquidation des ghettos de Miedzyrzec, Lukow, Parczew, Radzyn et Kock : à la mi-novembre 1942, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police ont déjà pris part à l'assassinat de 6 500 Juifs polonais et à la déportation d'au moins 42 000 autres vers les chambres à gaz de Treblinka. Mais leur contribution à la campagne d'extermination n'était pas encore terminée. Les villes et les ghettos du nord du district de Lublin nettoyés de Juifs, le bataillon fut affecté à la traque et à l'élimination systématique de tous ceux qui avaient échappé aux rafles précédentes. Bref, il lui appartenait de rendre sa région complètement *judenfrei*.

Une année auparavant, le 15 octobre 1941, le chef du Gouvernement général, Hans Frank, avait décrété que tout Juif capturé hors des limites du ghetto allait être traîné devant une cour spéciale et condamné à mort. Ce décret était censé, entre autres, répondre aux préoccupations des fonctionnaires allemands de la santé publique en Pologne. Ceux-ci avaient en effet compris que seul le dernier supplice pouvait dissuader les Juifs affamés d'aller chercher de la nourriture en zone aryenne, propageant ainsi l'épidémie de typhus qui ravageait les ghettos. Le docteur Lambrecht, directeur de la santé publique dans le district de Varsovie, avait plaidé pour une loi qui inspirât aux Juifs « la peur de la mort par pendaison », d'après lui plus grande que « la peur de la mort par la faim(1) ». La mise en pratique du décret de Frank, cependant, n'a pas tardé à soulever de fortes oppositions. Les effectifs nécessaires pour escorter les Juifs capturés étaient trop maigres, les distances à couvrir trop longues, la procédure des tribunaux spéciaux trop lourde. La solution la plus simple : se passer de procédure judiciaire et abattre sur-le-champ les Juifs trouvés hors des ghettos. Le 16 décembre 1941, lors d'une réunion de Frank avec les gouverneurs de district, l'adjoint du gouverneur du district de Varsovie notait « avec quelle gratitude on avait accueilli l'ordre de tir du commandant de l'*Ordnungspolizei*, en vertu duquel on pouvait fusiller les Juifs trouvés dans le plat pays(2) ».

Ainsi, avant même d'être systématiquement déportés vers les camps de la mort, les Juifs de Pologne étaient sommairement

abattus hors des ghettos. Cet « ordre de tir », toutefois, ne fut que mollement appliqué dans le district de Lublin où, contrairement au reste du Gouvernement général, la ghettoïsation était partielle. Les Juifs des bourgs et villages du secteur nord du district ne furent pas concentrés dans les « ghettos de transit » de Miedzyrzec et de Lukow avant septembre ou octobre 1942. L'unité qui a précédé le bataillon de Trapp dans ce secteur, le 306e bataillon de police, a bien fusillé à l'occasion des Juifs rencontrés à l'extérieur des villes(3). Mais la traque systématique des Juifs n'a commencé qu'une fois la ghettoïsation achevée, et ne s'est vraiment intensifiée qu'après l'anéantissement des ghettos.

À la fin du mois d'août, Parczew fut, dans la zone de sécurité du bataillon, le premier ghetto entièrement évacué. Selon le sergent Steinmetz, stationné à Parczew avec sa 3e section (2e compagnie), on trouvait toujours des Juifs dans la région, que l'on incarcérait dans la prison locale. Gnade ordonna à Steinmetz de fusiller ces Juifs : « Cet ordre du lieutenant Gnade s'appliquait explicitement aussi à tous les cas à venir… J'ai été investi de la mission de rendre mon territoire libre de Juifs(4)… » Le lieutenant Drucker se rappellera avoir reçu à la même époque des instructions similaires du Q.G. du bataillon : « Les Juifs rencontrés errant librement dans le plat pays devaient être fusillés sur-le-champ. » Cependant, jusqu'à la déportation finale des Juifs des petits villages vers les « ghettos de transit », cet ordre n'a été que partiellement respecté.

Il le fut à partir d'octobre(5). On annonça par voie d'affiches que tous les Juifs trouvés hors des ghettos seraient fusillés(6). L'« ordre de tir » fut désormais intégré dans les instructions régulières dont la compagnie munissait ses membres, et sans cesse rappelé, surtout avant la sortie des patrouilles(7). Nul ne devait nourrir le moindre doute : pas un Juif ne devait rester vivant dans la zone de sécurité du bataillon. Dans le jargon officiel, le bataillon effectuait des « patrouilles de forêt » à la recherche de « suspects(8) ». Mais, comme les Juifs survivants devaient être traqués et tirés comme des bêtes, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police ont préféré affubler cette phase de la Solution finale du nom de *Judenjagd*, la « chasse aux Juifs(9) ».

La « chasse aux Juifs » prit différentes formes. Particulièrement spectaculaires furent, à l'automne 1942 et au printemps 1943, deux opérations de ratissage de la forêt de Parczew, la seconde effectuée en collaboration avec des unités de l'armée. Les cibles en étaient non seulement les Juifs, mais aussi les partisans et des prisonniers de guerre russes évadés. Les Juifs, toutefois, semblent bien avoir été les principales victimes de la première opération, en octobre 1942. Georg Leffler*, de la 3e compagnie, s'en souviendra :

> On nous avait dit qu'il y avait beaucoup de Juifs cachés dans la forêt. Nous nous sommes déployés dans les bois à leur recherche, mais nous n'avons rien trouvé, car les Juifs étaient bien cachés. Nous avons ratissé les bois une fois de plus. Ce n'est qu'à ce moment que nous avons vu quelques tuyaux de cheminée qui pointaient du sol. Des Juifs s'étaient cachés dans des abris souterrains. On les a tirés de là. Il n'y a eu de résistance que dans un seul abri. Quelques camarades sont descendus dans cet abri et en ont sorti les Juifs. Les Juifs ont été ensuite fusillés sur place… Les Juifs devaient se coucher face au sol et étaient tués d'une balle dans la nuque. Je ne me rappelle plus qui était dans le peloton d'exécution. Je pense qu'on a simplement pris les hommes qui se trouvaient sur les lieux. Quelque cinquante Juifs ont été fusillés, hommes et femmes de tous âges puisque des familles entières s'étaient cachées là-bas… La fusillade a été tout à fait publique. Il n'y a eu aucun cordon de protection, et un bon nombre de Polonais de Parczew se tenaient carrément sur le lieu d'exécution. Quelqu'un, Hoffmann probablement, leur a ensuite donné l'ordre d'enterrer les Juifs fusillés dans un abri inachevé(10).

D'autres unités du bataillon se souviendront également avoir découvert des abris et tué des Juifs par fournées de vingt à cinquante(11). Un policier estimera le bilan total de la chasse d'octobre à 500 morts(12).

Au printemps, la situation a évolué quelque peu. La poignée de Juifs encore vivants ont pu pour la plupart rejoindre des bandes de partisans et de prisonniers de guerre évadés. Au cours du ratissage du printemps, les policiers tombent sur un « camp de forêt » : 100 à 120 fuyards, Russes et Juifs, sont tués les armes à la main. Le bataillon a au moins un mort : le lieutenant Hagen, accidentellement tué par ses propres hommes(13).

Un certain nombre de Juifs travaillaient sur de grands domaines, confisqués, et depuis administrés, par l'occupant. À Gut Jablon, près de Parczew, une unité de la section de Steinmetz charge les trente ouvriers juifs dans des camions, les emmène dans la forêt et les tue par la méthode désormais routinière de la balle dans la nuque. L'administrateur allemand, que l'on ne s'est pas donné la peine de prévenir, proteste en vain contre l'anéantissement de sa main-d'œuvre(14). L'administrateur allemand de Gut Pannwitz, près de Pulawy, se heurte au problème inverse : il a, lui, trop d'ouvriers juifs. Son domaine est devenu un sanctuaire pour les Juifs qui ont fui les ghettos vers la forêt avoisinante, puis ont cherché refuge et nourriture parmi ses « Juifs

de labeur ». Alors, chaque fois que la main-d'œuvre juive gonflait démesurément, l'administration du domaine téléphonait au capitaine Hoffmann, et celui-ci dépêchait sur place un commando de police pour fusiller les Juifs de trop(15). Hoffmann hospitalisé, son remplaçant, le lieutenant Messmann, met sur pied un escadron volant chargé d'éliminer systématiquement des petits groupes d'ouvriers juifs dans un rayon de cinquante à soixante kilomètres autour de Pulawy. Le chauffeur de Messmann, Alfred Sperlich*, exposera aux enquêteurs la façon de procéder de cette unité :

> Lorsque la cour de ferme et les logements des Juifs pouvaient être atteints rapidement, je débouchais à grande vitesse sur la cour. Les policiers bondissaient dehors et se précipitaient aussitôt sur les logements des Juifs. Tous les Juifs présents étaient ensuite emmenés et fusillés dans la cour de la ferme près d'une meule de foin, une réserve de pommes de terre ou un tas de fumier. Les victimes étaient presque toujours dénudées, couchées face à terre et achevées d'une balle dans la nuque.

Si le chemin qui menait à la ferme était trop visible de la ferme, les policiers approchaient à pied, à pas de loup, afin de préserver l'effet de surprise. Généralement, sur les lieux de travail situés près des bois, ils trouvaient beaucoup plus de Juifs que prévu(16).

Quelques Juifs ont survécu en se cachant en ville plutôt qu'en forêt ; ils ont été, eux aussi, pris en chasse(17). Le cas le plus mémorable est celui de Kock, où un interprète polonais au service des Allemands signale l'existence d'une cache dans la cave d'un immeuble. Quatre Juifs sont capturés. Soumis à un « interrogatoire », ils en révèlent une autre, dans une grande maison à l'entrée de la ville. Ne prévoyant pas de difficultés particulières, un seul policier allemand s'y rend, accompagné de l'interprète polonais. Mais, chose rare, les Juifs sont armés. Reçus par des coups de feu, les policiers venus les cueillir font venir des renforts. Une bataille s'engage. Quatre ou cinq Juifs sont tués dans une tentative de percée, huit ou dix trouvés morts ou grièvement blessés dans la cave. Seuls quatre ou cinq en sortent indemnes. Soumis à l'« interrogatoire », ils sont fusillés le soir même(18). La police allemande se met ensuite à la recherche de la propriétaire de la maison, une Polonaise qui a réussi à prendre le large. Les policiers la coincent dans la maison de son père, dans un village voisin. Le lieutenant Brand offre à celui-ci une sinistre alternative : sa vie ou celle de sa fille. Le père donne sa fille, qui est abattue sur-le-champ(19).

La forme la plus commune de « chasse aux Juifs » était la petite escouade patrouillant en forêt à la recherche d'un abri dont on

connaissait l'existence par une dénonciation. Le bataillon avait tissé tout un réseau d'informateurs et de « coureurs des bois », ou traqueurs, spécialisés dans la recherche et la dénonciation des caches juives. Mais bien des Polonais fournissaient spontanément des informations sur les Juifs qui, mourant de faim dans leurs bois, en sortaient pour voler de la nourriture dans les fermes, les champs et les villages avoisinants. Après avoir reçu un avis de ce genre, les chefs de la police locale dépêchaient de petites patrouilles pour localiser les Juifs cachés. Les détails pouvaient varier, le scénario était toujours le même. Les policiers suivaient leurs guides polonais jusqu'à l'abri creusé dans le sol, et lançaient des grenades à l'intérieur. Les Juifs qui en sortaient vivants étaient alignés face à terre et tués d'une balle dans la nuque. Les corps étaient généralement abandonnés sur place, puis enterrés par les paysans polonais du village le plus proche(20).

Combien y eut-il de patrouilles de ce genre ? « Trop » pour que la plupart des policiers puissent s'en souvenir. « C'était plus ou moins notre pain quotidien », dira l'un(21) d'entre eux – une expression dont un de ses camarades se servira aussi à propos de la « chasse aux Juifs(22) ». Les hommes avaient appris à déduire du comportement des chefs de patrouille le type d'action qui les attendait : un éventuel affrontement avec des partisans ou une simple recherche de Juifs dénoncés, probablement non armés(23). Selon au moins un policier, les patrouilles de « chasse aux Juifs » prédominaient : « Ce type d'actions constituait l'essentiel de notre travail ; par rapport aux véritables actions contre les partisans, elles étaient beaucoup plus nombreuses(24). »

Avec ces escouades aux trousses des Juifs survivants, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police sont pratiquement revenus à la case départ : l'épreuve de Jozefow. Au cours des grandes opérations de déportation, pratiquement tous les policiers devaient participer au moins aux cordons de protection. Ils menaient des troupeaux de gens aux trains, mais ils pouvaient ignorer l'hécatombe qui attendait les victimes à l'autre bout de la chaîne. Le sort final des Juifs qu'ils déportaient ne les concernait plus.

Bien différente était la « chasse aux Juifs ». Une fois de plus, ils affrontaient leurs victimes face à face, le meurtre redevenait une affaire personnelle. Plus important encore, une fois de plus chaque policier avait, dans une mesure non négligeable, le choix. La manière dont chacun a exercé ce choix révèle le vieux clivage entre « durs » et « faibles ». Au cours des mois qui se sont écoulés depuis Jozefow, beaucoup sont devenus des tueurs froids, indifférents, parfois enthousiastes ; d'autres participaient le moins

possible à la tuerie, s'en abstenant pour de bon lorsqu'ils pouvaient le faire sans s'attirer trop d'ennuis. Seule une minorité de non-conformistes a su se ménager un enclos, sans cesse menacé, d'autonomie morale. En s'imposant un comportement atypique et en mettant au point des stratégies d'esquive, ceux-là ne se sont jamais mués en tueurs.

La femme du lieutenant Brand, qui a rendu visite à son mari en Pologne, citera un bon exemple de meurtrier empressé :

> Un matin, je prenais mon petit déjeuner avec mon mari dans le jardin de notre maison, lorsqu'un simple policier de la section de mon mari s'est présenté, s'est mis au garde-à-vous et a déclaré : « Herr Leutnant, je n'ai pas encore eu mon petit déjeuner. » Comme mon mari le regardait d'un air interrogateur, il a ajouté : « Je n'ai pas encore tué de Juifs. » Tout cela était d'un tel cynisme que, indignée, j'ai réprimandé l'homme avec des mots durs, le traitant, si je m'en souviens bien, de vaurien. Mon mari a renvoyé le policier, puis s'en est pris à moi, me disant que je m'attirerais de gros ennuis à parler de cette façon(25).

Que les policiers se fussent progressivement endurcis, on le voit à leur comportement après les séances de tir. Après Jozefow et les premières fusillades, ils regagnaient leurs quartiers, secoués et aigris, manquant d'appétit et se refusant d'évoquer ce qu'ils venaient de faire. Peu à peu, la tuerie se poursuivant sans discontinuer, leur sensibilité s'est émoussée. « Pendant le déjeuner, se souviendra un policier, quelques camarades faisaient des plaisanteries à propos de ce qu'ils avaient vécu lors d'une action. En les écoutant, j'ai compris qu'ils venaient juste de terminer une fusillade. Je me rappelle comme particulièrement dégoûtants les mots de l'un d'entre eux, à savoir que nous étions en train de manger la "cervelle des Juifs massacrés(26)". » Seul ce témoin n'avait pas trouvé la « plaisanterie » spécialement hilarante.

Dans une atmosphère pareille, officiers et gradés n'éprouvaient aucune difficulté à former des patrouilles de « chasse » ou des pelotons d'exécution en faisant simplement appel aux volontaires. Adolf Bittner* l'affirmera avec force : « Surtout, je dois dire de la manière la plus catégorique que, pour les commandos d'exécution, des volontaires en nombre largement suffisant se présentaient à l'appel de l'officier responsable… Je dois ajouter en outre qu'il y en avait tellement qu'il fallait souvent en refuser(27). » D'autres, moins affirmatifs, feront remarquer qu'en plus des volontaires les officiers ou les gradés choisissaient leurs tireurs parmi les policiers qui se trouvaient à proximité, généralement des hommes connus pour avoir la gâchette facile. Comme le dira le sergent Bekemeier,

« pour résumer, on peut peut-être dire que dans les petites actions, lorsqu'on n'avait pas besoin de beaucoup de tireurs, il y avait toujours des volontaires en nombre suffisant. Pour les actions plus importantes, qui nécessitaient un grand nombre de tireurs, il y avait aussi beaucoup de volontaires ; mais, s'ils ne suffisaient pas à la tâche, on en désignait d'autres(28). »

À l'instar de Bekemeier, Walter Zimmermann* opérera aussi une distinction entre grandes et petites actions. Voici ce qu'il dira à propos de ces dernières :

> Je ne puis me souvenir d'une seule fois où l'on aurait forcé quelqu'un à continuer de participer aux exécutions s'il s'en était déclaré incapable. Pour autant qu'il s'agissait d'actions au niveau de l'escouade ou de la section, je dois admettre ici honnêtement que, pour ces petites exécutions, il y avait toujours des camarades qui trouvaient plus facile que d'autres de tuer des Juifs ; ainsi, les chefs du commando en question n'avaient jamais de mal à trouver les tireurs qu'il leur fallait(29).

Ceux qui ne voulaient pas aller à la « chasse aux Juifs » ou participer aux pelotons d'exécution suivaient trois lignes de conduite : ils ne faisaient pas mystère de l'antipathie que leur inspirait la tuerie, ne se portaient jamais volontaires, gardaient leurs distances lorsque officiers et sous-officiers formaient leurs équipes de « chasseurs » ou de tireurs. Certains n'étaient jamais pris, simplement parce que leur attitude était bien connue. Otto-Julius Schimke, le premier homme à quitter les rangs à Jozefow, était souvent affecté aux actions contre les partisans mais jamais à la « chasse aux Juifs ». « Il n'est pas impossible, dira-t-il, que ce premier incident m'ait libéré une fois pour toutes des actions juives(30). » De même, c'est à son opposition précoce et ouverte aux actions juives du bataillon qu'Adolf Bittner attribuera le fait d'y avoir échappé :

> Je dois souligner que, dès les premiers jours, je n'ai laissé aucun de mes camarades douter du fait que je désapprouvais ces meurtres, et je ne me suis jamais porté volontaire pour y prendre part. Ainsi, lorsque, au cours d'une des premières rafles de Juifs, un de mes camarades a matraqué une femme juive en ma présence, je l'ai frappé au visage. On rédigea un rapport, et, de cette façon, mes supérieurs furent mis au courant de mon attitude. Je n'ai jamais été officiellement puni. Mais pour quiconque sait comment fonctionne le système, il est évident qu'il existe, outre les punitions officielles, des possibilités de tracasseries qui les valent

largement. Par exemple, on me faisait travailler les dimanches et on me collait des gardes spéciales(31). »

Mais Bittner n'a jamais été affecté à un peloton d'exécution.

Gustav Michaelson* qui, en dépit des quolibets de ses camarades, avait traîné parmi les camions à Jozefow, a gagné aussi une certaine immunité grâce à sa réputation : « Personne ne m'a jamais approché pour ces ["chasses aux Juifs"], se souviendra-t-il. Pour ce type d'actions, les officiers prenaient des "hommes" avec eux, et, à leurs yeux, je n'étais pas un "homme". D'autres camarades, qui avaient la même attitude et le même comportement que moi, en ont également été dispensés(32). »

Heinrich Feucht* n'a jamais tiré, si ce n'est une seule fois. Pour expliquer comment il s'y est pris, il évoquera la stratégie de la distance : « On avait toujours une certaine liberté de mouvement dans un rayon de quelques mètres, et l'expérience a vite fait de m'apprendre que le chef de section choisissait presque à tous les coups des gens qui se trouvaient près de lui. J'ai donc toujours essayé de me tenir aussi éloigné que possible du centre des événements(33). » Comme lui, d'autres ont cherché à éviter la tuerie en restant à l'arrière-plan(34).

Parfois la distance et la réputation ne suffisaient plus, et il fallait refuser pour de bon. Dans la 2e section de la 3e compagnie, le lieutenant Hoppner, « chasseur de Juifs » des plus zélés, a tenté d'imposer une politique égalitaire : tout le monde devait participer aux fusillades. Plusieurs policiers qui n'avaient jamais tiré auparavant ont alors tué leurs premiers Juifs(35). Mais Arthur Rohrbaugh* ne pouvait décidément pas tirer sur des gens sans défense : « Le lieutenant Hoppner savait que je ne pouvais pas le faire. Il m'avait déjà dit à plusieurs reprises que je devais m'endurcir. C'est en ce sens qu'il a dit une fois que, moi aussi, j'aurais un jour à apprendre comment on loge une balle dans la nuque. » En patrouille dans les bois avec le caporal Heiden* et cinq autres policiers, Rohrbaugh tombe sur trois femmes juives et un enfant. Heiden ordonne à ses hommes de les abattre, mais Rohrbaugh s'éloigne, tout simplement. Heiden saisit alors son arme et fusille les Juifs lui-même. Rohrbaugh, qui ne souffrira pas des conséquences de son refus d'obéissance, en attribuera le mérite à Trapp : « Grâce au vieux, je pense, je n'ai pas eu d'ennuis(36). »

D'autres, plus prudents, ne s'abstenaient de tirer que si aucun officier ne se trouvait dans les parages et s'ils se savaient entourés de camarades dignes de confiance, qui partageaient leurs vues. « Au cours d'actions de peu d'envergure, se souviendra Martin Detmold*, il arrivait souvent que nous laissions repartir des Juifs que nous avions pris. On le faisait lorsqu'on était certain que ça ne

parviendrait aux oreilles d'aucun gradé. Avec le temps, on apprenait à juger ses camarades, et on savait si l'on risquait quelque chose en laissant partir les Juifs capturés plutôt que de les fusiller, au mépris des ordres permanents(37). » Les hommes des transmissions du bataillon affirmeront que, lorsqu'ils étaient entre eux, ils ignoraient les Juifs rencontrés dans le plat pays(38). Quand la fusillade s'effectuait à distance, et non à bout portant, au moins un policier en profitait pour tirer « en l'air(39) ».

Combien de centaines de Juifs – sans doute des milliers, en fait – le 101e bataillon de réserve de la police a-t-il tués au cours de cette saison de « chasse » ? Le bataillon n'a pas laissé de statistiques à ce sujet. Cependant, on peut se faire une idée de la contribution de la « chasse aux Juifs » à la Solution finale à partir des rapports établis par trois autres unités qui ont opéré en Pologne.

De mai à octobre 1943, le commandant de l'Ordnungspolizei du district de Lublin (*KdO*) (les chiffres ci-après intègrent donc la contribution du 101e bataillon de réserve de la police) a régulièrement rapporté à son supérieur hiérarchique de Cracovie (*BdO*) le compte mensuel des Juifs fusillés par ses hommes. Il faut savoir qu'à ce moment les Juifs qui avaient réussi à échapper au ratissage des ghettos ont pour la plupart déjà été pris en chasse et fusillés. Pour cette période de six mois, longtemps après le grand abattage dans le district de Lublin, le total atteignait 1 695, soit une moyenne de 283 par mois. Deux mois présentaient une moisson particulièrement riche : août, avec un autre ratissage de forêt important, et octobre, lorsque l'on prit en chasse les Juifs en fuite depuis la tentative d'évasion du camp d'extermination de Sobibor(40).

Des indications plus précises concernant le rendement de la « chasse aux Juifs » pendant sa période la plus intense sont fournies par les rapports de la section de gendarmerie de Varsovie. Cette unité d'à peine 80 hommes, chargée de patrouiller dans les villes et la campagne des environs, était commandée par le lieutenant Liebscher, un homme connu pour sa participation énergique et enthousiaste à la Solution finale. Du 26 mars au 21 septembre, ses rapports quotidiens totalisent 1 094 Juifs tués par son unité, avec une moyenne par policier de près de 14 Juifs. Comme on pouvait s'y attendre, les mois de pointe sont avril et mai, lorsque les Juifs tentaient désespérément de fuir le ghetto de Varsovie, à ce moment en phase de liquidation finale ; or les malheureux devaient obligatoirement passer par le territoire de Liebscher. Les rapports de celui-ci contiennent des descriptions détaillées d'une multitude d'incidents quotidiens, pour conclure

sur un en-tête – « Effectué selon les instructions en vigueur » – suivi simplement de la date, du lieu et du nombre des Juifs, mâles et femelles. À la fin, l'en-tête fut jugé superflu, et seuls furent mentionnés la date, le lieu et le nombre des hommes et des femmes juifs, sans autre explication(41).

Avec peut-être davantage de pertinence, la situation du 101e bataillon est à mettre en parallèle avec celle d'une compagnie du 133e bataillon de réserve de la police, stationnée à Rawa Ruska, dans le district voisin de Galicie, à l'est de Lublin. Selon six rapports hebdomadaires rédigés du 1er novembre au 12 décembre 1942, cette compagnie a exécuté 481 Juifs qui soit s'étaient cachés pour échapper à la déportation, soit avaient sauté des trains en marche vers Belzec. Pour cette brève période de six semaines donc, la compagnie a tué en moyenne près de trois Juifs par policier, et cela dans une région déjà déblayée par les déportations. C'était bien l'objectif de la « chasse aux Juifs » que de maintenir cette zone *judenfrei*(42).

Quoique la « chasse aux Juifs » n'ait bénéficié que de peu d'attention, elle a constitué une phase importante et statistiquement significative de la Solution finale. Un pourcentage non négligeable des victimes juives du Gouvernement général ont perdu la vie de cette manière. Et, au-delà des statistiques, la « chasse aux Juifs » est une clé de choix pour pénétrer la mentalité des tueurs. Bon nombre d'Allemands en Pologne occupée ont pu assister ou participer à plus d'une rafle dans tel ou tel ghetto – dans une vie d'homme de brefs moments, aisément refoulés. Mais la « chasse aux Juifs » n'avait rien d'un événement épisodique. C'était une campagne tenace, sans rémission ni répit, dans laquelle les « chasseurs » traquaient et tuaient leur « proie » en une confrontation directe et personnelle. Loin d'être une phase passagère, c'était une condition existentielle de volonté et de constante disponibilité à tuer jusqu'au dernier Juif survivant.

15
Derniers massacres : la « fête de la moisson »

Le 28 octobre 1942, le *HSSPF* du Gouvernement général, Wilhelm Krüger, décréta que huit ghettos juifs pouvaient rester dans le district de Lublin(1). Quatre d'entre eux se trouvaient à l'intérieur de la zone de sécurité du 101e bataillon de réserve de la police : Lukow, Miedzyrzec, Parczew et Konskowola. En fait, seuls les deux premiers ont survécu en tant que ghettos juifs aux déportations de l'automne, avec, ailleurs dans le district, Piaski, Izbica et Wlodawa. Pris entre la faim ou le froid d'un côté, la trahison et les balles de l'autre, bon nombre des Juifs qui s'étaient enfuis dans les forêts pendant les déportations d'octobre et de novembre ont préféré regagner les ghettos, rétablis depuis, de Lukow et Miedzyrzec. L'hiver rendait la vie en forêt pénible et précaire, le moindre déplacement laissait des traces dans la neige, et, au moins une fois, des excréments gelés ont révélé une cache juive aménagée dans une meule de foin(2). Ainsi, lorsqu'il apparut que les déportations avaient cessé, beaucoup de Juifs ont estimé que leurs chances de survie étaient meilleures enfermés dans un des ghettos autorisés plutôt que traqués comme des bêtes dans les bois.

Les déportations à partir de l'arrondissement de Radzyn étaient en effet suspendues ; mais pour autant la vie dans les ghettos de Lukow et Miedzyrzec n'allait pas sans danger. À Lukow, l'administrateur SS du ghetto, Josef Bürger, a fait fusiller en décembre de 500 à 600 Juifs, afin de réduire la population du ghetto(3). À Miedzyrzec, le 30 décembre 1942, 500 ouvriers juifs de la fabrique de brosses, qui avaient été épargnés par la déportation de l'automne, ont été envoyés au camp de travail de Trawniki(4). La nuit suivante, veille du Nouvel An, vers 23 heures, des hommes de la police de sécurité de la localité voisine de Biala Podlaska sont arrivés ivres dans le ghetto de Miedzyrzec et se sont mis à fusiller les Juifs « pour le sport », jusqu'à ce que leurs collègues de Radzyn vinssent les en chasser(5).

Après quatre mois de calme relatif, ce fut la fin. Dans la nuit du 1er mai, les hommes de la 2e compagnie cernent le ghetto de Miedzyrzec, d'où ils ont déporté tant de Juifs à l'automne précédent. Rejoints par une unité de Trawniki, ils bouclent le ghetto dans la matinée et assemblent les Juifs sur la place du marché. Les policiers estimeront à un chiffre qui varie de 700

à 1 000 le nombre des déportés au cours de cette action. L'un d'entre eux admettra toutefois que le chiffre de 3 000 avait été avancé à l'époque(6). Un témoin juif parlera de 4 000 à 5 000 déportés(7). Les Juifs sont une fois de plus fouillés au corps et pillés dans la baraque de déshabillage de Gnade, puis entassés dans des wagons. Le train est tellement bondé que les portes ferment à peine. Quelques-uns sont envoyés au camp de travail de Majdanek, dans la banlieue de Lublin, mais la plupart prennent le chemin des chambres à gaz de Treblinka. Ainsi s'achève ce qu'on appelle la cinquième action de Miedzyrzec(8). La « sixième action » a lieu le 26 mai, lorsque 1 000 autres Juifs sont envoyés à Majdanek(9). Seuls restent alors 200 Juifs. Quelques-uns s'enfuient, mais au moins 170 sont fusillés par la police de sécurité le 17 juillet 1943, au cours de la « septième » et dernière action, après quoi Miedzyrzec est proclamé *judenfrei*. Le 2 mai, au moment même où la 2e compagnie de Gnade reprend les déportations de Miedzyrzec, des unités SS de Lublin, secondées par des supplétifs ukrainiens de Trawniki, liquident le ghetto de Lukow, en déportant vers Treblinka 3 000 à 4 000 Juifs de plus(10).

Beaucoup de ceux qui étaient arrivés en Pologne avec le 101e bataillon de réserve de la police, en juin 1942, ont été depuis affectés à de nouvelles missions. Durant l'hiver 1942-1943, les hommes les plus âgés – les classes d'âge d'avant 1898 – furent rappelés en Allemagne(11). Au même moment, des hommes enlevés aux trois sections du bataillon furent réunis en une unité spéciale sous les ordres du lieutenant Brand, et envoyés à Zamosc, dans le secteur méridional du district. Ils devaient participer à l'expulsion des Polonais des villages de la région, selon un plan élaboré par Himmler et Globocnik visant à créer une zone de colonisation purement allemande au cœur de la Pologne(12). Au début de 1943, un groupe de jeunes sous-officiers du bataillon fut versé dans les *Waffen-SS* et envoyé à un entraînement spécial(13). Peu de temps après, le lieutenant Gnade fut muté à Lublin pour mettre sur pied une compagnie spéciale de garde. Il prit le sergent Steinmetz comme adjoint(14). Gnade devait revenir pour un bref moment à Miedzyrzec pour diriger les déportations de mai. Enfin, le lieutenant Scheer fut également affecté à Lublin, où il prit le commandement de l'une des deux « sections de chasse » (*Jagdzüge*) spécialement créées pour traquer les bandes de partisans. Il y eut quelques renforts, notamment un groupe de Berlinois venus regarnir les rangs clairsemés de la 2e compagnie(15). Mais pour l'essentiel le 101e bataillon de réserve de la police devait rester incomplet.

À cause du taux élevé de relèves et mutations, seule une partie des policiers qui avaient été à Jozefow faisaient encore partie du bataillon en novembre 1943, lorsque sa contribution à la Solution finale atteignit son point culminant dans la grande « fête des moissons » (*Erntefest*), la plus importante opération allemande de meurtre en masse lancée contre les Juifs de toute la guerre. Avec un bilan de 42 000 victimes dans le district de Lublin, l'*Erntefest* surclasse même le célèbre ravin de Babi Yar, près de Kiev, où ont été massacrés plus de 33 000 Juifs. Seuls les Roumains ont fait mieux, en tuant plus de 50 000 Juifs à Odessa, en octobre 1941.

L'*Erntefest* fut le moment fort de la croisade de Himmler pour la destruction du judaïsme polonais. La campagne d'extermination prenant de l'ampleur, capitaines d'industrie et chefs militaires, inquiets de voir disparaître une main-d'œuvre juive essentielle à l'effort de guerre, harcelaient le *Reichsführer* de réclamations. Pur prétexte, selon celui-ci, qui accepta tout de même d'épargner quelques ouvriers juifs, à condition qu'ils soient logés dans des camps et des ghettos placés sous contrôle SS exclusif. Himmler put ainsi esquiver d'embarrassants arguments pragmatiques concernant les besoins de l'économie de guerre, tout en s'assurant un contrôle sans faille du sort de tous les Juifs sans exception. Car en définitive le sanctuaire des camps et ghettos de travail n'était que temporaire. Selon ses propres termes, « là-bas aussi les Juifs disparaîtront un jour, selon le souhait du Führer(16) ».

Pendant l'hiver 1942-1943, on a laissé vivre dans le district de Lublin les ghettos de travail de Miedzyrzec, Lukow, Piaski, Izbica et Wlodawa. Les trois derniers ont été éliminés au printemps, en mars et avril 1943 ; Miedzyrzec et Lukow, nous l'avons vu, ont connu le même sort en mai(17). Par la suite, les seuls Juifs que les Allemands aient consenti à laisser vivre dans le district de Lublin ont été les 45 000 ouvriers des camps de travail sous la férule d'Odilo Globocnik. Ce chiffre comprenait les rares survivants des ghettos du district, ainsi que des ouvriers provenant des anciens ghettos, anéantis depuis, de Varsovie et Bialystok.

À l'automne 1943, Himmler devait affronter deux évidences. D'une part, s'il voulait remplir sa mission, il lui fallait tuer aussi les Juifs qui trimaient dans les camps de travail ; de l'autre, là où les Juifs avaient perdu tout espoir de survie, ils commençaient à se révolter. Une résistance juive s'était manifestée au cours des six derniers mois à Varsovie (avril), Treblinka (juillet), Bialystok (août) et Sobibor (octobre). Jusqu'au printemps 1943, les Juifs de Pologne s'étaient accrochés à un raisonnement qui, pour compréhensible qu'il fût, n'en était pas moins complètement erroné : même les nazis ne pouvaient être aussi irrationnels, d'un

point de vue purement utilitaire, que de tuer des travailleurs dont la contribution à l'économie de guerre allemande était jugée essentielle. Ils avaient donc suivi la stratégie désespérée du « salut par le travail », seul espoir qui leur restait d'assurer la survie ne serait-ce que d'un petit résidu de leur communauté. La résignation juive était conditionnée par cet espoir, et par la stratégie adoptée en fonction de cet espoir. Mais les Juifs avaient peu à peu perdu leurs illusions. Les Allemands se sont heurtés à une résistance armée lorsqu'ils ont entrepris la liquidation finale des ghettos de Varsovie et Bialystok, des révoltes ont éclaté dans les camps d'extermination de Treblinka et Sobibor lorsque les « Juifs de labeur » ont compris que ces camps seraient bientôt fermés. Himmler ne pouvait pas espérer anéantir les camps de travail de Lublin progressivement, un par un, sans provoquer de nouveaux mouvements de résistance nés du désespoir. Les prisonniers de ces camps devaient donc être mis à mort en une seule opération d'envergure, qui les prendrait par surprise. Telle fut la genèse de l'*Erntefest*(18).

Un meurtre en masse de cette importance nécessitait une préparation minutieuse. Le récent successeur de Globocnik à la tête de la SS et de la police du district de Lublin, le *SSPF* Jakob Sporrenberg, alla à Cracovie consulter son supérieur hiérarchique, Wilhelm Krüger. Il en revint avec un dossier spécial, et commença à donner ses instructions(19). À la fin octobre, des prisonniers juifs entreprirent de creuser des tranchées à l'extérieur des camps de Majdanek, Trawniki et Poniatowa. Malgré leurs dimensions inhabituelles – trois mètres de profondeur, un mètre et demi à trois mètres de largeur –, leur disposition en zigzag laissait croire qu'elles étaient destinées à la protection antiaérienne(20). Débuta alors la mobilisation d'unités de SS et de police sur l'ensemble du territoire du Gouvernement général. Le soir du 2 novembre, Sporrenberg réunit, outre son propre état-major, les commandants des diverses forces – les *Waffen-SS* des districts de Cracovie et Varsovie, le 22^{e} régiment de police de Cracovie, le 25^{e} régiment de police de Lublin (dont le 101^{e} bataillon de réserve) et la police de sécurité de Lublin –, ainsi que les commandants des camps de Majdanek, Trawniki et Poniatowa. La salle de réunion était pleine de monde. Sporrenberg communiqua aux officiers présents les ordres contenus dans le dossier spécial qu'il avait apporté avec lui de Cracovie(21). L'opération d'extermination fut déclenchée le lendemain matin.

Des hommes du 101^{e} bataillon de réserve de la police devaient participer à pratiquement toutes les phases de l'*Erntefest* dans la région de Lublin. Arrivés dans la capitale du district le 2 novembre

(Trapp a donc dû participer à la réunion de Sporrenberg), ils y passent la nuit et prennent leurs positions aux premières heures de la matinée du 3 novembre. Un groupe du bataillon prête main-forte à l'unité chargée d'emmener les Juifs des divers petits camps de travail autour de Lublin au camp de concentration de Majdanek, situé sur la route principale qui mène au sud-est, à quelques kilomètres du centre-ville(22). Le gros du bataillon prend position à deux mètres de chaque côté de la rue en angle qui part de la route principale et passe devant la maison du commandant, pour aboutir à l'entrée du camp intérieur. Une colonne interminable de Juifs des différents lieux de travail de Lublin défile devant eux(23). Des gardiennes à bicyclette escortent 5 à 6 000 femmes du « camp de l'ancien aéroport », où elles ont été employées au triage des vêtements ramassés dans les camps d'extermination. Un autre lot de 8 000 Juifs mâles arrive dans le courant de la journée. Comme 3 500 à 4 000 Juifs se trouvent déjà dans le camp, le nombre de victimes se montera à environ 16 500 à 18 000(24). Pendant que les Juifs marchent vers le camp entre deux haies de policiers, des haut-parleurs montés sur deux camions beuglent une musique assourdissante. En vain ; la musique ne parvient pas à couvrir le bruit de la fusillade(25).

Les Juifs sont conduits à la dernière rangée de baraques, où ils se déshabillent. Bras levés, mains jointes sur la nuque, complètement nus, ils sont ensuite menés par groupes à travers un trou pratiqué dans la clôture vers les tranchées fraîchement creusées derrière le camp. Ce chemin est également gardé par des hommes du 101e bataillon de réserve de la police(26).

Posté à dix mètres seulement des fosses communes, Heinrich Bocholt*, de la 1re compagnie, assiste au massacre :

> De ma position, je pouvais voir comment les Juifs étaient amenés, nus, des baraques, par des membres de notre bataillon… Les tireurs des pelotons d'exécution, qui étaient assis au bord des fosses juste en face de moi, faisaient partie de la SD… Derrière chaque tireur se tenaient plusieurs autres hommes de la SD, qui remplissaient constamment les chargeurs des mitraillettes et les remettaient au tireur. Un certain nombre de tireurs étaient affectés à chaque fosse. Aujourd'hui je ne peux plus fournir de détails concernant le nombre des fosses. Il est possible qu'il y en eût beaucoup, où l'on tirait simultanément. Je me souviens très bien qu'on amenait les Juifs dénudés directement dans les fosses et on les forçait à se coucher juste sur la pile de ceux qui avaient été fusillés avant eux. Le tireur arrosait alors de balles les victimes couchées… Combien de temps a duré cette action,

> je ne pourrais pas le dire avec certitude. Probablement toute la journée, car je me souviens que j'ai été relevé une fois de mon poste. Je ne peux donner aucune précision sur le nombre des victimes, mais il y en avait énormément(27).

Un autre homme observait de plus loin la tuerie : le *SSPF* Sporrenberg, qui tournait au-dessus du camp dans un Fieseler Storch. Des Polonais y assistaient des toits(28).

Le même jour, et de la même manière, d'autres unités allemandes ont massacré les prisonniers juifs du camp de travail de Trawniki, quarante kilomètres à l'est de Lublin (les estimations varient entre 6 000 et 10 000 victimes), ainsi que d'autres camps plus petits. À la fin de cette journée, les 14 000 Juifs de Poniatowa étaient encore en vie, de même que les 3 000 Juifs des camps de Budzyn et Krasnik. Ces deux derniers allaient être épargnés : Budzyn produisait pour l'avionneur Heinkel, Krasnik pour les besoins personnels du *SSPF* de Lublin. Mais si le grand camp de travail de Poniatowa, situé à cinquante kilomètres à l'ouest de Lublin, n'a pas été liquidé ce 3 novembre, c'est simplement parce que les Allemands manquaient de main-d'œuvre. Le camp a été cependant bouclé, et les lignes téléphoniques coupées, afin d'éviter que les événements de Majdanek et Trawniki servissent d'avertissement pour ce qui allait s'y passer le lendemain. Ici aussi, la surprise devait être totale.

Dans la mémoire de nombreux policiers du 101e bataillon, les deux massacres de Majdanek et de Poniatowa se confondront en un seul – une unique opération de deux ou trois jours, exécutée dans l'un ou l'autre camp. Quelques témoins cependant – au moins un de chaque compagnie – se rappelleront les deux tueries comme des opérations distinctes conduites dans les deux camps(29). Il semble donc évident que les hommes du 101e bataillon de réserve de la police ont bien fait à l'aube du 4 novembre le voyage de Poniatowa.

Cette fois, le bataillon ne se disperse pas. Les hommes sont postés soit entre les baraques de déshabillage et les fosses en zigzag du site de l'exécution, soit sur le site même(30). Ce sont eux qui forment la double haie par laquelle les 14 000 « Juifs de labeur » de Poniatowa, complètement nus et mains derrière la nuque, marchent vers leur mort pendant que les haut-parleurs hurlent leur musique en une vaine tentative de couvrir le vacarme des coups de feu. Le témoin le plus proche est Martin Detmold :

> Moi-même et mon groupe étions de garde juste en face de la fosse commune. C'était une série de grosses tranchées disposées en zigzag, larges d'environ trois mètres et profondes de trois à quatre mètres. De mon poste je pouvais

> voir comment les Juifs… étaient forcés à se déshabiller dans les dernières baraques et remettre tout ce qu'ils avaient sur eux, puis étaient menés à travers notre haie vers les tranchées. Les hommes de la SD poussaient les Juifs vers les lieux de l'exécution, où d'autres policiers de la SD, armés de mitraillettes, leur tiraient dessus du bord de la tranchée. Comme j'étais chef d'escouade, je pouvais me déplacer plus librement que les autres. Une fois je suis allé sur le site de l'exécution et j'ai vu comment les Juifs nouvellement arrivés devaient s'étendre sur les corps de ceux qui avaient déjà été fusillés. Ils étaient alors criblés à leur tour de balles de mitraillette. Les hommes de la SD prenaient soin de tirer sur les Juifs de telle manière que les tas de cadavres épousent la forme de la tranchée, permettant ainsi aux nouveaux de se coucher sur des piles de corps hautes de trois mètres… C'était là le spectacle le plus horrible auquel j'aie assisté de ma vie ; des Juifs seulement blessés étaient plus ou moins enterrés vivants sous le poids des cadavres des derniers fusillés, sans que ces blessés aient reçu ce qu'on appelle le coup de grâce. Je me souviens que de la pile de cadavres montait la voix des blessés qui maudissaient les SS [sic](31).

Parmi les autres policiers, depuis longtemps habitués au meurtre en masse des Juifs, peu sont impressionnés autant que Detmold par les massacres de l'*Erntefest*. Ce qu'ils trouvent nouveau et impressionnant, toutefois, est l'énorme quantité de cadavres dont il faut s'occuper – un problème jusque-là confiné dans le secret relatif des camps de la mort. Wilhelm Gebhardt*, un policier de la compagnie de garde spéciale de Gnade restée à Lublin après la tuerie : « À Lublin même, la puanteur a été terrible des jours durant. C'était là l'odeur caractéristique des corps brûlés. N'importe qui pouvait comprendre qu'on brûlait un grand nombre de Juifs au camp de Majdanek(32). »

Si les habitants de Lublin supportent de loin l'odeur des cadavres incinérés, beaucoup d'hommes de la 3e compagnie ont une expérience autrement immédiate du charnier de Poniatowa. Cette localité est située à trente-cinq kilomètres seulement au sud de Pulawy, et ils ont souvent l'occasion de s'y rendre. Certains sont même affectés à la garde des « Juifs de labeur » à qui a échu la tâche horrible de déterrer et de brûler les cadavres des fusillés. Les policiers sont ainsi en mesure d'observer toutes les étapes de l'opération : comment les corps sont enlevés des tranchées, tirés par des chevaux sur le site de la crémation, disposés par les ouvriers juifs sur un gril en barres de fer, incinérés enfin. Une « puanteur bestiale » domine la région(33). Un camion rempli de

policiers s'arrête au camp pendant que les corps brûlent : « Quelques camarades ont eu mal au cœur à cause de l'odeur et de la vue des cadavres en décomposition, et ils ont vomi partout dans les camions(34). » Lorsque le nouveau commandant de la 3e compagnie, le capitaine Haslach*, entend ses hommes raconter ce qu'ils ont vu, il trouve tout cela « incroyable ». « Viens, dit-il au sergent-major Karlsen, allons-y et voyons par nous-mêmes. » Arrivés sur les lieux, le travail est déjà fait ; mais un officier SS leur montre obligeamment les fosses communes et le « gril de crémation » en barres de fer, d'environ quatre mètres sur huit(35).

Au terme de cette « fête de la moisson », le district de Lublin est à toutes fins utiles *judenfrei*. Le travail sanglant du 101e bataillon de réserve de la police au service de la Solution finale a pris fin. En estimant à 6 500 les Juifs tués au cours des premières actions, comme celles de Jozefow et Lomazy, à 1 000 le tableau de la « chasse aux Juifs », et à 30 500, au bas mot, le bilan des fusillades de Majdanek et Poniatowa, on constate que ce bataillon a contribué à la mise à mort directe, par balle, d'au moins 38 000 Juifs. En outre, ils ont entassé dans les trains en partance pour le camp d'extermination de Treblinka 45 000 Juifs, dont au moins 3 000 Juifs de Miedzyrzec au début de mai 1943. Pour une unité de moins de 500 hommes, le bilan final est, en évaluant au plus bas, de 83 000 suppliciés.

16
Après

La contribution du 101e bataillon de réserve de la police à la Solution finale une fois terminée, et la guerre tournant mal pour l'Allemagne, les hommes du bataillon se trouvent de plus en plus engagés contre des bandes de partisans armés et des troupes ennemies. Au printemps 1943, le bataillon a subi une perte inhabituelle lorsque le lieutenant Hagen a été accidentellement tué par ses propres policiers. Dans le courant de la dernière année de la guerre, le nombre des officiers tués ou blessés croît considérablement : les lieutenants Gnade, Hoppner et Peters sont tués à l'ennemi, le lieutenant Drucker, blessé, retourne en Allemagne(1). Le commandant Trapp revient également au pays, au début de 1944(2). Quelques hommes sont capturés par les Russes, mais la plupart retournent en Allemagne après l'effondrement du Troisième Reich.

Beaucoup reprennent leurs occupations d'avant-guerre. Pour les deux *Hauptsturmführer* SS, Hoffmann et Wohlauf, de même que pour douze des trente-deux sous-officiers de l'échantillon, cela signifie la poursuite de leur carrière dans la police. Douze autres policiers du rang, sur un échantillon de 174, font bon usage de leur service dans la police de réserve pour faire carrière dans la police fédérale. Comme on pouvait s'y attendre, les interrogatoires contiennent peu d'informations sur la facilité avec laquelle ces vingt-six hommes ont pu continuer de servir dans la police. Certes, deux seulement parmi les réservistes ont été membres du Parti, mais neuf des sous-officiers en ont fait partie, et trois ont appartenu aussi à la SS. Hoffmann et Wohlauf, bien entendu, ont été membres des deux formations. Hoffmann mentionnera une brève période d'internement par les Britanniques à cause de son appartenance aux SS. Mais, soumis à un interrogatoire par les autorités polonaises, il est relâché et il rejoint immédiatement la police de Hambourg(3).

Ironiquement, ce n'est pas le noyau dur des officiers SS qui paie pour les agissements du bataillon en Pologne, mais le commandant Trapp et le lieutenant Buchmann. Un policier qui a fait partie du peloton d'exécution à Talcyn est dénoncé par sa femme. Soumis à un interrogatoire, il désigne son chef de bataillon, Trapp, son chef de compagnie, Buchmann, et Kammer, son sergent-major. Ils sont tous extradés en Pologne en octobre 1947, et jugés le 6 juillet

suivant, dans la ville de Siedlce. Le procès, expédié en une journée, s'occupe exclusivement des soixante-dix-huit Polonais tués en représailles à Talcyn. Les victimes juives, infiniment plus nombreuses, n'intéressent pas les juges. Le policier et Trapp sont condamnés à mort et exécutés en décembre 1948. Buchmann est condamné à huit ans d'emprisonnement, Kammer à trois(4).

Le 101e bataillon de réserve de la police n'intéresse plus la justice jusque dans les années 1960. En 1958 est créé un organisme chargé de lancer et de coordonner les poursuites judiciaires contre les criminels nazis : la *Zentrale Stelle der Landesjustizverwaltungen* (Agence centrale des administrations d'État de la justice), dont le siège central se trouve dans la ville de Ludwigsburg, près de Stuttgart. Le personnel de l'Agence est organisé en équipes, chacune affectée à l'investigation d'un « ensemble de crimes ». Ce n'est qu'après avoir mené une enquête préliminaire sur un « ensemble de crimes » particulier, et découvert la trace des suspects de haut rang, que les enquêteurs de l'Agence transmettent le dossier à l'Office du procureur de l'État (*Staatsanwaltschaft*) dont relèvent les suspects. C'est au cours de leur enquête sur divers « ensembles de crimes » perpétrés dans le district de Lublin que les enquêteurs de Ludwigsburg rencontrent pour la première fois plusieurs témoins du 101e bataillon de réserve de la police. En 1962, le dossier est remis aux autorités policières et judiciaires de Hambourg, où vivent la plupart des survivants du bataillon.

Entre la fin de 1962 et le début de 1967, 210 anciens membres du bataillon sont soumis à un ou plusieurs interrogatoires. Quatorze sont inculpés : les capitaines Hoffmann et Wohlauf ; le lieutenant Drucker ; les sergents Steinmetz, Bentheim, Bekemeier et Grund ; les caporaux Grafmann* et Mehler* ; et cinq policiers de réserve. Le procès s'ouvre en octobre 1967, le verdict est rendu en avril suivant. Hoffmann, Wohlauf et Drucker sont condamnés à huit ans d'emprisonnement, Bentheim à six, Bekemeier à cinq. Grafmann et les cinq autres réservistes sont déclarés coupables, mais leur peine, laissée à la discrétion des juges, n'est pas prononcée ; le procès obéit en effet au code criminel de 1940, afin d'éviter la critique de rétroactivité qu'avait encourue le procès de Nuremberg. Grund, Steinmetz et Mehler ne sont pas inclus dans le verdict, leurs cas ayant été mis à part pendant le procès à cause de leur santé défaillante. Une longue série d'appels ne prend fin qu'en 1972. Les condamnations de Bentheim et Bekemeier sont confirmées, mais non suivies de peines. La peine de Hoffmann est réduite à quatre ans, celle de Drucker à trois et demi. Étant donné son incapacité, lors du premier procès, à obtenir des

condamnations, sauf pour trois prévenus, le ministère public abandonne les poursuites en instance contre les autres membres du bataillon.

Pour maigre que puisse paraître à première vue ce résultat, il ne faut pas oublier que cette enquête est l'une des rares à avoir effectivement abouti au procès d'anciens membres de l'*Ordnungspolizei*. La plupart n'ont jamais débouché ne fût-ce que sur des inculpations. Et, dans les quelques affaires qui se sont terminées par des procès, il n'y eut que très peu de condamnations. Par comparaison, l'enquête et le procès de cette unité ont été pour les autorités judiciaires allemandes un formidable succès.

Les comptes rendus des interrogatoires des 210 hommes du 101e bataillon de réserve de la police se trouvent toujours à Hambourg, dans les archives de l'Office du procureur d'État. Ils constituent la source première de cette étude. Il faut espérer qu'ils serviront l'histoire mieux qu'ils n'ont servi la justice.

17
Allemands, Polonais et Juifs

Les témoignages des hommes du 101e bataillon de réserve de la police avant et pendant leur procès doivent, bien entendu, être maniés avec une extrême prudence. Toute déposition étant une pièce à conviction contre soi-même ou des camarades, des préoccupations de tactique judiciaire ont lourdement pesé sur chaque témoin. Tout aussi important est l'effet de distance : au-delà de toute considération tactique, un quart de siècle obscurcit la mémoire et distord les faits. Enfin, des mécanismes de défense psychologique, notamment des phénomènes de refoulement et de projection, ont largement façonné les récits des témoins. Jamais le côté problématique de ces témoignages n'apparaît avec autant de netteté que lorsqu'ils abordent le triangle tragique Allemands-Polonais-Juifs. Pour dire les choses simplement : si les couples Allemands/Polonais et Allemands/Juifs sont décrits par les témoins d'une manière fortement apologétique, le couple Juifs/Polonais est présenté sous un jour extraordinairement accablant. Commençons par la description que font les anciens policiers des deux premiers ; nous verrons mieux ainsi l'asymétrie et la déformation qui entachent le témoignage qu'ils portent sur le troisième.

En ce qui concerne les relations entre Allemands et Polonais, ce qui frappe d'abord est la rareté des commentaires. Les hommes parlent en termes généraux de partisans, de bandits et de voleurs, mais ils n'attribuent pas à ces phénomènes un caractère spécifiquement antiallemand. Au contraire, ils dépeignent le banditisme comme une maladie endémique qui sévissait en Pologne dès avant l'occupation allemande. L'évocation des « bandits » répond donc à un double objectif : laisser entendre qu'après tout les Allemands protégeaient les Polonais contre un phénomène indigène de violence illégale ; ou bien, en prétendant que telle était la préoccupation majeure du bataillon, occulter la fréquence et la brutalité de ses activités anti-juives.

Plusieurs témoins soulignent que des efforts particuliers ont été consentis pour maintenir des relations cordiales avec la population locale. Le capitaine Hoffmann se vante même de bonnes relations qui se seraient nouées entre sa compagnie et les gens de Pulawy. Lui-même serait allé jusqu'à porter plainte contre le lieutenant Messmann et son unité motorisée de gendarmes maraudeurs, dont

la tactique de « tir à vue » rendait furieux les Polonais(1). Le lieutenant Buchmann observe qu'avant la fusillade de Talcyn le commandant Trapp a opéré la sélection des victimes en consultant le maire polonais de la ville. N'a-t-on pas pris soin de tuer uniquement des étrangers et des miséreux, jamais des citoyens ayant pignon sur rue(2) ?

Seuls deux témoins ne se reconnaissent pas dans ce tableau d'une occupation plutôt bénigne : Bruno Probst rappelle qu'à Poznan et Lodz, dans les années 1940 et 1941, les policiers du bataillon se sont livrés à des opérations brutales d'expulsion et se sont amusés à cruellement harceler la population locale. Et il se montre encore plus critique de la manière dont les Allemands ont traité les Polonais en 1942 :

> … il suffisait d'une dénonciation ou du commentaire d'un voisin malveillant pour faire fusiller des Polonais avec toute leur famille, sur le seul soupçon de posséder des armes ou de cacher des Juifs ou des bandits. Pour autant que je sache, jamais on n'a remis aux autorités policières compétentes les Polonais arrêtés pour ces raisons. Selon mes propres observations, comme d'après les récits de mes camarades, je me souviens que, lorsque ce genre de soupçons était en cause, nous fusillions toujours les Polonais sur-le-champ(3).

Un autre témoin met fortement en doute la vision « rose » des relations germano-polonaises : l'épouse du lieutenant Brand, qui, on s'en souvient, a rendu une brève visite à son mari à Radzyn. À l'époque, explique-t-elle, il était tout à fait courant pour des civils allemands – pour ne rien dire des policiers en uniforme – de se conduire à l'égard des Polonais en représentants de la « race des seigneurs ». Ainsi, lorsque des Allemands marchaient sur le trottoir, les Polonais devaient s'écarter ; lorsqu'ils entraient dans une boutique, les clients polonais étaient censés en sortir. Un jour, à Radzyn, des Polonaises hostiles lui ont barré la route ; elle et son compagnon ne s'en sortirent qu'en menaçant d'appeler la police. On rapporta l'incident au commandant Trapp, qui, fou de rage, déclara qu'il faudrait fusiller ces femmes sur la place du marché. Selon Frau Brand, cet incident est tout à fait caractéristique de l'attitude des Allemands envers les Polonais(4).

On connaît seulement deux cas de rapports sexuels entre policiers allemands et femmes polonaises. Hoffmann prétend avoir protégé un de ses hommes en taisant la maladie vénérienne contractée par celui-ci auprès d'une Polonaise(5). Un autre policier eut moins de chance : il passa une année dans un camp disciplinaire pour avoir enfreint l'interdit qui frappait les rapports sexuels avec la population locale(6). Bien entendu, l'existence

même d'un tel interdit en dit long sur la nature exacte, soigneusement occultée par la plupart des témoins, des relations entre Allemands et Polonais.

Les policiers allemands auraient-ils pu faire aux Polonais ce qu'ils ont fait aux Juifs ? Quoique sur une bien plus petite échelle, le même processus d'endurcissement et de mépris croissant pour la vie polonaise semble s'être mis en place. En septembre 1942, à Talcyn, le bataillon se montrait encore soucieux de l'effet que pourraient avoir sur les gens des représailles trop massives : après avoir tué soixante-dix-huit Polonais « superflus », Trapp a complété son quota avec des victimes juives. Selon Bruno Probst, une attitude très différente prévalait dès janvier 1943. Voici un récit révélateur : les hommes de Hoppner (2e section, 3e compagnie) s'apprêtent à aller au cinéma à Opole, lorsqu'ils apprennent qu'un policier allemand a été abattu par des Polonais. Hoppner emmène ses hommes au village de Niezdow pour une opération de représailles. Il n'y trouve pas grand monde, tous les habitants, sauf une poignée de vieillards, s'étant enfuis à temps. Il s'avère par ailleurs que le policier allemand n'a été que blessé. N'empêche, Hoppner fait fusiller les douze à quinze vieillards, des femmes pour la plupart, et brûler le village. Les hommes retournent ensuite à Opole, et vont au cinéma(7).

Les témoignages souffrent des mêmes lacunes lorsqu'il s'agit de l'attitude des Allemands envers les Juifs. Pour une part, la raison en est purement juridique. Selon la loi allemande, un des critères qui définissent le meurtre est l'existence d'un « mobile fondamental », comme, par exemple, la haine raciale. Pour un membre du bataillon, avouer son propre antisémitisme revient à compromettre ses chances de tirer son épingle du jeu, évoquer l'antisémitisme des autres c'est charger ses camarades.

Mais cette répugnance à parler de l'antisémitisme relève également d'une attitude générale de refus, qui englobe l'ensemble du phénomène national-socialiste ainsi que les convictions politiques des policiers sous les nazis. Admettre que leur comportement avait une dimension explicitement politique et idéologique, que l'éthique nazie – si parfaitement contraire à la culture politique et aux normes communément admises dans les années 1960 – n'avait à l'époque rien de déraisonnable à leurs yeux, c'est admettre qu'ils ne sont que des girouettes politiques, tournant docilement avec le vent à chaque changement de régime. C'est là une vérité que peu d'entre eux veulent ou peuvent affronter.

Le capitaine Hoffmann, « louveteau » nazi à seize ans, membre des Jeunesses hitlériennes à dix-huit, adhérent au Parti et aux SS à

dix-neuf, en rejette comme tout le monde la dimension politique et idéologique : « Mon adhésion aux SS en mai 1933 s'explique par le fait qu'à ce moment les SS étaient considérés comme une formation purement défensive. Il n'y avait de ma part aucune motivation idéologique(8). » Plus honnête, quoique toujours évasif, le lieutenant Drucker est le seul accusé qui tente sérieusement d'affronter la question de son attitude passée :

> J'ai reçu une formation idéologique national-socialiste uniquement dans le cadre de mon entraînement chez les SA, et, jusqu'à un certain point, j'ai subi l'influence de la propagande de l'époque. Comme j'étais chef de section dans la SA navale, et qu'il était souhaitable à ce moment que les chefs de section fussent aussi membres du Parti, j'adhérai au Parti peu avant le début de la guerre. Sous l'influence de l'air du temps, mon attitude envers les Juifs était marquée d'une certaine aversion. Mais je ne puis dire que je détestais spécialement les Juifs ; en tout cas, c'est mon impression aujourd'hui que telle était mon attitude à l'époque(9).

Parfois, rarement, des policiers témoignent de la brutalité et de l'antisémitisme des autres ; il s'agit généralement de commentaires d'hommes du rang concernant tel ou tel officier ou gradé. Ainsi des témoins admettent, plutôt à contrecœur d'ailleurs, que Gnade, un ivrogne brutal et sadique, était un nazi et un antisémite « de conviction ». Deux sergents font également l'objet de jugements sévères dans plusieurs dépositions : Rudolf Grund, le remplaçant de Buchmann lors des actions juives, a été surnommé le « nain fielleux », car il compensait sa petite taille en criant après ses hommes. Il passait pour « particulièrement dur et véhément », un « vrai battant » et un « nazi à cent pour cent », qui faisait preuve d'un « grand zèle pour le service(10) ». Heinrich Bekemeier est décrit comme un « homme très désagréable », qui portait fièrement ses insignes nazis en toute occasion. Mal aimé de ses hommes, Bekemeier était particulièrement redouté par les Polonais et les Juifs, envers lesquels il se montrait « brutal et cruel ». Un de ses hommes raconte comment Bekemeier a forcé un groupe de Juifs, près de Lomazy, à ramper en chantant dans une flaque boueuse. Lorsqu'un vieillard exténué s'est écroulé et a levé les bras vers Bekemeier en l'implorant de lui faire grâce, le sergent lui a tiré une balle dans la bouche. La conclusion des témoins : Heinrich Bekemeier était un « chien(11) ». Mais des dénonciations de ce genre, même de supérieurs impopulaires – à plus forte raison de camarades –, sont extrêmement rares dans la bouche des policiers.

Tout un éventail d'attitudes apparaît pourtant au cours des interrogatoires, à la faveur de déclarations moins directes, et

partant moins circonspectes. Ainsi, lorsqu'on demande aux témoins comment ils pouvaient distinguer entre Juifs et Polonais à la campagne, certains mentionnent les vêtements, la coiffure et l'apparence générale. Plusieurs, toutefois, se servent d'un vocabulaire qui trahit les vieux stéréotypes nazis : par rapport aux Polonais, les Juifs étaient « sales », « mal peignés » et « moins propres[12] ». D'autres, enfin, relèvent manifestement d'une sensibilité différente qui reconnaît dans les Juifs des êtres humains brutalisés : ils étaient, disent-ils, habillés de haillons et à moitié morts de faim[13].

On retrouve la même dichotomie dans les descriptions du comportement des Juifs sur les lieux de supplice. Certains soulignent la passivité juive, parfois de manière apologétique : les Juifs, après tout, collaboraient à leur propre mort. Il n'y eut pas de résistance, pas ou peu de tentatives d'évasion. Les Juifs acceptaient leur sort, ils se couchaient par terre pour recevoir la mort sans même attendre qu'on le leur dît[14]. D'autres mettent l'accent sur la dignité des victimes : le sang-froid des Juifs était « étonnant », « incroyable[15] ».

Quelques cas de rapports sexuels avec des Juives sont rapportés, très différents des histoires d'amour interdit, voire des brefs moments d'assouvissement brutal, entre policiers allemands et femmes polonaises. Entre hommes allemands et femmes juives, c'est toujours une affaire de domination, de viol et de voyeurisme. Le seul policier que l'on a vu violer une femme juive est le même qui sera plus tard dénoncé par sa femme aux autorités alliées d'occupation, extradé vers la Pologne et jugé avec Trapp, Buchmann et Kammer. Le gradé qui a assisté à la scène n'a pas dénoncé le violeur[16]. Le lieutenant Peters, lui, avait l'habitude de s'enivrer de vodka le soir, puis de patrouiller la nuit dans les rues du ghetto. « Botté et munis d'éperons », il entrait chez les Juifs, arrachait les couvertures des femmes, regardait, puis s'en allait. Le matin il était de nouveau sobre[17].

Généralement, les Juifs sont confondus dans les récits allemands en une masse anonyme. Deux exceptions à cela. D'abord, les Juifs allemands rencontrés au hasard des actions : les policiers sont presque toujours capables de se rappeler avec précision la ville dont ces Juifs étaient originaires – l'ancien combattant décoré de la première guerre mondiale, de Brème, la mère et la fille de Kassel, la propriétaire de cinéma de Hambourg, le président du conseil juif de Munich. Brusquement les Juifs sortaient de la masse étrangère et hostile dont ils étaient censés faire partie. L'expérience a dû être chaque fois inattendue et fort pénible pour s'être gravée dans leur mémoire d'une manière aussi vivace.

Une autre catégorie de victimes accédait, aux yeux des Allemands, à une identité propre : les Juifs qui travaillaient pour eux, notamment aux cuisines. Un policier se souvient avoir procuré des rations supplémentaires aux Juifs de corvée qu'il surveillait à Lukow, car « les Juifs ne recevaient pratiquement rien à manger, bien qu'ils aient été obligés de travailler pour nous ». Le même homme prétend avoir laissé s'échapper la femme du chef de la police juive lors de l'évacuation du ghetto(18). À Miedzyrzec, une femme qui travaille aux cuisines implore un policier de sauver sa mère et sa sœur pendant une évacuation ; le policier lui permet de les amener aux cuisines(19). À Kock, un policier envoie aux cuisines une femme juive en pleurs qu'il a rencontrée pendant les fusillades de la fin septembre(20).

Mais en fin de compte les pauvres relations qui se sont nouées entre les policiers et leurs gens de cuisine juifs ont sauvé bien peu de vies. À Lukow, lors d'une déportation, un policier s'en va chercher au point de rassemblement ses deux employées de cuisine qui ne se sont pas présentées au travail. Il les trouve toutes les deux, mais le SS responsable en relâche une seule. Peu de temps après, on l'emmène aussi(21).

Plus nettement encore, les policiers se souviennent des cas où non seulement ils n'ont pas pu sauver leurs travailleurs juifs, mais encore ils étaient censés les tuer eux-mêmes. À Pulawy, le capitaine Hoffmann convoque le caporal Nehring* dans sa chambre, lui offre du bon vin, puis lui demande d'aller fusiller les travailleurs juifs dans la propriété où il a précédemment monté la garde. Nehring, qui « connaissait personnellement » beaucoup de travailleurs juifs de ce domaine, proteste en vain. Lui et son unité doivent partager le travail avec un officier de gendarmerie et quatre ou cinq hommes également stationnés à Pulawy. Nehring dit à l'officier qu'il connaît bien ces Juifs et que par conséquent il se saurait participer à la fusillade. Plus obligeant que Hoffmann, le gendarme fait fusiller ces quinze à vingt Juifs par ses hommes, et Nehring peut s'éclipser(22).

À Kock, deux femmes qui travaillent aux cuisines, Bluma et Ruth, demandent de l'aide pour s'enfuir. Un policier leur dit que cela « n'avait pas de sens », mais d'autres leur prêtent main-forte(23). Deux semaines plus tard, des policiers trouvent Bluma et Ruth cachées dans un abri avec une douzaine d'autres Juifs. Les ayant reconnues, et sachant fort bien ce qui va se passer, un des hommes veut s'en aller. Au lieu de quoi on lui donne l'ordre de tirer lui-même sur les malheureux. Il refuse et s'en va tout de même, mais tous les Juifs du bunker, les deux femmes des cuisines comprises, n'en sont pas moins abattus(24).

À Komarowka, une Juive et un Juif qui répondent aux noms de Jutta et Harry travaillent aux cuisines de la 2e section (2e compagnie) du lieutenant Drucker. Un beau jour, Drucker explique à ses hommes que Jutta et Harry ne peuvent plus rester, et que la seule chose qui reste à faire est de les fusiller. Quelques policiers prennent alors Jutta dans les bois et engagent une conversation avec elle avant de la tuer d'une balle par-derrière. Peu après, Harry reçoit une balle de pistolet dans la nuque pendant qu'il cueille des baies(25). Manifestement les policiers se sont donné du mal pour tuer par surprise des gens qui préparaient leur nourriture depuis des mois, et qu'ils connaissaient par leurs noms. Étant donné les relations qui étaient de règle entre Allemands et Juifs en 1942, une mort rapide, libérée de l'angoisse de l'anticipation, passait pour un modèle de compassion humaine !

Si les témoignages des policiers n'offrent que de maigres informations sur l'attitude des Allemands à l'égard des Polonais et des Juifs, ils contiennent en revanche des commentaires fréquents, et fortement accusateurs, sur l'attitude des Polonais à l'égard des Juifs. Pour évaluer correctement ces témoignages, il faut garder à l'esprit au moins deux facteurs. D'abord celui-ci : par la force des choses, les policiers allemands maintenaient des contacts étroits avec les Polonais qui collaboraient à la Solution finale et les aidaient à traquer les Juifs. Que ces gens aient tenté d'obtenir les bonnes grâces de l'occupant en se montrant antisémites zélés, rien de plus naturel. Ceux qui aidaient les Juifs, il est à peine besoin de le préciser, faisaient de leur mieux pour que les Allemands ignorassent jusqu'à leur existence. Il y avait donc, chez les Polonais que les policiers allemands connaissaient le mieux, un préjugé inhérent, qui conditionnait largement leur façon de sentir et d'agir.

Cette partialité inhérente était encore aggravée à mon avis par un second facteur. Il est raisonnable de supposer que les commentaires allemands sur l'antisémitisme polonais ne sont point exempts d'un phénomène de projection. Peu soucieux de charger leurs camarades, ne voulant pas trop en dire sur eux-mêmes, ces hommes ont dû se sentir considérablement soulagés de pouvoir partager l'opprobre avec les Polonais. Rien ne les empêchait d'évoquer franchement les méfaits polonais, alors que la prudence s'imposait dès lors qu'on abordait ceux des Allemands. En effet, sur la balance de la culpabilité, plus la part des Polonais était lourde, moins il en restait sur le plateau allemand. Les témoignages qui suivent sont à peser à la lumière de ces réserves.

La litanie des accusations allemandes contre les Polonais commence, comme la série de meurtres en masse elle-même, par

le récit de Jozefow. Selon un policier, le maire polonais a offert aux Allemands des bouteilles de schnaps sur la place du marché(26). À en croire d'autres, des Polonais ont aidé à chasser les Juifs de leurs maisons et ont révélé des caches aménagées dans les jardins ou derrière des cloisons amovibles. Même après que les Allemands ont mis fin au ratissage, des Polonais ont continué d'amener des Juifs sur la place du marché tout au long de l'après-midi. Aussitôt les Juifs emmenés, ils ont pillé les maisons ; aussitôt les Juifs fusillés, ils ont pillé les cadavres(27).

L'accusation classique est fournie par le capitaine Hoffmann, un homme qui prétend par ailleurs n'avoir gardé aucun souvenir du massacre perpétré par sa compagnie à Konskowola. Il se rappelle en revanche, avec un grand luxe de détails, ce qui suit. Le cordon de protection extérieur levé et sa 3e compagnie parvenue dans le centre de Jozefow, deux étudiants polonais l'invitent à prendre un verre de vodka chez eux. Les jeunes Polonais échangent avec Hoffmann des vers grecs et latins, mais ne font pas mystère de leurs opinions politiques : « Ils étaient tous deux des nationalistes polonais, qui s'élevaient avec colère contre la manière dont ils étaient traités. Ils pensaient que la seule vertu d'Hitler était qu'il les libérait des Juifs(28). » Pratiquement aucun récit de la saison de « chasse aux Juifs » n'omet de rappeler que les caches et les abris étaient pour la plupart livrés par des Polonais, « agents », « informateurs », « coureurs des bois » ou paysans en colère. Mais le choix des mots révèle davantage qu'une simple information concernant le comportement des Polonais. Le vocable « trahison » revient sans cesse, avec son indiscutable connotation de condamnation morale sans appel(29). Gustav Michaelson le dit avec le plus de force : « Je trouvais troublant à l'époque que la population polonaise ait trahi ces Juifs qui s'étaient cachés. Les Juifs s'étaient très bien camouflés dans la forêt, dans des abris souterrains ou en d'autres caches, et nous ne les aurions jamais trouvés s'ils n'avaient pas été trahis par la population civile polonaise(30). » Michaelson appartient à cette poignée de « faiblards » qui n'ont jamais tué, et il peut se permettre de critiquer les autres sans que ses accusations soient entachées d'emblée d'une totale hypocrisie morale. On ne pourrait en dire autant de la plupart de ses camarades, qui accusent les Polonais de « trahison » sans jamais rappeler que c'était bien la police allemande qui recrutait ces gens et les récompensait de leurs bons et loyaux services.

C'est encore une fois Bruno Probst qui, avec son impitoyable franchise, place toute l'affaire dans une perspective plus équilibrée. Souvent, il est vrai, les « chasses aux Juifs » ont été

provoquées par des renseignements spontanément donnés par des informateurs polonais. Mais, ajoute-t-il, « je me souviens aussi qu'à l'époque nous avions aussi commencé, plus systématiquement que par le passé, de fusiller des Polonais qui abritaient des Juifs. Presque toujours, nous brûlions leurs fermes en même temps(31). » D'autres policiers, on s'en souvient, ont raconté l'histoire de cette femme polonaise de Kock, donnée par son père et fusillée pour avoir caché des Juifs dans la cave de sa maison. Mais Probst est le seul parmi 210 témoins à admettre que les Allemands mettaient systématiquement à mort les Polonais coupables de cacher des Juifs.

Probst relate aussi cette autre histoire. Une patrouille commandée par le lieutenant Hoppner découvre un bunker avec dix Juifs. Un jeune homme fait un pas en avant : c'est un Polonais, venu se cacher là pour ne pas se séparer de sa femme. Hoppner lui laisse le choix de partir ou de mourir avec son épouse juive. Le Polonais reste, et meurt fusillé. Selon Probst, l'offre de Hoppner n'était de toute manière pas sérieuse : si le Polonais avait décidé de partir, il eût « certainement » été abattu pour « tentative d'évasion(32) ».

Les policiers allemands fournissent maints exemples de la complicité polonaise. À Konskowola, une femme habillée en paysanne s'approche d'un policier du cordon de protection. Des Polonais expliquent au policier que c'est une Juive déguisée, mais celui-ci la laisse tout de même passer(33). Plusieurs policiers relatent des cas où des Polonais ont arrêté et détenu des Juifs en attendant que les Allemands vinssent les fusiller(34). Plus d'une fois les Allemands ont constaté en arrivant sur les lieux que les Juifs avaient été battus(35). Un seul témoin, cependant, rapporte deux cas où des policiers polonais ont accompagné les patrouilles allemandes et pris part aux fusillades(36). À l'opposé, ce récit de Toni Bentheim : la police polonaise de Komarowka ayant annoncé la capture de quatre Juifs, Drucker ordonne à Bentheim de les fusiller. Décidé à abattre les victimes lui-même, le sergent les emmène au cimetière. Mais sa mitraillette s'enraye. Il demande au policier polonais qui l'accompagne « s'il souhaitait s'en charger. À [s]a surprise, il a refusé. » Bentheim sort alors son pistolet(37).

Ce que les Allemands disent de la collaboration des Polonais n'est pas faux ; le comportement qu'ils leur attribuent est trop souvent confirmé par d'autres sources. L'histoire du génocide des Juifs, après tout, est une tragédie peuplée d'une foule de bourreaux et de victimes, et d'une poignée de héros. Mais, si les faits sont correctement rapportés, leur perspective est complètement faussée. Les policiers taisent l'aide que les Polonais

ont apportée aux Juifs, taisent aussi le châtiment qu'elle leur valait. Rien, ou presque, n'est dit du rôle des Allemands dans l'incitation à ces actes de « trahison » que les policiers condamnent si hypocritement. Rien n'est dit non plus du fait que, contrairement aux autres nationalités de cette Europe orientale massivement antisémite, ce n'est pas parmi les Polonais que l'on a recruté de fortes unités d'auxiliaires assassins, les fameux *Hiwis*. D'une certaine manière donc, ce que les policiers allemands disent des Polonais en révèle autant sur ceux-là que sur ceux-ci.

18
Des hommes ordinaires

Pourquoi les hommes du 101e bataillon de réserve de la police, à l'exception de peut-être 10 % d'entre eux – et certainement pas plus de 20 % – sont-ils devenus des tueurs ? Un certain nombre d'explications ont été avancées par le passé pour rendre compte de ce type de comportement : brutalité inhérente à la guerre, racisme, segmentation et caractère routinier des tâches, sélection des tueurs, carriérisme, obéissance aux ordres, déférence à l'égard de l'autorité, endoctrinement idéologique, conformisme enfin. Ces facteurs s'appliquent ici à divers degrés, mais aucun sans réserves.

La guerre a toujours été génératrice d'atrocités. Comme le notait John Dower dans un ouvrage remarquable, *War Without Mercy : Race and Power in the Pacific War*, les « haines de guerre » provoquent des « crimes de guerre(1) ». Dans le fait même d'envoyer des hommes armés tuer d'autres hommes armés, il y a un déchaînement de violence qui risque de mettre en lambeaux le tissu fragile des conventions et des règles censées humaniser les champs de bataille ; ce tissu est encore plus facilement détruit lorsque s'y ajoutent de tenaces préjugés raciaux. D'où la différence entre les conflits plus conventionnels – comme, par exemple, entre l'Allemagne et les Alliés occidentaux – et les « guerres raciales » de naguère. De la « guerre de destruction » menée par les nazis en Europe orientale et leur « guerre contre les Juifs » au conflit vietnamien en passant par la « guerre sans merci » dans le Pacifique, des soldats ont torturé, massacré civils et prisonniers sans défense, commis d'innombrables atrocités. On trouve chez Dower des unités américaines entières dans le Pacifique qui se vantaient de « ne jamais faire de prisonniers » et qui faisaient collection de morceaux de corps prélevés sur des soldats japonais en guise de souvenirs du champ de bataille – une lecture propre à faire réfléchir ceux qui s'imaginent que les crimes de guerre ont été une spécialité nazie.

La guerre, et tout particulièrement la guerre raciale, engendre la « brutalisation » des hommes, laquelle engendre l'atroce. Cette généalogie de l'horreur, peut-on avancer, est la même de Bromberg(2) à My Lai, en passant par la Nouvelle-Guinée et Manille. Mais si la guerre, et tout particulièrement la guerre raciale, a bel et bien constitué (comme je le soutiendrai moi-même) le contexte fondamental dans lequel a opéré le

101e bataillon de réserve de la police, en quelle mesure la notion de « brutalisation » en temps de guerre rend-elle compte du comportement spécifique des policiers pendant et après Jozefow ? Surtout, quelles distinctions faut-il établir entre les différentes sortes de crimes de guerre et les mentalités des hommes qui les commettent ?

Bien des atrocités de guerre parmi les plus célèbres – Oradour et Malmédy, le déchaînement des Japonais à Manille, le massacre de prisonniers et la mutilation de cadavres auxquels se sont livrés les Américains dans plus d'une île du Pacifique – ont été dues à une sorte de « délire de champ de bataille ». Des soldats accoutumés à la violence, saturés du sang de leurs semblables, exaspérés par leurs propres pertes et par la ténacité d'un ennemi insaisissable et apparemment inhumain, parfois explosent, et parfois décident froidement de se venger à la première occasion. Bien que des atrocités de ce genre aient trop souvent été tolérées, pardonnées, voire tacitement (quelquefois même explicitement) encouragées par certains éléments de la hiérarchie militaire, elles n'ont jamais relevé d'une politique officielle(3). Malgré la propagande haineuse des nations et la rhétorique exterminatrice de bon nombre de responsables civils et militaires, elles sont restées des entorses à la discipline, des courts-circuits dans la chaîne de commandement. Elles n'ont jamais constitué une « procédure opérationnelle standard ».

D'autres types d'atrocités, ne relevant pas du « délire de champ de bataille » mais bien d'une politique gouvernementale officielle, ont bel et bien constitué une « procédure opérationnelle standard ». Le bombardement des villes allemandes et japonaises, l'asservissement et l'exploitation assassine de la main-d'œuvre étrangère dans les camps et les usines allemands ou le long de la voie ferrée Siam-Birmanie, l'exécution de 100 civils pour tout soldat allemand tué par les partisans en Yougoslavie ou ailleurs en Europe orientale, ce n'étaient point là explosions de rage spontanée ou vengeances cruelles d'individus rendus fous, mais des opérations méthodiquement exécutées en fonction d'une politique arrêtée au niveau gouvernemental.

Le contexte de guerre est le même dans les deux cas ; mais ceux qui commettent des atrocités « de politique délibérée » se trouvent dans un état d'esprit différent. Eux n'agissent pas par délire, amertume ou exaspération, mais par froid calcul. En mettant en œuvre la politique nazie d'extermination systématique du judaïsme européen, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police appartiennent manifestement à cette seconde catégorie. À l'exception d'une poignée parmi les plus âgés, anciens combattants

de la première guerre mondiale, et quelques sous-officiers qui ont connu le front russe avant d'être mutés en Pologne, les hommes du bataillon n'ont jamais vu un champ de bataille ni rencontré le moindre ennemi armé. La plupart d'entre eux n'ont jamais tiré un coup de feu par colère, n'ont jamais essuyé de coups de feu, n'ont jamais vu de camarades tomber à leurs côtés. Ce n'est donc pas l'expérience éprouvante du combat, génératrice habituelle de brutalité et d'insensibilité à la souffrance d'autrui, qui rend compte du comportement des policiers à Jozefow. Pourtant, une fois la tuerie commencée, ils se sont montrés de plus en plus brutaux. Comme à la vraie guerre, l'horreur de la première rencontre finit par se muer en routine, et la mise à mort d'êtres humains est devenue de plus en plus facile. En ce sens, la « brutalisation » des hommes ne fut pas la cause, mais l'effet de leur comportement.

Le contexte de guerre doit cependant être pris en considération, quoique en un sens plus général que de simple et immédiate causalité. Affrontement meurtrier entre « les nôtres » et « l'ennemi », la guerre crée un monde polarisé, dans lequel « l'ennemi » est aisément objectivé et abstrait de la communauté d'obligations humaines. La guerre constitue l'environnement le plus favorable à l'adoption par les gouvernements d'une « politique d'atrocités », ainsi qu'à sa mise en œuvre sans obstacles majeurs. Comme le remarque John Dower, « la déshumanisation de l'autre contribue grandement à la distanciation psychologique qui facilite la tuerie(4) ». Plutôt que le délire ou la « brutalisation », c'est bien la distanciation qui est une des clés du comportement du 101e bataillon de réserve de la police. Et, dans ce phénomène de recul, la guerre et les préjugés raciaux se sont mutuellement renforcés.

De nombreux historiens du génocide hitlérien, notamment Raul Hilberg, ont souligné les aspects bureaucratiques et administratifs de la Solution finale(5). Selon cette approche, la bureaucratie moderne favorise la distanciation fonctionnelle et physique, de la même manière que la guerre et les stéréotypes raciaux créent la distanciation psychologique entre bourreau et victime. Beaucoup d'acteurs du génocide étaient en effet des « tueurs de bureau », dont le rôle dans l'extermination fut grandement facilité par la nature paperassière de leur participation. Leur travail se réduisait souvent à quelques petits chaînons de la chaîne de l'extermination, et ils s'en exécutaient de manière routinière, sans jamais apercevoir leurs victimes. Ainsi segmentée, rendue routinière et dépersonnalisée, la tâche du bureaucrate ou du spécialiste – qu'il s'agît de confisquer des biens, d'établir des horaires de train, de rédiger des projets de lois, d'envoyer des télégrammes ou de

dresser des listes de noms – pouvait être remplie sans que ledit bureaucrate eût à affronter la réalité du meurtre en masse. Bien entendu, les hommes du 101e bataillon de réserve de la police n'ont pas eu ce bonheur. Eux ont eu à patauger dans le sang de victimes tuées à bout portant. Personne n'a été confronté plus directement que les hommes de la forêt de Jozefow à la réalité de l'extermination. La segmentation, la routine et la dépersonnalisation, toutes ces caractéristiques du meurtre bureaucratisé, ne sauraient expliquer le comportement des hommes de Jozefow.

Pourtant l'effet psychologique apaisant d'une division du travail d'extermination n'était pas complètement négligeable. Certes des membres du bataillon ont encore tué seuls à Serokomla, Talcyn et Kock, puis au cours d'innombrables « chasses aux Juifs » ; mais les opérations les plus importantes ont été entreprises en collaboration avec d'autres unités. Il y eut partage des tâches : aux policiers le cordon de protection, et, souvent, le transfert des Juifs au point de rassemblement, puis aux trains de la mort ; aux « spécialistes », amenés à cet effet, les grandes fusillades. À Lomazy, les *Hiwis* auraient fait le travail tout seuls s'ils n'avaient pas été trop soûls pour achever ce qu'ils avaient si bien commencé. À Majdanek et Poniatowa, pendant l'*Erntefest*, c'est la police de sécurité de Lublin qui a fourni les tireurs. Quant aux déportations vers Treblinka, elles présentaient encore un avantage psychologique : non seulement la tuerie était-elle perpétrée par d'autres, mais encore elle se faisait hors de la vue des hommes qui vidaient les ghettos et poussaient les Juifs dans les trains de la mort. Après la pure horreur de Jozefow, le détachement des policiers, leur sentiment, lorsqu'ils évacuaient les ghettos et mettaient en place les cordons de protection, de ne pas vraiment participer au meurtre ou d'en être responsables, constituent un parfait témoignage de la vertu d'insensibilisation de la division du travail.

En quelle mesure les hommes du 101e bataillon de réserve de la police ont-ils été le produit d'une sélection particulière, en vue de cette mission très spéciale que fut la mise en œuvre de la Solution finale ? Selon une recherche récente de l'historien allemand Hans-Heinrich Wilhelm, le département du personnel du Bureau central de la sécurité du Reich de Reinhard Heydrich a investi beaucoup de temps et d'efforts dans la sélection des officiers affectés aux *Einsatzgruppen*(6). Soucieux de mettre l'homme qu'il faut à la place qui lui convient, Himmler choisissait aussi très attentivement les « hauts chefs de la SS et de la police » (*HSSPF*), ainsi que d'autres responsables de premier plan. De là son insistance à maintenir le

répugnant Globocnik dans son poste à Lublin, bien que l'on sût l'homme corrompu et que des objections à sa nomination se fussent fait entendre au sein même du Parti nazi(7). Dans son livre *Au fond des ténèbres* (réédité en 1993), une étude classique sur le commandant de Treblinka, Franz Stangl, Gitta Sereny conclut qu'il a sans doute fallu procéder à une sélection rigoureuse parmi les quelque 400 hommes du programme allemand d'euthanasie, pour choisir les 96 qui seraient affectés aux camps de la mort en Pologne(8). Une politique similaire de sélection – le choix minutieux d'une main-d'œuvre particulièrement apte au meurtre en masse – a-t-elle présidé à la composition du 101e bataillon de réserve de la police ?

En ce qui concerne les simples policiers, la réponse est un non mitigé. En fait, par tous les paramètres couramment utilisés – l'âge, l'origine géographique, le milieu social –, c'est le contraire qui est vrai. Manifestement les hommes du 101e bataillon de réserve de la police n'étaient pas faits du bois dans lequel on taille de futurs meurtriers en masse. Hambourgeois d'âge moyen, pour la plupart de milieu ouvrier, les simples policiers n'ont certainement pas été recrutés par sélection spéciale, ni même, si l'on songe à la tâche qui les attendait, par quelque sélection que ce fût, sinon négative.

Pourtant une certaine forme de sélection, plus précoce et générale, a dû intervenir. Le pourcentage important (25 %) de membres du Parti parmi les hommes du rang, anormal pour des gens d'origine ouvrière, laisse entendre que le recrutement initial des réservistes, bien avant que l'on envisageât d'en faire des tueurs au service de la Solution finale, n'a pas été entièrement laissé au hasard. Si Himmler a pensé au début utiliser les réservistes comme une force potentielle de sécurité intérieure – un nombre considérable de policiers en service actif étant stationnés à l'étranger –, il est logique qu'il n'ait pas voulu s'encombrer d'hommes politiquement douteux. Une solution possible : mettre sur pied des unités de réserve au sein desquelles les membres du Parti d'âge mûr seraient proportionnellement plus nombreux que dans la population en général. Mais une telle politique reste du domaine de la conjecture ; nous ne disposons en effet d'aucun document prouvant que des membres du Parti aient été délibérément affectés aux unités de réserve de l'*Ordnungspolizei*.

Plus malaisée encore à évaluer est la sélection des officiers. Selon les standards SS, le commandant Trapp était un patriote allemand, mais traditionnel et excessivement sentimental – des qualités que les nazis considéraient avec mépris comme « faibles » et « réactionnaires ». Il est certainement révélateur que, malgré les

efforts de Himmler et de Heydrich de fondre ensemble les SS et la police – et bien que Trapp fût un ancien combattant décoré de la première guerre mondiale, un policier de carrière et un *Alter Kämpfer* qui a rejoint le Parti dès 1932 –, il n'a jamais été admis parmi les SS. Manifestement, ce n'est pas parce qu'on le savait apte à se muer en assassin à la chaîne que Trapp a été nommé à la tête du 101e bataillon de réserve de la police, et envoyé précisément dans le district de Lublin.

Les autres officiers du bataillon ne témoignent guère non plus d'une politique de sélection rigoureuse. Malgré d'impeccables états de service dans le Parti, Hoffmann et Wohlauf ont connu tous deux des carrières modestement rapides par rapport à ce qui était de règle dans les SS. La carrière de Wohlauf dans l'*Ordnungspolizei* a été jalonnée d'évaluations médiocres, voire négatives. Ironiquement, c'est le lieutenant de réserve Gnade, un homme relativement âgé (quarante-huit ans), et non les deux jeunes capitaines SS, qui se trouva être le tueur le plus brutal et le plus sadique, un homme qui prenait du plaisir à son travail. Enfin, l'affectation du lieutenant de réserve Buchmann pouvait difficilement germer dans l'esprit d'un homme soucieux de sélectionner de futurs tueurs.

Bref, le 101e bataillon de réserve de la police n'a pas été envoyé à Lublin assassiner des Juifs parce qu'il était composé d'hommes spécialement sélectionnés pour cette mission, ou jugés particulièrement aptes à la mener à bien. Au contraire, il alignait le « rebut » des effectifs disponibles à ce stade de la guerre. On s'en est servi pour tuer des Juifs uniquement parce que c'était ce genre d'unité dont on disposait pour ce type de travail à l'arrière du front. Très probablement, Globocnik supposait comme allant de soi que tout bataillon qui se présenterait, quelle qu'en fût la composition, serait parfaitement capable de s'en acquitter. Si tel était le cas, il a sans doute été déçu dans l'immédiat après-Jozefow ; mais en fin de compte les événements devaient lui donner raison.

De nombreuses études consacrées aux tueurs nazis ont suggéré un autre type de sélection, à savoir une auto-sélection, dans le Parti et les SS, de gens anormalement enclins à la violence. Peu après la guerre, Theodor Adorno et d'autres ont élaboré la notion de « personnalité autoritaire ». Les influences extérieures, de situation et d'environnement, ayant déjà été étudiées, ces chercheurs ont choisi de privilégier les facteurs psychologiques, jusque-là négligés. Ils sont partis de l'hypothèse que des tendances enfouies dans la personnalité de certains individus en font des « fascistes potentiels », particulièrement sensibles à la propagande

antidémocratique(9). Leur enquête les a conduits à dresser une liste de ces traits de caractère décisifs (disposés selon une gradation appelée l'« échelle F ») de la « personnalité autoritaire » : adhésion rigide aux valeurs conventionnelles ; soumission à l'autorité ; agressivité envers des groupes extérieurs ; opposition à l'introspection, à la réflexion et à la créativité ; tendance à la superstition et à la définition de stéréotypes ; obsession du pouvoir et de la « dureté » ; penchant destructeur et cynisme ; mécanisme de projection (« la disposition à croire que des choses sauvages et dangereuses se passent dans le monde » et « la projection vers l'extérieur d'impulsions émotives inconscientes ») ; et un intérêt excessif dans la sexualité. Ainsi l'individu antidémocratique « nourrit de fortes impulsions agressives sous-jacentes », et les mouvements fascistes lui permettent de projeter cette agressivité à travers une violence légitimée par la lutte contre des groupes extérieurs idéologiquement définis(10). Zygmunt Bauman a résumé cette approche comme suit : « Le nazisme a été cruel parce que les nazis étaient cruels ; et les nazis étaient cruels parce que des gens cruels tendaient à devenir nazis(11). » Bauman critique sévèrement la méthodologie d'Adorno et de ses collègues pour avoir négligé les influences sociales, et en rejette la conclusion implicite selon laquelle les gens ordinaires ne commettent pas d'atrocités fascistes.

D'autres partisans de l'explication psychologique ont modifié l'approche d'Adorno en tenant compte davantage des facteurs de situation, sociaux, culturels et institutionnels. Selon John Steiner, qui a étudié un groupe d'engagés volontaires dans les SS, « un processus d'auto-sélection pour la brutalité semble bien exister(12) ». Steiner a proposé la notion de « dormeur » : certaines tendances caractéristiques aux individus enclins à la violence resteraient latentes jusqu'au moment où des conditions propices leur permettraient de s'épanouir. Dans l'Allemagne chaotique d'après la première guerre mondiale, des gens classés haut sur l'« échelle F » étaient massivement attirés par le national-socialisme, « sous-culture de la violence », et notamment par les SS, qui offraient stimulants et soutien pour la pleine réalisation de leur potentiel de violence. Après la seconde guerre mondiale, ce type d'hommes adoptent derechef un comportement respectueux de la loi. La conclusion de Steiner : c'est la situation qui, en éveillant le « dormeur », « tendait à devenir l'élément déterminant du comportement SS ».

Ervin Staub admet que « certains deviennent des meurtriers à cause de leur personnalité, [qu']ils sont auto-sélectionnés ». Mais sa conclusion est différente : le « dormeur » de Steiner est une tendance très commune ; que les circonstances s'y prêtent, et la

plupart des gens sont capables d'une extrême violence, destructrice de vies humaines(13). Staub souligne que « des processus psychologiques ordinaires, des motivations humaines normales et certaines tendances fondamentales, quoique non inévitables, des modes de penser et de sentir », sont les « sources premières » de l'aptitude de l'homme à l'extermination de ses semblables : « Le mal engendré par la façon de penser ordinaire et par des gens ordinaires est la norme, non l'exception(14). »

Si Staub enlève au « dormeur » de Steiner son caractère d'exception, Zygmunt Bauman va jusqu'à le traiter d'inutile « béquille métaphysique ». Pour lui, « la cruauté est d'origine sociale beaucoup plus que caractérologique(15) ». Bauman rejette l'idée qui veut que des « personnalités fautives » soient la cause de la cruauté humaine. À l'en croire, la plupart des gens « se glissent » dans la peau que la société taille pour eux. Le véritable « dormeur » est plutôt l'individu d'exception, capable de résister à l'autorité et de revendiquer son autonomie morale, mais qui est rarement conscient de sa force cachée jusqu'au moment où il lui faut la mettre à l'épreuve.

Ceux qui mettent l'accent sur l'importance, relative ou absolue, des facteurs de situation par rapport aux tendances psychologiques des individus se réfèrent invariablement à l'expérience pénitentiaire conduite à Stanford par Philip Zimbardo(16). Zimbardo a commencé par écarter tous ceux qui se sont situés au-delà d'un seuil de normalité défini par une série de tests psychologiques, dont un censé évaluer « l'adhésion rigide aux valeurs conventionnelles et l'attitude soumise, dépourvue de sens critique, à l'égard de l'autorité » (l'« échelle F » de la « personnalité autoritaire »). Après quoi il a divisé au hasard le groupe témoin ainsi constitué, homogène et « normal », en gardiens et prisonniers, qu'il a placés dans des conditions carcérales simulées. Les gardiens, opérant par équipes de trois, devaient imaginer des moyens de contrôle pour tenir une population carcérale beaucoup plus nombreuse. Bien que la violence physique ait été bannie d'emblée, en l'espace de six jours la structure inhérente à la vie de prison avait déjà engendré brutalité, humiliation et déshumanisation. « Ce qui nous semblait singulièrement dramatique et affligeant était de constater avec quelle facilité des comportements sadiques apparaissaient chez des individus qui ne relevaient pas du "type sadique". La seule situation carcérale, concluait Zimbardo, était une condition *suffisante* pour produire un comportement aberrant, antisocial. »

L'aspect le plus pertinent peut-être pour notre étude du 101e bataillon de réserve de la police est la gamme de

comportements dégagée par Zimbardo parmi son échantillon de onze geôliers. Le tiers des gardiens environ se sont avérés « cruels et durs ». Ils ont sans cesse inventé des formes nouvelles de harcèlement et ont pris du plaisir à leur pouvoir tout neuf d'agir avec cruauté et arbitraire. Un groupe moyen de gardiens s'est montré « dur mais loyal ». Ceux-là « respectaient les règles du jeu », et ne faisaient pas tout ce qu'ils pouvaient pour maltraiter les prisonniers. Deux seulement (soit moins de 20 %) se sont comportés en « bons gardiens », qui ne punissaient pas les prisonniers et leur concédaient même de petites faveurs(17).

La gamme de comportements de Zimbardo présente une sinistre ressemblance avec les groupes qui ont émergé au sein du 101e bataillon de réserve de la police : un noyau de tueurs de plus en plus enthousiastes, qui se portaient volontaires pour les pelotons d'exécution et les « chasses aux Juifs » ; un groupe plus nombreux de policiers qui ont tiré et déporté lorsqu'on le leur a demandé, mais qui n'ont pas cherché les occasions de tuer (et parfois s'en sont même abstenus, au mépris des ordres permanents, si personne n'était sur place pour les surveiller) ; et une poignée (moins de 20 %) d'hommes qui ont refusé ou se sont systématiquement dérobés.

Outre cette analogie frappante entre les gardiens de Zimbardo et les policiers du 101e bataillon de réserve, un autre facteur doit être pris en considération dans l'évaluation d'un éventuel processus d'« auto-sélection » par prédisposition psychologique. Le bataillon était composé de lieutenants de réserve et de policiers du rang mobilisés après le commencement de la guerre. Seuls les sous-officiers avaient rejoint l'*Ordnungspolizei* dès avant la guerre, car ils espéraient soit poursuivre une carrière dans la police (en l'occurrence la police métropolitaine de Hambourg, non la police politique ou *Gestapo*), soit éviter la conscription dans l'armée. Il est par conséquent difficile de mettre au jour un quelconque mécanisme d'auto-sélection grâce auquel les bataillons de réserve de l'*Ordnungspolizei* auraient pu attirer un nombre inhabituellement élevé de violents-nés. En effet, comme l'Allemagne nazie offrait un nombre effréné de carrières qui légitimaient et récompensaient un comportement violent, une conscription faite au hasard parmi une population déjà purgée de ses éléments les plus violents devait probablement produire un nombre de « personnalités autoritaires » encore plus bas que la moyenne. Bref, s'agissant du comportement du 101e bataillon de réserve de la police, l'auto-sélection par penchant individuel s'avère être une pauvre explication.

Si la sélection spéciale n'a joué qu'un rôle mineur et l'auto-

sélection apparemment aucun, que dire des soucis de carrière ? Ceux qui admettent avoir été parmi les tireurs ne justifient pas leur comportement par des considérations de carrière. À l'inverse, la question du carriérisme est évoquée avec insistance par plusieurs de ceux qui n'ont pas tué. En expliquant leur comportement exceptionnel, le lieutenant Buchmann et Gustav Michaelson notent que, contrairement à leurs camarades, des carrières confortables les attendaient dans la vie civile, grâce à quoi ils n'avaient pas à se préoccuper d'éventuelles retombées négatives sur leur carrière future dans la police(18). Buchmann, qui ne veut manifestement pas que le ministère public se serve de lui contre les autres accusés, met peut-être l'accent sur ce facteur comme étant moins moralement condamnable. Mais le témoignage de Michaelson n'est pas influencé par de telles considérations.

Et il y a le comportement de ceux qui, de toute évidence, ne se sentaient pas libérés des soucis de carrière. Le capitaine Hoffmann est l'exemple classique du carriériste conséquent. Tenaillé par des crampes d'estomac – des crampes d'origine psychosomatique, puisque provoquées, au moins en partie, par les activités sanglantes du bataillon –, il tente du mieux qu'il peut de dissimuler sa maladie plutôt que de s'en servir pour échapper à sa condition. Il risque le mépris de ses hommes, qui le soupçonnent ouvertement de lâcheté, dans une vaine tentative de rester à la tête de sa compagnie. Et lorsqu'il est enfin relevé de son commandement, il proteste amèrement contre ce coup porté à sa carrière. Étant donné le nombre d'hommes du bataillon restés dans la police après la guerre, Hoffmann n'est sans doute pas le seul chez qui les ambitions de carrière ont dû jouer un rôle non négligeable.

Parmi les tueurs, bien entendu, les ordres constituent traditionnellement l'explication la plus fréquemment avancée à leur propre comportement. La culture politique autoritaire de la dictature nazie, sauvagement intolérante à l'égard de toute forme de dissidence ouverte, en même temps que l'impitoyable discipline et la stricte obéissance aux ordres inhérentes à la vie militaire, ont créé une situation dans laquelle les individus n'avaient pas le choix. Les ordres sont les ordres, insistent-ils, et, dans un tel climat politique, nul ne pouvait se permettre de désobéir. Désobéir signifiait à coup sûr le camp de concentration, sinon l'exécution sur-le-champ, pour eux et peut-être bien pour leurs familles aussi. Les tueurs se sont trouvés dans une situation d'impossible « contrainte » ; ils ne sauraient donc être tenus pour responsables de leurs actes. C'est du moins ce que les accusés n'ont cessé de clamer dans tous les prétoires de l'Allemagne post-hitlérienne.

Mais ce type d'explication présente une sérieuse difficulté. Tout simplement, en quarante-cinq ans et des centaines de procès, il ne s'est pas trouvé un seul avocat ou accusé capable de produire un seul cas où le refus de tuer des civils non armés a entraîné la terrible punition censée frapper les insoumis(19). Châtiments ou blâmes occasionnels n'ont jamais eu aucune commune mesure avec la gravité des crimes que ces hommes étaient requis de commettre.

Une variante de cette tentative d'explication est la « contrainte supposée » : même si les conséquences de la désobéissance ne devaient pas être aussi terribles, les hommes ne pouvaient pas le savoir à l'époque. Ils pensaient sincèrement n'avoir pas de choix autre que de tuer. Et, sans aucun doute, dans certaines unités des officiers zélés poussaient leurs hommes à l'action en les menaçant des pires sanctions. Dans le 101e bataillon de réserve de la police, nous l'avons vu, certains officiers et grades, comme Drucker et Hergert, ont tenté d'amener tout le monde à tuer, même si par la suite ils ont relâché ceux qui n'en pouvaient plus. Et d'autres, comme Hoppner et Ostmann, ont choisi à dessein des hommes connus pour leur répugnance à tirer et les ont obligés à le faire, parfois avec succès.

Mais, en règle générale, même la « contrainte supposée » ne tient pas avec le 101e bataillon de réserve de la police. Depuis Jozefow, où le commandant Trapp, la voix étranglée par l'émotion et les larmes aux yeux, a offert une dispense à ceux qui « ne se sentaient pas le cœur à le faire » et a protégé le premier homme à avoir accepté son offre de la colère du capitaine Hoffmann, la « contrainte supposée » n'existait pas dans le bataillon. Par la suite, le comportement de Trapp – qui non seulement a dispensé le lieutenant Buchmann des actions juives, mais encore a manifestement protégé cet homme qui ne faisait pas mystère de sa désapprobation – a rendu les choses encore plus claires. Une série de « règles de base » non écrites s'est établie au sein du bataillon. Pour les petites actions, on faisait appel aux volontaires ou l'on choisissait les tireurs parmi les hommes connus pour tuer volontiers, ou qui ne se donnaient pas la peine de se tenir à distance lorsqu'on formait les pelotons d'exécution. Pour les actions d'envergure, ceux qui ne voulaient pas tuer n'étaient pas forcés de le faire. Même lorsqu'on tentait de les obliger, ils pouvaient toujours refuser : les hommes savaient que les officiers n'étaient pas en mesure d'en appeler au commandant Trapp.

Tout le monde, sauf ceux qui se montraient, comme Buchmann, les plus ouvertement critiques, devait participer aux cordons de protection et aux rafles ; mais même alors on pouvait choisir de ne

pas tirer. Les témoignages fourmillent de récits d'hommes qui, au mépris des ordres en vigueur pendant les opérations d'évacuation des ghettos, n'ont pas fusillé nourrissons et fuyards. Même ceux qui admettent avoir pris part aux pelotons d'exécution affirment s'être abstenus de tirer dans la confusion des évacuations ou lorsqu'ils étaient en patrouille et que leur comportement échappait à une trop étroite surveillance.

Si l'obéissance aux ordres par peur du châtiment n'est pas une explication satisfaisante, il reste l'« obéissance à l'autorité », dans le sens plus général qui est celui utilisé par Stanley Milgram : la déférence comme résultat du processus de socialisation, une « tendance de comportement profondément enracinée » à se plier aux directives de ceux qui se trouvent placés plus haut dans la hiérarchie, jusqu'à commettre des actes répugnants, en violation flagrante des normes éthiques « universellement admises(20) ». En une série d'expériences devenues célèbres, Milgram a testé la capacité de l'individu à résister à l'autorité, lorsque celle-ci n'est soutenue par aucune menace coercitive extérieure. Dans le cadre d'une prétendue expérience scientifique, des volontaires « naïfs » ont été chargés par une « autorité scientifique » d'infliger une série de chocs électriques simulés d'intensité croissante à un acteur/victime qui réagissait par une « voix de rétroaction » soigneusement programmée – une série, d'intensité croissante elle aussi, de plaintes, cris de douleur, appels à l'aide, silence fatal enfin. Dans l'expérience standard, les deux tiers des sujets furent « obéissants » au point d'infliger la douleur extrême(21).

Des variations introduites dans l'expérience ont produit des résultats significativement différents. Si l'acteur/victime était isolé de manière que sa réaction ne pût être vue ni entendue du sujet, l'obéissance de celui-ci était bien plus grande. Si le sujet voyait et entendait la soi-disant victime, l'acquiescement à l'extrême douleur tombait à 40 %. Si le sujet devait la toucher pour la forcer à poser sa main sur la plaque électrique censée envoyer les chocs, le taux d'obéissance tombait à 30 %. Si un personnage non investi de l'autorité donnait les ordres, l'obéissance était nulle. Si le sujet accomplissait une tâche accessoire, sans qu'il eût à infliger personnellement les chocs électriques, l'obéissance était presque totale. À l'inverse, si le sujet faisait partie d'un groupe d'acteurs qui mettait en scène un plan soigneusement monté de se rebeller contre l'autorité, la vaste majorité des sujets (90 %) se joignaient à « leur » groupe et cessaient également d'obéir. Si le niveau des chocs à administrer était laissé à la totale discrétion du sujet, tous, sauf une poignée de sadiques, infligeaient le choc minimal. Lorsqu'ils ne se trouvaient pas sous la surveillance directe du

scientifique, beaucoup de sujets « trichaient » en envoyant des chocs de moindre intensité que prévu, même s'ils se montraient par ailleurs incapables d'affronter l'autorité et d'abandonner l'expérience(22).

Comment expliquer un niveau aussi étonnamment élevé d'obéissance potentiellement meurtrière à une autorité non coercitive ? Milgram a avancé une série de facteurs. Un préjugé évolutionniste privilégie la survie de gens capables de s'adapter à des situations hiérarchiques et à une activité sociale organisée. La socialisation par la famille, l'école et le service militaire, ainsi que tout un dispositif social de récompenses et de châtiments, fixent et renforcent la tendance à l'obéissance. L'entrée apparemment volontaire dans un système d'autorité « perçu » comme légitime produit un sentiment fort d'obligation. Ceux qui se trouvent au sein de la hiérarchie adoptent la perspective de l'autorité, sa propre « définition de la situation » – en l'occurrence, une importante expérience scientifique, plutôt qu'une série de tortures physiques. Les concepts de « loyauté, devoir, discipline » deviennent des impératifs moraux qui annihilent toute identification avec la victime. Des individus normaux se muent en simples « agents » de la volonté d'autrui. En un « état instrumental » de ce genre, ils ne se sentent plus personnellement responsables du contenu de leurs actions, mais uniquement de la manière dont ils les exécutent(23).

Pris dans les rets du groupe, les gens se heurtent à une série de « facteurs contraignants », ou « mécanismes de cimentation », qui rendent le refus d'obéissance encore plus difficile. Le déroulement même du processus décourage toute initiative qui irait à contresens. L'« obligation de situation », ou la simple politesse, rendent le refus malséant, grossier, l'apparente même à une immorale rupture de contrat. Et l'angoisse, ancrée dans la vie sociale, du châtiment que pourrait entraîner la désobéissance agit comme une force dissuasive de plus(24).

Milgram met explicitement en parallèle les comportements révélés par son expérience et ceux qui se sont manifestés sous le régime nazi. « Les humains, conclut-il, sont menés au meurtre sans grande difficulté(25). » Il est toutefois conscient de tout ce que les deux situations ont de significativement différent. Il convient que les sujets de ses expériences étaient assurés qu'aucun dommage physique permanent ne résulterait de leurs actes. Les sujets eux-mêmes n'agissaient pas sous la menace. Enfin, les acteurs/victimes ne faisaient pas l'objet d'une « dévaluation intense » à travers l'endoctrinement systématique des sujets. Les tueurs du Troisième Reich, eux, vivaient dans un État policier où les conséquences de

la désobéissance risquaient d'être dramatiques, et ils étaient soumis à un endoctrinement intensif ; en revanche, ils savaient aussi qu'ils ne faisaient pas seulement souffrir, mais qu'ils détruisaient des vies humaines(26).

Le massacre de Jozefow fut-il une sorte d'expérience de Milgram radicale, qui se serait déroulée dans une forêt de Pologne, avec de vrais tueurs et de vraies victimes, plutôt que dans un laboratoire de psychologie sociale, avec des sujets « naïfs » et des acteurs/victimes ? Les observations et les conclusions de Milgram rendent-elles compte des actes du 101e bataillon de réserve de la police ? Il y a quelque difficulté à présenter Jozefow comme un cas de déférence à l'égard de l'autorité. En effet, aucune des variations expérimentales de Milgram n'est exactement parallèle à la situation historique de Jozefow, et les différences pertinentes constituent des variantes trop nombreuses pour que l'on puisse tirer des conclusions scientifiquement irréprochables. Néanmoins, bon nombre d'observations de Milgram trouvent une confirmation vivante dans le comportement et les témoignages des hommes du bataillon.

À Jozefow, contrairement à la situation créée en laboratoire, le système d'autorité auquel réagissaient les policiers était fort complexe. Le commandant Trapp n'était pas une figure autoritaire forte, il s'en fallait de beaucoup. Il a avoué en pleurant la nature effarante de la mission qui attendait le bataillon, avant d'inviter les réservistes les plus âgés à se désister. Mais si Trapp était une figure autoritaire immédiate faible, il représentait tout de même un système d'autorité distant qui, lui, était tout sauf faible. L'ordre du massacre a été donné en haut lieu, dit-il. Trapp lui-même, et le bataillon en tant qu'unité, se trouvaient liés par les mots d'ordre de cette autorité distante, même si la sollicitude du commandant pour ses hommes en a exempté quelques-uns.

À quoi obéissait la vaste majorité des policiers en ne quittant pas les rangs ? Était-ce à l'autorité telle qu'elle était représentée soit par Trapp soit par ses supérieurs ? Réagissaient-ils à l'offre d'un Trapp considéré en premier lieu non comme figure autoritaire, mais plutôt en tant qu'individu – un officier populaire et aimé, qu'ils ne voulaient pas laisser dans le pétrin ? Et que dire des autres facteurs ? Milgram lui-même observe que les gens invoquent bien plus fréquemment l'autorité plutôt que le conformisme pour expliquer leur comportement, car seule la première leur semble de nature à les absoudre : « Les sujets nient le conformisme et saisissent l'obéissance comme explication de leurs actions(27). » Pourtant, beaucoup de policiers admettent volontiers avoir cédé à la pression du groupe (comment serai-je

perçu par mes camarades ?) plutôt qu'à celle de l'autorité. Selon les propres vues de Milgram, ce facteur a dû être encore plus important que ne le concèdent les témoignages. Si tel est le cas, alors le conformisme a joué à Jozefow un rôle plus central que l'autorité.

Milgram a testé les effets de la pression de groupe sur la capacité de l'individu à résister à l'autorité : lorsque les acteurs/collaborateurs regimbaient, les sujets « naïfs » suivaient beaucoup plus facilement. Il a voulu tester aussi la situation inverse, à savoir le rôle du conformisme dans l'aptitude à infliger la souffrance(28). Trois sujets, deux collaborateurs et un « naïf », ont été requis par la personnalité scientifique/autoritaire d'infliger une douleur au niveau le plus bas proposé par l'un quelconque d'entre eux. Lorsque l'intensité du courant a été entièrement laissée à la discrétion du sujet « naïf », celui-ci a presque immanquablement choisi le niveau minimal de souffrance. Mais lorsque les deux collaborateurs, agissant en premier, ont proposé d'intensifier progressivement les chocs électriques, le sujet « naïf » s'est laissé influencer de manière significative. Malgré une gamme étendue de variations individuelles, la moyenne s'est située à mi-chemin entre un bas niveau constant et une augmentation graduelle consistante. Certes le test ne montre pas vraiment comment la pression de groupe a pu compenser les déficiences de l'autorité. Il n'y a pas ici de scientifique en pleurs, mais aimé de ses sujets, qui invite ces derniers à abandonner l'appareil électrique cependant que d'autres hommes – avec lesquels les sujets auraient des relations de camaraderie et aux yeux desquels ils se sentiraient obligés d'apparaître durs et virils – resteraient pour continuer d'infliger des chocs douloureux. En fait, il eût été pratiquement impossible de mettre au point une expérience pour tester un tel scénario, qui supposerait des relations de véritable camaraderie entre le sujet « naïf » et les acteurs/collaborateurs. Toutefois Milgram semble avoir clairement montré la manière dont l'autorité et le conformisme se renforcent mutuellement.

Si, à Jozefow, la nature complexe de l'autorité et le rôle clé du conformisme de groupe parmi les policiers ne correspondent pas tout à fait aux expériences de Milgram, ils n'en confirment pas moins pour l'essentiel ses conclusions. La proximité de l'horreur augmentait de manière significative le nombre des récalcitrants, la division du travail et le déplacement de la tuerie vers les camps d'extermination faisaient perdre aux hommes pratiquement tout sentiment de responsabilité. Comme dans l'expérience de Milgram, une fois laissés sans surveillance, bon nombre de policiers n'obéissaient plus aux ordres ; ils infléchissaient leur

comportement lorsqu'ils pouvaient le faire sans prendre trop de risques, mais se montraient incapables de refuser ouvertement leur participation aux opérations d'extermination du bataillon.

Arrêtons-nous un instant sur deux facteurs, l'endoctrinement et le conformisme, qui n'ont été qu'effleurés par l'expérience de Milgram. Milgram a bien mentionné la « définition de la situation », autrement dit l'idéologie – ce qui confère signification et cohérence au fait social –, comme un antécédent décisif de la déférence à l'égard de l'autorité. Contrôler la manière dont les gens interprètent leur monde, dit-il, est l'un des outils de contrôle de leur comportement. S'ils acceptent l'idéologie de l'autorité, l'action suivra logiquement, et de bon gré. Par conséquent, « la justification idéologique est capitale pour obtenir une obéissance consentante, car elle permet aux gens de considérer leur comportement comme servant un objectif souhaitable(29) ».

Dans l'expérience de Milgram, « la justification idéologique supérieure » était présente sous la forme d'une foi tacite et incontestée dans le caractère intrinsèquement bon de la science et dans sa contribution au progrès humain. Mais il n'y avait pas de tentative systématique de « dévaluer » l'acteur/victime, ni d'inculquer au sujet une idéologie particulière. L'hypothèse de Milgram : le comportement bien plus destructeur des nazis, sous un contrôle bien moins strict, a été la conséquence d'une intériorisation de l'autorité, réussie « à travers un processus relativement long d'endoctrinement, impossible à réaliser en laboratoire(30) ».

En quelle mesure donc l'inculcation consciente des doctrines nazies a-t-elle façonné le comportement des hommes du 101e bataillon de réserve de la police ? Ont-ils été soumis à un flot de propagande intelligente et insidieuse tel qu'ils ont perdu leur capacité de penser par eux-mêmes et d'être responsables de leurs actes ? La dévaluation des Juifs et l'exhortation à les mettre à mort étaient-elles des thèmes centraux dans cette entreprise d'endoctrinement ? L'expression populaire désignant l'endoctrinement intensif et la manipulation psychologique, telle qu'elle a été forgée pour rendre compte de l'expérience des soldats américains capturés pendant la guerre de Corée, est « lavage de cerveau ». Ces tueurs ont-ils subi un « lavage de cerveau » ?

Incontestablement, Himmler considérait comme capital l'endoctrinement idéologique des membres de la SS et de la police. Ces hommes n'avaient pas à être simplement des soldats et des policiers efficaces, mais des guerriers idéologiquement motivés, des croisés contre les ennemis politiques et raciaux du Troisième Reich(31). Les efforts d'endoctrinement n'intéressaient pas

seulement les corps d'élite des SS, mais aussi l'*Ordnungspolizei*, et jusqu'à l'humble police de réserve, bien éloignée pourtant de l'idéal himmlérien d'une nouvelle aristocratie de race nazie. Ainsi le candidat SS devait prouver une ascendance pure de sang juif sur cinq générations, alors que même les « *Mischlinge* du premier degré » (gens issus d'un mélange de races, avec deux grands-parents juifs) et leur conjoint ont été admis dans la police de réserve jusqu'en octobre 1942, et que les « *Mischlinge* du deuxième degré » (un seul grand-parent juif) l'ont été jusqu'en avril 1943(32).

Dans ses directives du 23 janvier 1940 concernant l'instruction de base, le Bureau central de l'*Ordnungspolizei* décréta qu'en plus de la préparation physique, de l'usage des armes et des techniques policières, tous les bataillons de l'*Ordnungspolizei* devaient se préoccuper du raffermissement moral et idéologique de leurs membres(33). L'instruction de base comprenait un mois d'« éducation idéologique ». Le thème de la première semaine était « La race comme fondement de notre vision du monde », suivi la deuxième semaine par « Maintenir la pureté du sang(34) ». Cette période des classes achevée, les officiers des bataillons de police, d'active ou de réserve, devaient assurer la formation militaire et idéologique continue de leurs hommes(35). Les officiers étaient requis d'assister à des séminaires d'une semaine, qui comprenaient une heure d'instruction idéologique pour eux-mêmes et une heure de travaux pratiques pour l'instruction idéologique de leurs subordonnés(36). Un programme d'études en cinq parties publié en janvier 1941 comprenait les sections suivantes : « Comprendre la race comme fondement de notre vision du monde », « La question juive en Allemagne » et « Maintenir la pureté du sang allemand(37) ».

Des instructions précises définissaient l'esprit et la fréquence de la formation idéologique continue, pour laquelle la vision du monde national-socialiste devait être la « ligne absolue ». Chaque jour, ou au moins un jour sur deux, les hommes devaient être informés des événements courants et de la manière correcte de les comprendre en une perspective idéologique. Chaque semaine, les officiers devaient organiser des réunions de trente à quarante-cinq minutes, au cours desquelles ils prononçaient une brève conférence ou lisaient un extrait édifiant de livres recommandés ou de brochures SS spécialement conçues à cet effet. Les officiers devaient choisir un thème – loyauté, camaraderie, esprit d'offensive – à travers lequel les objectifs éducatifs du national-socialisme pouvaient être clairement exprimés. Des réunions mensuelles, dirigées par des officiers ou des responsables de l'éducation des SS ou du Parti, devaient être consacrées aux

thèmes les plus importants(38).

Les officiers du 101e bataillon de réserve de la police obéissaient manifestement à ces directives. En décembre 1942, les capitaines Hoffmann et Wohlauf et le lieutenant Gnade furent cités pour leurs activités « dans le domaine de la formation idéologique et du soin apporté aux soldats ». Chacun fut récompensé par un livre, qu'il reçut de la main de son commandant(39). Quelles que fussent les intentions de Himmler cependant, à considérer le matériel utilisé pour endoctriner le 101e bataillon de réserve de la police, on se prend à douter que la propagande SS puisse fournir une explication satisfaisante de la façon dont ces hommes sont devenus des tueurs.

Deux sortes de matériel éducatif utilisé dans l'*Ordnungspolizei* sont conservées aux archives de l'Allemagne fédérale (*Bundesarchiv*) de Coblence. La première consiste en deux séries de circulaires hebdomadaires, publiées par le département pour l'« éducation idéologique » de l'*Ordnungspolizei* entre 1940 et 1944(40). Quelques-uns des principaux articles ont été rédigés par des lumières idéologiques notoires, tels Joseph Goebbels, Alfred Rosenberg (le ministre d'Hitler pour la Russie occupée) et Walter Gross (le chef du Bureau de la politique raciale du Parti). La perspective raciste générale était, bien entendu, omniprésente. Pourtant, en quelque deux cents numéros en tout, relativement peu d'espace est consacré explicitement à l'antisémitisme et à la question juive. Un numéro, « Judéité et criminalité », exceptionnellement indigeste même pour cette indigeste littérature, conclut que les traits de caractère juifs – manque de modération, vanité, curiosité, déni de réalité, manque d'âme, stupidité, méchanceté et brutalité – sont ceux-là mêmes qui font le « parfait criminel(41) ». Une telle prose pouvait endormir le lecteur ; elle n'en faisait certainement pas un tueur.

Le seul article entièrement consacré à la question juive, en décembre 1941, est intitulé « Un objectif de cette guerre : une Europe libre de Juifs. » « Le mot du Führer, proclame l'auteur, selon lequel une nouvelle guerre voulue par les Juifs ne s'achèverait point sur l'effondrement de l'Allemagne antisémite, mais bien par la fin des Juifs, est en train de devenir réalité […] La solution définitive du problème juif, à savoir non seulement les priver de tout pouvoir, mais véritablement extirper cette race parasite de la famille des peuples européens », cette solution définitive est imminente. « Ce qui semblait impossible voici deux ans est en train de s'accomplir pas à pas : à la fin de cette guerre, il y aura une Europe libre de Juifs(42). »

Bien sûr, rappeler la prophétie d'Hitler et invoquer son autorité

dans le contexte d'une « Europe libre de Juifs » à venir n'était pas réservé à la littérature de propagande SS. Bien au contraire, ce même message circulait largement parmi le grand public. Que l'on n'ait pas sérieusement cherché à utiliser ce matériel de propagande pour « laver le cerveau » des policiers de réserve afin d'en faire des meurtriers en masse, on le voit aussi dans un autre article, publié le 20 septembre 1942 – le seul des deux séries de textes entièrement consacré à la police de réserve. Loin de les inciter à se muer en inhumains surhommes capables d'accomplir de grandes choses, cet article admet que les policiers de réserve ne font rien de bien remarquable. Afin de remonter leur moral, probablement menacé surtout par l'ennui, il assure les « réservistes plus âgés » que, pour insipides que leurs tâches puissent paraître, dans une guerre totale « chacun est important(43) ». À ce moment, les « réservistes plus âgés » du 101e bataillon de réserve de la police ont déjà mené à bien les fusillades en masse de Jozefow et Lomazy, ainsi que les premières déportations de Parczew et Miedzyrzec. Et ils se trouvent à la veille d'un formidable assaut meurtrier qui va ravager six semaines durant les ghettos du nord du district de Lublin. Il est peu probable qu'aucun d'entre eux ait pu trouver cet article particulièrement pertinent, encore moins enthousiasmant.

Une série de brochures spéciales (quatre à six livraisons par an) « pour l'éducation idéologique de l'*Ordnungspolizei* » constitue un second ensemble de manuels d'endoctrinement. En 1941, un numéro couvrait « La communauté de sang des peuples allemands » et « Le grand Empire allemand(44) ». 1942 voit la parution d'un numéro intitulé « L'Allemagne réorganise l'Europe » et d'un « numéro spécial » sur l'homme SS et la question du sang(45). En 1943, un numéro épais est consacré à « La politique de la race(46) ». À partir du numéro spécial de 1942 sur la question du sang, mais surtout dans la livraison de l'année suivante sur « La politique de la race », la doctrine raciale et la question juive sont traitées de manière détaillée et systématique. Le « peuple allemand » (*Volk*) ou la « communauté de sang » (*Blutsgemeinschaft*) sont compris comme un mélange de six races européennes étroitement apparentées, la plus importante (50 à 60 %) étant la race nordique. Façonnée par le sévère climat septentrional qui élimine impitoyablement les éléments faibles, la race nordique est supérieure à toutes les autres, comme on peut le constater par les exploits culturels et militaires allemands. Or le *Volk* est confronté à une permanente lutte de survie. Ce combat est une loi de nature, qui veut que « tous les faibles et inférieurs soient détruits », « seuls les forts et les puissants étant aptes à la

reproduction ». Afin de gagner ce combat, le *Volk* doit faire deux choses : conquérir l'espace vital nécessaire à une population en expansion ; et préserver la pureté du sang germanique. Le sort des peuples qui ne se sont pas souciés de croître et de préserver leur pureté raciale est illustré par les exemples de Sparte et de Rome.

La principale menace à une conscience saine de la nécessité absolue d'expansion territoriale et de pureté raciale provient des doctrines qui propagent l'idée de l'égalité fondamentale du genre humain. La première de ces doctrines a été le christianisme, répandu par le Juif Paul. La deuxième a été le libéralisme, surgi de la Révolution française – « le soulèvement des racialement inférieurs » –, laquelle fut provoquée par les francs-maçons dominés par les Juifs. La troisième et la plus dangereuse est le marxisme-bolchevisme, inventé par le Juif Karl Marx.

« Les Juifs sont un mélange racial qui, contrairement aux autres peuples et races, préserve son caractère essentiel grâce surtout à son instinct parasitaire. » Sans trop se soucier de consistance logique, la brochure affirme ensuite que le Juif conserve sa propre race pure tout en portant atteinte à la race hôte par le mélange des sangs. Il n'est pas de coexistence concevable entre un peuple conscient de sa race et les Juifs. Seule la lutte est possible – un combat qui ne sera gagné que lorsque « le dernier Juif aura quitté notre part de cette terre ». La guerre présente étant précisément un combat de ce type, c'est elle qui décidera du sort de l'Europe : « Avec la destruction des Juifs », la dernière menace d'effondrement européen disparaîtra.

Dans quel dessein ces brochures étaient-elles écrites ? Quelles conclusions le lecteur était-il censé tirer de la lecture de ces dogmes fondamentaux de la pensée raciale national-socialiste ? Ni « La question du sang » ni « La politique de la race » ne s'achèvent sur un appel à l'élimination de l'ennemi racial. Ils exhortent plutôt leurs lecteurs à donner naissance à davantage d'Allemands. La bataille raciale est pour une part une bataille démographique déterminée par les lois de la « fertilité » et de la « sélection ». La guerre est une « pure contre-sélection », car non seulement ce sont les meilleurs qui tombent au champ d'honneur, mais ils le font avant d'avoir eu des enfants. « La victoire des armes » exige une « victoire des enfants ». Comme les SS représentent une sélection des éléments nordiques prédominants au sein du peuple allemand, l'homme SS a l'obligation de se marier jeune, de choisir une épouse jeune, fertile et racialement pure, et d'avoir beaucoup d'enfants.

Pour évaluer l'endoctrinement des policiers de réserve au moyen de brochures de ce genre, il faut avoir à l'esprit un certain nombre

de facteurs. D'abord, la brochure la plus complète n'est pas disponible avant 1943, après que la zone de sécurité du 101e bataillon de réserve de la police dans le district de Lublin est déjà virtuellement « libre de Juifs ». Elle paraît donc trop tard pour jouer un rôle dans la préparation des esprits au meurtre de masse.

Deuxièmement, la brochure de 1942, qui a manifestement pour objet les obligations familiales des jeunes SS, est donc tout à fait hors de propos pour le réserviste d'âge mûr, qui a fait depuis longtemps le choix d'une épouse et du nombre d'enfants qu'il souhaitait mettre au monde. Ainsi, bien que disponible, ce texte pouvait difficilement servir comme base de discussion lors des réunions d'endoctrinement hebdomadaires ou mensuelles du bataillon.

Troisièmement, l'âge affectait la perméabilité des hommes à l'endoctrinement encore d'une autre manière. Beaucoup de criminels nazis étaient de très jeunes hommes, élevés dans un monde où les valeurs nazies étaient les seules « normes éthiques » qu'ils connussent. On peut dire que ces jeunes, formés uniquement sous la dictature nazie, ne connaissaient simplement rien de mieux. Tuer des Juifs n'entrait pas en conflit avec le système de valeurs dans lequel ils ont grandi ; avec eux, l'endoctrinement était bien plus facile. Quels que soient les mérites de cet argument, il ne concerne évidemment pas le gros du 101e bataillon de réserve de la police. Ces policiers, des hommes d'âge mûr pour la plupart, avaient été formés avant l'avènement d'Hitler au pouvoir. Beaucoup venaient d'un milieu social relativement imperméable aux idéaux du national-socialisme et étaient parfaitement au courant des normes morales de la société allemande d'avant le nazisme. Ils étaient donc en mesure de juger en connaissance de cause la politique qu'on leur demandait de mettre en œuvre.

Quatrièmement, les opuscules idéologiques comme ceux qui étaient préparés pour l'*Ordnungspolizei* reflétaient certainement l'air du temps, l'atmosphère générale dans laquelle les policiers de réserve étaient formés, ainsi que la culture politique dans laquelle ils ont vécu toute une décennie durant. Comme le dit, avec un formidable sens de la litote, le lieutenant Drucker : « Sous l'influence de l'air du temps, mon attitude envers les Juifs était marquée d'une certaine aversion. » Assénés de manière constante, omniprésente, implacable, le dénigrement du Juif et l'exaltation raciale du Germain ont dû façonner l'attitude générale des masses allemandes, y compris, bien sûr, les réservistes de la police.

Enfin, si le matériel de propagande insistait sur la nécessité d'une Europe *judenfrei* et cherchait à assurer à cet objectif soutien et sympathie, il ne préconisait pas explicitement la participation

directe de tout un chacun à la réalisation de cet objectif par la mise à mort des Juifs. Ce point vaut la peine d'être mentionné, car plusieurs directives de l'*Ordnungspolizei* concernant la guerre des partisans affirmaient franchement que chaque individu devait être assez dur pour tuer les partisans, et, plus important encore, les « suspects » :

> La lutte des partisans est la lutte pour le bolchevisme, ce n'est pas un mouvement du peuple… L'ennemi doit être totalement détruit. Décider à chaque instant de la vie et de la mort des partisans et des suspects est difficile même pour le soldat le plus endurci. Mais il faut le faire. Celui-là agit correctement qui, faisant taire ses sentiments personnels, agit brutalement et sans merci(47).

Or, dans tout le matériel d'endoctrinement de l'*Ordnungspolizei* parvenu jusqu'à nous, on ne trouve aucune directive de ce genre pour préparer les policiers à tuer de sang-froid des femmes et des enfants juifs. Bien sûr, de nombreux Juifs ont été assassinés en Russie, avec d'autres « suspects », pendant les opérations anti-partisans. Mais dans les territoires polonais où était stationné en 1942 le 101e bataillon de réserve de la police, tuer des suspects et tuer des Juifs relevait de deux opérations distinctes. Au moins pour cette unité, la mise à mort des Juifs ne saurait s'expliquer par les exhortations brutales à tuer partisans et « suspects ».

Une autre comparaison semble pertinente ici. Avant l'entrée des *Einsatzgruppen* en territoire soviétique, on leur fit subir une période d'entraînement de deux mois. Leur formation comprenait des « causeries » de divers maîtres à penser SS, qui les préparaient à l'imminente « guerre de destruction ». Quatre jours avant l'invasion, les officiers furent rappelés à Berlin pour une rencontre intime avec Reinhard Heydrich en personne. Bref, un effort considérable a été consenti afin de préparer ces hommes au meurtre en masse qu'ils allaient perpétrer. Même les membres des bataillons de police qui ont suivi les *Einsatzgruppen* en Russie à l'été 1941 ont été quelque peu préparés à ce qui les attendait. On les mit au courant des directives secrètes concernant l'exécution des communistes capturés (la « circulaire des commissaires ») et le traitement de la population civile. Certains chefs de bataillon ont harangué leurs troupes, comme le firent par ailleurs Daluege et Himmler lors de leur tournée. Tel ne fut pas le cas du 101e bataillon de réserve de la police : rien n'avait été fait pour préparer officiers et hommes du rang à la sanglante mission qui les attendait.

Résumons. Les hommes du 101e bataillon de réserve de la police, comme l'ensemble de la société allemande, baignaient dans

un flot épais de propagande raciste et antisémite. De plus, l'*Ordnungspolizei* assurait l'endoctrinement de ses membres, lors des classes comme en formation continue, au sein de chaque unité. Un tel effort soutenu d'endoctrinement massif a dû produire un effet considérable sur les esprits. Des notions générales, comme la supériorité raciale des Germains et une « certaine aversion » à l'égard des Juifs, s'en sont trouvées renforcées. Toutefois une partie significative du matériel éducatif ne s'adressait visiblement pas à ces réservistes plutôt âgés, parfois même n'avait rien à faire avec eux. Par ailleurs les textes spécifiquement destinés à faire de ces hommes des policiers endurcis, capables de tuer des Juifs, brillent par leur absence dans la documentation dont nous disposons. Enfin il faudrait croire dur comme fer dans les vertus manipulatrices de l'endoctrinement pour s'imaginer que ces brochures pouvaient enlever aux hommes du 101e bataillon de réserve de la police toute aptitude à penser par eux-mêmes. Influencés, conditionnés, imbus de leur propre supériorité de race autant que persuadés de l'infériorité et de la radicale altérité des Juifs, beaucoup d'entre eux l'étaient, sans aucun doute ; préparés à tuer des Juifs, ils ne l'étaient certainement pas.

Outre l'endoctrinement idéologique, il faut prendre en compte un autre facteur, capital, que l'expérience de Milgram n'a fait qu'effleurer : le conformisme de groupe. L'ordre de tuer des Juifs intéressait le bataillon en général, non chacun de ses membres en particulier. Pourtant, 80 à 90 pour cent des policiers ont tué, bien que presque tous aient été, au moins au début, horrifiés et écœurés par ce qu'ils faisaient. Rompre les rangs, faire un pas en avant, adopter un comportement non conformiste était tout simplement au-dessus de leurs forces. Ils trouvaient plus facile de tirer.

Pourquoi ? Avant tout parce que rompre les rangs signifiait laisser le « sale boulot » aux camarades. Puisque le bataillon devait tirer même si l'individu ne le faisait pas, refuser de tirer revenait à ne pas prendre sa part dans une pénible obligation collective. C'était commettre une action asociale à l'égard de ses propres camarades. Ceux qui ne tiraient pas risquaient l'isolement, le rejet, l'ostracisme – une perspective très inconfortable dans le cadre d'une unité étroitement solidaire, stationnée à l'étranger au sein d'une population hostile. Où aller chercher ailleurs soutien et contact humain ?

L'isolement menaçait le récalcitrant d'autant plus que rompre les rangs pouvait passer aussi pour une forme de reproche moral : il s'affirmait en somme comme « trop bon » pour faire ce genre de choses. La plupart de ceux qui n'ont pas tiré, quoique pas tous, ont donc intuitivement cherché à occulter la critique qu'impliquait

leur refus. Ils se disaient non « trop bons », mais plutôt « trop faibles » pour tuer.

Cette attitude ne mettait pas en cause le comportement des autres, ne portait pas atteinte à leur honneur ; bien au contraire, elle légitimait et encourageait la « dureté », tenue pour une qualité supérieure. Pour l'individu angoissé, elle présentait aussi l'avantage de ne pas s'attaquer à la politique monstrueuse du régime. Mais elle posait un autre problème, puisque la différence entre « faiblesse » et « lâcheté » n'était pas bien grande. D'où la distinction faite par ce policier qui n'a pas osé sortir des rangs à Jozefow par peur de passer pour lâche, mais qui plus tard a quitté son peloton d'exécution. Une chose était de se montrer lâche au point de ne même pas essayer de tuer, une autre d'être trop faible pour continuer non sans avoir résolument tenté de faire son devoir(48).

Insidieusement donc, la plupart de ceux qui n'ont pas tiré n'ont fait que réaffirmer les valeurs « machistes » de la majorité, selon lesquelles c'était une qualité que d'être assez « dur » pour tuer des civils non armés, des femmes et des enfants. Ils ont essayé de toutes leurs forces de ne pas rompre les liens de camaraderie qui constituaient leur monde social. Confrontés aux contradictions nées du heurt entre les exigences de leur conscience et les normes du bataillon, ils ont tenté nombre de compromis tortueux : ne pas fusiller sur place les enfants en bas âge, mais les emmener plutôt au point de rassemblement ; ne pas tirer pendant les patrouilles si aucun policier zélé n'était là pour rapporter ce genre de délicatesse ; amener les Juifs au lieu du supplice et tirer, mais les manquer intentionnellement. Seuls les êtres d'exception sont restés indifférents au mépris qui frappait les « faiblards ». Seuls les êtres d'exception ont pu vivre avec le sentiment de ne pas être considérés comme des « hommes(49) ».

Ici nous retrouvons les effets mutuellement pervers de la guerre et du racisme observés par John Dower, auxquels sont venus s'ajouter les effets insidieux de la propagande et de l'endoctrinement. Le racisme omniprésent, l'exclusion des victimes de tout ce qu'elles pouvaient avoir en commun avec les bourreaux, rendaient plus facile pour la majorité des policiers le fait de se conformer aux normes de leur communauté immédiate (le bataillon) et de leur société en général (l'Allemagne nazie). Ici, des années de propagande antisémite (et, avant la dictature nazie, des décennies de nationalisme allemand agressif) ont rejoint les effets polarisants de la guerre. La dichotomie Allemands racialement supérieurs/Juifs racialement inférieurs, centrale dans l'idéologie nazie, pouvait aisément se fondre avec l'image d'une Allemagne

assiégée par des ennemis puissants. Il est douteux que la plupart des policiers aient compris ou adopté les aspects théoriques de l'idéologie nazie, tels qu'ils étaient présentés dans les brochures d'endoctrinement des SS ; mais il est tout aussi douteux qu'ils aient échappé à « l'influence de l'air du temps » (pour reprendre une fois de plus le mot du lieutenant Drucker), à l'incessante proclamation de la supériorité allemande, à l'incitation au mépris et à la haine de l'ennemi juif. Rien n'a aidé autant les nazis à faire une guerre raciale que la guerre elle-même. En temps de guerre, lorsqu'il est de toute manière normal d'exclure l'ennemi de la communauté d'obligations humaines, il était aussi facile d'inclure les Juifs dans le *Feinbild*, l'« image de l'ennemi ».

Dans son dernier livre *Naufragés et rescapés*, Primo Levi a inséré un essai intitulé « La zone grise », peut-être sa réflexion sur le génocide nazi la plus profonde et la plus profondément troublante(50). Il y soutient que, malgré notre aspiration naturelle aux distinctions nettes, l'histoire des camps « ne saurait se réduire à deux blocs de victimes et de persécuteurs ». « Il est naïf, absurde et historiquement faux, avance-t-il avec passion, de croire qu'un système infernal comme le national-socialisme sanctifie ses victimes ; bien au contraire, il les dégrade, il les fait ressembler à lui-même. » Le temps est venu d'examiner les habitants de cette « zone grise » qui s'étale entre les images manichéennes du bourreau et de la victime. Levi a concentré son attention sur la « zone grise de la *protekcya* [corruption] et de la collaboration », florissantes dans les camps parmi tant de catégories de victimes : depuis la « faune pittoresque » des petits fonctionnaires qui cultivaient les minuscules avantages qu'ils avaient sur les autres prisonniers ; en passant par le réseau, réellement privilégié, des *Kapos*, libres de « commettre les pires atrocités » selon leur fantaisie ; jusqu'au sort terrible des *Sonderkommandos*, qui prolongeaient leur vie en servant les chambres à gaz et les fours crématoires. (Concevoir et organiser les *Sonderkommandos*, c'était là, dans l'esprit de Levi, le « crime le plus démoniaque » des nazis.)

Tout en explorant surtout l'éventail des comportements des victimes à l'intérieur de la zone grise, Levi a osé suggérer que cette zone englobait aussi les tueurs. Même le SS Muhsfeld, de Birkenau – dont la « ration quotidienne de carnage était garnie d'actes arbitraires et capricieux, marquée de ses inventions de cruauté » –, n'était pas un « monolithe ». Confronté à la survie miraculeuse d'une fille de seize ans découverte pendant l'évacuation des chambres à gaz, Muhsfeld, déconcerté, a hésité un bref instant. Il a fini par ordonner la mise à mort de la fille, mais est parti rapidement, avant que son ordre ne fût exécuté. Un « instant de

pitié » n'était certes pas suffisant pour « absoudre » Muhsfeld, qui a bien mérité la corde en 1947. Et pourtant, cet instant-là « le place lui aussi, encore qu'à son extrême limite, à l'intérieur de la bande grise, cette zone d'ambiguïté engendrée par les régimes fondés sur la terreur et l'obséquiosité ».

Cette notion d'une zone grise englobant bourreaux et victimes doit être maniée avec beaucoup de prudence. Dans cette zone grise, bourreaux et victimes n'étaient pas des images en miroir. Les bourreaux ne sont pas devenus des victimes (comme beaucoup parmi eux l'ont prétendu plus tard) de la même façon que certaines victimes sont devenues complices des bourreaux. La relation entre bourreau et victime n'était pas symétrique. L'éventail des choix de l'un n'avait rien de commun avec celui de l'autre.

Il n'empêche, le 101e bataillon de réserve de la police n'est pas étranger à la zone grise de Levi. Le bataillon a eu son lot de policiers qui se sont approchés tout près de l'« extrême limite » de la zone grise. Le lieutenant Gnade vient à l'esprit – Gnade qui, à Minsk, a précipité le retour de ses hommes pour éviter d'être mêlé à la tuerie, avant d'apprendre à en jouir. Et, avec lui, beaucoup de réservistes qui ont été horrifiés par ce qu'ils ont fait dans les bois de Jozefow, mais ont fini par se porter volontaires pour tant de pelotons d'exécution et de « chasses aux Juifs ». Eux, comme Muhsfeld, semblent avoir connu ce bref « instant de pitié », insuffisant pour les absoudre. À l'autre limite de la zone grise, même le lieutenant Buchmann, le censeur le plus remarquable des actions sanglantes du bataillon, a vacillé au moins une fois. Privé de son protecteur, le commandant Trapp, et exposé aux ordres de la police de sécurité de Lukow, lui aussi a mené ses hommes aux champs de mort, juste avant son rappel à Hambourg. Et, au beau milieu de la zone grise des bourreaux, se dressent la figure pathétique de Trapp lui-même, qui a envoyé ses hommes égorger des Juifs « en pleurant comme un enfant », et le malheureux capitaine Hoffmann, dont le corps s'est rebellé contre les exploits effroyables que son cerveau voulait lui imposer.

Le comportement d'un être humain est, bien entendu, un phénomène extraordinairement complexe, et l'historien qui essaie de l'« expliquer » cède à une certaine arrogance. Lorsqu'on a affaire à près de 500 individus, tenter une explication générale de leur comportement collectif est encore plus hasardeux. Que conclure alors ? D'abord, qu'on émerge de l'histoire du 101e bataillon de réserve avec un grand malaise. Cette histoire d'hommes ordinaires n'est pas l'histoire de tous les hommes. Les réservistes ont affronté des choix, et la plupart d'entre eux ont

commis d'horribles méfaits. Mais ceux qui ont tué ne sauraient être absous sous prétexte que n'importe qui à leur place aurait fait ce qu'ils ont fait. Car même parmi eux quelques-uns ont refusé de tuer, et d'autres ont cessé de tuer. La responsabilité humaine est en définitive du domaine de l'individu.

En même temps, le comportement collectif du 101e bataillon de réserve a des implications profondément troublantes. Plus d'une société est prisonnière de traditions racistes, et se complaît dans la mentalité d'assiégé qu'engendre la guerre ou la menace de guerre. Partout la société conditionne ses membres à respecter l'autorité et à lui obéir – et de fait, comment fonctionnerait-elle autrement ? Partout les gens souhaitent faire carrière. Dans toute société moderne, la complexité de la vie, la bureaucratisation et la spécialisation qui en résultent atténuent le sens de la responsabilité personnelle de ceux qui sont chargés de mettre en œuvre la politique des gouvernements. Au sein de tout collectif, le groupe des pairs exerce de formidables pressions sur le comportement de l'individu, et lui impose des normes éthiques. Alors, si les hommes du 101e bataillon de réserve de la police ont pu devenir des tueurs, quel groupe humain ne le pourrait pas ?

Postface

Depuis sa publication, voici six ans, *Des Hommes ordinaires* a été l'objet de l'examen et des critiques incessants d'un autre auteur, Daniel Jonah Goldhagen, qui, non content d'écrire sur le même sujet – la motivation des Allemands « ordinaires » devenus les exécutants de l'Holocauste –, a également choisi de développer son travail en se penchant, pour une part, sur les mêmes documents concernant la même unité de tueurs de l'Holocauste, à savoir l'interrogatoire après la guerre des membres du 101e bataillon de réserve de la Police allemande(1). Bien entendu il n'est pas rare de voir des auteurs partir des mêmes sources pour leur poser des questions différentes, leur appliquer des méthodologies différentes et en tirer des interprétations divergentes. Mais les différences sont rarement soulignées de manière aussi virulente, et la confrontation rarement aussi marquée que dans ce cas. Et il est rare que les controverses entre spécialistes voient l'ouvrage de l'un des protagonistes devenir un best-seller international, suscitant d'innombrables comptes rendus – des approbations euphoriques aux démolitions en règle(2). Le professeur Goldhagen, qui a tellement critiqué mon travail, est devenu à son tour une cible. Bref, sa critique de cet ouvrage et la controverse ultérieure autour du sien justifient une postface rétrospective dans les nouvelles éditions des *Hommes ordinaires*.

Sur divers points, Goldhagen et moi ne sommes pas en désaccord : premièrement, la participation de nombreux Allemands « ordinaires » au massacre des Juifs et, deuxièmement, le fort degré de volontarisme dont ils firent preuve. Dans leur grande masse, les tueurs ne furent pas particulièrement sélectionnés, mais recrutés au hasard dans la population allemande ; et ils n'ont pas tué sous la menace d'un rude châtiment en cas de refus. Toutefois, aucune de ces conclusions n'est une découverte dans le champ des études de l'Holocauste. C'est là une des conclusions fondamentales de l'étude magistrale et novatrice de Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, dont la première édition remonte à 1961 : les bourreaux « n'étaient pas, sur le plan moral, différents du reste de la population. L'agent du crime n'appartenait pas à une race spéciale d'Allemands ». Les bourreaux représentaient un « remarquable échantillon de la population allemande » et « du point de vue structurel, l'appareil de destruction ne présentait pas de grandes différences avec l'ensemble de la société allemande organisée(3) ». Et c'est le

chercheur allemand Herbert Jäger(4) et les procureurs allemands des années soixante qui établirent qu'on ne connaissait pas un seul cas d'Allemand ayant refusé de tuer des civils désarmés qui en ait ensuite subi lourdement les conséquences. Goldhagen leur en donne acte, mais il dédaigne purement et simplement Hilberg.

Hormis nos différences de ton pour parler de l'Holocauste et d'attitude envers les autres chercheurs qui ont travaillé dans ce domaine d'étude, Goldhagen et moi divergeons sensiblement sur deux grands points d'interprétation historique. Le premier point de divergence tient à notre appréciation du rôle de l'antisémitisme dans l'histoire allemande, y compris à l'époque nazie. Le second concerne notre évaluation des motivations des Allemands « ordinaires » qui sont devenus des « tueurs » dans le cadre de l'Holocauste. Tels sont les deux sujets sur lesquels je voudrais m'attarder.

Dans *Les Bourreaux volontaires de Hitler*, Daniel Goldhagen affirme que l'« antisémitisme gouvernait déjà plus ou moins la vie idéologique (ideational) de la société civile(5) » et que, lorsque les Allemands « élirent » (*sic*) Hitler au pouvoir, « la place centrale de l'antisémitisme dans la vision du monde du parti, dans son programme, dans sa rhétorique, reflétait les sentiments qui étaient au cœur de la culture allemande(6). » Parce que Hitler et les Allemands étaient d'un « même avis » sur les Juifs, il n'eut qu'à « libérer » et « activer » un antisémitisme préexistant mais contenu afin de perpétrer l'HoIocauste(7).

Pour étayer son idée que le régime nazi ne fit que permettre aux Allemands de faire ce qu'ils avaient toujours voulu faire (ou les y inciter), plutôt que de façonner en profondeur leurs attitudes et leur comportement après 1933, Goldhagen proclame une thèse qu'il prétend « neuve » dans l'étude de l'antisémitisme : « Il est faux de croire que l'antisémitisme […] apparaisse et disparaisse, pour reparaître ensuite. Il est toujours présent, mais seulement plus ou moins manifeste » ; « ce qui croît et décroît », ce n'est pas l'antisémitisme lui-même, mais son « expression(8) » au gré des circonstances.

Dans l'explication de Goldhagen, ce tableau d'une permanence fondamentale et de fluctuations superficielles change brusquement après 1945. L'antisémitisme éliminationniste envahissant et permanent qui avait été l'unique motivation des tueurs de l'Holocauste – et une motivation suffisante – disparut soudain. Compte tenu de la rééducation, du changement des sujets de conversation publique, d'une loi interdisant toute expression de l'antisémitisme et de l'absence de renforts institutionnels, une culture allemande dominée depuis des siècles par l'antisémitisme

se trouva soudain transformée(9). Désormais, nous assure-t-on, les Allemands sont exactement comme nous.

Que l'antisémitisme ait été un aspect très significatif de la culture politique allemande avant 1945 et que cette culture politique soit à la fois très différente et spectaculairement moins antisémite aujourd'hui sont deux propositions auxquelles je souscris volontiers. Mais si, comme le suggère Goldhagen, des changements touchant l'éducation, la conversation publique, le droit et les renforts institutionnels ont pu après 1945 transformer la culture politique de l'Allemagne en général et l'antisémitisme en particulier, il me paraît également plausible que ceux-ci aient pu être transformés au cours des trois ou quatre décennies précédant 1945 et surtout sous les douze ans du régime nazi.

Dans son chapitre introductif, Goldhagen offre un modèle utile d'une analyse tridimensionnelle de l'antisémitisme, même s'il n'emploie pas son modèle dans les chapitres suivants. L'antisémitisme, plaide-t-il, varie suivant la source ou la cause alléguée (par exemple, la race, la religion, la culture ou l'environnement) du caractère négatif imputé aux Juifs. Il varie par le degré de préoccupation ou de priorité, par l'importance que l'antisémite donne à son antisémitisme. Et il varie par le degré de menace ou de danger que ressent l'antisémite(10). Que l'antisémitisme puisse varier dans son diagnostic de la prétendue menace juive, et sur toute une échelle de priorité et d'intensité, suggère non seulement qu'il change au fil du temps sur l'une ou l'autre de ces dimensions, voire sur toutes, mais aussi qu'il peut être d'une infinie diversité. Fût-ce pour un pays comme l'Allemagne, je crois qu'il faudrait penser au pluriel et parler d'antisémitismes.

Le concept qu'emploie Goldhagen produit cependant l'effet contraire. Il efface toute différenciation et subsume toutes les manifestations d'antisémitisme en Allemagne sous une seule rubrique. Tous les Allemands qui percevaient les Juifs comme différents et jugeaient cette différence comme un fait négatif qui devait disparaître – que ce fût par la conversion, l'assimilation, l'émigration ou l'extermination – sont classés parmi les « éliminationnistes » même si, suivant le modèle antérieur de l'auteur, ils diffèrent par la cause, l'antériorité et l'intensité. En tout état de cause, ces différences sont insignifiantes, car, selon Goldhagen, les variations sur les solutions éliminationnistes ont tendance « à se métastaser » en extermination(11). En employant cette approche, Goldhagen passe insensiblement de la diversité des manifestations antisémites en Allemagne à un seul et unique « antisémitisme éliminationniste », qui, revêtant les propriétés

d'une tumeur maligne, se métastase naturellement en extermination. Toute l'Allemagne était donc « d'accord » avec Hitler sur la justice et la nécessité de la Solution finale.

Si l'on adopte le modèle analytique que propose Goldhagen, plutôt que le concept qu'il utilise, que peut-on dire de la diversité changeante des antisémitismes dans la culture politique allemande et de leur rôle dans l'Holocauste ? Et par où commencer ?

Commençons par l'histoire allemande du XIX^e^ siècle ou, plus précisément, par les diverses interprétations de la prétendue « voie spéciale » de l'Allemagne, ou *Sonderweg*. Suivant l'approche socio-structurelle traditionnelle, la révolution libérale ratée de 1848 fit dérailler simultanément la modernisation politique et économique. Par la suite, les élites allemandes pré-capitalistes conservèrent leurs privilèges dans un système politique autocratique, tandis que les classes moyennes démontées se laissèrent acheter par la prospérité d'une modernisation économique rapide ; dans le même temps, elles trouvèrent une gratification qu'elles n'avaient pu obtenir par leurs efforts révolutionnaires ; et, pour finir, elles furent manipulées par l'escalade de l'« impérialisme social(12) ». Suivant l'approche culturelle/idéologique, l'adhésion des intellectuels allemands aux Lumières avait été incomplète et déformée ; désespérant d'un monde traditionnel de plus en plus menacé et en voie de dissolution, ils avaient ensuite rejeté durablement les valeurs et traditions libérales et démocratiques tout en se réconciliant sélectivement avec certains aspects de la modernité (tels que la technologie moderne et la rationalité moyens/fins) pour produire finalement, suivant l'expression de Jeffrey Herf, un « modernisme réactionnaire » typiquement allemand(13). Une troisième approche, qu'illustrent John Weiss et Daniel Goldhagen, affirme un *Sonderweg* allemand qui se caractérise par l'ampleur et la virulence singulières de l'antisémitisme en Allemagne. Le premier est cependant plus nuancé que le second et prend soin de situer les foyers de l'antisémitisme allemand au XIX^e^ siècle dans les mouvements politiques populistes et parmi les élites politiques et universitaires(14).

Il me semble que l'interprétation de l'antisémitisme allemand au XIX^e^ siècle comme « code culturel » que donne Shulamit Volkov constitue une admirable synthèse des principaux éléments de ces conceptions différentes, sans être pour autant exclusives l'une de l'autre, d'un *Sonderweg* allemand(15). Les conservateurs allemands, dominant un système politique illibéral mais estimant leur rôle dirigeant compromis par les changements déclenchés par la modernisation, associaient l'antisémitisme à tout ce par quoi ils se

sentaient menacés : le libéralisme, la démocratie, le socialisme, l'internationalisme, le capitalisme et l'expérimentation culturelle. Être un antisémite proclamé, c'était être également autoritaire, nationaliste, impérialiste, protectionniste, corporatiste et culturellement traditionnel. « L'antisémitisme, conclut Volkov, était alors fortement associé à tout ce que représentaient les conservateurs. Il devint de plus en plus inséparable de leur antimodernisme […] » Les conservateurs reprirent à leur compte l'antisémitisme des partis politiques populistes clientélistes et l'étayèrent par une théorie raciale pseudo-scientifique et sociale-darwinienne. Ce faisant, ils donnèrent à leur réaction un tour singulièrement moderne (analogue à leur décision simultanée de se lancer dans la construction navale).

Au tournant du siècle, un antisémitisme allemand de nature de plus en plus raciale était devenu partie intégrante de la plate-forme politique conservatrice et avait pénétré en profondeur dans les universités. Il était désormais plus politisé et institutionnalisé que dans les démocraties occidentales de France, de Grande-Bretagne et des États-Unis. Ce qui ne signifie pas pour autant que l'antisémitisme allemand de la fin du XIX^e^ siècle ait dominé la politique ou la vie idéologique. Les conservateurs et les partis antisémites organisés autour d'une seule question constituaient une minorité. S'il se trouva des majorités au Landtag de Prusse pour adopter une législation discriminatoire contre les catholiques dans les années 1870 et au Reichstag contre les socialistes dans les années 1880, l'émancipation des Juifs d'Allemagne, qui représentaient moins de 1 % de la population et étaient à peine capables de se défendre d'une Allemagne unie contre eux dans une obsession hostile, ne fut pas révoquée. Si la gauche n'affichait pas un philosémitisme comparable à l'antisémitisme de la droite, c'est essentiellement parce que l'antisémitisme de gauche était un non-problème qui n'entrait pas dans son analyse de classe, non pas du fait de son propre antisémitisme.

Même pour les plus ouvertement antisémites des conservateurs, la question juive n'était qu'une question parmi bien d'autres. Et suggérer qu'ils se sentaient plus menacés par les Juifs que par la Triple Entente à l'étranger ou la social-démocratie sur la scène intérieure serait se rendre coupable d'une grave distorsion. Si même pour les conservateurs l'antisémitisme n'était ni la priorité ni même la plus grande menace, c'était encore bien moins le cas pour le reste de la société allemande. Ainsi que l'a observé Richard Levy, « on peut soutenir avec de bonnes raisons que, la plupart du temps, les Allemands s'intéressèrent assez peu aux Juifs. Les situer au centre de l'histoire allemande aux XIX^e^ et XX^e^ siècles est une

stratégie hautement improductive[16] ».

Pour certains Allemands, bien entendu, les Juifs étaient la priorité absolue et la principale source de peur. L'antisémitisme des conservateurs allemands au tournant du siècle correspond bien à la notion d'antisémitisme « xénophobe » telle que la formule Gavin Langmuir : un stéréotype négatif formé de diverses affirmations qui ne décrivaient pas la vraie minorité juive, mais symbolisaient des menaces et des intimidations que les antisémites ne pouvaient ni ne voulaient comprendre[17]. Langmuir observe également que l'antisémitisme « xénophobe » est une terre fertile pour l'essor de l'antisémitisme fantastique ou « chimérique », ou ce que Saul Friedlander a dernièrement appelé un antisémitisme « rédempteur[18] ». Si l'antisémitisme xénophobe était un élément important de la plate-forme politique d'un segment important du spectre politique, les antisémites « rédempteurs », avec leurs accusations chimériques – de l'empoisonnement du sang aryen par les Juifs à une conjuration juive mondiale se tramant derrière la double menace d'une révolution marxiste et de la démocratie ploutocratique –, étaient encore un phénomène marginal.

La succession d'expériences traumatiques entre 1912 et 1929 — la mise en minorité de la droite au Reichstag, la défaite militaire, la révolution, l'inflation galopante et l'effondrement économique — transforma la scène politique allemande. La droite gagna du terrain aux dépens du centre et, en son sein, les extrémistes de la Nouvelle Droite progressèrent aux dépens des traditionalistes de l'Ancienne Droite. L'antisémitisme chimérique prit un essor démesuré : de phénomène marginal, il se transforma en idée centrale d'un mouvement qui devint le premier parti politique d'Allemagne dans le courant de l'été 1932 et son parti dirigeant six mois plus tard.

De ce seul fait, l'histoire de l'Allemagne et de l'antisémitisme allemand ne ressemble à celle d'aucun autre pays en Europe. Mais encore faut-il mettre cette situation en perspective. Les nazis ne devaient jamais obtenir plus de 37 % des voix dans une élection libre, c'est-à-dire moins que le total des voix socialistes et communistes. Daniel Goldhagen a raison de nous rappeler qu'on « ne saurait inférer de leur vote l'attitude des individus sur des points précis[19] ». Mais il est fort peu probable qu'il ait raison quand il ajoute que les multitudes d'Allemands qui votèrent social-démocrate pour des raisons économiques n'en étaient pas moins d'accord avec Hitler et les nazis à propos des Juifs. Tout en étant incapable de le prouver, je soupçonne vivement que les Allemands qui votèrent nazi pour d'autres raisons que l'antisémitisme étaient beaucoup plus nombreux que les Allemands qui faisaient de

l'antisémitisme une priorité mais n'en votèrent pas moins pour un autre parti que le NSDAP. Ni les résultats des élections ni les interprétations plausibles que l'on peut en faire ne suggèrent que l'immense majorité des Allemands étaient d'accord avec Hitler sur les Juifs ou que « la place centrale de l'antisémitisme dans la vision du monde du parti, dans son programme, dans sa rhétorique, reflétait les sentiments qui étaient au cœur de la culture allemande(20) ».

Dès 1933, tous les facteurs auxquels Goldhagen attribue le démantèlement de l'antisémitisme allemand après 1945 – éducation, conversation publique, droit, renforts institutionnels – allaient dans le sens contraire et nourrissaient l'intensification de l'antisémitisme parmi les Allemands et, en fait, ils agissaient de manière bien plus concertée que dans l'après-guerre. Peut-on sérieusement douter que cela ait eu un impact significatif, notamment compte tenu de la popularité croissante de Hitler et du régime du fait de ses succès sur la scène économique et en politique étrangère ? Pour reprendre la conclusion succincte de William Allen Sheridan, même dans une ville très nazifiée comme Northeim, la plupart des gens « furent attirés par l'antisémitisme parce qu'ils étaient attirés par le nazisme, plutôt que l'inverse(21) ». De surcroît, le rapport clandestin établi par le Sopade en 1936 et auquel Goldhagen se réfère à maintes reprises – « l'antisémitisme s'est sans conteste enraciné dans de larges cercles de la population […]. La psychose antisémite générale affecte même des gens réfléchis, y compris nos camarades(22) » – témoigne non pas de la situation antérieure, mais d'un changement d'attitude des Allemands après la prise du pouvoir de 1933.

Même après 1933, cependant, mieux vaut continuer de parler au pluriel d'antisémitismes allemands. Au sein du parti, il y avait effectivement un fort contingent d'Allemands aux yeux de qui les Juifs étaient une sinistre menace raciale et une priorité centrale. Le noyau dur des antisémites « chimériques » ou « rédempteurs » du mouvement nazi différaient cependant par leurs styles et par les réponses auxquelles allaient leurs préférences. À une extrémité du spectre se trouvaient les SA et les émules de Streicher, avides de pogromes ; à l'autre, il y avait les antisémites intellectuels, froids et calculateurs, qu'Ulrich Herbert décrit dans sa nouvelle biographie de Wemer Best : des partisans d'une persécution plus systématique mais dépassionnée(23).

Les alliés conservateurs de Hitler étaient partisans d'une désémancipation et d'une ségrégation des Juifs dans le cadre de la contre-révolution et du mouvement de renouveau national. Ils voulaient mettre fin à l'influence juive « excessive » sur la vie

allemande, même si cette priorité passait après le démantèlement des syndicats, des partis marxistes, de la démocratie parlementaire ou le réarmement et le rétablissement d'un statut de grande puissance. Ils parlaient souvent le langage de l'antisémitisme racial, mais pas de manière systématique. Certains, comme le président Hindenburg, voulaient des exemptions au profit des Juifs qui s'étaient montrés dignes en servant loyalement la patrie, et les Églises, bien entendu, souhaitaient des exemptions pour les Juifs convertis. À mon sens, il est peu probable que les conservateurs, par eux-mêmes, fussent allés au-delà des premières mesures discriminatoires de 1933-1934, qui exclurent les Juifs des services et de l'armée, des professions libérales et de la vie culturelle.

Les mesures que les conservateurs jugeaient suffisantes recoupaient celles qui, aux yeux des nazis, n'étaient guère que les premiers pas. Les nazis saisirent beaucoup mieux que les conservateurs la distance qui les séparait. Aussi complices des premières mesures contre les Juifs qu'ils le furent du sabotage de la démocratie, cependant, les conservateurs n'étaient pas plus en mesure de s'opposer à la radicalisation de la persécution des Juifs qu'ils ne pouvaient revendiquer pour eux, sous la dictature, des droits qu'ils avaient refusés aux autres. Et s'ils pouvaient bien se lamenter de la perte croissante de leurs privilèges et de leurs pouvoirs entre les mains des nazis qu'ils avaient aidés à accéder au pouvoir, à de très rares exceptions près, le destin des Juifs ne leur inspirait ni remords ni regret. Soutenir que les alliés conservateurs des nazis n'étaient pas exactement sur la même longueur d'onde que Hitler, ce n'est pas nier que leur conduite fût méprisable et leur responsabilité considérable. Comme auparavant, l'antisémitisme xénophobe offrit un terrain fertile aux antisémites chimériques.

Que peut-on dire de la population allemande dans son ensemble dans les années 1930 ? Le gros de la population se laissa-t-il emporter par le raz de marée antisémite nazi ? En partie seulement, si l'on s'en remet aux recherches minutieuses d'historiens tels que Ian Kershaw, Otto Dov Kulka et David Bankier, qui sont arrivés sur ce point à un degré de consensus surprenant(24). Pour les années 1933-1939, ces trois historiens distinguent une minorité de militants du parti, pour qui l'antisémitisme était une priorité urgente, et le gros de la population allemande, pour qui tel n'était pas le cas. Les activistes mis à part, l'immense majorité de la population ne réclamait pas des mesures antisémites ni ne faisait pression en ce sens. Cependant, la majorité des « Allemands ordinaires » – que Saul Friedlander décrit comme des « spectateurs » ou des « passants »

par opposition aux « militants » ou aux « meneurs[25] » – n'en acceptèrent pas moins les mesures juridiques du régime, qui mit fin à l'émancipation et chassa les Juifs de la fonction publique en 1933, les frappa d'ostracisme en 1935 et acheva l'expropriation de leurs biens en 1938-1939. Cette majorité réprouvait pourtant les violences gratuites des extrémistes envers ces mêmes Juifs allemands dont elle approuvait la persécution légale. Le boycott de 1933, les explosions de vandalisme de 1935 et surtout le pogrome de la *Kristallnacht*, en novembre 1938, suscitèrent une réaction négative au sein d'une bonne partie de la population allemande.

Le plus important, toutefois, c'est l'abîme qui se creusa entre la minorité juive et le reste de la population. Sans être mobilisée autour d'un antisémitisme strident et violent, celle-ci se montra de plus en plus « apathique », « passive » et « indifférente » au sort de celle-là. Du moment qu'elles étaient appliquées dans le respect de l'ordre et de la légalité, les mesures antisémites étaient largement acceptées pour deux grandes raisons : ces mesures entretenaient l'espoir de freiner la violence que la plupart des Allemands trouvaient si désagréable, et la plupart des Allemands acceptaient désormais l'objectif consistant à limiter, voire à éliminer, le rôle des Juifs dans la société. C'était un acquis de taille pour le régime, mais cela ne permettait en aucune façon de prévoir que la plupart des « Allemands ordinaires » allaient approuver – sans parler d'y participer – le massacre des Juifs européens, que les « passants » de 1938 allaient devenir les tueurs génocidaires de 1941-1942.

S'agissant des années de guerre, Kershaw, Kulka et Bankier divergent sur certains points, mais s'accordent généralement sur le fait que l'antisémitisme des « vrais croyants » ne se confondait pas avec les attitudes antisémites de la population et que les Allemands ordinaires ne partageaient toujours pas les priorités antisémites et l'objectif génocidaire du régime. Bankier, qui ne minimise aucunement l'antisémitisme allemand, écrit par exemple : « Les Allemands ordinaires savaient faire la part des choses entre une discrimination acceptable […] et l'horreur inacceptable du génocide. […] Plus filtrèrent les nouvelles sur le meurtre collectif, moins l'opinion voulut être impliquée dans la Solution finale de la question juive[26]. » Néanmoins, comme dit Kulka, « l'abominable et saisissante indifférence qui existait à l'égard du sort des Juifs en tant qu'êtres humains » donna au « régime la latitude dont il avait besoin pour mener à bien la "Solution finale[27]" ». D'une formule mémorable, Kershaw a insisté sur le même point : « La route d'Auschwitz a été construite par haine, mais elle était pavée d'indifférence[28]. »

Bien qu'ils l'emploient comme Kershaw, le mot « indifférence » gêne Kulka et Rodrigue, estimant qu'il rend mal l'intériorisation de l'antisémitisme nazi dans la population, en particulier concernant l'acceptation d'une solution à la question juive par une forme d'« élimination » non spécifiée. Ils suggèrent une expression plus chargée moralement comme « complicité passive » ou « complicité objective(29) ». Goldhagen va plus loin : pour lui, la notion même d'« indifférence », équivalent dans son esprit au fait de n'avoir « aucune idée » ou d'être « absolument neutre, d'un point de vue moral, au massacre collectif », laisse conceptuellement à désirer en même temps qu'elle est psychologiquement impossible. Pour lui, les Allemands n'ont pas été apathiques et indifférents, mais « impitoyables », « froids » et « insensibles » : leur silence avait donc valeur d'approbation(30). Je souscris volontiers au désir de Kulka, Rodrigue et Goldhagen d'employer un mot plus fort, un mot de condamnation morale plus marquée pour décrire la conduite des Allemands. Mais je ne pense pas que le choix du vocabulaire modifie l'observation essentielle de Kershaw, Kulka et Bankier : pour ce qui est de la priorité de l'antisémitisme et de l'engagement à tuer les Juifs, on peut opérer une distinction utile et importante entre le noyau dur des nazis et le reste de la population. De mon point de vue, Goldhagen érige un homme de paille dans sa définition de l'indifférence et se trompe sur le sens du silence sous une dictature. Il semble également oublier que la notion d'indifférence avancée par Kershaw anticipe les continuums de son propre modèle analytique ; ainsi lorsque Kershaw observe que, dans les années de guerre, les Allemands ont bien pu détester davantage les Juifs tout en s'en préoccupant moins.

Il y a deux autres points sur lesquels Goldhagen et moi sommes d'accord. Premièrement, il faut examiner les attitudes et la conduite des Allemands ordinaires sur le front intérieur mais aussi en Europe de l'Est occupée ; et deuxièmement, quand il leur a fallu tuer des Juifs, la plupart des Allemands ordinaires sont devenus des bourreaux « volontaires ». Si les Allemands ordinaires furent indifférents et apathiques, complices et insensibles à l'intérieur de leurs frontières, à l'est ils furent des tueurs.

Notre divergence porte cependant sur le contexte et le motif de cette conduite meurtrière. Pour Goldhagen, ces Allemands ordinaires ne possédaient guère que les notions culturelles qui avaient cours en Allemagne avant 1933 ; et quand l'occasion leur fut enfin donnée, ils voulurent simplement « être des agents du génocide(31) ». À mon sens, les Allemands d'Europe de l'Est étaient porteurs de tout un ensemble d'attitudes : les différentes formes d'antisémitisme qui existaient dans la société allemande et que le

régime avait attisées à partir de 1933, mais bien d'autres choses encore. Comme le démontrent le traité de Brest-Litovsk, les campagnes des *Freikorps* et le rejet presque universel du Traité de Versailles, le refus d'accepter le verdict de la Première Guerre mondiale, les aspirations impériales en Europe de l'Est sous-tendues par des notions de supériorité raciale allemande et l'anticommunisme virulent étaient des sentiments largement partagés dans la société allemande. De mon point de vue, tout cela assurait au gros de la population allemande et aux nazis un terrain d'entente plus large que le seul antisémitisme.

Et en Europe de l'Est, les Allemands ordinaires se laissèrent transformer davantage encore par les événements et la situation de 1939-1941 qu'ils ne l'avaient été par leur expérience de la dictature intérieure de 1933-1939. L'Allemagne était maintenant en guerre : une « guerre raciale » et de conquête impériale. Ces Allemands ordinaires étaient stationnés dans un territoire où les populations indigènes étaient proclamées inférieures, tandis qu'on ne cessait d'exhorter l'occupant à se conduire comme une race de seigneurs. Les Juifs qu'ils trouvaient dans ces territoires étaient les étranges *Ostjuden* : des Juifs allemands non assimilés issus des classes moyennes. En 1941 vinrent s'ajouter deux autres grands facteurs : la croisade idéologique contre le bolchevisme et la « guerre de destruction ». Est-il même plausible de suggérer que ce changement de situation et de contexte en temps de guerre n'a pas altéré les attitudes et la conduite des Allemands ordinaires en Europe de l'Est ? Que seule une image cognitive commune des Juifs antérieure à 1933 et partagée par presque tous les Allemands explique leur volonté de tuer les Juifs, voire leur empressement ?

À cet égard, il importe de noter que, dès avant la mise en œuvre de la Solution finale (qui débuta sur le territoire soviétique dans la seconde moitié de 1941 ; en Pologne et dans le reste de l'Europe, au printemps 1942), le régime nazi avait déjà trouvé des bourreaux volontaires pour 70 ou 80 000 Allemands handicapés physiques ou mentaux, des dizaines de milliers d'intellectuels polonais, des dizaines de milliers de non-combattants victimes de représailles, et plus de deux millions de prisonniers de guerre russes. À compter de septembre 1939, il est clair que le régime fut de plus en plus capable de légitimer et d'organiser le meurtre collectif sur une échelle d'une ampleur stupéfiante qui ne devait rien aux motivations antisémites des exécuteurs ni à l'identité juive des victimes.

Même s'il n'a « pas entièrement raison quant à l'ampleur et à la nature de l'antisémitisme allemand », a dernièrement écrit Goldhagen, il ne s'ensuit pas que ses conclusions sur les

« bourreaux et leurs motifs » soient invalidées(32). Au centre de son interprétation se trouve l'idée que ces hommes n'ont pas seulement été des « bourreaux volontaires », mais qu'ils « voulaient être des agents du génocide(33) ». Ils « étanchaient leur soif de sang juif » avec « plaisir », « s'amusaient », « tuaient pour le plaisir(34) ». De surcroît, « d'un point de vue quantitatif et qualitatif, la brutalité et la cruauté personnalisées dont firent preuve les Allemands à l'égard des Juifs » étaient aussi « uniques » et « sans précédent » : en vérité, elles se « détachent » dans les « longues annales de la barbarie humaine(35) ». Et Goldhagen de conclure avec force : « Quand on s'attache aux motivations de l'Holocauste, cette explication par une causalité unique suffit à rendre compte de ce qu'ont fait la majorité de ses agents », et cette explication unique réside dans l'« antisémitisme démonologique » qui formait la « structure cognitive commune aux agents comme à la société allemande en général(36) ».

Pour étayer cette interprétation, Goldhagen se réclame sans cesse de la méthodologie rigoureuse des sciences sociales considérée comme l'un des facteurs qui mettrait son livre au-dessus des autres et le soustrairait aux reproches des autres spécialistes(37). Je voudrais maintenant mettre l'accent sur deux aspects de son argumentation et les mesurer à l'aune même de la science sociale rigoureuse dont il se réclame : les grandes lignes et la structure de son raisonnement, d'un côté, sa méthodologie dans l'usage des preuves, de l'autre.

Tandis que le gros du livre de Goldhagen porte sur l'antisémitisme dans l'histoire allemande et le sort que les Allemands réservèrent aux Juifs au cours de l'Holocauste, deux comparaisons sont décisives dans la physionomie générale de son argumentation(38). Il compare d'abord les Allemands aux non-Allemands dans leur traitement respectif des Juifs, puis les victimes juives aux victimes non juives. Le but est d'expliquer que seul un antisémitisme éliminationniste et envahissant propre à la société allemande peut rendre compte des différences tranchées censées découler de ces comparaisons.

Les problèmes que pose cette démarche sont multiples. Pour que la seconde comparaison étaye convenablement son argumentation, Goldhagen doit prouver non seulement que les Allemands traitaient différemment les victimes suivant qu'elles étaient juives ou non (ce dont conviennent la quasi-totalité des historiens), mais aussi que le traitement différent s'explique fondamentalement par la motivation antisémite de l'immense majorité des bourreaux et non par d'autres motivations possibles telles que la soumission aux différentes politiques de l'État pour les différents groupes de

victimes. Les deuxième et troisième études de cas des *Bourreaux volontaires de Hitler* sont destinées à fournir des preuves sur ces deux points. Selon Goldhagen, le cas des camps de travail juifs de Lipowa et de Flughafen, à Lublin, montre que la main-d'œuvre juive était la seule dont les Allemands ne fissent aucun cas, sans considération de la rationalité économique, voire contre celle-ci. De même, la marche de la mort de Helmbrechts démontrerait que l'on a tué des Juifs alors même qu'ordre avait été donné de les garder en vie ; en conséquence, la force motrice du carnage n'était pas la docilité à la politique du gouvernement ni l'obéissance aux ordres, mais la profonde haine personnelle des exécuteurs pour leurs victimes juives – haine inculquée par la culture allemande. Sur la base de ces exemples, Goldhagen soutient que la cruauté sans précédent, continue et systématique avec laquelle les bourreaux allemands traitèrent leurs victimes juives ne s'explique que par cette même raison.

L'un des mérites qui rachètent le livre de Goldhagen est d'attirer l'attention sur les marches de la mort, mais son essai de généralisation à partir du seul exemple de Helmbrechts est peu convaincant. Sa description marquante de cet épisode horrifique ne doit pas faire oublier que, pour prouver l'existence d'un empressement généralisé à tuer des Juifs, fût-ce contre les ordres, il aurait dû établir que cet événement était représentatif des autres marches de la mort et que le même phénomène ne s'était pas reproduit avec d'autres victimes. Or, même dans le cas de Helmbrechts, il admet que les gardes durent empêcher la population allemande locale d'offrir des vivres et un toit aux Juifs ou aux soldats allemands de leur apporter des soins, sans se demander un seul instant si ces autres Allemands n'étaient pas tout aussi typiques de la société allemande dans son ensemble que les brutes qui encadraient les marches de la mort(39).

De même, on peut trouver un contre-exemple concernant le carnage en cours de victimes non juives malgré un changement de politique au sommet et l'emploi irrationnel d'une main-d'œuvre non juive. Alors qu'il venait de décider de massacrer tous les Juifs d'Europe, en octobre 1941 le régime nazi revint sur sa position antérieure concernant les prisonniers de guerre soviétiques et ordonna qu'ils fussent désormais mis au travail au lieu de les laisser simplement mourir de faim, de maladie et de froid. Rudolph Höss, à Auschwitz, fut informé qu'il allait recevoir un fort contingent de prisonniers de guerre soviétiques afin de construire un nouveau camp à Birkenau : projet haut placé sur la liste des priorités de Himmler. Bref, des considérations économiques et des ordres supérieurs imposèrent de garder en vie les prisonniers de

guerre soviétiques et de leur confier des tâches utiles. Près de 10 000 d'entre eux arrivèrent à Auschwitz en octobre 1941 et furent expédiés à Birkenau. Fin février, soit quatre mois plus tard, ils n'étaient plus que 945, soit un taux de survie de 9,5 %(40). L'ordre donné par Himmler de les employer pour un projet de construction prioritaire n'a pas suffi pour que le personnel du camp de concentration change aussitôt de comportement et d'habitudes, qu'il cesse de recourir au travail pour torturer ou exterminer les détenus, ou pour que soient adoucies les conditions meurtrières de Birkenau.

De fait, comme Michael Thad Allen l'a fait valoir dans sa récente thèse de doctorat sur l'Office central d'administration économique des SS (Wirtschaftsverwaltungshauptamt(41)), au sein du système concentrationnaire, le recours au travail pour punir et torturer les détenus, plutôt que pour produire, faisait partie d'une culture institutionnelle bien avant que les Juifs ne fussent une partie significative de la population internée. De surcroît, tout au long de la guerre, les efforts pour mettre la main-d'œuvre concentrationnaire au service de la production continuèrent de se heurter à la résistance du personnel, obstinément hostile à toute rationalité économique. La culture concentrationnaire se révéla à cet égard difficile à modifier, quelle que fût l'identité ethnique des détenus concernés.

Qu'en est-il du traitement de la main-d'œuvre juive à Birkenau à cette époque ? À titre de comparaison, 7 000 jeunes juives slovaques furent expédiées au camp principal-d'Auschwitz – ou *Stammlager* – au printemps 1942, également comme main-d'œuvre. À la mi-août, les 6 000 qui étaient encore en vie furent acheminées à Birkenau. Fin décembre, à peine quatre mois plus tard, 650 seulement étaient encore en vie, soit un taux de survie comparable de 10,8 %(42). Bref, les facteurs institutionnels ou conjoncturels et une idéologie dont le potentiel meurtrier ne dérivait pas exclusivement de l'antisémitisme produisirent des pourcentages de victimes quasi identiques parmi les prisonniers de guerre soviétiques et des Juives slovaques qui se trouvaient dans le même camp au même moment – et ce, malgré le changement de la politique officielle concernant les prisonniers de guerre soviétiques et l'urgence de la tâche économique qu'ils devaient accomplir.

Goldhagen a raison de dire que, à la longue, le traitement meurtrier des prisonniers de guerre soviétiques a changé, mais pas celui de la main-d'œuvre juive, sauf sur des points mineurs. Mais cela indique simplement que, malgré l'inertie institutionnelle et la persistance initiale de formes de comportement meurtrières envers les prisonniers soviétiques, la docilité à la politique officielle a fini

par l'emporter dans les deux cas. Cela ne démontre pas, comme le suggère Goldhagen(43), que le destin des Slaves, tel que celui des prisonniers de guerre soviétiques, et celui des Juifs différaient avant tout à cause d'attitudes culturellement induites et différentes envers les deux ensembles de victimes. Les Allemands présidèrent à la mort de quelque deux millions de prisonniers de guerre soviétiques au cours des neuf premiers mois de la guerre – soit beaucoup plus que le nombre des victimes juives à ce stade. Le taux de mortalité dans ces camps de prisonniers de guerre était largement supérieur aux taux de mortalité dans les ghettos polonais *avant* la Solution finale. Le fait que le régime nazi ait changé de politique afin d'exterminer tous les Juifs et de ne plus affamer tous les prisonniers de guerre soviétiques nous en apprend davantage sur l'idéologie, les priorités et les obsessions de Hitler et des dirigeants nazis que sur les attitudes de la société allemande. Le taux de mortalité saisissant des prisonniers de guerre soviétiques dans les premiers mois est avant tout révélateur de la capacité du régime à amener des Allemands ordinaires à massacrer des multitudes de prisonniers soviétiques si tel était resté son objectif. Que le massacre de ceux-ci ait continué au printemps 1942 prouve seulement qu'il ne suffit pas que les politiques changent pour que les institutions de tuerie s'arrêtent et que le personnel abandonne ses attitudes et son comportement.

Bref, il est diverses variables concevables qui ont leur importance : la politique du gouvernement, les formes de comportement passées et les images cognitives induites par la culture. Pourtant, lorsqu'il se propose d'expliquer les différences de comportement envers les victimes selon qu'elles étaient juives ou non, Goldhagen ne sépare pas convenablement les divers facteurs causaux possibles. Son insistance sur l'image allemande des Juifs comme « seul » cadre adéquat est surtout étayée par son insistance sur la cruauté des exécutants.

L'argument d'une cruauté sans précédent et singulière des Allemands envers les Juifs est cependant problématique de deux points de vue. Premièrement, cette thèse de la singularité se fonde sur l'impact émotionnel du récit de Goldhagen plutôt que sur de véritables comparaisons. Il offre de nombreuses descriptions saisissantes et glaçantes de cette cruauté, puis se borne à affirmer au lecteur engourdi et horrifié qu'une telle conduite est à l'évidence sans précédent. Si seulement c'était vrai ! Malheureusement, les récits de carnages roumains et croates démontreraient aisément que ces collaborateurs n'égalaient pas seulement en cruauté ceux des Allemands mais les surpassaient régulièrement. Et encore n'est-il pas question ici des multiples

exemples que l'on pourrait trouver en dehors de l'Holocauste – du Cambodge au Rwanda.

Inversement, Goldhagen minimise la cruauté des nazis dans l'extermination d'autres victimes, notamment des handicapés allemands éliminés « froidement », mais « sans les faire souffrir(44) ». Pourtant, les handicapés mentaux furent d'abord abattus par les pelotons d'exécution du commando Eimann avant la mise au point des fourgons et des chambres à gaz ; quant aux petits enfants, on se contentait de ne plus les nourrir et de les laisser mourir de faim. Les patients qui hurlaient et tentaient de fuir étaient traqués et évacués en bus des asiles. À Hadamar, les tueurs organisèrent une fête pour marquer leur dix millième victime(45) !

En second lieu, Goldhagen se contente d'affirmer, comme une intuition qui irait de soi, qu'une telle cruauté ne saurait s'expliquer que par une image cognitive du Juif propre à la culture allemande(46). Il a tout à fait raison de dire que la cruauté dans l'Holocauste – si saillante dans les mémoires des survivants – est une question peu traitée par les spécialistes, mais cela ne justifie pas pour autant son affirmation infondée sur les motivations. Il est intéressant de constater que Primo Levi, survivant éloquent, était au moins en partie d'accord avec Franz Stangl, le tristement célèbre commandant de Treblinka, sur une explication différente, tout à fait fonctionnelle, de la cruauté des exécutants : l'abaissement total et l'humiliation de la victime facilitait la déshumanisation si essentielle aux actions de l'exécutant – « pour conditionner ceux qui devaient exécuter matériellement les opérations. Pour leur permettre de faire ce qu'ils faisaient ». Mais on peut partager la frustration de Primo Levi devant cette explication qui, sans être entièrement fausse, n'en est pas moins insuffisante : « C'est une explication qui ne manque pas de logique, mais qui crie au ciel : c'est l'unique utilité de la violence inutile(47). »

De fait, une explication purement fonctionnelle est impuissante face à de trop nombreux exemples de cruauté. Fred E. Katz adopte une autre approche : dans un cadre meurtrier, explique-t-il, la création d'une « culture de la cruauté » est un « phénomène puissant » qui procure maintes satisfactions – réputation et prestige accrus parmi ses pairs, ennui moins lourd, sentiment de joie et d'allégresse, épanouissement du sens artistique et de la créativité – pour ceux qui font étalage de leurs cruautés gratuites et imaginatives(48). Mais reste une question en suspens, qu'on ne saurait trancher par une simple affirmation : une culture de haine est-elle la condition nécessaire d'une culture de la cruauté ?

Goldhagen a posé une question importante. Je ne crois pas qu'on y ait trouvé une réponse satisfaisante.

Venons-en à l'autre comparaison, portant sur le sort des Juifs entre les mains d'Allemands ou de non-Allemands. Pour que cette comparaison soit recevable au regard des normes des sciences sociales, il faudrait comparer la conduite des Allemands à la conduite des exécutants dans tous les pays impliqués dans la Solution finale – ou tout au moins dans un échantillon de pays non biaisé. Or Goldhagen prend comme élément de comparaison le comportement des Danois et des Italiens : choix qui n'est ni aléatoire ni exempt de parti pris(49). En fait, sa suggestion suppose résolu ce qui est en question : la rareté de tels comportements chez les Danois et les Italiens quand les Allemands n'eurent aucun mal à trouver des collaborateurs meurtriers presque partout ailleurs en Europe. Elle ne démontre pas la singularité du traitement réservé par les Allemands aux Juifs, encore moins que celle-ci était due à un antisémitisme allemand culturellement spécifique. Ailleurs, Goldhagen admet la participation d'Européens de l'Est dans les pelotons d'exécution et appelle de ses vœux une étude de la « combinaison de facteurs cognitifs et conjoncturels [qui] ont conduit les bourreaux […] à apporter leur contribution à l'Holocauste(50) ». Il n'explique pas pourquoi une explication multicausale devient soudain acceptable pour les Européens de l'Est, mais pas pour les Allemands.

De surcroît, ainsi que je l'ai observé en avril 1996 au colloque de l'U.S. Holocaust Memorial Museum(51), l'exemple des Luxembourgeois du 101e bataillon de réserve offre l'occasion rare de comparer des gens d'origines culturelles différentes mais dans la même situation. En l'occurrence, il faut se contenter de suggestions plutôt que de conclusions. Reste que les quatorze Luxembourgeois semblent s'être largement conduits comme leurs camarades allemands, ce qui laisse penser que les facteurs conjoncturels étaient effectivement très forts. Goldhagen m'a objecté que ces quatorze Luxembourgeois ne formaient qu'un petit échantillon, qu'on ne pouvait en tirer des conclusions générales, même s'il ne s'est pas privé de le faire à partir du petit nombre de gardiens des camps de travail de Lipowa et de Flughafen ou de la marche de la mort de Helmbrechts.

Mes objections à l'argumentation de Goldhagen n'infirment pas pour autant son interprétation en tant que telle. Elles montrent simplement qu'il n'a pas satisfait aux normes de rigueur qu'il a lui-même énoncées tout en ne cessant de répéter que d'autres ont lamentablement échoué à les comprendre. Pour mettre en évidence non seulement l'absence de preuves concluantes de son

interprétation, mais aussi les lacunes qui la rendent peu convaincante, il nous faut maintenant examiner l'usage qu'il fait des preuves.

Goldhagen admet être parti de l'hypothèse que « les motivations des bourreaux étaient dans leurs croyances à l'endroit des victimes(52) ». S'agissant de la conduite et des motivations des hommes du 101e bataillon de réserve de la police, la principale source de preuves pour évaluer cette hypothèse, ce sont les témoignages rassemblés après la guerre au cours de l'enquête. Tous les spécialistes en sont d'accord : les témoignages des bourreaux après la guerre sont éminemment problématiques ; ils portent la marque des questions posées par les enquêteurs, mais aussi de l'oubli, du refoulement, de la distorsion, de la fuite et du mensonge des témoins.

Mon sentiment est cependant que les témoignages judiciaires du 101e bataillon de réserve sont qualitativement différents de la grande masse des témoignages du même type. Le tableau de service de l'unité a survécu et plus de 40 % des membres du bataillon (pour la plupart des réservistes de base plutôt que des officiers) ont été interrogés par des enquêteurs capables et insistants. La masse de témoignages inhabituellement vivants et détaillés contraste vivement avec les témoignages stéréotypés et manifestement déshonnêtes que l'on rencontre si souvent. Conscient de la nature subjective et faillible des jugements que je porterai, j'ai néanmoins le sentiment que, manipulé avec prudence, cet ensemble offre à l'historien l'occasion unique de sonder des questions comme il est impossible de le faire à partir des archives d'autres affaires. Après tout, ce n'est pas un hasard si, parmi les centaines de procès qui eurent lieu en Allemagne après la guerre, Goldhagen et moi sommes arrivés indépendamment à ces mêmes archives judiciaires.

Traitant du problème de la valeur de ces témoignages, Goldhagen soutient au contraire que « la seule méthodologie possible est d'écarter *toutes* les dépositions disculpant leur auteur qui ne sont pas corroborées par d'autres(53) ». Mais il avoue « néanmoins [s'être] efforcé de résister à la tentation d'aller piocher çà et là, dans de très nombreux cas, des éléments favorables à [sa] démonstration, afin de ne pas biaiser [ses] conclusions(54) ». Et il affirme que, dans sa méthodologie, ce « parti pris est négligeable(55) ».

Mais la méthodologie de Goldhagen est-elle à l'abri de tout biais ? Quel est son étalon pour juger des témoignages d'auto-disculpation qu'il convient d'écarter à moins qu'il n'existe d'autres sources pour les corroborer ? Pour lui, les témoignages relèvent

« en toute probabilité » de cette catégorie si les témoins nient avoir donné « leur consentement, leur volonté la plus intime, leur âme même » au génocide(56). Bref, tout ce qui atteste un état d'esprit ou une motivation qui ne cadre pas avec son hypothèse initiale est exclu à moins d'être corroboré, et trouver une corroboration concernant un état d'esprit – compte tenu de l'absence de lettres et de carnets intimes contemporains – est quasiment impossible. En conséquence, il ne reste à Goldhagen qu'un résidu de témoignage compatible avec son hypothèse, et ses conclusions, à toutes fins utiles, sont prédéterminées. Une méthodologie qui ne peut faire autrement que de confirmer l'hypothèse qu'elle était censée tester n'a pas grande valeur en sciences sociales.

Le problème de cette méthodologie déterministe se trouve aggravé par une autre lacune dans l'usage que Goldhagen fait des preuves : il pratique la règle du deux poids, deux mesures. Il n'emploie pas les mêmes normes en matière de preuves ni le même seuil d'exclusion très élevé selon que les victimes sont polonaises ou juives. La comparaison de nos études respectives des premiers massacres de Juifs et de Polonais accomplis par le 101e bataillon à Jozefow et Talcyn illustre de manière spectaculaire l'effet cumulé de ces problèmes.

Selon Goldhagen, à Jozefow, le commandant Wilhelm Trapp prononça un petit discours d'encouragement, incitant ses hommes à tuer en invoquant l'image démoniaque que presque tous avaient des Juifs. Bien que Trapp fût « secoué » et « mal à l'aise », son discours trahissait sa « conception nazifiée des Juifs ». Goldhagen concède que « beaucoup d'hommes ont été secoués, voire momentanément abattus par les tueries », mais c'est pour mettre en garde aussitôt contre la « tentation » de voir dans ces témoignages sur la réaction négative des hommes davantage qu'une faiblesse viscérale devant tant de sang et d'horreurs(57).

Que reste-t-il de ce tableau ? Dans une note, mais pas dans le corps du texte, Goldhagen admet qu'un témoin a vu Trapp « en pleurs ». Il ne dit mot des sept autres témoins qui ont parlé de ses larmes ou d'autres signes de désarroi évident(58). Il ne fait pas état du témoignage de deux policiers rappelant que Trapp déclara explicitement que les ordres ne venaient pas de lui(59), ni de quatre des cinq qui observèrent que Trapp prit ouvertement ses distances par rapport aux ordres quand il les transmit à ses hommes(60). Il ne signale pas le témoignage de son chauffeur : « S'agissant des événements de Jozefow, il me confia plus ou moins par la suite : "Si jamais cette affaire juive est vengée sur terre, alors pauvres de nous, Allemands(61) !" » À y regarder de près, le « petit discours » qui aurait prétendument invoqué la vision démoniaque des Juifs

n'était qu'un effort assez pathétique pour rationaliser le massacre imminent des Juifs présenté comme un acte de guerre contre les ennemis de l'Allemagne, comparable aux bombes larguées sur les femmes et les enfants au pays. Tous les hommes ont beau répéter avoir été secoués, abattus, amers, accablés, écœurés, terrassés, révoltés et découragés, Goldhagen balaye leur témoignage d'un revers de main : ce ne sont que des plaidoyers *pro domo*, témoignant d'une faiblesse viscérale momentanée.

Décrivant la première exécution de Polonais à titre de représailles à Talcyn, Goldhagen affirme : « Dans cet épisode révélateur, se juxtaposent les attitudes des Allemands à l'égard des Juifs et leurs attitudes à l'égard des Polonais. » En guise de preuve, il cite simplement deux témoins : l'un qui se souvient qu'à Talcyn Trapp « pleura » ; et l'autre que « certains de ses hommes firent savoir qu'ils ne souhaitaient plus accomplir des missions de la sorte à l'avenir(62) ». Bref, ce sont là précisément le type de témoignages répétés que Goldhagen écarte ou récuse quand il parle du massacre des Juifs de Jozefow ; et voici qu'il les juge soudains recevables, alors même qu'ils ne sont que deux, pour démontrer que le bataillon réagit différemment au massacre de Polonais.

De plus, cette pratique du deux poids, deux mesures dans le choix des preuves se retrouve aussi dans son analyse des mobiles des hommes. Qu'aucun policier n'ait fait défection à Talcyn n'est pas interprété comme une preuve du désir de tuer des Polonais, alors que le même comportement à Jozefow est présenté comme la preuve de leur « volonté génocidaire » à l'égard des Juifs. La montagne de témoignages attestant la détresse des hommes dans ce cas n'est révélatrice que d'une faiblesse viscérale « momentanée », mais il suffit d'un seul témoin à Talcyn pour établir l'« évidente répugnance » des hommes à tuer des Polonais(63).

Il est encore une autre manière d'aborder cette pratique du deux poids, deux mesures concernant les victimes juives et polonaises. Goldhagen multiplie les exemples de massacres gratuits et volontaires de Juifs, qu'il juge pertinents pour évaluer les attitudes des tueurs. Mais il omet un cas semblable de tuerie volontaire et gratuite de Polonais par les hommes du 101e bataillon. Dans le village de Niezdów avait été tué un officier de police allemand ; à titre de représailles, furent dépêchés sur place des policiers qui étaient sur le point de se rendre au cinéma d'Opole. Les jeunes Polonais ayant tous pris la fuite, seuls restaient dans le village les vieillards, en majorité des femmes. De plus, on apprit que le policier qui était tombé dans une embuscade avait été simplement

blessé, non pas tué. Les hommes du 101e bataillon n'en fusillèrent pas moins toutes les personnes âgées et incendièrent le village avant de retourner au cinéma pour une soirée de détente(64). Où sont, dans cet épisode, les preuves d'une « évidente répugnance » à tuer des Polonais ? Goldhagen aurait-il omis cet incident si les victimes avaient été juives et s'il avait pu sans mal en inférer une motivation antisémite ?

Dans le portrait que Goldhagen brosse des hommes, la quasi-uniformité met également en évidence une sélection tendancieuse des preuves(65). Le lieutenant Heinz Buchmann est le seul membre du bataillon qui se soit déclaré par principe hostile au meurtre collectif et ait refusé de prendre part de quelque manière que ce soit aux actions antijuives. Concernant la différence de comportement entre lui et les capitaines SS Julius Wohlauf et Wolfgang Hoffmann, Buchmann déclara à contrecœur que la promotion était sans importance pour lui parce qu'il avait une affaire prospère, tandis que Wohlauf et Hoffmann étaient des policiers de carrière ambitieux « qui voulaient devenir quelque chose ». De surcroît, précisa-t-il, « par mon expérience des affaires, surtout par mes activités à l'étranger, j'avais une meilleure vision générale des choses(66) ». Goldhagen commente rapidement l'importance que Buchmann lui-même accorde au carriérisme et cite la seconde partie de la déclaration comme la preuve que Buchmann était le seul membre du bataillon à n'avoir pas succombé à « l'antisémitisme hallucinatoire(67) ».

Mais si l'on cite Buchmann comme la principale source de preuves de l'antisémitisme uniforme qui régnait au sein du bataillon, ne faut-il pas retenir également les déclarations suivantes ? Évoquant les différentes réactions des hommes à son refus de prendre part aux actions antijuives, il confie : « Parmi mes subalternes, beaucoup comprenaient ma position, mais d'autres firent des remarques désobligeantes à mon endroit et me regardèrent de haut(68). » Et à propos de leur attitude envers la tuerie proprement dite, il ajoute : « Les hommes n'ont pas accompli les actions juives avec enthousiasme. […] Tous étaient très abattus(69). »

Je donnerai un dernier exemple de sélection tendancieuse. Goldhagen souligne systématiquement que les bourreaux « prenaient plaisir » à tuer des Juifs et que « les récits faits par ces hommes des conversations qu'ils avaient sur les lieux de la tuerie laissent entendre […] qu'ils approuvaient, dans leur principe, le génocide et leurs propres actes(70) ». Un exemple typique en est le passage où il raconte comment le détachement du sergent Heinrich Bekemeier mena à bien la « chasse aux Juifs » à Lomazy

après le massacre. Goldhagen écrit :

> Quand Bekemeier et ses hommes trouvaient des Juifs, ils ne se contentaient pas toujours de les tuer ; dans un cas qui a été rapporté, ils commençaient, tout au moins Bekemeier, par s'amuser avec eux.

Puis il cite directement le témoignage du policier :

> Il est un épisode qui aujourd'hui encore est demeuré gravé dans ma mémoire. Sous le commandement du sergent Bekemeier, nous devions accompagner je ne sais où un convoi de Juifs. Il a fait ramper les Juifs dans un trou d'eau en les obligeant à chanter. Après cet épisode, un vieillard n'était plus en état de marcher : il l'a abattu à bout portant d'une balle dans la bouche […].

Sur ce, Goldhagen interrompt la citation et évoque le même épisode à partir d'un témoignage apporté lors d'un interrogatoire ultérieur :

> Quand Bekemeier eut tiré, le Juif leva la main comme pour en appeler à Dieu, puis s'effondra. Le cadavre du Juif fut tout simplement abandonné sur place. Ce n'était pas notre affaire.

Si le récit n'est pas tronqué, le témoignage prend une toute autre dimension car, après avoir raconté comment Bekemeier tua le vieux Juif, le policier ajoute : « J'ai dit à Heinz Richter, qui marchait à côté de moi, "Je voudrais le descendre, cette ordure". » De fait, toujours d'après le même témoin, Bekemeier passait pour « une sale ordure » et un « infâme clébard » dans le « cercle des camarades ». Il avait la réputation d'un homme « violent et cruel » envers les « Polonais et les Juifs » et frappait même ses hommes(71). Bref, par un choix tendancieux des documents, Goldhagen inscrit cet épisode dans le cadre d'une forme de cruauté et d'approbation générales et uniformes, quand du témoignage complet se dégage le portrait d'un officier SS particulièrement cruel et détesté, dont les hommes réprouvaient la conduite.

À la différence de Goldhagen, j'ai donné du bataillon un portrait à plusieurs niveaux. Au sein de celui-ci, il y avait divers groupes qui se conduisirent différemment. Les « tueurs empressés » – dont les effectifs s'accrurent au fil du temps – étaient à l'affût de toute occasion de tuer et fêtaient leurs actions. Le groupe le plus réduit était celui des hommes qui ne tiraient pas. À l'exception du lieutenant Buchmann, ils n'avaient pas d'objections de principe concernant le régime et sa politique meurtrière ; ils ne faisaient pas de reproches à leurs camarades. Ils tirèrent simplement partie

de la ligne suivie par Trapp, exemptant ceux qui « n'avaient pas le cœur » d'y participer en expliquant qu'ils étaient trop faibles ou qu'ils avaient des enfants.

Le plus fort contingent rassemble tous ceux qui firent ce qu'on leur demanda de faire, sans jamais prendre le risque de s'opposer à l'autorité ni de paraître faibles ; pour autant, ils ne se portèrent pas volontaires ni ne fêtèrent les tueries. Toujours plus hébétés et abrutis, ils s'apitoyaient davantage sur eux-mêmes, à qui l'on confiait des tâches « déplaisantes », que sur leurs victimes déshumanisées. Pour la plupart, ils ne pensaient pas que ce qu'ils faisaient était mal ou immoral, parce que l'autorité légitime approuvait la tuerie. Pour la plupart, ils n'essayaient même pas de penser ! « En vérité, déclara ainsi un policier, je dois dire qu'à l'époque on ne réfléchissait pas à tout cela. C'est seulement des années plus tard qu'on a pris réellement conscience de ce qui s'était produit alors(72). » L'alcool les y aidait : « Si les autres hommes buvaient tant, c'est uniquement à cause des nombreuses tueries de Juifs ; une vie pareille était insupportable pour qui restait sobre(73). »

Que ces policiers aient été des « bourreaux volontaires » ne signifie pas qu'ils « voulaient être des agents du génocide ». C'est là, à mon sens, une distinction de taille que Goldhagen ne cesse de brouiller. À maintes reprises, il aborde le problème des divergences d'interprétation sous la forme d'une fausse dichotomie. De deux choses l'une : ou les Allemands étaient « d'accord » avec Hitler sur la nature diabolique des Juifs et croyaient donc que le massacre était nécessaire et juste ou ils devaient se dire qu'ils étaient en train de commettre le plus grand crime de toute l'histoire. De mon point de vue, la majorité des tueurs n'entrent dans aucune de ces catégories opposées.

Outre un tableau nuancé du bataillon, j'ai proposé une explication multicausale des motivations. J'ai signalé l'importance du conformisme, des pressions exercées par les pairs et de la soumission à l'autorité ; et j'aurais dû souligner de manière plus explicite l'effet de légitimation des pouvoirs publics. J'ai également insisté sur les « effets de la guerre et du racisme, qui s'intensifiaient mutuellement », sur les « années de propagande antisémite [...] venant se rajouter aux effets polarisateurs de la guerre ». J'ai soutenu que « rien n'a autant aidé les nazis à mener une guerre raciale que la guerre elle-même », car la « dichotomie entre la race supérieure des Allemands et la race inférieure des Juifs, centrale dans l'idéologie nazie, pouvait alors sans mal fusionner avec l'image d'une Allemagne assiégée et entourée d'ennemis ». Pour accomplir le génocide, nul n'était besoin que les

Allemands ordinaires souscrivissent à la diabolisation hitlérienne des Juifs. Les divers facteurs conjoncturels et les chevauchements idéologiques qui ont concouru à définir le statut de l'ennemi et à déshumaniser les victimes suffisaient pour transformer des « hommes ordinaires » en « bourreaux volontaires ».

Goldhagen prétend que nous n'avons « d'autre solution que d'adopter » son explication, parce qu'il a infirmé de manière « irréfutable » et « retentissante » les « explications traditionnelles » (contrainte, obéissance, observations socio-psychologiques sur le comportement humain, égocentrisme, atténuation ou fragmentation de la responsabilité). Divers problèmes se posent. Premièrement, les spécialistes n'invoquent pas ces « explications traditionnelles » comme les causes uniques et suffisantes des conduites meurtrières ; généralement, elles trouvent place dans une approche pluricausale, que Goldhagen tourne en dérision en parlant de « liste de blanchisserie(74) ». Aussi n'ont-elles pas l'ambition démesurée de tout expliquer comme Goldhagen prétend le faire avec son interprétation. Deuxièmement, quand il assure avoir infirmé de manière « irréfutable » les autres explications, Goldhagen se donne des critères exigeants auxquels il ne satisfait pas. Enfin, quand bien même les « explications traditionnelles » seraient globalement réfutées, on ne serait pas tenu pour autant d'accepter sa thèse.

Examinons de plus près sa soi-disant réfutation de deux prétendues « explications traditionnelles » : une propension allemande à obéir aux ordres et divers attributs généraux du comportement humain étudiés par la socio-psychologie (soumission à l'autorité, adaptation au rôle, conformation aux pressions exercées par les pairs). Goldhagen rejette catégoriquement l'idée qu'une propension à suivre les ordres et à obéir sans se poser de questions ait été un trait saillant de la culture politique allemande. Après tout, observe-t-il, les Allemands se battaient dans les rues de Weimar et ne cachaient pas leur mépris de la République(75). Mais un incident ne fait pas l'histoire du pays ni ne caractérise sa culture politique. Affirmer que la culture politique allemande ne comportait aucune tendance à l'obéissance en raison de l'opposition à Weimar ne vaut pas mieux que de prétendre que l'antisémitisme ne faisait pas partie de la culture politique allemande en invoquant l'émancipation des Juifs au XIX^{e} siècle – idée à laquelle Goldhagen s'oppose avec force.

Plus important est le contexte de la désobéissance à Weimar. Goldhagen observe que les Allemands n'obéissaient qu'au gouvernement et à l'autorité qu'ils jugeaient « légitimes ». C'est en vérité un point essentiel, car c'est précisément le caractère

démocratique et non autoritaire de Weimar qui délégitimait ce régime aux yeux de ceux qui le méprisaient et l'attaquaient. Et c'est précisément la démolition par les nazis de la démocratie et le rétablissement d'un système politique autoritaire, faisant passer les obligations communes avant les droits individuels, qui leur donnèrent légitimité et popularité aux yeux de couches significatives de la population allemande. De fait, de nombreux historiens ont soutenu que les révolutions démocratiques timides et inachevées de 1848 et de 1918 ouvrirent la porte en Allemagne à une contre-révolution et à une restauration autoritaires, et que c'est cette démocratisation ratée – plutôt que l'antisémitisme – qui distinguait le plus nettement la culture politique de l'Allemagne de celle de la France, de l'Angleterre et des États-Unis.

Les mêmes types d'éléments et d'arguments qu'invoque Goldhagen pour prouver le caractère envahissant d'un antisémitisme qui inculquait la haine des Juifs en Allemagne servent aussi à étayer l'idée que l'Allemagne était héritière d'une longue tradition d'autoritarisme inculquant des habitudes d'obéissance et des attitudes antidémocratiques. Tous les éléments dont Goldhagen lui-même estime qu'ils ont contribué de manière décisive à façonner la culture politique – l'éducation, la conversation publique, le droit et les renforts institutionnels(76) – concouraient à inculquer des valeurs autoritaires en Allemagne bien avant que les nazis ne s'en servissent aussi pour disséminer inlassablement l'antisémitisme.

De plus, les antisémites allemands les plus bruyants étaient aussi antidémocratiques et autoritaires. Nier l'importance des traditions et valeurs autoritaires dans la culture politique allemande tout en soulignant le caractère pénétrant de l'antisémitisme, c'est affirmer que le verre est à moitié plein tout en niant qu'il soit à moitié vide. Pour autant que les arguments de Goldhagen sur la culture politique allemande et l'antisémitisme sont recevables, ils sont plus valables encore pour la culture politique et la soumission à l'autorité.

Goldhagen soutient que l'interprétation socio-psychologique est « anhistorique » et que ses adeptes « sous-entendent que n'importe quel groupe de gens, indépendamment de leur socialisation et de leurs croyances, pourrait être parachuté dans les mêmes circonstances et agirait exactement de la même façon envers un groupe de victimes arbitrairement sélectionnés(77) ». Ce faisant, il commet une grave erreur, qui repose sur une confusion entre le cadre expérimental et l'application que font ensuite les chercheurs des aperçus ainsi obtenus. Par exemple, le but des expériences de Milgram et de Zimbardo était précisément d'isoler les variables de

soumission à l'autorité et d'adaptation au rôle afin de pouvoir examiner et mieux comprendre la dynamique de ces facteurs dans le comportement humain. Conduire l'une ou l'autre de ces expériences en opposant des Serbes et des musulmans de Bosnie ou des Hutus et des Tutsis eût été ridicule pour la simple et bonne raison que des animosités ethniques historiquement spécifiques eussent introduit une seconde variable puissante, dénaturant totalement les résultats.

C'est précisément parce que ces expériences ont gardé un caractère anhistorique que leurs résultats ont quelque validité et que les chercheurs savent désormais que la soumission à l'autorité et l'adaptation au rôle sont deux facteurs qui marquent fortement le comportement humain. Pour des chercheurs qui étudient la motivation dans des situations historiques concrètes, où il est impossible d'isoler les variables et dans lesquelles les acteurs eux-mêmes ne sont pas pleinement conscients de l'interaction complexe des facteurs qui façonnent leur conduite, ces aperçus me paraissent précieux pour passer au crible des données problématiques.

Son interprétation seule, a maintes fois répété Goldhagen, suppose à juste titre que les bourreaux croyaient que le massacre des Juifs était nécessaire et juste, tandis que les « explications traditionnelles » partent de l'idée fausse que les tueurs étaient convaincus de mal agir et devaient être incités à tuer contre leur volonté. C'est mal définir la position des autres et poser le problème sous la forme d'une fausse dichotomie. Employant une approche socio-psychologique pour étudier le cas historiquement spécifique des « crimes d'obéissance » au Vietnam, Kelman et Hamilton ont observé un large éventail de réactions à l'autorité. Entre ceux qui agissaient par conviction parce qu'ils partageaient les valeurs du régime et sa politique et ceux qui feignaient de se soumettre, agissant contre leur volonté quand on les tenait à l'œil mais n'obéissaient pas dès que leurs supérieurs avaient le dos tourné, il y avait d'autres possibilités. Beaucoup acceptaient et intériorisaient le modèle de rôle que l'on attendait d'eux : un soldat doit être dur et obéissant, il doit exécuter la politique de l'État quel que soit le contenu des ordres spécifiques(78). Des soldats et des policiers peuvent délibérément obéir à des ordres et mettre en œuvre une politique qu'ils ne jugent pas en accord avec leurs valeurs personnelles, même quand ils ne sont pas surveillés ; de la même façon, il arrive souvent que des soldats et des policiers appliquent délibérément les ordres et se fassent tuer en accomplissant leur devoir alors même qu'ils ne veulent pas mourir. En leur qualité de soldats et de policiers, ils peuvent commettre

des actes qu'ils jugeraient répréhensibles s'ils les faisaient de leur propre chef, mais auxquels ils ne trouvent rien à redire du moment qu'ils sont approuvés par l'État(79). Enfin, des gens peuvent changer de valeurs, en adopter de nouvelles qui ne contredisent pas leurs actions, au point de devenir ainsi des tueurs par conviction alors que la tuerie devient simple routine. Entre l'autorité, la croyance et l'action, la relation n'est pas seulement complexe, mais aussi instable et susceptible de changer avec le temps(80).

Contrairement à ce que prétend Goldhagen, l'approche socio-psychologique ne postule pas que l'idéologie des exécutants, leurs valeurs morales ou leur conception des victimes n'ont aucune importance(81). En revanche, elle ne saurait s'accommoder d'une réduction simpliste de cette idéologie, de ces valeurs morales et de cette conception des victimes à un facteur unique tel que l'antisémitisme. Je suis d'accord avec Goldhagen quand il déclare que le « "crime d'obéissance" […] dépend de l'existence d'un contexte social et politique favorable(82) ». Mais le contexte social et politique introduit invariablement une pluralité de facteurs au-delà de la cognition des bourreaux et de l'identité des victimes ; et il produit un spectre ou un éventail de réactions complexe et changeant.

Bref, Goldhagen est encore loin d'apporter une explication correcte et d'infirmer de manière « irréfutable » plusieurs « explications traditionnelles » clés(83) – qui, au demeurant, n'ont jamais prétendu apporter en elles-mêmes une explication totale. Quand bien même les cinq explications traditionnelles que signale Goldhagen auraient été infirmées de manière « irréfutable », il n'est pas vrai qu'il ne nous resterait « d'autre choix que d'adopter » son interprétation. La recherche en vue de comprendre les motivations des agents de l'Holocauste ne se limite pas à un ensemble restreint. La recherche n'a rien d'un questionnaire à choix multiples. À tout le moins, il doit toujours y avoir un autre choix : « Aucune des solutions proposées. »

Tout au long de la controverse, Goldhagen a fait valoir que son approche a rétabli une dimension morale absente des explications de ses prédécesseurs. Par exemple, dans la réponse à ses critiques parue récemment dans *The New Republic*, Goldhagen assure avoir reconnu « l'humanité » des acteurs. Son analyse « se fonde sur le constat que chaque individu opère des choix sur le traitement à réserver aux Juifs », ce qui « rétablit la notion de responsabilité individuelle ». Par ailleurs, il prétend que des chercheurs comme moi ont maintenu les « bourreaux à longue distance » et les ont traités comme des « automates ou des pantins(84) ».

Toutes ces affirmations ne sont pas tenables. Premièrement, les aperçus socio-psychologiques qu'il écarte cavalièrement ne traitent pas les individus comme des pièces mécaniquement interchangeables, pas plus qu'ils ne récusent les facteurs culturels et idéologiques(85). Comme on l'a signalé plus haut, l'affirmation de Goldhagen suivant laquelle l'approche psycho-sociologique est « à l'évidence fausse » et qu'on peut le démontrer(86) repose sur une caricature grossière. Deuxièmement, en ce qui concerne « l'humanité » des bourreaux et le fait de ne pas les « maintenir à longue distance », c'est Goldhagen lui-même qui engage les chercheurs à se défaire de l'idée que les Allemands du III^e^ Reich « étaient plus ou moins des gens comme nous » et que « leur sensibilité […], même de loin, approchait la nôtre(87) ». Enfin, son idée qu'il faut traiter les bourreaux en « agents responsables qui effectuent des choix » est difficilement conciliable avec sa conclusion déterministe : « Dans l'Allemagne nazie, et même bien avant, la plupart des Allemands ne pouvaient pas plus disposer de modèles cognitifs étrangers à leur société […] qu'ils ne pouvaient parler couramment le roumain […] faute d'avoir baigné dans cette langue(88). »

De mon point de vue, au contraire, les théories psychosociologiques – fondées sur l'hypothèse d'inclinations et de penchants communs à la nature humaine sans pour autant exclure des influences culturelles – offrent des aperçus importants sur la conduite des acteurs. Non seulement ceux-ci avaient la faculté de choisir, mais ils effectuèrent leur choix de diverses manières qui couvrent l'ensemble du spectre : de la participation enthousiaste à divers degrés de dérobade en passant par diverses formes de soumission – respectueuse, de pure forme ou empreinte de regret. Je poserais donc la question : de nos deux approches, laquelle se fonde sur l'humanité et l'individualité des agents et permet d'introduire une dimension morale dans l'analyse de leurs choix ?

Goldhagen et moi sommes d'accord pour penser que le 101^e^ bataillon de réserve de la police était représentatif des « Allemands ordinaires » et que des « Allemands ordinaires » recrutés de manière aléatoire dans toutes les couches de la société sont devenus des « bourreaux volontaires ». En revanche, je ne crois pas que son tableau du bataillon soit représentatif. Il a certainement raison de dire qu'il y eut de nombreux tueurs enthousiastes à l'affût d'occasions de tuer, des tueurs qui trouvaient plaisir à leurs cruautés atroces et fêtaient leurs exploits. Dans ce livre comme dans le sien, les exemples effroyables de comportements de ce genre ne sont que trop nombreux. Mais Goldhagen minimise ou nie d'autres niveaux de comportement qui

sont importants si l'on veut comprendre la dynamique des unités génocidaires et qui jettent le doute sur son idée que le bataillon était uniforme dans sa « fierté » et son « approbation de principe » du meurtre collectif. Son tableau est biaisé parce qu'il prend la partie pour le tout.

C'est un défaut qui transparaît à maintes reprises dans son livre. Par exemple, j'admets que l'antisémitisme formait un puissant courant idéologique dans l'Allemagne du XIX^e^ siècle, mais je récuse son idée que l'« antisémitisme gouvernait déjà plus ou moins la vie idéologique (*ideational*) de la société civile » dans l'Allemagne prénazie(89). J'admets qu'en 1933 l'antisémitisme faisait désormais partie du « sens commun » de la droite allemande sans conclure pour autant que toute la société allemande était sur « la même longueur d'onde » que Hitler et que « la place centrale de l'antisémitisme dans la vision du monde du parti, dans son programme, dans sa rhétorique, reflétait les sentiments qui étaient au cœur de la culture allemande(90) ». J'admets que l'antisémitisme – fabrication de stéréotypes négatifs, déshumanisation et haine des Juifs – était généralisé parmi les tueurs de 1942, mais je n'accepte pas d'y voir un antisémitisme « préexistant, latent » que Hitler n'eut qu'à activer(91).

Pour nous résumer, le problème fondamental n'est pas d'expliquer pourquoi les Allemands ordinaires, en tant que membres d'un peuple à tous égards différents de nous et façonnés par une culture qui ne leur permettait pas de penser et d'agir autrement qu'en agents du génocide, se sont empressés de tuer des Juifs quand l'occasion s'en est présenté. Il est d'expliquer pourquoi des hommes ordinaires – formés par une culture qui avait ses particularités mais qui ne s'en inscrivait pas moins dans le tronc commun des traditions occidentales et chrétiennes et des Lumières – ont accompli, dans des circonstances spécifiques, le génocide le plus extrême de l'histoire humaine.

Pourquoi est-il si important de savoir lequel de nos tableaux du 101^e^ bataillon et lesquelles de nos conclusions s'approchent le plus de la vérité ? Il serait très réconfortant que Goldhagen ait raison, que de très rares sociétés réunissent les préalables culturels et cognitifs nécessaires, à long terme, pour commettre un génocide et que les régimes ne peuvent faire des choses pareilles que si la population est très largement en symbiose quant à sa priorité, à sa justice et à sa nécessité. Notre monde serait plus sûr s'il avait raison, mais je ne partage pas cet optimisme.

J'ai bien peur que nous ne vivions dans un monde où la guerre et le racisme sont omniprésents, où les pouvoirs de mobilisation et de légitimation du gouvernement sont puissants et croissants, où le

sentiment de la responsabilité personnelle est toujours plus atténué par la spécialisation et la bureaucratisation, et où le groupe des pairs exerce des pressions considérables sur la conduite de chacun et fixe les normes morales. Dans un pareil monde, je le crains, les gouvernements modernes qui souhaitent commettre un meurtre collectif échoueront rarement dans leurs efforts par incapacité à amener des « hommes ordinaires » à devenir leurs « bourreaux volontaires ».

Remerciements

Je suis très reconnaissant à Theodore Raphaël, Michael Marrus, Saul Friedlander, Lawrence Langer, Aaron Asher, E. Wayne Carp et Mark Jensen de leurs suggestions nombreuses et profondes pour améliorer le manuscrit. Les insuffisances demeurent, bien entendu, de ma seule responsabilité.

Appendices

TABLEAU 1

Nombre de Juifs fusillés par le 101e bataillon
de réserve de la police

TABLEAU 2

Nombre de Juifs déportés à Treblinka
par le 101e bataillon de réserve de la police

Index

Adamow
Adorno (Theodor)
Alekzandrow
Alvensleben (Ludolph von)
Ardennes
Arendt (Hannah)
Armee der Landespolizei
Aspang
Auschwitz.
Avriham.
Azéma (J.P.)

Babi Yar
Bach-Zelewski (Erich von dem)
Baer (Richard)
Baranovitchi
Bauman (Zygmunt)
Bédarida (F.)
Behrens
Bekemeier* (Heinrich)
Belgique
Belzec
Bentheim* (Toni)
Berditchev
Berlin
Besser
Biala Podlaska
Bialowieza
Bialystok
Bilgoraj
Birkenau
Birmanie
Birmes (August)
Bittner* (Adolf)
Bloch (Marc)
Bluma
Bocholt* (Heinrich)
Bohême
Bomhard
Bonnaud (Robert)

Boureau (A.)
Bramer
Brand* (Paul)
Braumüller
Breclar
Brème
Bremerhaven
Breslau
Brno
Bromberg
Brünn
Brunner
Brustin-Berenstein (Tatiana)
Buchmann* (Heinz)
Budzyn
Bulgarie
Bürger (Josef)
Butenop
Bydgoszcz

Carl
Cases (Cesare)
Chelm
Chelmno
Chepetovka
Claasen (Kurt)
Cracovie
Croatie
Czemierniki
Czestochowa
Daluege (Kurt)
Dammtor
Dantzig
Deaglio (E.)
Debin
Delarue (J.)
Detmold* (Martin)
Dettelmann* (Hans)
Dniepropetrovsk
Dower (John)
Dresde
Drohotschin
Drucker* (Kurt)
Düna

Düsseldorf
Dvina

Eichmann (Adolf)
Einsatzgruppen
Europe occidentale

Feldgendarmerie
Feucht* (Heinrich)
Fischer (Fritz)
Fischmann
Frampol
France
Frank (Hans)
Franz
Freikorps
Friedländer (Saül)
Führer

Galicie
Ganzenmüller
Gebhardt* (Wilhelm)
Geheime Staatspolizei (*Gestapo*)
Gemeindepolizei
Girzik
Globocnik (Odilo)
Gnade (Hartwig
Goebbels (Joseph)
Grabitz (Helge)
Grafmann*
Grawitz
Grèce
Gross (Walter)
Grund* (Rudolf)
Gut Jablon
Gut Pannwitz

Habib (Cl.)
Hachmann
Hagen*
Hambourg
Harry
Harwood
Haslach*

Hayes (Peter)
Heiden*
Heilmann* (Alfred)
Heinkel
Hergert*
Hertel
Heydrich (Reinhard)
Hilberg (Raul)
Himmler (Heinrich)
Hitler
Hoess (Rudolf)
Hoffmann (Julius)
Höfle (Hermann)
Hollande
Hongrie
Hoppner* (Walter)
Horodenka
Hrubieszow

Italie
Izbica

Jagdzüge
Jäger
Jäger
Jammer*
Janow
Jeckeln (Friedrich)
Jobst*
Jurich*
Justmann*
Jutta

Kageler* (Georg)
Kambach
Kammer*
Karlsen
Käser
Kassel
Kastenbaum* (Franz)
Katowice
Kaunas
Keller* (Hans)
Kesselring

Kharkov
Khodorov
Khorol
Kielce
Kiev
Kintrupp
Klaporov
Kobrin
Kock
Kolomyja
Komarowka
Konskowola
Kosov
Kowno
Krasnik
Krasnystaw
Krauskopf (Daniel)
Krementshug
Kriminalpolizei (*Kripo*)
Kröpelin
Krüger (Friedrich-Wilhelm)
Kube (Wilhelm)
Kuhr
Kulaszka (Barbara)
Kurow
Kuty

La Boétie (Étienne de
Lachwa
Lambrecht
Lanzmann (Claude)
Leffler* (Georg)
Lefort (Claude)
Leitmaritz
Lemberg
Leningrad
Lerch (Ernst)
Levi (Primo)
Liebscher
Litzmannstadt
Lodz
Lomazy
Lubartow
Lübeck

Lublin
Ludwigsburg
Lukow
Luminets
Lundenburg
Luxembourg
Lwow

Majdanek
Malmédy
Maly-Trostinez
Manille
Marx (Karl)
Mayer (Arno)
Mayerhofer
Mehler*
Metzger* (Paul)
Michaelson (Gustav)
Michalsen (Georg)
Miedzyrzec
Milgram (Stanley)
Milo (Daniel S.)
Minsk
Moguilev
Montua
Moorweide
Moravie
Mouchard (Cl.)
Muhsfeld
Munich

Nagel
Narevka-Mala
Nehring*
Neisse
Niehaus* (Walter)
Niezdow
Norvège
Nouvelle-Guinée
Nuremberg
Nysa

Oberhauser (Josef)
Odessa

Opole
Oradour-sur-Glane
Ordnungspolizei (*Orpo*)
Ostmann*

Parczew
Pays-Bas
Peters* (Oscar)
Petsch
Pfeiffer*
Piaski
Pinsk
Pohl (Helmuth)
Poliakov (Léon)
Polizei-Ausbildungsabteilungen
Polizei-Hundertschaften
Pologne
Pologne orientale
Pol Pot
Poltava
Poniatowa
Posen
Poznan
Prague
Probst* (Bruno)
Prutzmann* (Hans)
Pulawy

Radom
Radzyn
Rawa Ruska
Reimer
Rendsburg
Retzlaff
Revel (Jacques)
Rheindorf
Riebel
Riga
Rohrbaugh* (Arthur
Rosenberg (Alfred)
Rousset (David)
Rumminger
Russie centrale
Russie du Nord

Russie méridionale
Ruth

Salitter (Paul)
Scheer* (Hans)
Schleswig-Holstein
Schmeer
Schoeja
Schoenfelder*
Schulze
Schutzpolizei (*Schupo*)
Selbstschutz
Sereny (Gitta)
Serokomla
Siam
Sicherheitspolizei
Siedlce
Silésie
Skole
Slavuta
Slovaquie
Slutsk
Smolevitch
Sniatyn
Sobibor
Sonderband
Sonderdienst
Sperlich* (Alfred)
Sporrenberg (Jakob)
Staline
Stalingrad
Stangl (Franz)
Stanin gmina
Stanislawow
Staub (Erwin)
Steiner (John)
Steinmetz* (Heinrich)
Sternschanze
Stolin
Streibel (Karl)
Streim (Alfred)
Stryj
Stuttgart

Talcyn
Tarnogrod
Theresienstadt
Thion (Serge)
Trapp (Wilhelm)
Trawniki
Trawnikis
Treblinka
Tuczna
Turobin

Ulan gmina
Ulanow
Union soviétique

Varsovie
Verrall (Richard)
Vidal-Naquet (Pierre)
Vienne
Vinnitsa

Waldner
Waltz (Günther)
Wandolin
Warthegau
Weis
Westermann
Wigand (Arpad)
Wilhelm (Hans-Heinrich)
Wippern (Georg)
Wirth (Christian)
Wisznice
Wlodawa
Wohin
Wohlauf (Julius)
Wojcieszkow
Worthoff (Hermann)
Wysokie

Yougoslavie

Zakrzow
Zamosc
Zaplatov

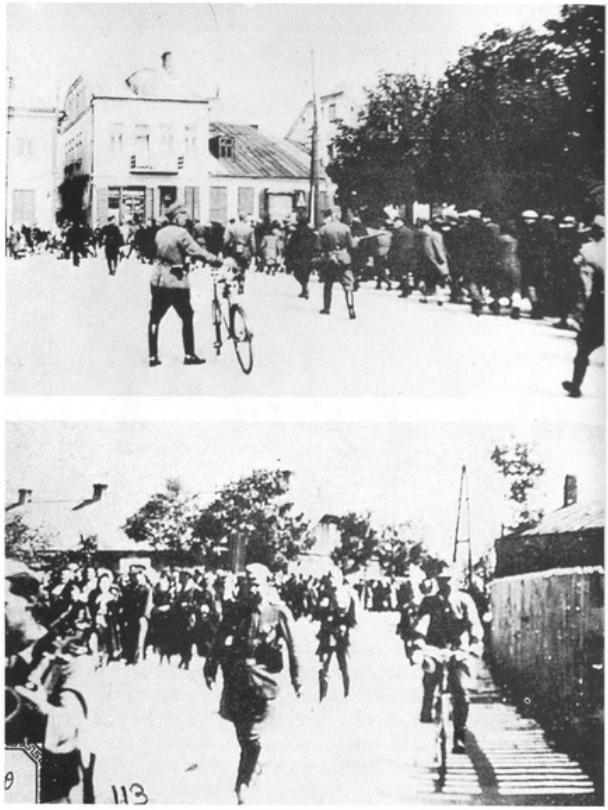
Zimbardo (Philip)
Zimmermann* (Walter)
Zitzmann
Zorn* (August)
Zündel (Ernst)

Illustrations

Lukow, probablement à l'automne de 1942, lorsque l'*Ordnungspolizei* y liquide le principal ghetto. (*Avec l'aimable autorisation de Yad Vashem.*)

Le ghetto « de transit » de Miedzyrzec, liquidé en une série de sept « actions » entre août 1942 et juillet 1943. La 2e compagnie du lieutenant Gnade a justement affublé la ville de Miedzyrzec du nom de *Menschenschreck*, « horreur humaine ». (*Avec l'aimable autorisation du Jewish Historical Institute, Varsovie.*)

L'*Ordnungspolizei* monte la garde sur la place du marché pendant la « sixième action » du 26 mai 1943, lorsque 1 000 Juifs sont déportés vers le camp de travail de Majdanek. Lors des précédentes déportations de Miedzyrzec, les Juifs ont été envoyés directement aux chambres à gaz de Treblinka. (*Avec l'aimable autorisation de Yad Vashem.*)



L'*Ordnungspolizei* emmène les Juifs de Miedzyrzec à travers la ville, 26 mai 1943. Les Juifs déportés à Majdanek ce jour-là seront mis à mort lors du massacre de l'*Erntefest*, en novembre 1943. (*Avec l'aimable autorisation du Jewish Historical Institute, Varsovie.*)

Le lieutenant Gnade devant ses « baraques de déshabillage », à Miedzyrzec. (*Avec l'aimable autorisation de Yad Vashem.*)

L'*Ordnungspolizei* force les Juifs à se déshabiller et les fouille à la recherche d'objets de valeur. Les « baraques de déshabillage » ont été introduites pour la première fois dans le processus de la déportation par le lieutenant Gnade à l'automne de 1942, au moment où le ghetto de Miedzyrzec subit une série d'« opérations d'évacuation » particulièrement brutales. (*Avec l'aimable autorisation de Yad Vashem.*)

Lors de la plupart des opérations de déportation, les Juifs sont autorisés à emporter quelques affaires personnelles afin de mieux accréditer la fiction de la « réinstallation ». Avec la « fouille au corps » du lieutenant Gnade, il est évident que personne, policiers ou Juifs, n'y croit plus. (*Avec l'aimable autorisation du Jewish Historical Institute, Varsovie.*)

Après la fouille au corps, les Juifs sont autorisés à remettre leurs sous-vêtements avant d'être emmenés à la gare et entassés dans des wagons à bestiaux. (*Avec l'aimable autorisation de Yad Vashem.*)

Ce volume
le vingt-sixième
de la collection « Histoire »
publié aux Éditions Les Belles Lettres
a été composé
par Nord Compo
et achevé d'imprimer
en janvier 1994
dans les ateliers
de Normandie Roto Impression s. a.
61250 Lonrai
N° d'imprimeur : 13-2591
Dépôt légal : janvier 1994

À l'aube du 13 juillet 1942, les hommes du 101e bataillon de police de réserve allemande entrent dans le village polonais de Josefow. Arrivés en Pologne quelques jours auparavant, la plupart d'entre eux sont des pères de famille trop âgés pour être envoyés au front. Dans le civil, ils étaient ouvriers, vendeurs, artisans, employés de bureau. Au soir de ce 13 juillet, ils se sont emparés des 1 800 Juifs de Josefow, ont désigné 300 hommes comme «Juifs de labeur», et ont abattu à bout portant, au fusil, 1 500 femmes, enfants et vieillards.

La plupart de ces réservistes ordinaires étaient devenus adultes avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir et n'avaient jamais été des nazis militants ni des racistes fanatiques. Pourtant en seize mois, ces hommes vont assassiner directement, d'une balle dans la tête, 38 000 Juifs, et en déporter 45 000 autres vers les chambres à gaz de Treblinka – un total de 83 000 victimes pour un bataillon de moins de 500 hommes.

Utilisant les témoignages de 210 anciens de ce bataillon, Christopher Browning les laisse raconter avec leurs propres mots leur participation à la Solution finale – ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont pensé, comment ils ont rationalisé leur conduite meurtrière.

Christopher Browning établit le bilan incontestable de l'activité d'extermination de ce bataillon, et accorde un soin minutieux à analyser l'environnement social et les actions personnelles des individus qui le composaient : il nous offre ainsi la preuve la plus accablante jamais établie à ce jour de l'ordinaire aptitude humaine à une extraordinaire inhumanité.

Christopher Browning est professeur d'histoire à la Pacific Lutheran University à Tacoma (Washington, États-Unis).

Il a déjà publié, aux États-Unis : *Fateful Months: Essays in the Emergence of the Final Solution*, *The Final Solution and the German Foreign Office* et *The Path to Genocide*.

Traduction de Élie Barnavi

ISBN: 2-251-38025-6 130 F

Notes

ABRÉVIATIONS

Le premier cercle est le dernier

1 *Introduction à la philosophie de l'histoire*, nouvelle édition procurée par Sylvie Mesure, Gallimard, 1986.
2 Trad. Marie-France de Paloméra et André Charpentier, Fayard, 1988 : voir au sujet de ce livre mon analyse in *Les Juifs, la mémoire et le présent*, II, La Découverte, 1991, p. 216-222.
3 Voir mon étude « Le défi de la Shoah à l'histoire », *ibid.*, p. 223-234.
4 Voir sur ce thème la belle introduction de Cesare Cases à Primo Levi. *Opere*, I, Einaudi, Turin, 1988, p. IX-XXXI ; cette édition fondamentale à laquelle je renvoie en est à son 3e volume, *ibid.*, 1990.
5 La première édition de *Se questo è un uomo* est de 1947 ; traduction de Martine Schruoffeneger, Julliard, 1987. Le titre français *Si c'est un homme* est, à mon avis, un contresens.
6 C'est cette même question qui est au centre du livre de Robert Antelme, *L'Espèce humaine*, Gallimard, 1957, réédité dans la collection Tel. Voir sur ce livre D. Mascolo, *Autour d'un effort de mémoire*, Maurice Nadeau, 1987.
7 Voir par exemple D. Cordier, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, I, Lattès, 1989, p. 294-301.
8 *La « Solution finale » dans l'histoire*, trad. M.G. et J. Carlier, La Découverte, 1990, p. 36.
9 Voir J.Cl. Pressac, Les Crématoires d'Auschwitz, la machinerie du meurtre de masse, CNRS éditions, 1993.
10 Ils imprègnent le livre cité supra de J.Cl. Pressac.
11 Traduction A. Maugé, Gallimard, 1989 ; l'édition italienne est de 1986.
12 Les deux ouvrages sont édités chez Holmes & Meier, à New York. Un quatrième livre, un recueil d'essais, *The Path to Genocide*, Cambridge University Press, a été publié en 1992.
13 Barbara Kulaszka (éd.), *Did Six Million Really Die ? Report of the Evidence in the Canadian « False News » Trial of Ernst Zündel*, Samisdat Publishers Ltd, Toronto, 1992. J'imposerai au préfacier, qui est français, le même anonymat qui a été imposé à Christopher Browning. La déposition de ce dernier, ou plutôt ce qu'il en reste, se trouve aux pages 84-157.
14 Je m'appuie ici sur la préface de Jacques Revel au livre de Giovanni Levi, Le Pouvoir au village, Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle, trad. Monique Aymard, Gallimard, 1989, p. I-XXXIII.
15 *Eichmann à Jérusalem*, trad. A. Guérin, revue par M.I. Brudny-de-Launay, collection Folio, Gallimard, 1991, p. 85.
16 Calmann-Lévy, réédité aux éditions Complexe, Bruxelles, 1985.
17 S. Thion a pris l'initiative de publier cette correspondance datant d'une époque où je tentais de l'arracher à ses délires. Je cite donc son livre, publié dans une pseudo-clandestinité. *Une allumette sur la banquise. Écrits de combat (1980-1992)*, Le Temps irréparable, s.l., 1993, p. 127.
18 S. Thion, *Une allumette sur la banquise. Écrits de combat (1980-1992), op. cit.*, p. 45. La phrase en question succède à celle-ci : « Là aussi il s'est passé, sans le moindre doute, des atrocités commises à grande échelle. »

Après l'affirmation, le doute.

19 *Opere*, III, Einaudi, Turin, 1990, p. 904 ; le texte est du 23 décembre 1960.

20 Le sous-titre de son livre, *Eichmann à Jérusalem*, trad. A. Guérin, revue par M.I. Brudny-de-Launay, collection Folio, Gallimard, 1991, est « Rapport sur la banalité du mal » ; je cite la page 408. Il n'est que juste d'ajouter qu'il y a eu aussi – plus rarement – une banalité du bien ; cf. E. Deaglio, *La banalità del bene. Storia di Giorgio Perlasca*, Feltrinelli, Milan, 1993.

21 D.S. Milo et A. Boureau, *Alter Histoire. Essais d'histoire expérimentale*, Les Belles Lettres, 1991, p. 9-55.

22 Pour emprunter une expression à Robert Bonnaud, à propos de la guerre d'Algérie ; cf. *Itinéraire*, Éditions de Minuit, 1962, p. 85.

23 Cf. J. Delarue, *Trafics et crimes sous l'Occupation*, Fayard, nouvelle édition 1993, p. 485-489. Cette affaire est brièvement évoquée, avec renvoi à un travail antérieur, par P. Barral in J.P. Azéma et F. Bédarida (éd.). *La France des années noires*, I, Seuil, 1993, p. 249.

24 Cf. P. Vidal-Naquet, *La Torture dans la République*, Éditions de Minuit, 1972, réédition Maspero et La Découverte, 1975, 1983.

25 Voir l'édition de ce texte présentée par Claude Lefort, Payot, 1976 ; et, pour une mise au point récente, Cl. Habib, « De la servitude volontaire, Une lecture politique », in Cl. Habib et Cl. Mouchard (ed.), *La Démocratie à l'œuvre, Autour de Claude Lefort*, Éditions Esprit, 1993, p. 191-213.

26 Il est traduit dans *Le Monde* du 16 octobre 1992.

27 « Aux portes de la cité » et « Scènes d'entre deux mondes » sont les titres des deux premiers chapitres des *Jours de notre mort* de David Rousset (1947), réédition, collection Pluriel, Hachette, 1993.

Préface de l'auteur

1 Raul Hilberg estime que plus de 25 % des victimes du génocide hitlérien sont mortes fusillées. Plus de 50 % ont péri dans les six principaux camps d'extermination munis de chambres à gaz ; le reste a succombé aux conditions de vie effroyables dans les ghettos, les camps de travail et de concentration, les marches de la mort, etc. *The Destruction of the European Jews* (New York, 1985), 1219.

2 La seule autre analyse exhaustive d'une unité particulière de mise à mort est l'étude de Hans-Heinrich Wilhelm, « Die Einsatzgruppe A der Sicherheitspolizei und des SD 1941-42 : Eine exemplarische Studie », constituant la seconde partie du livre de Helmut Krausnick et Hans-Heinrich Wilhelm, *Die Truppe des Weltanschauungskrieges : Die Einsatzgruppen der Sicherheitspolizei und des SD 1938-42*, Stuttgart, 1981. L'étude de Wilhelm est fondée sur une documentation contemporaine bien plus abondante que celle dont nous avons pu disposer pour le 101e bataillon de réserve de la police. Cependant Wilhelm n'a pas eu la liste des membres de cette unité ; son analyse des effectifs se limite donc aux officiers.

3 Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Armand Colin, Paris, 1974.

4 Raul Hilberg, « The Bureaucracy of Annihilation » in *Unanswered Questions : Nazi Germany and the Genocide of the Jews*, éd. François Furet

(New York, 1989), 124-26.

1. Un beau matin, à Jozefow

1 Adolf B. ; HW440.
2 Erwin G., HW 2502-3 ; Johannes R. HW 1808 ; Karl F. ; HW 1868.
3 Sur le comportement de Trapp pendant son discours : Georg A., HW 421 ; Alfred L., HW 1351 ; Bruno P., HW 1915 ; Walter N., HW 3927 ; Heinz B., HW 4415 ; August Z., G 275. Sur le contenu de son discours : Georg A., HW 421 ; Adolf B., HW 439 ; Martin D., HW 1596 ; Walter N., HW 1685 ; Bruno D., HW 1874 ; Otto-Julius S., HW 1952 ; Bruno G., HW 2019 ; August W., HW 2039-40 ; Wilhelm Gb., HW 2146 ; Franz K., HW 2482 ; Anton B., HW 2655, 4346 ; Ernst Hn., G 505. Pour la proposition extraordinaire du commandant : Otto-Julius S., HW 1953, 4577 ; August W., HW 2041-42, 3298, 4589.

2. La police de maintien de l'ordre (*Ordnungspolizei*)

1 La seule histoire institutionnelle de l'*Ordnungspolizei* est *Zur Geschichte der Ordnungspolizei 1936-1945* (Koblenz, 1957) : 1re partie, Hans-Joachim Neufeldt, « Entstehung und Organisation des Hauptamtes Ordnungspolizei », et 2e partie, Georg Tessin, « Die Stäbe und Truppeneinheiten der Ordnungspolizei ». L'étude de Heiner Lichtenstein, *Himmlers grüne Helfer : Die Schutzpolizei und Ordnungspolizei in « Dritten Reich »* (Cologne, 1990), est parue trop tard pour que j'aie pu la consulter.
2 Tessin, 7-8.
3 Tessin, 13-15, 24, 27, 49.
4 Tessin, 32-34.
5 Tessin, 15, 34.
6 NO-2861 (le rapport annuel de Daluege pour l'année 1942, présenté aux officiers supérieurs de l'*Ordnungspolizei* en janvier 1943). Chiffres légèrement différents dans *Das Diensttagebuch des deutchen Generalgouverneurs in Polen 1939-1945*, éd. Werner Präg et Wolfgang Jacobmeyer, Stuttgart, 1975, p. 574. Le 21 novembre 1942, le commandant de l'*Ordnungspolizei* dans le Gouvernement général fait état d'une force de 12 000 policiers allemands, 12 000 policiers polonais et 1 500 à 1 800 policiers ukrainiens (probablement en Galicie). Le commandant de la police de sécurité fait état d'une force de 2 000 Allemands et 3 000 employés polonais.

3. L'*Ordnungspolizei* et la Solution finale : Russie, 1941

1 Krausnick et Wilhelm, 146 ; Tessin, 96.
2 *IMT* 38 : 86-94 (221-L : Réunion d'Hitler du 16 juillet 1941 avec Göring, Lammers, Rosenberg et Keitel).
3 Yehoshua Büchler, « Kommandostab Reichsführer-SS : Himmler's Personal Murder Brigades in 1941, » *Holocaust and Genocide Studies I*, n° 1 (1986) : 13-17.
4 Ainsi, le 23 juillet 1941, le 322e bataillon de police fut mis à la disposition directe du *HSSPF* von dem Bach-Zelewski, « en vue des missions imminentes du bataillon » : YVA, 0-53/127/53 (Journal de campagne du

322e BP, à la date du 23 juillet 1941 ; ci-après Journal de campagne).

5 NOKW-1076 (*Kommissarbefehl*, 6 juin 1941).

6 *Gerichtsbarkeiterlass Barbarossa*, signé par Keitel, 13 mai 1941, in Hans-Adolf Jacobsen, « Kommissarbefehl und Massenexekutionen sowjetischer Kriegsgefangener », *Anatomie des SS-States* (Fribourg, 1965), 2 : 216-18 (doc. 8).

7 YVA, TR-10/823 (Landgericht Wuppertal, jugement 12 Ks 1/67) : 29-30.

8 YVA, TR-10/823 (Landgericht Wuppertal, jugement 12 Ks 1/67) : 40-65.

9 Journal de campagne, 15, à la date du 10 juin 1941.

10 Journal de campagne, 28, à la date du 2 juillet 1941.

11 Journal de campagne, 35-41, aux dates des 5, 7 et 8 juillet 1941.

12 Journal de campagne, 40-42, aux dates des 8 et 9 juillet 1941.

13 YVA, 0-53/128/219 (ordre confidentiel du colonel Montua, 11 juillet 1941).

14 Pour le 322e bataillon de police, voir *JNSV* 19, n° 555 (Landgericht Fribourg, 1 AK 1/63) : 437-8. Pour le 316e bataillon de police, voir YVA, TR-10/721 (Landgericht Bochum, jugement 15 Ks 1/66) : 142-77.

15 Journal de campagne, 53, à la date du 23 juillet 1941.

16 Journal de campagne, 64, à la date du 2 août 1941.

17 YVA, 0-53/128/80 (Riebel, 3e compagnie, au 322e BP, 10 août 1941).

18 YVA, 0-53/128/81 (Riebel, 3e compagnie, au 322e BP, 15 août 1941).

19 Journal de campagne, 79, à la date du 29 août 1941.

20 Journal de campagne, 82, à la date du 30 août 1941.

21 Journal de campagne, 83-85, aux dates des 31 août et 1er septembre 1941.

22 YVA, 0-53/128/87 (Riebel 9e compagnie, au 3e bataillon de police du régiment « *Mitte* », 1er septembre 1941).

23 Journal de campagne, 116, 118, aux dates des 2 et 3 octobre 1941. Le rapport de Riebel revendique 555 pour sa 9e compagnie. YVA, 0-53/86/150 (Riebel, « Rapport concernant l'action juive des 2-3 octobre 1941 » au 3e bataillon de police du régiment « *Mitte* »).

24 YVA, 0-53/128/242-75, 0-53/86/14-62 (collection partielle des rapports quotidiens du *HSSPF* sud, Friedrich Jeckeln, au *RF-SS* Himmler, 19 août-5 octobre 1941).

25 ZStL, II 204 AR-Z 1251-65 (Landgericht Regensburg, jugement Ks 6/70) : 9-35 ; et 204 AR-Z 1251/65, 2 : 370-77 (rapport du Bureau des affaires criminelles de l'État de Bavière, Munich, 10 septembre 1968).

26 ZStL, 204 AR-Z 1251/65, 1 : 53-54, 58-60, 94-96 (interrogatoires de Johann L., Franz P. et Karl G.) ; 3 : 591-95 (notes du journal de Balek).

27 Pour un jugement tout à fait défectueux mais contenant des éléments utiles concernant les activités du 11e bataillon de police, voir *JNSV* 18, n° 546a (Landgericht Kassel, jugement 3a Ks 1/61) : 786-835.

28 *IMT* 27 : 4-8 (1104-PS : Gebietskommissar Carl à Slutsk au Generalkommissar Kube à Minsk, 30 octobre 1941).

29 *JNSV* 18, n° 546a (Landgericht Kassel, jugement 3a Ks 1/61) : 786-87, 835.

30 Le seul document que j'aie trouvé relatif à la participation de l'*Ordnungspolizei* à l'extermination des Juifs de Russie en 1942 est un rapport émanant d'une compagnie de l'*Ordnungspolizei* sur le rôle de deux bataillons dans l'assassinat de 15 000 Juifs dans le ghetto de Pinsk,

entre le 29 octobre et le 1er novembre (YVA, 0-53/129/257-58, URSS 199A). À partir de ce document, l'enquête conduite par les autorités judiciaires allemandes a mis au jour de nombreux autres massacres. Le 306e bataillon de police a opéré à Pinsk avec une compagnie du 310e bataillon de police, une autre du 320e, et un escadron de police montée. Dans le courant du mois de septembre 1942, des unités des 69e et 306e bataillons de police, ainsi que l'escadron de police montée, ont participé également à la liquidation des ghettos de Lachwa (200-500), Luminets (1 000-1 500), Stolin (5 000), Janow (2 000) et Drohotschin (1 500). Voir Staatsanwaltschaft Frankfurt, 4 Js 90/62, inculpation de Kuhr, Petsch et al., 66-107.

31 NO-2861 (rapport de Daluege sur les activités de l'*Ordnungspolizei* en 1942).

32 NO-600 (Grawitz à Himmler, 4 mars 1942).

4. L'Ordnungspolizei et la Solution finale : la déportation

1 L'analyse la plus récente des déportations d'Allemagne se trouve in Henry Friedlander, « The Deportations of the German Jews : Post-War Trials of Nazi Criminals », *Leo Baeck Institute Yearbook* (1984) : 201-26.

2 *IMT* 22 : 534-36 (3921-PS : Daluege aux inspecteurs de l'*Ordnungspolizei*, 27 octobre 1941) ; YVA, 0-51/63/4, 6 (Butenop, KdSchupo Wien, 24 octobre 1941, aux unités locales de l'*Orpo* ; mémorandum de Bomhard sur l'évacuation des Juifs, 4 octobre 1941).

3 Ce chiffre ne comprend pas de nombreux transports plus petits, de moins de 100 Juifs chacun. La liste exhaustive des trains de déportation à partir du Reich n'a pas encore été établie.

4 YVA, TR-10/835 (Staatsanwaltschaft Düsseldorf, 8 Js 430/67, inculpation de Ganzenmüller) : 177-78. Pour la prise en charge par l'*Ordnungspolizei*, à Vienne, des transports de Bulgarie vers Treblinka, voir YVA, 0-51/63/109 (note de Butenop, KdSchupo, 26 mars 1943). Ce dossier contient la correspondance de l'*Ordnungspolizei* à Vienne concernant la garde des transports juifs vers divers endroits en Pologne, vers Minsk (Maly-Trostinez) et vers Theresienstadt, du printemps 1942 à l'été 1943.

5 Gertrude Schneider, Journey into Terror : *Story of the Riga Ghetto* (New York, 1979), 195-211 ; Krausnick et Wilhelm, 591-95.

6 YVA, 0-51/63/42-43 (rapport de Fischmann, 20 juin 1942).

7 Ce document a été publié en allemand par Adalbert Rückerl, *NS-Vernichtungslager im Spiegel deutscher Strafprozesse* (Munich, 1977), 56-60. Une copie du rapport, provenant des archives soviétiques, se trouve dans ZStL, USSR ord. n° 116, Bild 508-10.

5. Le 101e bataillon de réserve de la police

1 ZStL, 3 AR-Z 52/61, in HW 1-6 ; Kurt A., HW 11 ; Ernst Hr ., HW 2712.

2 BA, R 20/51/3-7 (rapport d'activité du 101e bataillon de réserve de la police, 5 mai 1940-7 avril 1941).

3 Les pseudonymes sont désignés par un astérisque lors de leur première apparition dans le texte.

4 Bruno P., HW 1912-13.

5 Alfred H., HW 43-44 ; Georg L., HW 1425 ; Heinrich S., HW 1561 ;

Walter Z., HW 2683 ; Ernst Hr., HW 2712 ; Ernst R., G 607.
6 Paul H., HW 1647.
7 BA, R 20/51/3-7 (rapport d'activité du bataillon).
8 Bruno G., HW 2017.
9 YVA, TR-10/462 (Landgericht Dortmund, jugement 10 Ks 1/53) : 3-4.
10 Bruno P., HW 1913-14.
11 Hans K., HW 2246 ; Ernst Hr., HW 2713.
12 Anton B., HW 2684 ; Wolfgang Hoffmann, HW 4319.
13 YVA, 0-53/141/4378-86 (rapport de Jäger, EK 3, Kowno, 1er décembre 1941) ; Schneider, 23-30.
14 Voir YVA, BD 23/4 (International Tracing Service Lists), et *Dokumenty i Materialy Do Dziejow Okupacji W Polsce*, vol. 3, *Ghetto Lodzkie* (Varsovie, 1946) : 203-5 (*Erfahrungsbericht*, 13 novembre 1941), pour les transports de Lodz ; *JSNV* 19, n° 552 (Landgericht Koblenz, jugement 9 Ks 2/61) : 190, pour les transports vers Minsk ; et Schneider, 155, pour le transport vers Riga.
15 Heinrich Ht., HW 1173 ; Wilhelm J., HW 1320 ; Hans K., HW 2246 ; Franz K., HW 2475 ; Anton B., HW 2689.
16 Otto G., HW 955.
17 Pour Lodz, Arthur K., HW 1180 ; pour Minsk, Bruno P., HW 1930-32 ; pour Riga, Hans K., HW 2246, et Max F., HW 1529.
18 Hans K., HW 2246.
19 Bruno P., HW 1930-31.
20 Rapport de Salitter, 26 décembre 1941, cité par Krausnick and Wilhelm, 594.
21 Staatsanwaltschaft Hamburg, 141 Js 1957/62 (inculpation de Hoffmann et Wohlauf) : 206 (ci-après inculpation Hoffman/Wohlauf).
22 Ernst G., HW 1835.
23 BDC, carte de parti de Wilhelm Trapp. Julius Wohlauf, HW 2882, 4326 ; Wolfgang Hoffmann, HW 2930, 4318-19, 4322.
24 Inculpation Hoffmann/Wohlauf, 47-49.
25 Inculpation Hoffmann/Wohlauf, 49-51.
26 Staatsanwaltschaft Hamburg, 141 Js 1457/62, Sonderband : DC-Unterlagen.
27 Le traitement statistique du 101e bataillon de réserve de la police est fondé sur un corpus de 210 interrogatoires conduits par le procureur de Hambourg dans les années 1960. Officiers, employés de bureau et sous-officiers mis à part, ces interrogatoires ont fourni un échantillon de 174 hommes du rang. Si tous les interrogatoires mentionnent l'âge des intéressés, tous ne fournissent pas des données complètes sur leur profession. Certains n'ont fourni de précisions que sur leur statut professionnel d'après-guerre, et, étant donné leur tranche d'âge, bon nombre parmi ceux-ci ont été classés simplement comme retraités. Aussi l'échantillon selon la profession comprend-il seulement 155 hommes.
28 Ces données statistiques concernant l'appartenance au Parti sont fondées sur les cartes de membre conservées au BDC.

6. L'arrivée en Pologne

1 Le gazage expérimental par Zyklon-B a commencé au camp principal d'Auschwitz (Stammlager, ou Auschwitz I) en septembre et

octobre 1941 ; l'utilisation systématique de la nouvelle chambre à gaz (une maison de ferme reconvertie) sur le site voisin de Birkenau (Auschwitz II), le 15 février 1942. Danuta Czech, *Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau 1939-1945* (Reinbeck bei Hamburg, 1989), 116, 174-75. [Ces dates sont discutées ; cf. le livre de J.C. Pressac cité dans la préface de P. Vidal-Naquet (note de l'éditeur).]

2 Le *Sonderdienst* comprenait 3 000 hommes en tout pour l'ensemble du Gouvernement général. Beaucoup étaient apparemment des collaborateurs polonais, dont le statut d'Allemands « ethniques » était parfaitement fantaisiste ; en effet, seuls 25 % parmi eux parlaient l'allemand. *Diensttagebuch*, 574.

3 Pour les dates et le nombre des Juifs assassinés dans le district de Lublin, je me suis appuyé sur Yitzhak Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka : The Operation Reinhard Death Camps* (Bloomington, Ind., 1987), 383-87, 390-91 ; Tatiana Brustin-Berenstein, « Martyrologia, Opor I Zaglada Ludnosci Zydowskiej W Distrykcie Lubelskim, » *BZIH* 21 (1957) : 56-83 ; ainsi que sur diverses affaires judiciaires allemandes.

4 *Diensttagebuch*, 511 (Polizeisitzung, 16 juin 1942).

5 Inculpation Hoffmann/Wohlauf, 205-6.

6 Johannes R., HW 1807.

7 Pour le stationnement des diverses unités du 101e bataillon de réserve de la police dans le courant de 1942, voir inculpation Hoffmann/ Wohlauf, 208-12.

8 Alfred S., HW 294-95 ; Albert D., HW 471 ; Arthur S., HW 1161 ; Friedrich B., HW 1581-82 ; Martin D., HW 1598-99 ; Wilhelm K., HW 1770 ; Herbert R., HW 2109 ; Heinrich E., HW 2169 ; Walter Z., HW 2622 ; Bruno G., HW 3300 ; Ernst N., HW 1648 ; August W., HW 2039.

7. Initiation au massacre en masse : la tuerie de Jozefow

1 Trapp, Hagen et Gnade n'ayant pas survécu pour être soumis à l'interrogatoire dans les années 1960, le seul témoin oculaire à cette réunion est le capitaine Wohlauf. Mais les versions de Wohlauf sont si nombreuses et manifestement destinées à l'aider à tirer son épingle du jeu, et des aspects cruciaux du reste de son témoignage sont si parfaitement contredits par d'autres témoins, qu'on ne peut simplement pas lui faire confiance.

2 Heinz B., HW 819-20, 2437, 3355, 4414.

3 Julius Wohlauf, HW 4329-30.

4 Friedrich Bm., HW 2091.

5 Hans S., G 328.

6 Bruno D., HW 1874.

7 Alfred B., HW 440.

8 Rudolph B., HW 3692.

9 Otto-Julius S., 1953-54, 4576-79 ; August W., HW 2041-42, 3298, 4589. S. et W. seront les deux seuls témoins à se rappeler l'offre de Trapp précisément dans ces termes. Plusieurs autres se souviendront plutôt d'un appel à des volontaires pour les pelotons d'exécution (Alfred B., HW 439-40 ; Franz G., HW 1189-90 ; Bruno G., HW 2020). D'autres

encore admettront la « possibilité » d'une telle proposition de la part de Trapp (Anton B., HW 2693 ; Heinz B., HW 3356-57, 4415), ou du moins ne contesteront pas qu'elle ait pu avoir lieu. La référence de Trapp aux hommes « plus âgés » figure dans le témoignage de S. (HW 1953, 4578). W., qui confirmera formellement le témoignage de S. sur d'autres points, ne mentionnera pas celui-ci, et affirmera que des hommes plus jeunes ont quitté aussi les rangs. Cependant il semble avoir compris, lui aussi, que Trapp s'adressait aux réservistes plus âgés. Prié d'expliquer pourquoi lui-même n'a pas quitté les rangs, il dira qu'il était volontaire relativement jeune, un policier du service « actif » – c'est-à-dire un non réserviste mobilisé (HW 2041-42, 4592). La qualité des témoignages de S. et de W., précis, détaillés et vivants, ainsi que le comportement, plus tard, des officiers et des gradés du bataillon, qui agissent conformément à l'offre de Trapp (ils exemptent de la tuerie ceux qui le demandent, ce qu'ils n'auraient jamais fait avec une telle régularité sans cette sanction première de leur commandant), m'ont convaincu que leur version est plus proche de la vérité que les autres.

10 Il est possible que la 1re et 2e section de la 3e compagnie aient déjà été disposées en cordon de protection autour du village dès avant le discours de Trapp. Aucun des hommes de ces deux sections ne se souviendra de ce discours, et un témoin (Bruno G., HW 2020) affirmera que ces deux unités ne se trouvaient pas sur les lieux.

11 Heinrich S., HW 1563 ; Martin D., HW 1596 ; Paul H., HW 1648 ; Ernst N., HW 1685 ; Wilhelm K., HW 1767, 2300 ; Bruno G., HW 2019 ; August W., HW 2039 ; Wilhelm Gb., HW 2147 ; Heinrich B., HW 2596 ; Walter Z., HW 2618 ; Anton B., HW 2656 ; Ernst Hr., HW 2716 ; Joseph P., HW 2742 ; Kurt D., HW 2888 ; Otto I., HW 3521 ; Wolfgang H., HW 3565 ; August Z., G 275 ; Eduard S., G 639 ; Hellmut S., G 646 ; Karl S., G 657.

12 Georg G., HW2182.

13 Hellmut S., G 647.

14 Friedrich E., HW 1356.

15 Bruno R., HW 1852.

16 Harry L., G 223.

17 Ernst G., G 383.

18 Hans Kl., G 363.

19 Oskar P., HW 1743.

20 Erwin G., HW 2503.

21 Georg K., HW 2633 ; Karl S., G 657.

22 Wilhelm K., HW 1769 ; Friedrich Bm., HW 2091 ; Ernst Hn., G 506. Pour d'autres récits de la rafle, voir Max D., HW 1345-46 ; Alfred L., HW 1351 ; Friederick V., HW 1539 ; Friedrich B., HW 1579 ; Bruno D., HW 1875 ; Hermann W., HW 1947-48 ; Otto-Julius S., HW 1954 ; Bruno G., HW 2019 ; August W., HW 2040 ; Bruno R., HW 2084 ; Hans Kl., HW 2270 ; Walter Z., HW 2168-69 ; Anton B., HW 2687 ; Ernst Hr., HW 2716 ; Joseph P., HW 2742 ; August Z., G 275 ; Karl Z., G 318 ; Eduard S., G 640.

23 Friedrich B., HW 1579 ; Bruno G., HW 2019 ; August W., HW 2041.

24 Ernst Hr., HW 2716-17.

25 Walter Z., HW 2618. Pour un témoignage confirmatif, voir Anton B.,

HW 2688 ; Joseph P., HW 2742.
26 Hermann W., HW 1948.
27 Ernst Hn., G 507. Deux témoins (Eduard S., G 642 ; Hellmut S., G 647) se souviendront du sergent-major mais non du médecin.
28 August W., HW 2042.
29 Martin D., HW 1597.
30 Anton B., HW 2658-59.
31 Heinz B., HW 821-22. Pas un seul des policiers soumis à l'interrogatoire à Hambourg n'a fait partie de l'escorte ; le récit de Buchmann est donc la seule version disponible du sort des « Juifs de labeur ». Pour les Luxembourgeois de l'escorte, voir Heinrich E., HW 2167. Pour d'autres récits de la sélection des travailleurs et de leur marche hors de Jozefow sous la houlette de Buchmann, voir Wilhelm K, HW 1768 ; Hermann W., HW 1948 ; Friedrich Bm., HW 2092-93 ; Ernst Hn., G 507.
32 Pour le témoignage des tireurs de la 1re compagnie, voir surtout Friedrich B., HW 1580-81 ; Friedrich Bm., HW 2091-93 ; Ernst Hn., G 507-8 ; Heinrich R., G 623 ; Hellmut S., G 646-47 ; Karl S., G 658-59.
33 Paul H., HW 1648-49.
34 Heinrich H., G 453.
35 Wilhelm I., HW 2237.
36 Friedrich Bm., HW 2092.
37 Hellmut S., G 647.
38 Heinrich Bl, HW 462.
39 Hermann W., HW 1948.
40 Alfred L., HW 1351.
41 Bruno R., HW 1852.
42 Erwin N., HW 1686.
43 Bruno D., HW 1870 ; Anton B., HW 4347 ; Wilhelm Gb., HW 4363 ; Paul M., G 202.
44 Ernst Hr., HW 2717.
45 Erwin G., HW 1640, 2505.
46 Friedrich Bm., HW 2092.
47 Wilhelm G., HW 2149.
48 Ernst Hr., HW 2718.
49 Wilhelm Gb., HW 2538.
50 Ernst Hr., HW 2719.
51 Ernst Hr., HW 2720.
52 Wilhelm Gb., HW 2539, 2149.
53 Erwin G., HW 1639-40, 2504 ; Alfred B., HW 2518.
54 Anton B., HW 4348. Voir aussi Max D., HW 2536.
55 Walter Z., HW 2619-20 ; Erwin G., HW 4345.
56 Heinrich S., HW 1567, 4364 ; Georg K., HW 2634.
57 Joseph P., HW 2743-45.
58 Paul M., G 206-7.
59 Gustav M., G 168.
60 Hans D., HW 1336, 3542.
61 Walter N., HW 3926, G 230.
62 August Z., G 277.
63 Georg K., HW 2634.
64 Otto-Julius S., HW 4579 ; Friederick V., HW 1540.

65 Rudolf B., HW 2434,2951,4357.
66 Franz K., HW 2483-86.
67 Un autre policier qui demande à être relevé lorsque, après plusieurs tournées, ses nerfs sont à bout, est Bruno D., HW 1876, 2535, 4361.
68 Erwin G., HW 2505 ; confirmé par Rudolf K., HW 2646-47.
69 Anton B., HW 2691-93, 4348.
70 Willy R., HW 2085.
71 Alfred B., HW 440 ; Walter Z., HW 2621 ; Georg K., HW 2635 ; August Z., G 278.
72 Friedrich B., HW 1581.
73 Julius Wohlauf, HW 758.
74 Heinrich B., HW 2984.
75 Alfred B., HW 441.
76 August W., HW 2042.
77 Otto-Julius S., HW 1955.
78 Pour décrire les sentiments des hommes ce soir-là, les témoins utiliseront tous les mêmes mots : *erschüttert*, *deprimiert*, *verbittert*, *niedergeschlagen*, *bedrückt*, *verstört*, *empört*, *belastet*.
79 Friedrich Bm., HW 2093 ; Hellmut S., G 647.
80 Heinrich Br., HW 3050.
81 Wilhelm J., HW 1322.
82 Willy S., HW 2053. Voir aussi Wolfgang Hoffmann, HW 774-75 ; Johannes R., HW 1809 ; Bruno R., HW 2086.
83 Karl M., HW 2546, 2657.
84 Friedrich Bm., HW 2093-94. Voir aussi Karl G., HW 2194.

8. Réflexions sur un massacre

1 Heinz B., HW 4413 ; Kurt D., HW 4339.
2 Dans son étude des sauveteurs polonais, Nechama Tec note également que la décision initiale d'aider les Juifs était impulsive, instinctive, plutôt que le résultat d'une mûre réflexion. *When Light Pierced the Darkness : Christian Rescue of Jews in Nazi-Occupied Poland* (New York, 1986), 188.
3 Anton B., HW 2693.
4 Bruno D.. HW 2535, 2992.
5 August W., HW 4592.
6 Erwin G., HW 1640, 2505, 4344.
7 Friedrich M., HW 1708.
8 *IMT* 29 : 151 (1919-PS).
9 Karl G., HW 2194.
10 Hans Pz., HW 3938.
11 Hero B., HW 890.
12 Arthur S., HW 1165.
13 Hermann W., HW 1947.
14 Gustav M., G 169-70.
15 Heinz B., HW 2439-40.
16 Heinrich Br., HW 3050.
17 Heinrich R., G 624 ; August W., HW 3303.
18 Heinz B., HW 647, 822, 2438, 3940-41.

9. Lomazy : la descente de la 2e compagnie

1 YVA, 0-53/121/27-31 (ordre de Kintrupp, *KdO* Lublin, 9 juillet 1942).
2 Brustin-Berenstein, tableau 2.
3 Kurt D., HW 1230, 4368 ; Anton B., HW 4371.
4 Heinrich B., HW 2600, 2985.
5 Kurt D., HW 1230, 1232, 2892, 4368 ; Ernst Hr., HW 2732.
6 Paul M., G 207.
7 Max F., HW 1387 ; Ernst Hr., HW 2722 ; Walter L., G 184 ; Fritz S., G 303.
8 Anton B., HW 2698-99,4371 ; Ernst Hr., HW 2722 ; Wolfgang H., HW 2211 ; Kurt D., HW 4368 ; August Z., G 273.
9 Fritz S., G 3034. Voir aussi Bernhard S., HW 1717 ; Ernst Hr., HW 2723 ; Heinrich B., HW 2985 ; Friedrich P., G 240.
10 Ernst Hr., HW 2723 ; Joseph P., HW 2749-50 ; Walter L., G 185 ; Paul M., G 208.
11 Gustav M., HW 1709.
12 Pour le mot, Max F., HW 1386 ; pour la distance, Heinrich B., HW 2601 ; Walter L., G 185.
13 Max F., HW 1386 ; Paul M., G 207.
14 Walter Z., HW 2624 ; Georg K., HW 2638 ; Anton B., HW 4372.
15 Anton B., HW 2700-2701.
16 Wilhelm Gb., HW 2150 ; Karl G., HW 2197 ; Heinrich B., HW 2600 ; Georg K., HW 2638 ; Joseph P., HW 2750 ; Hermann Bg., G 98 ; Walter L., G 185 ; Paul M., G 207 ; August Z., G 282 ; Fritz S., G 313.
17 Kurt D., HW 4335, 4368-70 ; Anton B., HW 2703, 3960, 4348 ; Joseph P., HW 2750 ; Henry D., HW 3071 ; Walter N., HW 3927 ; Ernst Hr., HW 3928 ; Heinz B., HW 3943 ; Walter Z., HW 3954. Les seuls témoignages contraires sur Gnade sont ceux de Ernst Hr., HW 3929 ; Walter Z., HW 3954 ; et Wolfgang Hoffmann, HW 4318.
18 Wilhelm I., HW 2239.
19 Friedrich P., G 241-42. Ce récit est pleinement confirmé par August Z., HW 3519.
20 Hermann Bg., G 98 ; Joseph P., HW 2750.
21 Walter Z., HW 2625 ; Georg K., HW 2638.
22 Friedrich P., G 241-42.
23 Ernst H., HW 2725.
24 Johannes R., HW 1810 ; Rudolf K., HW 2650 ; Joseph P. ; HW 2750-51 ; Kurt D., HW 4368 ; Paul M., G 209.
25 Ernst Hr., HW 2725-26.
26 Ernst Hr., HW 2256.
27 Ernst Hr., HW 2256-57 ; Kurt D., HW 4368 ; August Z., G 282 ; Joseph P., HW 2750-51 ; Walter L., G 186-87 ; Max F., HW 1388.
28 Bernhard S., HW 1717.
29 Rudolf B., HW 405 ; Bruno D., HW 2535 ; Heinrich B., HW 2613-14 ; August Z., HW 3365-66, G 284.
30 Fritz S., G 3034 ; Paul M., G 209 ; Bernhard S., HW 1717.
31 Anton B., HW 4374.
32 August Z., G 282.
33 Ernst Hr., HW 2727-28 ; August Z., G 284.
34 Ernst Hr., HW 2727.
35 Georg K., HW 2638.
36 Paul M., G 206, 209.

37 Adolf B., HW 441.
38 Anton B., HW 2703-4.

10. Treblinka : les déportations d'août

1 Heinrich S., HW 1569.
2 Georg K., HW 2637 ; Joseph P., HW 2747.
3 Erwin G., HW 1642, 2507.
4 Hans K., HW 2251 ; Georg K., HW 2636.
5 Sur le rôle de la 1re compagnie en tant qu'« unité de rafle », voir Paul H., HW 1652 ; Hans K., HW 2251.
6 Sur les déportations de Parczew en général, voir Heinrich S., HW 1569-73, 4383 ; Erwin G., HW 1641-42, 2507 ; Paul H., HW 1652 ; Bruno D., HW 1876-77 ; Heinrich E., HW 2170 ; Otto H., HW 2220 ; Hans K., HW 2251-52 ; Max D., HW 2536 ; Heinrich B., HW 2608 ; Georg K., HW 2636 ; August Z., HW 3366, G 278-79 ; Alfred K., G 575-76.
7 Heinrich S., HW 1572. L'aveu de Steinmetz est une exception. Bien entendu, l'attitude la plus courante parmi les policiers sera de nier qu'ils aient pu avoir une idée quelconque du sort qui attendait les Juifs déportés.
8 Heinrich B., HW 2608 ; August Z., G 279.
9 Dans la mémoire de presque tous les policiers, les deux journées de déportation de Miedzyrzec, en août, se télescopent en une seule. Cependant, un policier (Heinrich R., G 626) ainsi que tous les témoins juifs (Tauba T., HW 1066-67 ; Berl C., HW 1092 ; Rywka G., HW 1112 ; ZStL, 8 AR-Z236/60 [enquête of *KdS* Aussenstelle Radzyn], 1 : 3-4 [extrait de Feigenbaum]) se souviendront d'une action étalée sur deux journées. Étant donné le nombre des Juifs déportés, il fallait bien deux jours.
10 YVA, TR-10/710 (Landgericht Dortmund, 8 Ks 1/70 sentence prononcée contre Josef Bürger), 16.
11 Des policiers des 1re et 3e compagnies affirmeront que la 2e compagnie y avait également pris part. 3e section exceptée, toutefois, pas un seul membre de la 2e compagnie – y compris ceux dont le témoignage sur Lomazy et Jozefow sera le plus franc –, ne se rappellera la déportation d'août des Juifs de Miedzyrzec. Je considère donc comme très probable l'absence des 1re et 2e sections de la 2e compagnie.
12 Ernst Hn., G 512 ; Heinrich R., G 625.
13 Heinrich H., HW 976, 3219. Voir aussi Friedrich B., HW 1582, 3529 ; Hans K., 2252, 3220.
14 Évaluations de H. des 6 décembre 1940 et 31 mars 1941, in HW 565-67.
15 Évaluation de R. du 10 avril 1941, in HW 569.
16 Évaluation de Trapp du 21 juillet 1941, in HW 574-80.
17 Hans Pg., HW 1945 ; Ernst Hr., HW 2713.
18 Heinrich E., HW 3351, 3354.
19 Heinz B., HW 4414.
20 Julius Wohlauf, HW 750-51, 760.
21 Friedrich B., HW 1582 ; Friedrich Bm., HW 2099 ; Heinz B. et Arthur K., HW 3357 ; Ernst R., G 610 ; Heinrich R., G 627.
22 Les récits les plus détaillés de la déportation de Miedzyrzec sont ceux de Heinrich H., HW 976-78 ; Friedrich B., HW 1582-83 ; Hans K.,

HW 2253-54 ; Ernst Hn., G 512-13 ; Ernst R., G 610-12 ; Karl S., G 659-60.
23 Hans K., HW 2253.
24 Karl S., G 659.
25 Heinrich R., G 610.
26 Friedrich B., HW 3529.
27 Friedrich B., HW 1583 ; Ernst Hn., G 512.
28 Heinrich H., HW 978, 3219 ; Hans K., HW 3220 ; Ernst R., G 611.
29 Heinrich H., HW 977 ; Friedrich B., HW 1584 ; Hans K., HW 2254 ; Ernst Hn., G 513 ; Ernst R., G 612.
30 Heinrich H., HW 977-78.
31 Ilse de L., HW 1293.
32 Heinrich H., HW 978 ; Hans K., HW 2254.
33 Berl C., HW 1091.
34 YVA 0-53/105/III (rapports du *Judenrat* de Varsovie).
35 ZStL, 8 AR-Z 236/60 (enquête de *KdS* Aussenstelle Radzyn) 3 : 464 (Programme de l'*Ostbahn* du 25 août 1942). Pour plus de détails sur la « panne » de Treblinka, voir Gitta Sereny, *Into That Darkness* (Londres, 1974), 156-64 ; Arad, 89-96, 119-23.

11. Les fusillades de la fin septembre

1 Ferdinand H., HW 3257-58.
2 Hans K., HW 2256.
3 Les témoignages les plus importants pour les fusillades de Serokomla sont ceux de Friedrich B., HW 1586-89, 3534 ; Hans K., HW 2256-60 ; Ernst R., G 612a-b ; Karl S., G 661-62.
4 Friedrich P., HW 3534.
5 Hans K., HW 2258.
6 Albert D., HW 3539 ; Arthur S., HW 3540.
7 Heinrich Bl., HW 464 ; Hans K., HW 2255 ; Friedrich Bm., HW 2096.
8 Heinrich E., HW 2173.
9 Hans K., HW 2256.
10 Ernst Hn., G 509.
11 Ernst Hn., G 509 ; Friedrich B., HW 1590.
12 Heinz B., HW 826.
13 Georg W., HW 1733.
14 Gerhard H., G 541.
15 Hans K., HW 2255 ; Friedrich Bm., HW 2097 ; Hellmut S., G 648.
16 Alfred H., HW 286.
17 Heinrich Bl., HW 464-65.
18 Friedrich Bm., HW 2097-98 ; Hans K., HW 2255-56 ; Hellmut S., G 648-49 ; Karl S., G 662.
19 Rapport de Trapp au 25e régiment de police, 26 septembre 1942, HW 2548-50.
20 Heinz B., HW 648, 822, 824, 2438, 2440-41, 3941, 4415.
21 Heinrich E., HW 2172.
22 Hans K., HW 2242 ; Kurt D., HW 2678 ; Arthur S., HW 3539 ; Alfred K., G 582 ; Ernst R., G 612d.
23 Heinrich E., HW 2174.
24 Heinz B., HW 648,2438.

25 Heinz B., HW 2441.
26 Heinrich E., HW 2174.

12. Les déportations reprennent

1 Brustin-Berenstein, 21-92.
2 YVA, 0-53/121 W 1/124-25 (ordre de Kintrupp, 27 août 1942, opératoire le 2 septembre 1942).
3 Témoignage des survivants Jozef B., HW 1122, et Sara K., HW 3250. Selon Brustin-Berenstein, tableau n° 2, quelque 6 000 Juifs provenant de plus petits villages de l'arrondissement de Biala Podlaska ont été déportés à Miedzyrzec les 23 et 24 septembre, alors que les transports de la ville de Biala Podlaska elle-même (4 800 Juifs), les 26 septembre et 6 octobre, seraient partis directement pour Treblinka. Cependant le témoignage des survivants montre qu'au moins le transport de septembre est allé d'abord à Miedzyrzec.
4 Brustin-Berenstein, tableau n° 1, établit à 610 le nombre de Juifs de Komarowka, à 800 celui de Wohin, et à 1 019 celui de Czemierniki.
5 Johannes R., HW 1810-11 ; Kurt D., HW 1621 ; Anton B., HW 2705-6.
6 Paul M., HW 2659.
7 Selon Brustin-Berenstein, tableau n° 10 : 1 724 d'Adamow, 460 de Stanin gmina, 446 de Ulan gmina, et 213 de Wojcieszkow.
8 YVA, TR-10/710 (Landgericht Dortmund, 8 Ks 1/70, jugement contre Jozef Bürger) : 10, 16 (ci-après jugement Bürger).
9 Pour l'évaluation des effectifs de la police de sécurité et de la gendarmerie de l'arrondissement de Radzyn, voir ZStL, 8 AR-Z 236/60 (enquête de Radzyn), 1 : 28 (Braumüller), 113 (Bürger), 120 (Käser) ; 2 : 176-79 (Reimer), 209-10 (Bramer), 408 (Behrens), 420 (Kambach) ; 4 : 550 (Schmeer), 715 (Avriham) ; et Sonderband (témoignage de Rumminger, Schoeja, et Waldner), s.p.
10 Brustin-Berenstein, tableau 10.
11 Helmuth H., HW 317-20,991 ; Heinz B., HW 823 ; Heinrich E., HW 2176 ; Richard G., G 389.
12 Heinrich S., HW 1573-74 ; Max D., HW 2536.
13 Alfred H., HW 45,279-80.
14 Kurt D., HW 1266, 2966-67, 4391 ; Paul M., HW 2663.
15 Alfred H., HW 45, 280-82.
16 Peter Ö., HW 1790 ; Walter L., G 189-90 ; Friedrich P., G 244.
17 Kurt D., HW 1268, 2968, 4390.
18 Friedrich P., G 244.
19 August Z., HW 3367-68, G 288.
20 Alfred H. (HW 45,282) témoignera au début d'une déportation de 6 000 à 10 000 Juifs, puis de 1 000 seulement. De même, Kurt D. (HW 1621) avancera le chiffre de 1 000. Cependant, tous les témoins admettront qu'une unité de *Hiwis* a été dépêchée sur les lieux pour aider l'*Ordnungspolizei* à mener à bien l'opération du début octobre. Or il est peu probable que, une compagnie entière de l'*Ordnungspolizei* se trouvant à pied d'œuvre, un contingent important de *Hiwis* ait été envoyé pour une action de si peu d'envergure. Par ailleurs, étant donné les milliers de Juifs qui avaient été concentrés à Miedzyrzec au cours des semaines précédentes, un nombre tellement petit de déportés semble également

peu réaliste.
21 Helmuth H., HW 991 ; Stephan J., HW 1041-43 ; Tauba T., HW 1069 ; Friedrich B., HW 1585.
22 Kurt D., HW 1270-71, 2790, 4391 ; Max F., HW 1389-90 ; Johannes R., HW 1012 ; Franz K., HW 2479.
23 Lucia B., G 595-96 ; lettre de Hoffmann du 5 mai 1943, HW 512.
24 Julius Wohlauf, HW 752, 762-64.
25 Heinrich H., HW 972 ; Rudolf B., HW 406-7 ; Max D., HW 1347.
26 August Z., G 286 ; Konrad H., G 404-5 ; Wilhelm K., G 568.
27 Wilhelm Gs., HW 2466.
28 Jugement Bürger, 18.
29 Alfred K., G 579.
30 Jugement Bürger, 20 ; Aviram J., HW 1059-60 ; Gedali G., HW 1080 ; Friedrich Bm., HW 2100 ; Hans K., HW 2262-63. Selon Hans K., Jurich a tiré une balle dans la tête du chef du conseil juif au cours d'une dispute à propos d'une machine à coudre.
31 Jugement Bürger, 20.
32 Georg W., HW 1731-32.
33 Brustin-Berenstein, tableau 10, mentionne une seule fusillade en novembre à Lukow, de 200 Juifs. Le témoignage des policiers indique qu'il y en eut deux. Le jugement Bürger, 20-21, confirme : deux fusillades, les 11 et 14 novembre, ayant fait 500 victimes chacune – cas rare où un tribunal allemand retient, parmi les estimations du nombre des victimes avancées par différentes sources, l'estimation la plus forte.
34 Seule exception notable : Buchmann, qui affirmera dans les années 1950 (Heinz B., HW 822, 824, 3942, 4417) qu'aucune unité sous ses ordres n'a tué de Juifs, qu'après Jozefow il n'a assisté à aucune autre action juive à l'exception de l'évacuation du ghetto de Radzyn, où il se trouvait sans affectation, et qu'il est retourné à Hambourg le 4 novembre, soit une semaine avant la première fusillade de Lukow. Étant donné les souvenirs très vivaces et le témoignage tout à fait clair de divers membres de l'état-major du bataillon, parmi lesquels certains ont été avec lui à Radzyn et à Lukow et le connaissaient bien, il semble que Buchmann a soit refoulé l'incident soit l'a intentionnellement caché aux enquêteurs.
35 Heinrich H., G 456.
36 Heinrich H., G 455-56 ; Hans Pz., HW 3525.
37 Hans S., G 328 ; Ernst S., G 330 ; Paul F., HW 2242.
38 Heinrich H., G 456-57 ; Hans Pz., HW 3525 ; Henry J., G 411-12.
39 Hans S., G 330 ; Ernst S., G 334-335 ; Paul F., HW 2243.
40 Henry J., G 413-14.
41 Heinz B., HW 648, 824-25, 2438, 2441, 4417.

13. Les étranges ennuis de santé du capitaine Hoffmann

1 La « plainte » de Hoffmann du 3 mai 1943, HW 509.
2 Bruno G., HW 2026.
3 Erwin H., HW 1168 ; Martin D., HW 1602 ; August W., HW 2043.
4 Alfred S., HW 298 ; Erwin H., HW 1169 ; Martin D., HW 1602 ; Peter C., HW 1865 ; August W., HW 2043-44.
5 Martin D., HW 1602 ; August W., HW 2043-44.
6 August W., HW 2045.

7 Erwin H., HW 1169 ; Wilhelm J., HW 1323 ; Georg L., HW 1427 ; Friederick V., HW 1542 ; Martin D., HW 1603 ; Peter C., HW 1865 ; Bruno G., HW 2025 ; August W., HW 2044-45.
8 Martin D., HW 1605.
9 Friederick V., HW 1542.
10 Martin D., HW 1605-6.
11 Alfred S., HW 299 ; Georg L., HW 1428 ; Martin D., HW 1603 ; Bruno G., HW 2025-26 ; August W., HW 2045, 3305-6.
12 Amandus M., HW 1631-32.
13 Friederick V., HW 1592.
14 August W., HW 2045.
15 La « plainte » de Hoffmann du 3 mai 1943, HW 513 ; Wolfgang Hoffmann, HW 2304,2925.
16 Friederick V., HW 1541 ; Martin D., HW 1605-6, 3212-13, 3319 ; Erwin N., HW 1693-94, 3319-20 ; Wilhelm K., HW 1776, 3345-49 ; Bruno G., HW 2030-31, 3301, 3347 ; Bruno R., HW 2086 ; Erwin H., HW 1167.
17 Lettre de Hoffmann du 30 janvier 1943, HW 523-24.
18 Lettre de Trapp du 23 février 1943, HW 509-10.
19 La « plainte » de Hoffmann du 3 mai 1943, HW 509-15.
20 Rheindorf au président de la police de Hamburg, 2 juillet 1943, HW 538-39.
21 Wolfgang Hoffmann, HW 788-89.

14. La « chasse aux Juifs »

1 YVA, TR-10/970 (Staatsanwaltschaft Hamburg, 147 Js 8/75, inculpation de Arpad Wigand) ; 81-92. Voir aussi Christopher R. Browning, « Genocide and Public Health : German Doctors and Polish Jews, 1939-41 », *Holocaust and Genocide Studies 3*, n° 1 (1988) : 21-36.
2 YVA, TR-10/970 (Staatsanwaltschaft Hamburg 147 Js 8/75, inculpation de Arpad Wigand) : 92-99 ; Ferdinand H., HW 3257-58 ; *Diensttagebuch*, 456.
3 YVA, TR-10/452 (Staatsanwaltschaft Augsburg, 7 Js 653/53, inculpation de Günther Waltz).
4 Heinrich S., HW 1573.
5 Kurt D., HW 1623.
6 Arthur S., HW 1164.
7 Georg L., HW 1429 ; Friedrich B., HW 1552 ; Paul H., HW 1653 ; Johannes R., HW 1812 ; Bruno G., HW 2030 ; August W., HW 2048 ; Heinrich E., HW 2177 ; Heinrich B., HW 2206 ; Hans K., HW 2261-62 ; Wilhelm K., HW 2379 ; Anton B., HW 2708 ; Ernst Hr., HW 2731 ; Martin D., HW 3213 ; Walter L., G 192 ; Friedrich P., G 247 ; Hugo S., G 474 ; Alfred K., G 580.
8 Erwin G., HW 4400.
9 Paul H., HW 1653.
10 Georg L., HW 1428-30.
11 Peter Ö., HW 1794 ; Otto H., HW 2227 ; Hans L., HW 2261.
12 Alfred S., HW 302.
13 Heinrich H., HW 975-76 ; Rudolf B., HW 408 ; Heinrich E., HW 2178 ; Hans K., HW 2261 ; Karl S., G 664.

14 Rudolf B., HW 403 ; Franz G., HW 1192.
15 Wilhelm K., HW 1774, 2379 ; Bruno G., HW 2033-34.
16 Alfred S., HW 300-301.
17 Martin D., HW 1600 ; Erwin N., HW 3321-22.
18 Friedrich Bm., HW 2101 ; Hans K., HW 2263-64.
19 Friedrich Bm., HW 2102.
20 Pour la 1re compagnie voir Arthur S., HW 1164 ; Max F., HW 1531 ; Friedrich Bm., HW 2101 ; Heinrich E., HW 2175 ; Hans K., HW 2262-66 ; Hans Pz., HW 3256 ; Friedrich B., HW 3531 ; Alfred K., G 580 ; Ernst R., G 612 ; Karl S., G 663. Pour la 2e compagnie voir Rudolf B., HW 403, 407-8 ; Adolf B., HW 442-43 ; Max D., HW 1346 ; Heinrich S., HW 1573 ; Erwin G., HW 1641-42 ; Peter Ö., HW 1743-44 ; Wilhelm G., HW 2153-56 ; Helmuth H., HW 2207 ; Otto H., 2206-7 ; Walter Z., HW 2267-68 ; Georg K., HW 2639-40, 3344-45 ; Anton B., HW 2708-11 ; Ernst Hr., HW 2731 ; August Z., HW 3066-67, G 286 ; Richard Gm., HW 3545 ; Walter N., HW 3553 ; Wolfgang H., HW 3563-64 ; Paul M., HW 3935 ; Hermann Bg., G 100-111 ; Gustav M., G 169 ; Walter L., G 192 ; Friedrich P., G 248. Pour la 3e compagnie, voir Karl E., HW 897 ; Walter F., HW 903 ; Martin D., HW 1600-1601, 1609, 3321 ; Erwin N., HW 1689, 1693-95 ; Richard M., HW 1890 ; Bruno P., HW 1916, 1924-25 ; Arthur R., HW 1938-39 ; Bruno G., HW 2030-34 ; August W., HW 2046-48, 3304 ; Alfred S., HW 2067 ; Friedrich S., HW 2072-73 ; Herbert R., HW 2111-12.
21 Erwin N., HW 1693.
22 Bruno P., HW 1917.
23 Hans Kl., HW 3565.
24 Wolfgang H., HW 3564.
25 Lucia B., G 598.
26 Ernst Hn., G 511.
27 Adolf B., HW 2532.
28 Heinrich B., HW 3615.
29 Walter Z., HW 2629.
30 Otto-Julius S., HW 4577-78.
31 Adolf B., HW 442-43.
32 Gustav M., G 169. Un autre policier (Hero B., HW 890) attribuera également à sa réputation d'homme politiquement douteux et querelleur le fait de n'avoir été pris qu'une seule fois pour une action juive.
33 Heinrich F., G 445-46.
34 Hugo S., G 474.
35 Bruno P., HW 1925.
36 Arthur R., HW 1938-39.
37 Martin D., HW 3213.
38 Henry J., G 415.
39 Friedrich P., G 248.
40 YVA, 0-53/121 II w (mai 1943) ; 0-53/122 X I (juin 1943) ; 0-53/122 X II (juillet et août 1943) ; 0-53/123 Y I (septembre et octobre 1943).
41 YVA, 0-53/115/2-170, 673-725. Voir aussi YVA, TR-10/970 (Staatsanwaltschaft Hambourg, 147 Js 8/75, inculpation de Arpad Wigand) : 103-7.

42 ZStL, Ord. 410,994-96,498,500-501 (rapports hebdomadaires de la 5e compagnie du 133e bataillon de réserve de la police, 24e régiment de police, 7 novembre-12 décembre 1942).

15. Derniers massacres : la « fête de la moisson »

1 Décret de Krüger du 28 octobre 1942, in *Faschismus-Ghetto-Massenmord* (Berlin, 1960), 342-44.
2 Karl E., HW 896.
3 Jakob A., HW 1064.
4 Extraits des mémoires de Feiga Cytryn et J. Stein, in ZStL, 8 AR-Z 236/60 (ci-après affaire *KdS* Radzyn), 1 : 6-7.
5 Témoignage de Lea Charuzi, affaire *KdS* Radzyn, volume de témoignages divers, 30.
6 Johannes R., HW 1811 ; Karl M., HW 2660 ; Wilhelm K., G 106-8.
7 Témoignage de Rywka Katz, affaire *KdS* Radzyn, volume de témoignages divers, 18.
8 Pour d'autres récits allemands, voir Herbert F., HW 1389 ; August Z., G 287-89. Pour des récits juifs, voir Berl C., HW 1094 ; Rywka G., HW 1113-14 ; et affaire *KdS* Radzyn, Moshe Feigenbaum, 1 : 4-5 ; Liowa Friedmann, 1 : 10 ; volumes de témoignages divers, Feigenbaum, 6 : Rywka G., 24 ; Moshe Brezniak, 18 ; Mortka Lazar, 28. Pour la participation du personnel de Trawniki, voir ZStL, II 208 AR 643/71 (Staatsanwaltschaft Hamburg, 147 Js 43/69, inculpation de Karl Streibel ; ci-après inculpation de Trawniki) : 104.
9 Les témoignages concernant les destinations des déportations du début et de la fin mai sont confus. J'ai suivi Brustin-Berenstein, tableau n° 10.
10 Inculpation de Trawniki, 104 ; Jakob A., HW 1063.
11 Mémorandum du 21 mai 1963, HW 1348 ; Arthur S., HW 1165 ; Otto-Julius S., HW 1955 ; Friedrich Bm., HW 2105 ; Heinrich E., HW 2161 ; Joseph P., HW 2756 ; Otto I., HW 3522 ; Ernst Hn., G 505.
12 Herbert R., HW 2112 ; Karl G., HW 2101 ; Ernst Hr., HW 2715.
13 Georg L., HW 1430 ; Erwin G., HW 1644 ; Friedrich B., HW 3143. BDC, dossiers de Friedrich B., Hermann F., Erwin G., Ernst Hr., Erwin N., Ernst R. et Walter Z.
14 Heinrich H., HW 973 ; Bruno D., HW 1880.
15 Rudolf B., HW 409.
16 Himmler Aktenvermerk, 2 octobre 1942, inculpation de Hoffmann/ Wohlauf, 320-22.
17 Inculpation de Trawniki, 104-6.
18 Pour l'*Erntefest*, voir Helge Grabitz et Wolfgang Scheffler, *Letzte Spuren : Ghetto Warschau-SS-Arbeitslager Trawniki-Aktion Erntefest* (Berlin, 1988), 262-72, 328-34 ; Jozef Marszalek, *Majdanek : The Concentration Camp in Lublin* (Varsovie, 1986), 130-34 ; ZStL, 208 AR-Z 268/59 (Staatsanwaltschaft Wiesbaden, 8 Js 1145/60, inculpation de Lothar Hoffmann et Hermann Worthoff, affaire *KdS* Lublin) : 316-31, 617-35, 645-51 ; inculpation de Trawniki, 159-97 ; YVA, TR-10/1172 (Landgericht Düsseldorf, sentence prononcée contre Hachmann et al. ; ci-après jugement de Majdanek) : 456-87.
19 Werner W. (représentant du *KdO* auprès du *SSPF* Lublin), HW 600-601.
20 Jugement de Majdanek, 459 ; Marszalek, 130 ; Grabitz et Scheffler,

328-29.
21 Jugement de Majdanek, 459 ; Werner W., HW 601-2.
22 Helmuth H., HW 2206.
23 Rudolf B., HW 409-10 ; Herbert F., HW 1392 ; Martin D., HW 1610.
24 Pour le nombre de Juifs fusillés à Majdanek le 3 novembre 1943, voir ZStL, II 208 AR-Z 74/60 (Staatsanwaltschaft Hamburg, 141 Js 573, inculpation de August Birmes) : 126-29 ; jugement de Majdanek, 456-57, 471.
25 Rudolf B., HW 410 ; Herbert F., HW 1392 ; Martin D., HW 1610 ; Paul H., HW 1655 ; Bruno R., HW 1856 ; Bruno P., HW 1928 ; Otto H., HW 2229 ; Wilhelm Kl., G 109.
26 Fritz B., HW 804-5 ; Otto H. ; HW 2228-29.
27 Heinrich Bl., HW 467-68.
28 ZStL, 208 AR-Z 268/59 (Staatsanwaltschaft Wiesbaden, 8 Js 1145/60, inculpation de Lothar Hoffmann et Hermann Worthoff, affaire *KdS* Lublin) : 633-35.
29 Heinrich Bl. HW 468 ; Alfred L., HW 1354 ; Martin D., HW 1610 ; Bruno R., HW 1856 ; Wilhelm Kl., G 109.
30 Alfred L., HW 1354 ; Johannes L., HW 1444 ; Bruno R., HW 1856 ; Bruno P., HW 1928.
31 Martin D., HW 1611-13.
32 Wilhelm Gb., HW 2155.
33 Karl E., HW 900.
34 Johannes L., HW 1445 ; Eduard D., HW 433-34.
35 Wilhelm K., HW 1777-78.

16. Après

1 Wolfgang Hoffmann, HW 768 ; Kurt D., HW 1224.
2 Heinrich Bl., HW 469.
3 Wolfgang Hoffmann, HW 790, 2922-24.
4 Heinz B., HW 649,825 ; Arthur K., HW 61.

17. Allemands, Polonais et Juifs

1 Wolfgang Hoffmann, HW 780.
2 Heinz B., HW 826.
3 Bruno P., HW 1919.
4 Lucia B., G 597.
5 Wolfgang Hoffmann, HW 2299.
6 Walter H., G 602.
7 Bruno P., HW 1925-26.
8 Wolfgang Hoffmann, HW 2921.
9 Kurt D., HW 2886-87.
10 Alfred K., G 582 ; Ernst R., G 608, 612d ; Georg S., G 635.
11 Hermann Bn., HW 3067, 3214-15, 3512, 3515 ; Rudolf B. et Alfred B., HW 3514.
12 Erwin G., HW 2503 ; Alfred B., HW 2520.
13 August Z., HW 3368.
14 Erwin G., HW 1640, 2504 ; Conrad M., HW 2682 ; Anton B., HW 2710 ; Kurt D., HW 4338 ; Hermann Bg., G 101.

15 Bruno D., HW 1876 ; Anton B., HW 4347 ; Kurt D., HW 4337 ; Wilhelm Gb., HW 2149.
16 Rudolf G., HW 2491.
17 Ernst Hd., HW 3088-89.
18 Georg W., HW 1733.
19 Gerhard K., HW 3083.
20 Friedrich Bm., HW 2097.
21 Karl G., HW 2200.
22 Erwin N., HW 1690.
23 Friedrich Bm., HW 2103 ; Hellmut S., G 652.
24 Hans K., HW 2265.
25 Friedrich P., G 247 ; Wilhelm K., G 517-18 ; Walter N., HW 3354.
26 Oskar P., HW 1742.
27 Wilhelm J., HW 1322 ; Friederick V., HW 1540 ; Emil S., HW 1737 ; Ernst Hr., HW 2717.
28 Wolfgang Hoffmann, HW 2294.
29 Rudolf B., HW 407 ; Friedrich B., HW 1592 ; Martin D., HW 1609 ; Heinrich E., HW 2171 ; Georg K., HW 2640 ; August Z., G 285 ; Karl S., G 663.
30 Gustav M., G 169.
31 Bruno P., HW 1924.
32 Bruno P., HW 1918-19.
33 Wilhelm J., HW 1324.
34 Friedrich Bm., HW 2104 ; Anton B., HW 2709-10 ; August Z., HW 3367, G 286.
35 Bruno G., HW 3301 ; Hans K., HW 2265.
36 August Z., HW 3365,3367.
37 Anton B., HW 2710-11.

18. Des hommes ordinaires

1 John W. Dower, *War Without Mercy ; Race and Power in the Pacific War* (New York, 1986), surtout 3-15 (« Pattern of a Race War ») et 33-73 (« War Hates and War Crimes »).
2 Le nom polonais de cette ville est Bydgoszcz. Des Allemands « ethniques » qui y habitaient ayant été tués dans les premiers jours de la guerre, le mois suivant les forces allemandes d'occupation s'y sont livrées à des massacres et des expulsions particulièrement féroces. Voir Krausnick et Wilhelm, 55-65 ; Tadeuz Esman and Wlodjimierz Jastrzebski, P*ierwsje Miesiac Okupacji Hitlerowkiej w Bydgoszcz* (Bydgoszcz, 1967).
3 En guise d'encouragement, le commandant du sous-marin *Wahoo*, après avoir mitraillé plus d'une heure durant dans l'eau des soldats japonais, a été récompensé de la *Navy Cross* et de la *Army Distinguished Service Cross*. Dower, 330, n. 94.
4 Dower, 11.
5 Richard Rubenstein, *The Cunning of History* (New York, 1978), et Zygmunt Bauman, *Modernity and the Holocaust* (Ithaca, 1989), ont tous deux réfléchi aux implications du travail de Hilberg de ce point de vue. Dans son *Eichmann à Jérusalem : rapport sur la banalité du mal* (New York, 1965), Hannah Arendt présente Eichmann comme un « bureaucrate banal », un rouage dans la machine bureaucratique. Eichmann n'est sans

doute pas le meilleur exemple du « bureaucrate banal », mais le concept n'en est pas moins utile pour comprendre beaucoup de responsables du génocide nazi. Hilberg et d'autres ont montré à quel point les bureaucrates ordinaires, remplissant les tâches essentielles au programme du meurtre en masse exactement de la même routinière manière dont ils s'exécutaient du reste de leurs obligations professionnelles, ont rendu le génocide possible. Le mal n'était point banal ; ceux qui l'ont commis l'étaient. C'est précisément ce fossé « entre l'indicible horreur des actes et le caractère indéniablement grotesque des hommes qui les ont accomplis » (54) que Arendt a tenté de combler avec sa notion de « banalité du mal ».

6 Hans-Heinrich Wilhelm, inédit.

7 Bettina Birn, *Die Höheren SS und Polizeiführer* (Düsseldorf, 1986), 363-64 ; ZStL, II 208 AR-Z 74/60 (Staatsanwaltschaft Hamburg, 141 Js 573/60, inculpation de Birmes) : 62-65.

8 Sereny, *Au fond des ténèbres*, trad. C. Audry, Denoël, 1974 (1993).

9 T.W. Adorno et al., *The Authoritarian Personality* (New York, 1950), 1-10.

10 Adorno et al., 222-279.

11 Bauman, 153.

12 John M. Steiner. « The SS Yesterday and Today : A Sociopsychological View », in Survivors, Victims, and Perpetrators : Essays on the Nazi Holocaust, éd. Joel E. Dimsdale (Washington, 1980), 431-34, 443.

13 Ervin Staub, *The Roots of Evil : The Origins of Genocide and Other Group Violence* (Cambridge, 1989), 18, 128-41.

14 Staub, 26, 126. Staub rapporte l'histoire d'un ancien combattant du Vietnam dont la trajectoire est semblable à celle qu'ont connue les policiers du 101e bataillon de réserve, du désespoir de Jozefow à l'habitude de tuer : « Survolant en hélicoptère un groupe de civils, on lui intima l'ordre de leur tirer dessus, ordre auquel il n'obéit pas. L'hélicoptère fit un tour, on lui donna derechef l'ordre de tirer, il ne le fit toujours pas. L'officier responsable de l'opération le menaça dès lors de la cour martiale, et la fois suivante il tira. Il vomit, se sentit profondément malheureux. L'ancien combattant raconta plus tard que, assez rapidement, tirer sur des civils devint un exercice de stand de tir, et il commença à y prendre plaisir » (134).

15 Bauman, 166-68.

16 Craig Haney, Curtis Banks et Philip Zimbardo, « Interpersonal Dynamics in a Simulated Prison, » *International Journal of Criminology and Penology* 1 (1983) : 69-97.

17 Haney, Banks et Zimbardo, « The Stanford Prison Experiment : Slide show and audio cassette ».

18 Gustav M., 169-70 ; Heinz B., HW 2439-40.

19 Herbert Jäger, *Verbrechen unter totalitärer Herrschaft* (Francfort, 1982), 81-82,95-122,158-60.

20 Stanley Milgram, *Obedience to Authority : An Experimental View* (New York, 1974), (*La soumission à l'autorité*, trad. E. Molinié, Calmann-Lévy, 1974) 1. Réactions aux expériences de Milgram chez Arthur G. Miller, *The Obedience Experiments : A Case Study of Controversy in the Social Sciences* (New York, 1986).

21 Milgram, 13-26.

22 Milgram, 32-43, 55-72, 93-97, 113-22.
23 Milgram, 135-47.
24 Milgram, 148-52.
25 Milgram, 7, 177.
26 Milgram, 9, 176-77.
27 Milgram, 113-15.
28 Stanley Milgram, « Group Pressure and Action Against a Person », *Journal of Abnormal and Social Psychology* 9 (1964) : 1137-43.
29 Milgram, *Obedience to Authority*, 142.
30 Milgram, *Obedience to Authority*, 177.
31 Bernd Wegner, *Hitlers Politische Soldaten ; Die Waffen-SS 1939-1945* (Paderborn, 1982) ; Krausnick et Wilhelm.
32 BA, R 19/467 (directives du *RF-SS* et chef de la police allemande des 27 octobre 1942 et 6 avril 1943, signées Winkelmann).
33 BA, R 19/308 (directives pour l'instruction des bataillons de police, 23 janvier 1940).
34 BA, R 19/308 (directives pour l'instruction des réserves de police employées dans la *Schutzpolizei* du Reich et les communautés, 6 mars 1940).
35 BA, R 19/308 (instruction des formations de l'*Ordnungspolizei* et de la police de réserve concernant le service intérieur, 20 décembre 1940).
36 BA, R 19/308 (programme sur six jours pour l'éducation de l'officier).
37 BA, R 19/308 (programme d'état-major pour l'instruction national-socialiste, 14 janvier 1941).
38 BA, R 19/308 (directives pour l'instruction idéologique de l'*Ordnungspolizei* en temps de guerre, 2 juin 1940).
39 YVA, 0-53/121 W I (KdO, 25e régiment de police, 17 décembre 1942, vœux et salutations de Noël/Nouvel An, signés Peter).
40 BA, RD 18/15-1, Gruppe A, et 2, Gruppe B : *Politischer Informationsdienst, Mitteilungsblätter für die weltanschauliche Schulung der Orpo*.
41 BA, RD 18/15-1, Gruppe A, Folge 16,10 juin 1941.
42 BA, RD 18/15-1, Gruppe A, Folge 27, 1er décembre 1941.
43 BA, RD 18/15-2, Gruppe B, Folge 22, 20 septembre 1942.
44 BA, RD 18/42, *Schriftenreihe für die weltanschauliche Schulung der Ordnungspolizei*, 1941, Hefts 5, « Die Blutsgemeinschaft der germanischen Völker » and « Das grossgermanische Reich ».
45 BA, RD 18/16, 1942, Heft 4, « Deutschland ordnet Europa neu ! » ; RD 18/19, 1942, Sonderheft, « SS-Mann und Blutsfrage ».
46 BA, RD 19/41, 1943, Heft 4-6, « Rassenpolitik ».
47 BA, R 19/305 (directives du chef de l'*Ordnungspolizei* pour la lutte contre les partisans, 17 novembre 1941).
48 Bruno D., HW 2992.
49 Gustav M., G 169.
50 Primo Levi, *Naufragés et rescapés*, Gallimard, 1989.

Postface

1 Daniel Jonah Goldhagen, « The Evil of Banality », *New Republic*, 13 et 20 juillet 1992, p. 49-52 ; Daniel Jonah Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners : Ordinary Germons and the Holocaust*, Londres, 1996 (*Les Bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*,

trad. P. Martin, Paris, Seuil, 1997), qui compte plus de trente notes où il est question de mon ouvrage ; Daniel Jonah Goldhagen, « A Reply to My Critics : Motives, Causes, and Alibis », *New Republic*, 23 décembre 1996, p. 37-45 [en français, voir « Réponse à mes critiques », trad. P. Débat, *Le Débat*, n° 93, janvier-février 1997, p. 160-188] ; « Letter to the Editor », *New Republic*, 10 février 1997, p. 4-5.

Daniel Jonah Goldhagen a commencé ses recherches dans les archives de la Staatsanwaltschaft de Hambourg plusieurs mois après que j'y eus achevé mon ouvrage, en mai 1989. Il a eu connaissance de mon travail sur le 101e bataillon de réserve au plus tard dans le courant de l'automne 1989.

J'ai à mon tour critiqué l'ouvrage de Goldhagen : Christopher R. Browning, « Daniel Goldhagen's *Willing Executioners* », History & Memory, 8/1, 1996, p. 88-108 ; et « Human Nature, Culture, and the Holocaust », *Chronicle of Higher Education*, 18 octobre 1996, p. A72. Nous avons eu un échange de vues au colloque d'ouverture du U.S. Holocaust Memorial Museum, en décembre 1993, dont les actes n'ont pas encore été publiés.

2 Il existe déjà au moins deux anthologies de réponses aux B*ourreaux volontaires de Hitler* : Julius H. Schoeps, éd., *Ein Volk von Mördern*, Hambourg 1996, et Franklin H. Littel, éd., *Hyping the Holocaust : Scholars Answer the Holocaust*, Merion Station, Pa., 1997. II semble que d'autres soient en préparation. Les critiques les plus fouillées et les plus cinglantes du livre sont Ruth Bettina Birn, « Revising the Holocaust », *Historical Journal*, 40/1, 1997, p. 195-215 ; et Norman Finkelstein, « Daniel Goldhagen's "Crazy" Thesis : A Critique of *Hitler's Willing Executioners* », *New Left Review*, 224, 1997, p. 39-87. (En français, cf. N. Finkelstein et R. Birn, *L'Allemagne en procès. La thèse de Goldhagen et la vérité historique*, Paris, Albin Michel, 1999). Pour une autre évaluation détaillée, cf. Dieter Pohl, « Die Holocaust – Forschung und Goldhagen's Thesen », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 45/1, 1997, p. 1-48.

3 Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews*, 1961, éd. revue et augmentée, New York, 1985, p. 1011, 994 (*La Destruction des Juifs d'Europe*, trad. M. -Fr. de Paloméra et A. Charpentier, Paris, Fayard, 1988, p. 872 et 857).

4 Herbert Jäger, *Verbrechen unter totalitärer Herrschaft*, Francfort, 1982, p. 81-82, 95-122, 158-160.

5 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 106 ; trad. fr. (ici modifiée), p. 114-115.

6 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 85 ; trad. fr., p. 96.

7 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 399, 443 ; trad. fr., p. 434, 437-438.

8 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 39, 43 ; trad. fr., p. 49, 54.

9 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 582, n. 38 et 593-594, n. 53 ; trad. fr. p. 550, n. 38 et 558-559, n. 53.

10 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 35-36 ; trad. fr. p. 45-46.

11 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 444 ; trad. fr. (ici modifiée), p. 440.

12 Hans-Ulrich Wehler, *The German Empire*, Leamington Spa, 1985. James Retallack, « Social History with a Vengeance ? Some Reactions to H-

U Wehler's "Das Kaiserreich" », *German Studies Review*, 7/3, 1984, p. 423-450. Roger Fletcher, « Recent Developments in West German Historiography : The Bielefeld School and Its Critics », *German Studies Review*, 7/3, 1984, p. 451-480.

13 George L. Mosse, *The Crisis of German Ideology*, New York, 1964 ; Fritz Slern, *The Politics of Cultural Despair*, Berkeley, 1961 (*Politique et désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*, trad. C. Malamoud, Paris, Armand Colin, 1990) ; Jeffrey Herf, Reactionary Modernism : Technology, Culture and Politics in Weimar and the Third Reich, Cambridge, 1984, et « Reactionary Modernism Reconsidered : Modernity, the West and the Nazis », à paraître.

14 John Weiss, *Ideology of Death : Why the Holocaust Happened in Germany*, Chicago, 1996.

15 Shulamit Volkov, « Anti-Semitism as a Cultural Code », *Leo Baeck Institute Yearbook*, 23, 1978, p. 25-46. Voir également Peter Pulzer, *The Rise of Political Anti-Semitism in Germany and Austria*, Londres, 1964.

16 History of Anti-Semitism List, 5.15.96.

17 Gavin Langmuir, « Prolegomena to Any Present Analysis of Hostility Against the Jews », repris in Michael Marrus, éd., *The Nazi Holocaust*, vol. 2, Westport, Conn., 1989, p. 133-171, notamment p. 150-154 ; et « From Anti-Judaism to Anti-Semitism », History, Religion, and Antisemitism, Berkeley, 1990, p. 275-305, notamment p. 289-297.

18 Saul Friedlander, *Nazi Germany and the Jews. The Years of Persécution, 1933-39*, Londres, 1997, p. 73-112 ; *L'Allemagne nazie et les Juifs, 1. Les années de persécution (1933-1939)*, trad. M.-Fr. de Paloméra, Paris, Seuil, 1997, p. 83-119.

19 Goldhagen, « A Reply to My Critics », p.41.

20 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 399, 85 ; trad. fr., p. 394, 96.

21 William Sheridan Allen, *The Nazi Seizure of Power*, édition revue, New York, 1984, p. 84 (*Une Petite Ville nazie, 1930-1935*, trad. R. Rosenthal, Paris, Laffont, 1967).

22 Goldhagen, « A Reply to My Critics », p. 42.

23 Ulrich Herbert, *Best. Biographische Studien über Radikalismus, Weltanschauung und Vernunft, 1903-1989*, Bonn, 1996.

24 Ian Kershaw, « The Persecution of the Jews and German Popular Opinion in the Third Reich », *Yearbook of the Leo Baeck Institute*, 26, 1981, p. 261-289 ; *Popular Opinion and Political Dissent in the Third Reich. Bavaria, 1933-1945*, Oxford, 1983 ; *L'Opinion allemande sous le nazisme. Bavière, 1933-1945*, trad. P.-E. Dauzat, Paris, CNRS Éditions, 1995 ; *The « Hitler Myth ». Image and Reality in the Third Reich*, Oxford, 1987, éd. paperback, 1989 ; « German Popular Opinion and the "Jewish Question", 1939-1943 : Some Further Reflections », *in* Arnold Paucker, éd., *Die Juden im nationalsozialistischen Deutschland, 1933-1943*, Tübingen, 1986, p. 365-386. Otto Dov Kulka, « "Public Opinion" in Nazi Germany and the "Jewish Question" », *Jerusalem Quarterly*, 25, 1982, p. 121-144, et 26, hiver 1982, p. 34-35 ; et Otto Dov Kulka et Aaron Rodrigue, « The German Population and the Jews in the Third Reich : Recent Publications and Trends in Research on German Society and the "Jewish Question" », *Yad Vashem Studies*, 16, 1984, p. 421-435. David Bankier,

« The Germans and the Holocaust : What Did They Know ? », *Yad Vashem Studies*, 20, 1990, p. 69-98 ; et *The Germans and the Final Solution : Public Opinion under Nazism*, Oxford/Cambridge, Mass., 1992. Voir également Marlis Steinert, *Hitler's War and the Germans*, Athens, Ohio, 1977 ; Walter Laqueur, « The German People and the Destruction of the European Jews », *Central European History*, 6, n° 2, 1973, p. 167-191 ; Sarah Gordon, *Hitler, Germans, and the « Jewish Question »*, Princeton, 1984 ; Robert Gellately, *The Gestapo and German Society. Enforcing Racial Policy 1933 -1945*, Oxford, 1990. À l'opposé, voir Michael Kater, « Everyday Anti-Semitism in Prewar Nazi Germany », *Yad Vashem Studies*, 1984, p. 129-159.

25 Friedlander, *Nazi Germany and the Jews*, p. 298, 327-328 ; trad. fr., p. 292, 320.

26 Bankier, *The Germans and the Final Solution*, p. 151-120.

27 Kulka et Rodrigue, « The German Population and the Jews », p. 435.

28 Kershaw, « The Persécution of the Jews », p. 288.

29 Kulka et Rodrigue, « The German Population and the Jews », p. 430-435.

30 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 439-440, 592 ; trad. fr., p. 430-432, 558.

31 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 279, 185 ; trad. fr., p. 280, 191.

32 Goldhagen, « A Reply to My Critics », p. 40.

33 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 279 ; trad. fr., p. 280.

34 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 241, 231, 451.

35 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 386, 414 ; trad. fr., p. 382, 407-408 (trad. ici modifiée).

36 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 416, 392 ; trad. fr., p. 409, 388 (trad. ici modifiée).

37 Outre sa « Reply to My Critics » et sa « Letter to the Editors », *New Republic*, voir sa « Letter to the Editors », *New York Review of Books*, 6 février 1997, p. 40.

38 Comme beaucoup de critiques l'ont noté, il est une comparaison que Goldhagen ne fait pas, entre l'antisémitisme allemand et l'antisémitisme non allemand. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer : « Nulle part ailleurs l'antisémitisme n'était répandu au point d'être devenu un axiome culturel […]. L'antisémitisme allemand était *sui generis*. » Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 419 ; trad. fr., p. 412.

39 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 348-351 ; trad. fr., p. 348-351. Dans la majeure partie de son récit, Goldhagen parle des gardiens comme d'un groupe monolithique sans distinction aucune ; souvent, il se contente simplement de dire « les Allemands ». Pourtant, lui-même donne des détails éloquents qui mettent en évidence d'importantes distinctions en termes de situation, d'institution et de génération. Au contraire des huit ou dix jeunes Allemands, les dix-huit ou vingt gardiens plus âgés (d'après une survivante) « étaient pour la plupart de bonnes natures, ils ne nous battaient pas et ne nous tourmentaient pas ». Le recrutement d'Allemands hors du Reich était, bien entendu, entre les mains des SS. Les jeunes gardiennes – uniformément cruelles (bien que six aient déserté rapidement) – avaient toutes demandé à être gardiennes. (*Ibid.*, p. 335, 360 ; trad. fr., p. 337, 359.)

40 Ces statistiques sont tirées de Danuta Czech, *Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau, 1939-1945*, Hambourg, 1989, notamment p. 126-132, 179 ; Steven Paskuly, éd., *Death Dealer : The Memoirs of the SS Kommandant at Auschwitz Rudolph Höss*, New York, 1996, p. 132-134 (Rudolf Hoess, *Le Commandant d'Auschwitz parle*, préface de Geneviève Decrop, Paris, La Découverte, 1995).

41 Michael Thad Allen, « Engineers and Modern Managers in the SS : The Business Administration Main Office (Wirtschaftsverwaltungshauptamt) », thèse, University of Pennsylvania, 1995.

42 Yehoshua Büchler, « First in the Vale of Affliction : Slovakian Jewish Women in Auschwitz, 1942 », *Holocaust and Genocide Studies*, 10, n° 3, 1996, p. 309.

43 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 410-411 ; trad. fr., p 404.

44 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 398, 410 ; trad. fr., p. 393, 404.

45 Henry Friedlander, *The Origins of Nazi Genocide. From Euthanasia to the Final Solution*, Chapel Hill/Londres, 1995, p. 110, écrit : « Le personnel de Hadamar organisa une fête lorsque le nombre des patients tués atteignit les 10 000. Sur l'ordre des médecins, tout le personnel se réunit au crématoire du sous-sol pour participer à l'incinération de la dix millième victime. Un corps nu était allongé sur un brancard, couvert de fleurs. Bünger, le directeur, fit un discours et un membre du personnel habillé en ecclésiastique anima une cérémonie. Chacun reçut une bouteille de bière. »

46 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 389 ; trad. fr., p. 385-386.

47 Primo Levi, *Les Naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz* (1986), trad. A. Maugué, Paris, Gallimard, 1989, p. 124 (trad. ici légèrement modifiée) ; Gitta Sereny, *Into that Darkness. An Examination of Conscience*, Londres, Pan Books, 1977, p. 101 (*Au fond des ténèbres. De l'euthanasie à l'assassinat de masse : un examen de conscience*, Paris, Denoël, 1981).

48 Fred E. Katz, *Ordinary People and Extraordinary Evil : A Report on the Beguilings of Evil*, Albany, 1993, p. 29-31, 83-98.

49 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 408 ; trad. fr., p. 402.

50 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 409 ; trad. fr., p. 403.

51 Dans ma communication publiée par la suite sous le titre « Daniel Goldhagen's *Willing Executioners* », *History & Memory*, 8/1, 1996, p. 88-108.

52 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 463 ; trad. fr., p. 455.

53 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 467 ; trad. fr., p. 459.

54 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 464 ; trad. fr., p. 456.

55 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 601, n. 11 ; trad. fr., p. 564, note 9.

56 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 467 ; trad. fr., p. 459.

57 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 221 ; trad. fr., p. 226 (trad. ici modifiée).

58 Dans une note de la p. 537 (trad. fr., p. 516, note 22), il signale le témoignage d'Ernst G., G 383. Mais il ne signale pas les témoignages à ce propos de George A., HW 421 ; Alfred L., HW 1351 ; Bruno P.,

HW 1915 ; Heinz B., HW 4415 ; Henry L., G 225 ; August Z., G 275 ; et Hans K., G 363.

59 George A., HW 439 ; et Erwin N., HW 1685.

60 Friedrich B., HW 439 ; Bruno R., HW 1852 ; Bruno D., HW 1874 ; Bruno P., HW 1915 ; Bruno G., HW 2019.

61 Oskar P., HW 1743.

62 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 240 ; trad. fr., p. 244 (trad. ici modifiée).

63 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 241 ; trad. fr., p. 245.

64 Bruno P., HW 1925-26. Il convient aussi de signaler que l'auteur de ce récit fit aussi une multitude de témoignages accablants. Goldhagen lui-même le cite souvent à d'autres propos. Ce n'est donc pas sa crédibilité qui est en cause.

65 Il va sans dire que Goldhagen a jugé lui aussi tendancieux et fallacieux mon choix et mon usage des données. Souvent, ses observations me paraissent tenir du pinaillage, mais il arrive qu'elles soient judicieuses. Par exemple, il note à juste raison que j'aurais dû citer intégralement la réprimande de Trapp en l'attribuant clairement à son auteur : après avoir observé les « mauvais traitements », il rappela à ses hommes que « leur tâche était de fusiller les Juifs, non pas de les battre et de les torturer ». Goldhagen, « The Evil of Banality », p. 52.

66 Heinz Buchmann, HW 2439-40.

67 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 249-250 ; trad. fr., p. 252-253 (trad. ici modifiée).

68 Heinz Buchmann, HW 2441.

69 Heinz Buchmann, HW 4416.

70 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 248 ; trad. fr., p. 251 (trad. ici modifiée).

71 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 235-236 ; trad. fr., p. 239-240 (trad. ici modifiée) ; Hermann B., HW 3066-67, 3214, 3515.

72 Bruno D., HW 1874.

73 Wilhelm E., HW 2239.

74 Goldhagen, « A Reply to My Critics », p. 38.

75 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 381-382 ; trad. fr., p. 377.

76 Tels sont les facteurs auxquels Goldhagen attribue le démantèlement de l'antisémitisme dans la culture allemande de l'après-guerre. Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 582, 593-594 ; trad. fr., p. 551, 558-559.

77 Goldhagen, « A Reply to My Critics », p. 40.

78 Herbert C. Kelman et V. Lee Hamilton, *Crime of Obedience : Toward a Social Psychology of Authority and Responsibility*, New Haven, 1989.

79 À l'occasion, les nazis ont compris qu'il était nécessaire de préserver une telle distinction pour la tournure d'esprit de la majorité des exécutants. Alors que les hommes refusant de tirer sur des Juifs n'étaient pas traduits en justice, des enquêtes furent diligentées (dans un cas, un homme fut même jugé pour meurtre) dans les cas de tuerie « non autorisée » de Juifs, et ce même en 1942, l'année la plus sanglante de l'Holocauste. Par exemple : Prague, Archives militaires, Varia SS, 124 : Feldurteil in der Strafsache gegen Johann Meisslein, Gericht der Kdtr. des Bereiches Proskurow (FK183), 12 mars 1943.

80 James Waller, « Perpetrators of the Holocaust : Divided and Unitary Self-

Conceptions of Evildoing », *Holocaust and Genocide Studies*, 10, n° 1, printemps 1996, p. 11-33.

81 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 13 ; trad. fr., p. 21.

82 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 383 ; trad. fr., p. 378-379.

83 La toute dernière technique de « réfutation » de Goldhagen (« Letter to the Editor », p. 5) est tout à fait originale et inhabituelle. Il invente ou imagine un témoignage hypothétique ou contre-factuel concernant la pression exercée par les pairs, puis décrète que l'absence d'un tel témoignage prouve que ce facteur n'a joué aucun rôle.

84 Goldhagen, « A Reply to My Critics », p. 38-40. Goldhagen dit la même chose dans son livre : « Les explications traditionnelles […] nient […] l'humanité des agents de l'Holocauste, le fait qu'ils étaient des êtres humains capables d'effectuer des choix moraux. » Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 389-392 ; trad. fr., p. 384-388.

85 Stanley Milgram a testé, plutôt que postulé, l'idée que la « soumission à l'autorité » était un phénomène transculturel. Et il a explicitement reconnu que les préjugés et l'endoctrinement amplifieraient sans nul doute l'empressement du sujet à infliger une douleur à sa victime. Zimbardo a intentionnellement éliminé les sujets armés de préjugés parce que leur participation eût à l'évidence infléchi ses résultats. Kelman et Hamilton affirment que des facteurs culturels – tels qu'une attitude négative envers les victimes – faciliteront la docilité envers la politique d'extermination approuvée par l'autorité légitime.

86 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 389 ; trad. fr., p. 385.

87 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 27, 269 ; trad. fr., p. 37, 270 (trad. ici modifiée).

88 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 34 ; trad. fr., p. 44.

89 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 106 ; trad. fr., p. 114-115 (trad. ici modifiée).

90 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 399, 85 ; trad. fr., p. 394, 96.

91 Goldhagen, *Hitler's Willing Executioners*, p. 443 ; trad. fr., p. 437-438 (trad. ici modifiée).